This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

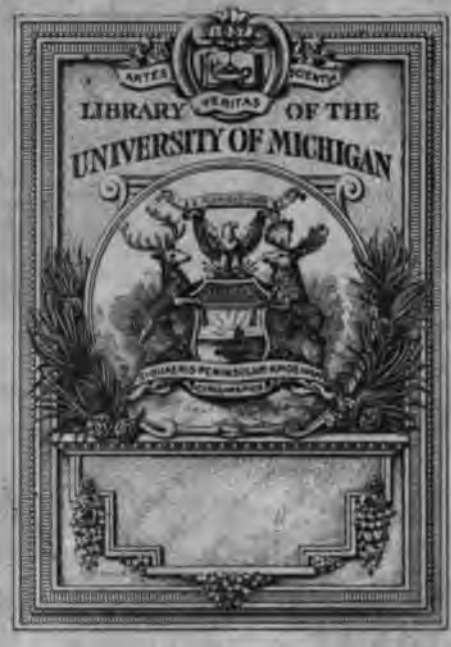
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 926,433

ARTES VERITAS SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN


ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN

JA
506
.1493
C17

RECUEIL COMPLET

DE TRAITÉS.

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS, par Henri WHEATON; traduit en espagnol et augmenté. Paris, 1861. — En vente à la librairie de A. Durand, rue des Grès, 7.

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.

RECUEIL COMPLET

39213

DES TRAITÉS,

CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES

DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE

Compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn,

DEPUIS L'ANNÉE 1493 JUSQU'A NOS JOURS,

PRÉCÉDÉ

D'UN MÉMOIRE SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE,

DE TABLEAUX STATISTIQUES, D'UN DICTIONNAIRE DIPLOMATIQUE,

AVEC UNE NOTICE HISTORIQUE SUR CHAQUE TRAITÉ IMPORTANT.

PAR

M. CHARLES CALVO,

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT HISTORIQUE, DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE,
DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION DE FRANCE,
DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCONOMISTES DE PARIS;
DE L'INSTITUT HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE DU RIO DE LA PLATA;
CHARGÉ D'AFFAIRES DU PARAGUAY PRÈS LES COURS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE.

TOME CINQUIÈME.

PARIS,

A LA LIBRAIRIE DE A. DURAND,

Rue des Grès, 7.

1862.

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

INVASION INGLESA AL RIO DE LA PLATA.

CONQUISTA Y RECONQUISTA DE BUENOS AIRES.

Memoria y narracion histórica de la pérdida y reconquista de Buenos Aires.

(CONTINUACION (1).)

CAPÍTULO III.

SALIDA DE LAS TROPAS DE MONTEVIDEO PARA BUENOS AIRES.

1806.
Salida de las tropas.
Primer combate naval.

Con las disposiciones que quedan dichas y al efecto de la reconquista de Buenos Aires, comenzaron á salir las tropas de tierra, el 22 de junio, junto con su general D. Santiago Liniers; y las fuerzas navales, con su comandante D. Juan de Concha, el 23 por la tarde, hasta el pueblo de la Colonia del Sacra-

(1) Véase la primera parte en el tomo IV, pág. 385.

1806. mento, en que se habian de reunir unas y otras. Las tropas terrestres tuvieron sus contratiempos en el camino, por lo que se detuvieron en llegar al punto de reunion, lo que al fin consiguieron el 31 del dicho junio, habiéndoseles reunido en el camino mucho gentío para pasar á Buenos Aires, todos con un ánimo igual, y prontos para la contienda. Las fuerzas navales llegaron al punto señalado el 24, despues de haber sufrido la noche del 23 una recia borrasca, á causa del temporal que se levantó; de cuyas resultas se perdieron dos lanchillas, aunque con la felicidad de salvar sus gentes, cañones y casi todos sus pertrechos. Durante la mansion de la escuadrilla en la Colonia, ya los enemigos, algo recelosos de este suceso, apostaban sus espías que les anunciasen el próximo arribo de estas fuerzas. Al efecto de explorar, llega el 29 á legua y média de la Colonia un bergantin enemigo, el que, luego que es advertido por los nuestros, resuelven salir á batirse con él, lo que consiguieron estando el viento en calma. Solo una de las lanchillas, que llega primero, entra en combate con él, consigue maltratarlo bastante, arrancándole considerables pedazos, cuyos fragmentos, flotantes sobre las aguas, tienen la satisfaccion de recoger y depositarlos en casa de su general, en firme testimonio de su contienda; y seguramente hubiera sido apresado á no haber arreciado el viento ántes que las otras llegasen á estado de poder batirse, con cuyo motivo, echando todo trapo, pudo escapar el enemigo llevando en sí un auténtico testimonio de hallarse ya en dicho puerto las fuerzas que solicitaban.

¡Oh! ¡y cuánto es el gusto que desde el pueblo de la Colonia tenian nuestros amados paisanos, al ver la bizarra contienda de los suyos! Testigos son del gran gozo en que rebosaban las exteriores señales de júbilo y aplauso con que los recibieron en su regreso, que fué la noche del 29, y máxime viendo que no habian experimentado daño alguno, por mas que el enemigo ponia todo empeño en sepultarlos entre las aguas, como lo manifestaban las continuas descargas y muchas balas que vomitaba. Él lleva en sí, como ya he dicho, señales de este combate, y los nuestros solamente las llevan en los trofeos que

de él han recogido. El enemigo, sin duda zafo de este ataque, vuela á llevar á los suyos esta noticia; de cuyas resultas, el 30 aparecen á la vista de la Colonia dos fragatas y una corbeta inglesas, con el objeto, segun es de colegir, de ver si con su presencia amedrentan á los nuestros, les obligan á detenerse y no salir de aquel puerto, pero se engaña en esto el arrogante enemigo. Salen los nuestros desde sus principios del puerto de Montevideo, como hemos visto, resueltos á buscarles y no á huir de su vista. 1806.

Valor singular y patriotismo de D. Martin Pueyrredon.

En el ínterin, algunos de Buenos Aires esperan las fuerzas de Montevideo para reunirse, y dar el golpe al enemigo. Con este objeto, D. Martin Pueyrredon, hombre de valor singular, como sus particulares hechos lo demuestran, penetrado de un justo sentimiento al ver al enemigo tan torpemente posesionado de su suelo patrio, y al mismo tiempo reconociendo las tiranías que comienza á practicar con sus compatriotas, siendo un mero particular, sacrifica sus intereses y pone en riesgo su vida; pues sale de la ciudad, sin mas objeto que acopiar gentes, interceptar toda especie de víveres, como lo hace á toda costa, pagando á mano lo que puede, ya de su propio peculio, ya del de otros, que al efecto se le han asociado, y de no, librando contra él, sin mas fin que aniquilar al enemigo, y por último viene con los nuestros en su llegada. Con estas miras acámpase en la costa, unas cuatro leguas de la ciudad con alguna gente, de cuyo número lo que únicamente se sabe, es que era muy inferior á la del enemigo, teniendo consigo unos 5 á 6 cañones. Mas como en todos reinos y ciudades no faltan traidores y quienes, enajenados de los sentimientos de verdadero honor y olvidados de las obligaciones de todo derecho, favorezcan al enemigo, no tardó mucho sin que este supiera la llegada de Pueyrredon.

Combate favorable á Pueyrredon.

Con este motivo, determina salir á atacarlo, lo que efectuó el 1° de agosto, destinando para el efecto 600 hombres con todo su tren. Mas Pueyrredon, íntimamente instruido del país, receloso ya de este hecho, remitia continuamente sus espías que le cerciorasen de las novedades ocurrentes, las que el referido dia primero, bien de madrugada, vuelven anunciándole que una

1806. gran columna de enemigos venia sobre ellos. Con cuya noticia Pueyrredon, afligido porque como acababan de llegar á aquel lugar, se hallaban bastantes desprevenidos, con dos solos cañones que tiene mal montados trata de defenderse. Llega al fin á avistarse el enemigo como á las siete de la mañana, rómpese inmediatamente el fuego, este se sostiene con bastante actividad y bizarría; crece, y al cabo Pueyrredon, con 10 ó 12 que le siguen, les avanza, con lo que, no obstante el crecido número, tiene el enemigo que retirarse con pérdida de un carro de municiones que les tomaron los de Pueyrredon con bastantes muertos y heridos, hasta el número de 22, siendo el daño de nuestra parte 2 muertos y 1 herido; no habiendo conseguido mas el enemigo, que con un desgraciado tiro haber dado muerte al caballo del valiente Pueyrredon.

Pueyrredon participa el suceso á D. Santiago Liniers.

Ya es de colegir cuál sería la cólera y furor que Berresford llevaria en sus entrañas: crece esta en tales términos, que no puede ahogarla en su interior; pasa á intimar á la ciudad mande aquietarse á este; ella le responde, que estando Pueyrredon fuera de su centro, no tiene cómo contenerle: al fin ofrece grande suma de dinero á quien le presente su declarado enemigo; pero todo es en vano. Pueyrredon, zafo de este ataque, pasa inmediatamente á la Colonia á dar aviso del suceso á nuestro general D. Santiago Liniers. Con estas nuevas noticias, y temerosos de algun siniestro accidente en la capital, tratan de conducirse á ella cuanto ántes, habiendo primero arengado al ejército en estos términos (1).

Entusiasmo del ejército. Los Milicianos.

No bien nuestro famoso general habia arengado de esta suerte, cuando el ejército todo unánime, levantando la voz y ratificándose en sus primeras ideas, clama el ser pasado cuanto ántes á la costa del sur, para dar ya un auténtico testimonio de su valor y bizarría. ¡Oh! ¡y con cuánta alegría recibe el general estas exteriores demostraciones, pues segun ellas se promete

(1) La proclama es la *del primero de agosto* que damos mas adelante, pág. 68. — La del manuscrito tiene algunos errores: especialmente el de datarla el 3 de agosto, habiendo sido del 1º segun el parte de Liniers.

el feliz éxito de la victoria: máxime que echa la vista sobre su ejército, y le encuentra la mayor parte de él compuesto de jóvenes gallardos, entre ellos 100 y mas Catalanes que se han unido bajo el nombre de *Miñones*, todos los que siendo puramente voluntarios, sacrifican su sosiego y haberes, sin mas objeto que el de un puro valor, y manifestar á la patria y al mundo entero el valor, fidelidad y amor á su ley y compatriotas. 1806.

Holocaustos hechos al SEÑOR para obtener un buen éxito.

Ínterin todas estas cosas, esta ciudad de Montevideo, íntimamente persuadida que las armas materiales nada valen si no son dirigidas por la invisible mano del Dios de los ejércitos, y que sin el favor y amparo de este, ningun soldado católico conseguiria jamas prosperidad en sus empresas, ni lauro alguno en sus expediciones militares, procura en su iglesia matriz, y convento de los padres Franciscanos, ofrecer diariamente holocaustos á este Dios de los ejércitos, siendo en esto el modelo de los antiguos jueces y generales de los pueblos del Señor y de reinos posteriores; pues sabe que el valiente Saul dejó de serlo luego que el Señor sustrajo de él el auxilio con que le tenia condecorado; por el contrario David, á quien nunca le faltó la gracia del valor, jamas dió batalla alguna en que no fuese vencedor. Sabe que Clotario, rey de Francia, ántes de ordenar sus tropas para ocurrir á la rebelion de su mal hijo Aramno, que, como otro Absalon á David, intentaba quitarle la vida y la corona, hizo á Dios fervorosa oracion, y debió á ella el haberle aprisionado y muerto. Sabe que el rey de Aragon, Alfonso, viendo á su hijo Fernando que salia á campaña contra los Florentinos, le dió el saludable consejo de que acudiese á Dios con penitencia y con oracion humilde y fervorosa, y sabe por último que aun los paganos estaban convencidos de esta necesidad, y solian consultar á sus oráculos y presentar sus votos á los dioses, para obligarlos á que los protegiesen en la guerra. El idólatra, impiísimo rey Acab preguntó á los falsos profetas, y les mandó orasen por el buen éxito de su guerra contra la Siria. Con cuyos monumentos no dejan de hacerse en esta ciudad, como he dicho, fervorosas oraciones por el buen éxito de nuestras armas, pues se pelea contra unos que no sola-

1806. mente son enemigos del Estado y nacion, sino, lo que es mas, de Dios, su iglesia, su fe, su religion, sus leyes, sus ministros, sus templos y todo lo mas sagrado. De unos enemigos, cuyo orgullo es sin medida, y cuya ambicion es insaciable, la que al instante manifestaron en su entrada á Buenos Aires; pues su primer objeto fué recoger tesoros aun sacrificando al mismo pueblo.

El traidor marques de Sobre-Monte.

No dejará aquí de extrañar el curioso lector, que desde el primer capítulo de esta obra, no hayamos vuelto á hablar del marques de Sobre-Monte, virey de estas provincias; mas como, dejada la ciudad, le hubiésemos demostrado colocado en los campos del Monte de Castro, en nada ha intervenido en lo antedicho. Mas sin embargo diré, que despues de 21 dias de la triste catástrofe de la toma de Buenos Aires por el Ingles, recien remite oficio á este gobierno de Montevideo haciendo presente la dicha toma, y quejándose amargamente de los vecinos de Buenos Aires, y dice que estos le han abandonado. Mas al fin el reo mas convicto es de derecho natural clame por su libertad. De lo dicho en la primera parte de esta narracion se colige evidentemente quién fué el abandonado. Ello es, segun lo visto, que estas mismas voces las esparce en las partes interiores de la provincia, con cuyos preparativos retírase á la ciudad de Córdoba del Tucuman, en donde, como ignorantes en el caso, le reciben con toda grandeza. ¡ Ah ! pobres moradores de la capital, vosotros os expusísteis, sufrísteis las intemperies de los tiempos, os mantuvísteis sobre las armas hasta que se os mandó retirar, y ahora se os condecora con la investidura de traidores; yo estoy firme en que vosotros os vindicaréis en este caso. Repite al fin Sobre-Monte varios oficios; mas este gobierno, sordo, no le contesta cual él desea. Él dice que las tropas que conducia, esto es, que sacó de Buenos Aires en su campaña, le han abandonado. ¿ Y cuál será el motivo que obliga á las tropas á desentenderse de la formalidad de virey con que está revestido el que van custodiando, y al fin á abandonarlo? Él, desde Córdoba, pide á este gobierno auxilio de gente y pertrechos de guerra; mas este gobierno, apurado en las circunstancias, con el silencio se los niega.

1806.

CAPÍTULO IV.

RECONQUISTA DE BUENOS AIRES.

La armadilla sale de la Colonia del Sacramento.

Al fin de verificar ya la deseada reconquista de Buenos Aires, salió nuestra armadilla de la Colonia del Sacramento, el 3 de agosto por la tarde. El tiempo le fué favorable hasta el 5; mas en seguida, entra uno de aquellos temporales recios y temibles que anualmente se preparan en este continente, y aunque á esta fecha ya hacíamos descansadas nuestras fuerzas del otro lado, mas como no sabe el hombre los tropiezos que ha de encontrar en el camino, y careciésemos de noticia alguna, nos tiene á todos en un puro sobresalto, y con vivos deseos de saber su arribo al puerto deseado. En el ínterin llega un oficio de D. Ramon del Pino, comandante de la plaza de la Colonia, en que refiere haber oido un largo tiroteo, y haber visto una gran columna de fuego, acompañada de una grande humarea por los aires. Crecen con estas nuevas las zozobras del pueblo, y ya todos aspiran á saber si el hecho es favorable ó adverso.

Apresamiento de un buque de Buenos Aires.

Entre estas vacilaciones llega el 13, en que sabemos, por oficio pasado al gobernador de esta plaza, que dos lanchillas, por evento casual é impericia del que las dirigia, se habian separado del cuerpo de la expedicion, y segun órdenes que tenian, se hallan en la isla de Martin García, entre la Colonia y Buenos Aires, que esta ha hecho presa un buque que venía de Buenos Aires, y que por su patron ha adquirido algunas noticias que el comandante apresador comunica á este gobierno, las que en sus propios términos transcribiré aquí; son sus expresiones: « Por un barco que hice buena presa, por traer pasavante ingles, sabemos que nuestra expedicion está en las Cónchas, y en este temporal pasado, cuatro lanchas que tenian los enemigos en balizas, se han ido á pique, y un bergantin ha sido prisionero por los nuestros, y los demas buques de guerra enemigos se hallan fondeados en los Quílmes. Una

1806. partida de los nuestros avanzó á otra enemiga, les tomamos los cañones, y les quitamos un repuesto de pólvora, donde perecieron muchos de ellos. Se han juntado con nuestras tropas unos cuatro á cinco mil hombres. Los Ingleses, en cuanto supieron nuestra ida á aquella, se acamparon fuera de la ciudad, dejando en el fuerte de Buenos Aires algunas tropas para su custodia. » Con semejantes noticias rebosa en gozo el pueblo, unos á otros se dan una y mil veces las debidas enhorabuenas, y no saben cómo demostrar su alegría y contento.

Se realiza la reconquista de Buenos Aires el 12 de agosto.

Al fin, en el dia 15 de agosto, vemos cumplidos nuestros deseos; pues al amanecer de este dia llega al Sr. gobernador de esta plaza un expreso del comandante de la Colonia, en que le asegura haber oido desde la suya un largo cañoneo, hácia el lado del sur, el dia 12. Con estos antecedentes, y que al mismo tiempo avisa haber visto pasar los buques ingleses, comienza el pueblo á presagiarse la victoria; cuando á la una del mismo dia llega un oficio de nuestro general Liniers al mismo Sr. gobernador, asegurándole la reconquista de Buenos Aires, hecha por nuestras armas el 12 del mencionado agosto. El Sr. gobernador, lleno de gozo, despues de venir al templo á rendir devotamente mil acciones de gracias al Dios de los ejércitos, al que conoce debe de atribuirse toda victoria, cual otro David, Josué, Gedeon, Othoniel, etc., procura comunicar al pueblo tan interesante noticia; lo que primeramente verifica mandando descargar toda la artillería de la ciudad, repicar las campanas de los templos, y poniendo públicos carteles de este tenor: « Muy amado pueblo: Dios nuestro Señor ha favorecido completamente nuestras armas; hemos reconquistado á la capital de Buenos Aires, quedando prisioneros de guerra todos los enemigos. » ¡Oh, y quién podria contener el excesivo júbilo de este fiel y leal pueblo á la vista de tan plausible nueva, autorizada por la voz de su amado jefe! Ello es que son indecibles las señales exteriores de alegría en que prorumpe este vecindario; pues aun se advierte en los individuos condecorados con autoridades, y aun en aquellos á quienes la edad suministra ya circunspeccion, transportarse en tales términos que se expliquen

en pueriles acciones. Aun el teatro de la iglesia se muda; y si hasta el presente dia no se habian visto sino súplicas y rogaciones, desde él siguen solemnes funciones en acciones de gracias, y repetidas exequias por los que en tan heróica campaña han terminado sus dias. ¡Oh, cuán excesivas enhorabuenas desde léjos tributa á su amable general D. Santiago Liniers, cuyo nombre será eterno en los fastos de la historia; pues es sabido que la mayor parte de esa victoria debe atribuirse á la buena direccion del general, pues por defecto de esta se han visto ejércitos numerosísimos destruidos por un corto número de enemigos! Dígalo el rey Darío muchas veces vencido por Alejandro: díganlo un millon de Angolanos infieles, por los años de 1583, vencidos por un pequeño ejército de 10,200 cristianos, comandado por un diestrísimo general portugues. 1806.

Nuestro ejército, pues, saltó en la costa del sur, el 4 de agosto, haciendo su desembarque con toda felicidad y prontitud, por los muchos auxilios con que se hallaron en el pueblo de las Cónchas, 6 á 7 leguas distante de la ciudad. Las tropas que se ven felizmente en el lugar deseado, todo es buscar medios y arbitrios cómo asegurarse mas y mas la victoria. Tratan, discurren, y al fin concilian el echar en tierra 2 cañones de á diez y ocho, con los cuales, aunque conocen la dificultad en conducirlos hasta la ciudad, se prometen feliz éxito. — Ponen en planta su proyecto, y en breves instantes se ven completamente desembarcados. Detalles sobre ese gran suceso.

Aquí será de mas el referir el júbilo que se apoderó de los habitantes de Buenos Aires luego que supieron el arribo de nuestras tropas; pues segun relaciones fidedignas, en aquel mismo instante se hallaron con alimentos de diferentes especies, conducidos aun por las propias mujeres de aquellos destinos, pues ni aun saben cómo congratular á los que miran como sus redentores.

Nuestras tropas desembarcadas, se ven en la precision de mantenerse acampadas por aquellas costas el espacio de cuatro dias, á causa del furioso temporal arriba referido en su salida de la Colonia, el que ya, como hemos visto, les tomó en tierra

1806. perdido todo decoro y respeto debido á su real persona y dignidad, fué muerto en un cadalso, en la Plaza Mayor de Paris, por los furiosos y amotinados Franceses: díganlo los templos destinados al culto del verdadero Dios, convertidos en casas de profanacion; dígalo aun el mismo Dios, oculto bajo las sacramentales especies en la sagrada Eucaristía, arrojado por los suelos; y por último, dígalo una guerra de mas de 14 años que aun sufrimos, y millares de hombres muertos por este principio. En vista de estas cosas, y en consideracion de tan fatales consecuencias, ¿qué harian el cabildo y real Audiencia de Buenos Aires para contener y cortar este grande incendio? El caso, á la verdad, es árduo y crítico; pues por una parte se presenta todo un pueblo conmovido, y por otra la dignidad y respeto de un virey. Á fin de ver las cosas con mas madurez y proceder con el debido acierto y pulso, determina celebrar un congreso general, en donde, por voz comun, despues de pesadas las dificultades ocurrentes, se resuelva plenamente el caso. Este congreso se celebró el 14 del dicho agosto, al cual, para solemnizarlo, asistió el Ilmo. obispo y cabildo eclesiástico y secular, los Srs. D. José Portilla, consejero, D. José Gorvea y Badillo, fiscal del supremo consejo de Indias, real Audiencia y demas tribunales. En el que despues de propuestas las debidas reflexiones, considerada la gravedad de la cosa, y vista la constancia del pueblo en sus ideas, que aun no cedia, sino que congregado en la Plaza esperaba saber la última determinacion, se tuvo á bien nombrar por gobernador de lo militar y político de Buenos Aires, hasta la resolucion del soberano, á D. Santiago Liniers; suceso á la verdad extraordinario, y primero quizá en su línea. Un virey suspenso por el pueblo del ejercicio de sus funciones que S. M. tiene inmediatamente á su persona encomendadas, es hecho ciertamente de primera novedad. Al fin, así determinado, es preciso se le haga saber al marques de Sobre-Monte, el que el pueblo decia se hallaba en el Lujan, 12 leguas de la ciudad, para cuyo efecto se comisiona á los Sres. D. José Gorvea y Badillo, D. Lúcas Muñoz y Cubero, regente de la real Audiencia y síndico procurador de la ciudad. Estos señores, en cumpli-

Congreso general. Comisionados de la ciudad.

miento de su comision, se ponen inmediatamente en camino; mas llegando al lugar ya dicho, encuentran no estar allí el Sr. virey, no obstante hácenle desde allí comunicar á Pontezuélas, donde se halla, su comision, por medio de un oficio que llevan de órden del cabildo. El cual luego que es leido, y reflexionado por Su Exca., tan léjos de turbarle las potencias y ofuscar su entendimiento, le suministra pronta contestacion, en la que hace ver no haber facultades para despojarlo de las funciones que S. M. le ha comisionado, no faltando en su contenido bastante nervio y actividad; cuyos documentos son del tenor siguiente: 1806.

Oficio del cabildo al virey, comunicándole el nombramiento hecho el 14 en Liniers por el pueblo, para el gobierno político y militar de Buenos Aires.

Excmo. Señor,

Habiendo tenido esta capital la incomparable gloria de ser reconquistada el dia 12 del corriente por todo su vecindario, que tomó las armas en union de la expedicion que vino de Montevideo al mando del capitan de navío de la real armada el Sr. D. Santiago Liniers, se celebró en esta fecha junta general, compuesta de los principales vecinos de este pueblo, Ilmo. Sr. obispo, tribunales y prelados regulares y seculares, para tratar en ella de su conservacion y defensa sucesiva; y fué acordado entre otras cosas, á solicitud de todo el pueblo, en pública aclamacion, que para el efecto se reconociese, hasta la resolucion de Su Majestad, por gobernador político y militar de esta plaza al enunciado Sr. Liniers, su reconquistador, que sabria ponerla á cubierto del ataque de las armas británicas que próximamente se esperan, y de que está amenazada de resultas del refuerzo pedido á la corte de Lóndres por la anterior entrega : de que avisa á V. E. este cabildo en nombre de todo el pueblo por medio del Sr. D. José Gorvea y Badillo, fiscal del supremo consejo de Indias, del Sr. D. Lúcas Muñoz y Cubero, regente de esta real Audiencia, y del sindico procurador de la ciudad, á

1806. perdido todo decoro y respeto debido á su real persona y dignidad, fué muerto en un cadalso, en la Plaza Mayor de Paris, por los furiosos y amotinados Franceses: díganlo los templos destinados al culto del verdadero Dios, convertidos en casas de profanacion; dígalo aun el mismo Dios, oculto bajo las sacramentales especies en la sagrada Eucaristía, arrojado por los suelos; y por último, dígalo una guerra de mas de 14 años que aun sufrimos, y millares de hombres muertos por este principio. En vista de estas cosas, y en consideracion de tan fatales consecuencias, ¿qué harian el cabildo y real Audiencia de Buenos Aires para contener y cortar este grande incendio? El caso, á la verdad, es árduo y crítico; pues por una parte se presenta todo un pueblo conmovido, y por otra la dignidad y respeto de un virey. Á fin de ver las cosas con mas madurez y proceder con el debido acierto y pulso, determina celebrar un congreso general, en donde, por voz comun, despues de pesadas las dificultades ocurrentes, se resuelva plenamente el caso. Este congreso se celebró el 14 del dicho agosto, al cual, para solemnizarlo, asistió el Ilmo. obispo y cabildo eclesiástico y secular, los Srs. D. José Portilla, consejero, D. José Gorvea y Badillo, fiscal del supremo consejo de Indias, real Audiencia y demas tribunales. En el que despues de propuestas las debidas reflexiones, considerada la gravedad de la cosa, y vista la constancia del pueblo en sus ideas, que aun no cedia, sino que congregado en la Plaza esperaba saber la última determinacion, se tuvo á bien nombrar por gobernador de lo militar y político de Buenos Aires, hasta la resolucion del soberano, á D. Santiago Liniers; suceso á la verdad extraordinario, y primero quizá en su línea. Un virey suspenso por el pueblo del ejercicio de sus funciones que S. M. tiene inmediatamente á su persona encomendadas, es hecho ciertamente de primera novedad. Al fin, así determinado, es preciso se le haga saber al marques de Sobre-Monte, el que el pueblo decia se hallaba en el Lujan, 12 leguas de la ciudad, para cuyo efecto se comisiona á los Sres. D. José Gorvea y Badillo, D. Lúcas Muñoz y Cubero, regente de la real Audiencia y síndico procurador de la ciudad. Estos señores, en cumpli-

Congreso general. Comisionados de la ciudad.

miento de su comision, se ponen inmediatamente en camino; mas llegando al lugar ya dicho, encuentran no estar allí el Sr. virey, no obstante hácenle desde allí comunicar á Pontezuélas, donde se halla, su comision, por medio de un oficio que llevan de órden del cabildo. El cual luego que es leido, y reflexionado por Su Exca., tan léjos de turbarle las potencias y ofuscar su entendimiento, le suministra pronta contestacion, en la que hace ver no haber facultades para despojarlo de las funciones que S. M. le ha comisionado, no faltando en su contenido bastante nervio y actividad; cuyos documentos son del tenor siguiente: 1806.

Oficio del cabildo al virey, comunicándole el nombramiento hecho el 14 en Liniers por el pueblo, para el gobierno político y militar de Buenos Aires.

Excmo. Señor,

Habiendo tenido esta capital la incomparable gloria de ser reconquistada el dia 12 del corriente por todo su vecindario, que tomó las armas en union de la expedicion que vino de Montevideo al mando del capitan de navío de la real armada el Sr. D. Santiago Liniers, se celebró en esta fecha junta general, compuesta de los principales vecinos de este pueblo, Ilmo. Sr. obispo, tribunales y prelados regulares y seculares, para tratar en ella de su conservacion y defensa sucesiva; y fué acordado entre otras cosas, á solicitud de todo el pueblo, en pública aclamacion, que para el efecto se reconociese, hasta la resolucion de Su Majestad, por gobernador político y militar de esta plaza al enunciado Sr. Liniers, su reconquistador, que sabria ponerla á cubierto del ataque de las armas británicas que próximamente se esperan, y de que está amenazada de resultas del refuerzo pedido á la corte de Lóndres por la anterior entrega : de que avisa á V. E. este cabildo en nombre de todo el pueblo por medio del Sr. D. José Gorvea y Badillo, fiscal del supremo consejo de Indias, del Sr. D. Lúcas Muñoz y Cubero, regente de esta real Audiencia, y del sindico procurador de la ciudad, á

1806. aquella extraordinaria fermentacion, imposible ya de contenerse, da órden de avanzar.

Toma de la plaza principal por los Argentinos.

Aquí es donde la pluma no alcanza ni aun el mas fino pincel para pintar este bizarro teatro. Los nuestros, olvidados de su propio ser, se arrojan tan precipitadamente sobre el enemigo, arremeten por entre el mismo fuego, y aquí les toman la artillería, allí causan una grande mortandad, y allí aprisionan en mucho número, y á fuerza del fuego, hacen retroceder al enemigo hasta el fuerte, y se apoderan de la plaza principal. Es tanto el fuego de cañon y fusil que se hace de ambas partes, que no se ve todo el aire sino infeccionado de una gran columna de fuego, y llega ya á término que no divisan los objetos para hacer la puntería, y solamente se rigen por los alaridos y voces. Los nuestros gritan : « ¡ No quede uno, arrasemos con todos, finalícese en esta dia la raza inglesa en este suelo! » Berresford ve ya su último exterminio; y bajando la bandera de su rey, en su lugar eleva bandera parlamentaria. Los nuestros, arrebatados en cólera y llenos de un valor sin igual, cierran sus ojos y oidos, y no admiten el tal parlamento. Unos dicen : « Berresford, Berresford, ¿ dónde está vuestra soberbia y arrogancia? ¿ No te convidamos á los principios, por medio de nuestro parlamentario, con la paz? ¿ Tan desatinadamente no la despreciaste ? pues no hay ya lugar á compostura. » Otros gritan : « ¿ Dónde está el valor del invencible regimiento número 71 ? ¿ Dónde están esos sin iguales guerreros? » y todos á una : « ¡ Acabar con ellos, acabar con ellos ! » Entre estas funciones, digna era de verse una mujer, llamada Manuela la Tucumana, consorte de un cabo de asamblea, la que despreciando aun la debilidad de su propio sexo, sin terror á las balas y á la muerte, sale á batirse con el enemigo al lado de su marido ; á este un desgraciado tiro le privó de la vida; mas á ella, no solamente la respetó, sino que su valor, aumentado con este desgraciado accidente, llegó á dar la muerte á un soldado ingles, de cuya arma posesionada entregó á nuestro general, pidiendo la completa destruccion del enemigo.

Una heroina.

Viendo Berresford la ceguedad de los nuestros, que no se

atendia á la bandera blanca, y que habia un grande número de los nuestros en las murallas del fuerte, con ánimo de escalarlas, habiéndolo ya verificado unos pocos, no tiene mas remedio que bajar la bandera de parlamento, enarbolar la española y entregarse á discrecion. 1806.

En el ínterin corrian ya dos horas y média de fuego activo y violento. Mas los nuestros ¿qué hacen al ver enarbolada la bandera tan deseada de nuestro rey? ¿Acaso se aquietan y ponen en tranquilidad? Muy al contrario, gritan á un mismo tiempo: «¡Viva nuestro rey, y todos los enemigos á degüello!» Aquí entran las aflicciones de nuestro humano general Liniers, á fin de contener su ejército, y empieza á reconvenirles con lo que de antemano les ha dicho, que el enemigo vencido es nuestro hermano. Aun no cedian, y al fin es necesario interponer todo el nombre del soberano y que el general se revista de un duro y áspero semblante, con lo que consiguió apaciguar las gentes. ¡Oh heróico valor español! El general Liniers contiene á su ejército.

Aquí es inexplicable el gozo en nuestros amados compatriotas prisioneros, los que saliendo de sus casas, no tienen cómo en sus palabras y acciones explicar su regocijo: son incesantes los víctores á nuestro general y á las tropas. Uno de los primeros, el Ilmo. obispo D. Benito Lue y Riega, sale por medio de las filas, bendiciendo á manos llenas las victoriosas banderas. Mas ¿cuál sería el júbilo de nuestro ejército al ver salir á média plaza al arrogante Berresford, conducido por el ayudante mayor D. Hilarion de la Quintana, con el semblante demudado, todo trémulo, confuso, perturbado, y aun vertiendo algunas lágrimas, y que allí, arrojando su espada en el suelo, rinde el mando á nuestro valeroso general D. Santiago Liniers y Bremont, y que preguntado por este el modo de su entrega, responde que á discrecion? Berresford se entrega á discrecion.

He dicho que faltan á los moradores de Buenos Aires expresiones con que repetir acciones de gracias á sus libertadores de vidas y haciendas: y en efecto que así deben de llamarles, pues el bárbaro é impío enemigo conjeturándose ya perdido, tiene dada órden á sus tropas para el 12 á la noche, dia en que en-

1806. traron las nuestras, tomar hachas, y las cuatro cuadras en contorno de la plaza saquearlas, pasar á cuchillo cuantos en aquella circunferencia se halláran, y por último abandonando aquel lugar, embarcarse. ¡ Santo Dios ! ¡ qué escena tan lamentable, qué teatro tan lúgubre hubiera sido este ! ¡ Ah ! ¡ bárbaro y cruel enemigo, qué entrañas peor que de fieras son las que te animan ! ¿ Pero cómo el Dios de los ejércitos, á quien tantas oraciones, tan contínuos holocaustos, como ántes he dicho en el ínterin se le hacian, habia de permitir tan cruel, tan inhumana accion ? ¡ Oh ! ¡ y cuántos inocentes hubieran sido víctimas de la saña del bárbaro enemigo ! Por lo que, raciocinando cristiana y religiosamente, y asentando como cierto ser erróneo y falso el fato, ó acaso epicureano, y por consiguiente que cuanto bueno proviene depende, como de causa primera, de la voluntad de Dios, debemos de confesar esta victoria como milagrosa, máxime si traemos á colacion no ser la voluntad é intento de nuestro general el acometer este dia, sino el 13 ó 14; de suerte que el haberse verificado el 12, fué, como ya dije, el haberse internado los valerosos miñones é inquietado con esta noticia á todo el ejército. Y á vista de esto, ¿ quién no confesará haber el Dios de los ejércitos, con su poderosa é invisible mano, impelido á los miñones á tal accion? Y aun si reflexionamos en el nombre de la santa (santa Clara) que aquel dia reza y canta la Iglesia, parece encontrarémos algo misterioso. Toda claridad expele la oscuridad, como forma opuesta: toda maldad, toda accion cruel é inhumana debe computarse entre las extensas sombras de la oscuridad, pues no es mas que un defecto, una privacion ó disconformidad de la razon y de la ley.

Finaliza la reconquista de Buenos Aires.

Inmediatamente á la entrega de Berresford y sus tropas, se forman las nuestras en dos filas, desde el fuerte al cabildo, con bastante armonía, por medio de las que pasaron aquellas nunca vencidas tropas, hasta el presente, á rendir sus armas al cabildo. ¡ Oh ! ¡ qué escena tan gustosa para los nuestros, pues ven recogido el fruto de sus fatigas ! Las armas rendidas á la cabeza de nuestro ejército llegaron al número de 1,200. Despues de este acto tan solemne, desarmados ya los enemigos, se colocan en

sus correspondientes prisiones, dándoles á los oficiales por cárcel la ciudad; con lo que queda finalizada la reconquista de Buenos Aires por los valerosos individuos de Montevideo; y comparada esta con la toma hecha por el Ingles, cualquiera ve cuál es de mayor lauro y gloria. 1806.

CAPÍTULO V.

SUCESOS POSTERIORES Á LA RECONQUISTA.

Testimonio de gratitud de Buenos Aires.

Buenos Aires, ya libertada de la esclavitud y opresion con que se ha hallado oprimida, y vuelta á su primer ser, ¿ qué hará sino entregarse á un contínuo regocijo, repetir frecuentes y solemnes funciones de iglesia, en accion de gracias al Dios de los ejércitos, por el incomparable beneficio que ha recibido, y al mismo tiempo, cual otro Montevideo, hacer fúnebres exequias por los que fenecieron en el acto de libertarlos del pesado yugo que sufrian? Pues ya se ve que hasta los santos Sacramentos pueden administrarse públicamente con toda aquella solemnidad debida, lo que durante la mansion del gobierno ingles fué preciso suspender, mandando se administrasen con todo silencio, por evitar la profanacion, el sarcasmo, la irreligion y el ultraje del protestante. Y ¿ qué verdadero católico, aunque no sea mas que por este título de poderse dar con toda franqueza el culto exterior debido á Dios, no se regocijará en el dia? Sigue Buenos Aires con todas aquellas señales exteriores de júbilo. Una de sus primeras atenciones en la ocasion es rendir las debidas gracias á sus libertadores, ofrecérseles eternamente reconocidos, y confesar á voces llenas el sin igual beneficio que de ellos tienen recibido, lo que ponen en planta con el siguiente oficio, que con fecha 16 de agosto dirige aquel cabildo á este de Montevideo, el que para testimonio, lauro y satisfaccion de este vecindario fué promulgado en bandos públicos. Dice así: « Cuando esta ciudad reconquistada en 12 del corriente por las tropas que se presentaron al mando de D. Santiago Liniers, ha

1806. perdido todo decoro y respeto debido á su real persona y dignidad, fué muerto en un cadalso, en la Plaza Mayor de Paris, por los furiosos y amotinados Franceses: díganlo los templos destinados al culto del verdadero Dios, convertidos en casas de profanacion; dígalo aun el mismo Dios, oculto bajo las sacramentales especies en la sagrada Eucaristía, arrojado por los suelos; y por último, dígalo una guerra de mas de 14 años que aun sufrimos, y millares de hombres muertos por este principio. En vista de estas cosas, y en consideracion de tan fatales consecuencias, ¿qué harian el cabildo y real Audiencia de Buenos Aires para contener y cortar este grande incendio? El caso, á la verdad, es árduo y crítico; pues por una parte se presenta todo un pueblo conmovido, y por otra la dignidad y respeto de un virey. Á fin de ver las cosas con mas madurez y proceder con el debido acierto y pulso, determina celebrar un congreso general, en donde, por voz comun, despues de pesadas las dificultades ocurrentes, se resuelva plenamente el caso. Este congreso se celebró el 14 del dicho agosto, al cual, para solemnizarlo, asistió el Ilmo. obispo y cabildo eclesiástico y secular, los Srs. D. José Portilla, consejero, D. José Gorvea y Badillo, fiscal del supremo consejo de Indias, real Audiencia y demas tribunales. En el que despues de propuestas las debidas reflexiones, considerada la gravedad de la cosa, y vista la constancia del pueblo en sus ideas, que aun no cedia, sino que congregado en la Plaza esperaba saber la última determinacion, se tuvo á bien nombrar por gobernador de lo militar y político de Buenos Aires, hasta la resolucion del soberano, á D. Santiago Liniers; suceso á la verdad extraordinario, y primero quizá en su línea. Un virey suspenso por el pueblo del ejercicio de sus funciones que S. M. tiene inmediatamente á su persona encomendadas, es hecho ciertamente de primera novedad. Al fin, así determinado, es preciso se le haga saber al marques de Sobre-Monte, el que el pueblo decia se hallaba en el Lujan, 12 leguas de la ciudad, para cuyo efecto se comisiona á los Sres. D. José Gorvea y Badillo, D. Lúcas Muñoz y Cubero, regente de la real Audiencia y síndico procurador de la ciudad. Estos señores, en cumpli-

Congreso general. Comisionados de la ciudad.

miento de su comision, se ponen inmediatamente en camino; mas llegando al lugar ya dicho, encuentran no estar allí el Sr. virey, no obstante hácenle desde allí comunicar á Pontezuélas, donde se halla, su comision, por medio de un oficio que llevan de órden del cabildo. El cual luego que es leido, y reflexionado por Su Exca., tan léjos de turbarle las potencias y ofuscar su entendimiento, le suministra pronta contestacion, en la que hace ver no haber facultades para despojarlo de las funciones que S. M. le ha comisionado, no faltando en su contenido bastante nervio y actividad; cuyos documentos son del tenor siguiente: 1806.

Oficio del cabildo al virey, comunicándole el nombramiento hecho el 14 en Liniers por el pueblo, para el gobierno político y militar de Buenos Aires.

Excmo. Señor,

Habiendo tenido esta capital la incomparable gloria de ser reconquistada el dia 12 del corriente por todo su vecindario, que tomó las armas en union de la expedicion que vino de Montevideo al mando del capitan de navío de la real armada el Sr. D. Santiago Liniers, se celebró en esta fecha junta general, compuesta de los principales vecinos de este pueblo, Ilmo. Sr. obispo, tribunales y prelados regulares y seculares, para tratar en ella de su conservacion y defensa sucesiva; y fué acordado entre otras cosas, á solicitud de todo el pueblo, en pública aclamacion, que para el efecto se reconociese, hasta la resolucion de Su Majestad, por gobernador político y militar de esta plaza al enunciado Sr. Liniers, su reconquistador, que sabria ponerla á cubierto del ataque de las armas británicas que próximamente se esperan, y de que está amenazada de resultas del refuerzo pedido á la corte de Lóndres por la anterior entrega : de que avisa á V. E. este cabildo en nombre de todo el pueblo por medio del Sr. D. José Gorvea y Badillo, fiscal del supremo consejo de Indias, del Sr. D. Lúcas Muñoz y Cubero, regente de esta real Audiencia, y del sindico procurador de la ciudad, á

1806. perdido todo decoro y respeto debido á su real persona y dignidad, fué muerto en un cadalso, en la Plaza Mayor de Paris, por los furiosos y amotinados Franceses: díganlo los templos destinados al culto del verdadero Dios, convertidos en casas de profanacion; dígalo aun el mismo Dios, oculto bajo las sacramentales especies en la sagrada Eucaristía, arrojado por los suelos; y por último, dígalo una guerra de mas de 14 años que aun sufrimos, y millares de hombres muertos por este principio. En vista de estas cosas, y en consideracion de tan fatales consecuencias, ¿qué harian el cabildo y real Audiencia de Buenos Aires para contener y cortar este grande incendio? El caso, á la verdad, es árduo y crítico; pues por una parte se presenta todo un pueblo conmovido, y por otra la dignidad y respeto de un virey. Á fin de ver las cosas con mas madurez y proceder con el debido acierto y pulso, determina celebrar un congreso general, en donde, por voz comun, despues de pesadas las dificultades ocurrentes, se resuelva plenamente el caso. Este congreso se celebró el 14 del dicho agosto, al cual, para solemnizarlo, asistió el Ilmo. obispo y cabildo eclesiástico y secular, los Srs. D. José Portilla, consejero, D. José Gorvea y Badillo, fiscal del supremo consejo de Indias, real Audiencia y demas tribunales. En el que despues de propuestas las debidas reflexiones, considerada la gravedad de la cosa, y vista la constancia del pueblo en sus ideas, que aun no cedia, sino que congregado en la Plaza esperaba saber la última determinacion, se tuvo á bien nombrar por gobernador de lo militar y político de Buenos Aires, hasta la resolucion del soberano, á D. Santiago Liniers; suceso á la verdad extraordinario, y primero quizá en su línea. Un virey suspenso por el pueblo del ejercicio de sus funciones que S. M. tiene inmediatamente á su persona encomendadas, es hecho ciertamente de primera novedad. Al fin, así determinado, es preciso se le haga saber al marques de Sobre-Monte, el que el pueblo decia se hallaba en el Lujan, 12 leguas de la ciudad, para cuyo efecto se comisiona á los Sres. D. José Gorvea y Badillo, D. Lúcas Muñoz y Cubero, regente de la real Audiencia y síndico procurador de la ciudad. Estos señores, en cumpli-

Congreso general. Comisionados de la ciudad.

miento de su comision, se ponen inmediatamente en camino; mas llegando al lugar ya dicho, encuentran no estar allí el Sr. virey, no obstante hácenle desde allí comunicar á Pontezuélas, donde se halla, su comision, por medio de un oficio que llevan de órden del cabildo. El cual luego que es leido, y reflexionado por Su Exca., tan léjos de turbarle las potencias y ofuscar su entendimiento, le suministra pronta contestacion, en la que hace ver no haber facultades para despojarlo de las funciones que S. M. le ha comisionado, no faltando en su contenido bastante nervio y actividad; cuyos documentos son del tenor siguiente: 1806.

Oficio del cabildo al virey, comunicándole el nombramiento hecho el 14 en Liniers por el pueblo, para el gobierno político y militar de Buenos Aires.

Excmo. Señor,

Habiendo tenido esta capital la incomparable gloria de ser reconquistada el dia 12 del corriente por todo su vecindario, que tomó las armas en union de la expedicion que vino de Montevideo al mando del capitan de navío de la real armada el Sr. D. Santiago Liniers, se celebró en esta fecha junta general, compuesta de los principales vecinos de este pueblo, Ilmo. Sr. obispo, tribunales y prelados regulares y seculares, para tratar en ella de su conservacion y defensa sucesiva; y fué acordado entre otras cosas, á solicitud de todo el pueblo, en pública aclamacion, que para el efecto se reconociese, hasta la resolucion de Su Majestad, por gobernador político y militar de esta plaza al enunciado Sr. Liniers, su reconquistador, que sabria ponerla á cubierto del ataque de las armas británicas que próximamente se esperan, y de que está amenazada de resultas del refuerzo pedido á la corte de Lóndres por la anterior entrega : de que avisa á V. E. este cabildo en nombre de todo el pueblo por medio del Sr. D. José Gorvea y Badillo, fiscal del supremo consejo de Indias, del Sr. D. Lúcas Muñoz y Cubero, regente de esta real Audiencia, y del sindico procurador de la ciudad, á

1806. quienes ha comisionado particularmente para una diligencia tan interesante al estado de la defensa de la patria : con lo cual no duda se aquietará V. E. propendiendo en cuanto sea dable al logro de los mismos fines. — Dios guarde á V. E. muchos años. Sala capitular de Buenos Aires, 14 de agosto de 1806.— *Martin de Alzaga. — Estévan Villanueva. — José Sántos Inchaurregui. — Jerónimo Merino. — Francisco Herrero. — Manuel de Ocampo. — Francisco Belgrano. — Martin Yáñiz. — Benito Iglésias.*

CONTESTACION AL ANTERIOR.

Contestacion del virey. Impuesto del oficio de V. S. de 14 del corriente sobre lo acordado en junta general de tribunales y del Rdo. obispo con los principales del pueblo sobre tratar de su defensa encargada al Sr. capitan de navío D. Santiago Liniers con el gobierno político y militar, es mi contestacion ceñida á que no hay otra autoridad que la del rey, nuestro señor, que sea capaz de dividirme ó disminuirme el mando superior de virey, gobernador y capitan general de las provincias del Rio de la Plata y ciudad de Buenos Aires; ni tampoco otra que aquella que pueda juzgar sobre el desacierto de mis disposiciones : asertos tan evidentes que no se citará un solo ejemplar en contrario; ni posible hacer uso de la voz comun contra los derechos del soberano, que están todos representados en la persona de su virey, por mas que se cohonesten en cualesquiera causales ó motivos; y en esta virtud lo que únicamente es dable, que yo, conociendo la aceptacion que logra en el público y en la tropa el Sr. capitan de navío D. Santiago Liniers por su reconquista, le distinga con preferencia en todo, como lo he hecho ahora y siempre, y lo comisione en lo que estimase relativo á la defensa de esa ciudad, respecto á que Su Majestad lo puso á las órdenes inmediatas de este superior gobierno; pues no alcanzan mis facultades á rebajarme, ni á hacer adicion de ninguna de las que el rey me ha dado, hasta que por su soberana resolucion sea relevado por otro virey y capitan general, ó por quien Su

Majestad dispusiese. — Dios guarde á V. S. muchos años. — Campamento de las Pontezuélas, 19 de agosto de 1806. 1806.

MARQUES DE SOBRE-MONTE.

Con esta contestacion, que nunca se prometia la ciudad, mudan en algun tanto de semblante las cosas, pues se reflexionan cada vez mas y mas las circunstancias del asunto; y el pueblo, pasado aquel primer impulso, se halla un tanto mas sosegado; por lo que, despues de varios oficios, que omito aquí por no ser tan difuso, resuelve el virey, considerando las circunstancias de todo, no entrar en la ciudad y depositar el mando de lo militar en el Sr. D. Santiago Liniers, y de lo político en el Sr. regente, reservándose siempre á sí el supremo gobierno; habiendo determinado por último, dejada la costa del sur, pasarse á esta del norte, segun oficio dirigido á este gobierno. ¡Oh! ¡pobre errante y peregrino virey! vive satisfecho que vuestro nombre será eterno en los fastos de la historia: vuestros huesos existirán, con los tiempos, deshechos y conservados en otros compuestos; mas vuestro nombre, aunque sin ser físico, será el mismo en los tiempos mas remotos.

SUCESO CONSIDERABLE.

Reflexiones morales.

La buena fe en el hombre es la base ó cimiento de su recto proceder y sinceros tratos; esto es, es el fundamento del hombre de bien, y ella obliga mas cuanto mas elevada, honorificada y realzada es la persona; al paso que la mala fe constituye al hombre en un ser abominable y odioso á los ojos y consideracion del resto de la comunidad social. Principio es este incontrarestable, y que diariamente nos lo confirma la experiencia. ¿Quién es aquel que no huya los cielos y la tierra del que procede de mala fe? ¿Pues qué otra cosa se encuentra en este que falacias, engaños, fines siniestros, y en una palabra, que procurar destruir al hombre de bien, y abusar de la sencillez del corazon de este por sus maldades?

1806. Id. El presente suceso que emprendo referir, subsecuente á la reconquista de Buenos Aires, tiene por objeto uno y otro; ésto es, demostrar en un mismo acto los efectos de la buena y mala fe, el que al mismo tiempo que realza al uno, abate y causa menosprecio en el otro. En una palabra, verá el lector á la generosa nacion española proceder de buena fe, y á la inglesa de perversos.

Perfidia del general británico Berresford.

Bien sabido es, segun lo relacionado en el capítulo IV, que el general británico D. Guillermo Carr Berresford, con toda su tropa, se entregó á nuestro general D. Santiago Liniers y Beremont el 12 de agosto, á discrecion, en medio de la Plaza Mayor de Buenos Aires. Hecho tan evidente que en él no cabe duda. Al tiempo de arrojar Berresford, en señal de rendido, su espada á los piés de nuestro general, se le advierten los ojos bañados de lágrimas; causa suficiente para excitar la ternura de un sensible y cristiano corazon: y aunque él dice que la causa de su llanto es el yerto cadáver de su secretario é íntimo amigo, que, dividido por una bala, tiene á su vista, el capitan de ingenieros George William Kennett, debemos persuadirnos que en él influía, en grande parte, su gran soberbia y arrogancia postrada. Aquí considera vivamente nuestro jefe la vicisitud de las cosas, el fatal estado de rendido en que se hallaba aquel valeroso general, y compadecido de su suerte, quizá perturbado el entendimiento con aquel triste espectáculo, le estrecha entre sus brazos, y dice canjearia su persona por el virey de Lima. ¡Oh efecto de un humano corazon y de la generosidad española! Berresford, que procede con segundas intenciones y siniestros fines, hace alto en la sensacion causada en el humano corazon de nuestro general. ¡Oh severidad de pensamientos en los hombres! ¡el uno sinceramente se compadece de la suerte del otro, y este se vale de su compasion para sus falacias y engaños! Nuestro general promete á Berresford canjearle por el virey de Lima, esto era suponer que el dicho virey se hallaba prisionero, cuyo supuesto siendo falso, no hay lugar á dicha promesa; de aquí es que ántes he dicho que la conmocion de ternura quizá ofuscó la razon de nuestro jefe. No obstante,

Berresford se aprovecha de la sencillez de aquel corazon, y procede de mala fe, pues suplicándole importunamente, le dice se halla en el inminente peligro de perder su vida, juzgado cual debe ser en el tribunal competente de su nacion por haberle sucedido aquel caso, que debia haber evitado, reembarcándose dias ántes. ¿Mas será digno de compasion Berresford con los daños y crueldades que, como ántes hemos visto, con los nuestros ha ejercido? Pero ¡oh generosidad del corazon español! Ella tiene por esencial propiedad perdonar injurias y agravios y retornar beneficios. Segun las importunas súplicas de Berresford, nuestro general, al fin sumamente compadecido de su suerte, resuelve darle un secreto papel, con el que pueda salvar su vida, que le asegura tiene en el último peligro; y así por un rasgo de buena fe y haciendo confianza del mismo general vencido, pues le ve en un estado tan humilde, le dice extienda el dicho prometido testimonio por sus propias manos, con la advertencia que en nada toque contra su rey y sus Estados. ¡Oh generosidad sin igual! ¡oh excesiva buena fe! ¿Es posible, valeroso general, que no te ocurra desconfianza acerca del enemigo? No, que un hombre de bien juzga de los otros por su corazon. Pero, ¡oh mala fe, oh infidencia, oh perversidad de Berresford! Él se vale de esta franqueza, de que para con él usa nuestro general; y al mismo tiempo, aprovechándose de la ignorancia que este tiene en su lenguaje, estampa en idioma británico un papel el mas inícuo que puede imaginarse, todo él derechamente contra el honor de nuestro generoso general y sus tropas. ¿Es posible, cruel enemigo, que en el acto mismo que te se favorece, á tu mismo favorecedor intentas perder? Responderá Berresford que no es extraño, porque la iniquidad, la maldad, la perfidia es parte casi esencial del carácter del Ingles. 1806.

Sorprende al general Liniers.

Mas no pára aquí la buena fe y generosidad de nuestro general (aunque en este acto no podemos pasar sin culparlo de lijereza), sino que en el papel, escrito en los términos dichos, sin hacerlo traducir por inteligente, estampa su firma. De cuyo papel, posesionado Berresford, procura remitírselo á Popham,

1806. existente en los buques. Una de sus cláusulas era permitir reembarcar todos los prisioneros. No pára aquí la malicia de Berresford, sino que, para dar mayor viso á sus siniestros intentos, pues proyecta en su interior, concluidas las cosas, hacer pasar este papel por honoríficas capitulaciones de guerra, pide y suplica sumisamente á nuestro franco general le permita imprimir aquel papel con el objeto, segun él dice, de poder hacer mayor su defensa. Con esta nueva peticion, recuerda algun tanto nuestro jefe, entra en alguna sospecha y le ordena que, para verificarse, se traduzca al español, y que de esta suerte prestará su firma. ¡Santo Dios! ¡cuál es la sorpresa de Liniers lo que se echa á la vista el semejante papel! Mas como ya tiene firmado el otro, trata en algun modo de modificar las cosas, y ante su firma pone la condicion : *en cuanto puedo*, esto es, con consentimiento del Sr. gobernador de Montevideo; pues toda su autoridad en el caso de él le provenia : pásalo Berresford y Popham al Sr. D. Pascual Ruiz Huidobro para que le confirme. Mas ¿cómo ha de confirmar un papel de esta naturaleza? Comienza ya Berresford á querer darle el nombre de capitulacion; y Popham desde sus buques, por repetidos parlamentarios, á instar se le entreguen los prisioneros, en cumplimiento de la cláusula de aquel papel. Pero si este ha sido un papel capcioso y meramente secreto, y por consiguiente, sin fuerza ni valor alguno, ¿cómo ya en el exterior, y con tanta fuerza se le quiere hacer dar cumplimiento? Aquí se ve la mala fe y perversidad del Ingles. Y ¿qué hará nuestro general Liniers al ver que en público le reconviene con su secreto papel, y que ya, sabedor del caso todo el pueblo, murmura, increpa, desaprueba el hecho, tilda su conducta, sindica su honor, etc.? Con estos hechos se halla sumamente pesaroso, y no tiene mas arbitrio, á fin de cortar el cuerpo que ha tomado la cosa, que pasar un oficio á Berresford, y que, para mayor publicidad, manda dar á la prensa descubrir el caso, y hacer pública la mala fe é iniquidad del dicho Berresford. Con él, copiado á la letra, se enterará el lector del suceso acaecido; pues en él empieza nuestro general á demostrar la mala fe de Ber-

Liniers firma con reserva un documento.

Pasa un oficio al general británico.

resford desde sus principios, y da á su papel la fecha del mismo dia que entraron nuestras tropas, siendo así que él fué hecho tres ó cuatro dias despues (1). 1806.

Y ¿quién será el que con alguna madurez pulse las cosas y se haga cargo de la serie de ellas, que no confiese la infidencia y mala fe del general británico? Confesemos, sin embargo, alguna lijereza en el nuestro, en haberse fiado tan abiertamente del enemigo; máxime de un enemigo que es miembro de una nacion acostumbrada á atropellar los mas altos derechos, y faltar á la buena fe, de lo que tenemos suficientes testimonios en las historias y recientemente en nosotros mismos, con el hecho de habernos atropellado las fragatas *Medea*, *Mercédes*, *Fama* y *Clara*, que, procedentes de Montevideo, hacian su viaje á Europa, en una época en que estábamos ligados con el vínculo de la amistad.

Efectos que produjo ese oficio.

Al fin, con esta resolucion de nuestro general, cesaron algun tanto las dichas conmociones, moderó su audacia Berresford, y el pueblo quedó mas tranquilo y sosegado: aun el propio Popham conoció la infidencia de Berresford; y por último, á fin de evitar algun futuro accidente, se verificó la cláusula de ser remitidos á las partes interiores de la provincia, del mejor modo custodiados, los Ingleses prisioneros; quedando el propio general y sus oficiales, despues de juramentados, segun era debido, bien asegurados y resguardados.

ESTADO

DE LOS MUERTOS Y HERIDOS EN LA GLORIOSA BATALLA DE LA RECONQUISTA DE BUENOS AIRES.

	Muertos.	Heridos.
Artilleros	4	8
Soldados de marina	11	24
Soldados de infantería	3	2
Dragones	4	7

(1) Véase mas adelante la nota de Liniers á Berresford.

1806.	Blandengues	1	12
	Voluntarios de infantería de Montevideo	2	4
	De la caballería de la Colonia	4	4
	Infantería de Buenos Aires, agregada	9	26
	De caballería	3	20
	Miñones	3	4
	Del vulgo	40	30
		84	136
	Españoles muertos y heridos	220	
	Ingleses id.	417	
	Total	637	

CAPÍTULO VI.

CAPITULACIONES HECHAS EN LA ENTRADA DEL INGLES EN BUENOS AIRES.

Capitulaciones al tomar los Ingleses posesion de Buenos Aires.

En el capítulo primero de esta obrita, siguiendo el hilo de la historia, hicimos mencion de las capitulaciones hechas por los generales en jefe de las fuerzas de mar y tierra de S. M. B. y el Sr. brigadier D. José Ignacio de la Quintana, al tiempo de posesionarse de Buenos Aires las tropas británicas, y por ser algo difusas, nos pareció bien omitirlas en aquel lugar, ofreciendo colocarlas despues (1).

Fueron infringidas por ellos.

Estas son las enunciadas capitulaciones, hechas al plácito y libre albedrío del Ingles, las que tanto duraron cuanto quiso el general británico; pues á los pocos dias se vieron quebrantadas las mas de ellas, atropellando las propiedades, usurpando los depósitos; y á proporcion que invadia el tesoro público y el de los particulares, se negaba á dar al pobre soldado aun las pagas que tenia devengadas, demostrando la mayor tiranía é inhumanidad de que es posible un sensible corazon, y desmintiendo con sus procederes la dignidad y fe de un ilustre general; pues ve con semblante sereno á estos infelices cubiertos de miserias, y expuestos á perecer, sin darles ni un corto socorro para que se alimentasen. Mas ¿ qué mucho si no da paso el dicho Berres-

(1) Véanse mas abajo en español y en ingles.

ford que no vaya lleno de asechanzas y engaños? En su entrada en Buenos Aires, se hallaban ya los caudales diez y seis leguas distantes de la plaza; y él manda que se le traigan con la expresa condicion que se mantendrian en la plaza depositados hasta la decision de las cortes de Madrid y Lóndres, cuyo retorno se verificó. Mas ¿cómo observa Berresford su palabra? Él, luego que los ve en su poder, despreciando su fe y honor, pone todo su conato en remitirlos precipitadamente á Inglaterra; dando en esto una auténtica prueba de que la sinceridad y los sagrados derechos del hombre estaban excluidos de los planes y combinaciones que él concebia; abusando siempre, segun dice una moderna y docta pluma, del noble y honrado carácter español. Mas, como he dicho, no son extrañas en el Ingles estas vergonzosas infracciones, siempre conducido por la ambicion y la codicia; y si no, sin remontarnos á tiempos antiguos, bien sabido es que vergonzosamente, y por qué motivos, violó el tratado de Amiens, en oprobio de todas las naciones del mundo; bien notorio es cuan bello ha sido su proceder en amparar al perverso Desalines, general y gobernador de los negros alzados en la isla de Santo Domingo; y así, tanto estos, como sus hechos en Buenos Aires, deben ser notorios al mundo entero; siendo cierto que el primer castigo de los hombres perversos, es el hacer sus acciones manifiestas á los demas hombres; y la primera venganza que la justicia permite tomar de sus iniquidades, puede ser recomendarlas á la execracion de la posteridad. 1806.

1806.

Copia del parte del comodoro sir Home Popham sobre la reconquista de Buenos Aires al lord del almirantazgo, escrito á bordo del navío Diadema, *anclado en el Rio de la Plata, el* 25 *de agosto de* 1806.

« Señor,

Trascricion de esa copia. Se desmiente en notas ese documento.

» Cuando los sucesos de la guerra acaban de ser favorables á una expedicion, yo considero un deber de los oficiales comandantes poner en manifiesto todas las circunstancias segun sus conocimientos é informaciones (a). Siguiendo este camino, confio poder convencer á los lores del almirantazgo que los liberales y benéficos principios del general Berresford han hecho mas honor á las armas de S. M. B. y al carácter de la Gran Bretaña, que si hubiese recurrido al poder y fuerza que estaba en su mano, con el cual hubiera efectivamente aniquilado todos los esfuerzos del enemigo, y probablemente arrancado para siempre estos países de la corona de España (b).

» Pueyrredon, uno de la municipalidad, parece haber sido uno de los grandes agentes de la revolucion : él se aplicó con el mayor arte é industria á preparar el pueblo para una insurreccion general : las armas estaban escondidas en la ciudad, prontas para el momento de la accion : los descontentos se reunian todas las noches y esperaban sus órdenes é instrucciones, atrayendo á su partido la canalla del país con grandes dádivas de plata, que iban de la banda del norte del rio (c).

(a) Nada mas verdadero que esta obligacion, pero nada mas criminal que disfrazar tan inicuamente la verdad de los hechos, particularmente cuando la ficcion y la mentira tienen contra sí sesenta mil testigos.

(b) El único partido que pudo haber tomado el general Berresford despues de haber entrado sin resistencia en una ciudad numerosa que sin direccion se dejó sorprender, era ponerla en contribucion y reembarcarse incontinenti, pues sus despreciables fuerzas no podian esperar otra suerte que la que han experimentado en medio de una nacion fiel, amante á su rey y á su patria.

(c) Insigne falsedad : Pueyrredon jamas tuvo en el cuerpo municipal mas

» El coronel Liniers, un oficial frances al servicio de España, 1806.
y bajo su palabra de honor juramentado, sucesivamente se empleó en reunir gente en la Colonia (d). El terror estaba establecido, y toda persona que rehusaba contribuir con su asistencia á esta conspiracion era amenazada inmediatamente de muerte (e). Yo refiero esto, apoyado de una autoridad indudable. El progreso de la revolucion fué tan rápido como su misma aparicion : el 31 de julio fuí informado por un despacho del general Berresford, que recibí en la escuadra á mi vuelta de Montevideo, que estaba temeroso por noticia adquirida que una insurreccion debia brevemente tener lugar : supe al mismo tiempo por el capitan Thompson que diez y siete buques enemigos ha-

que ser cuñado del alcalde de 2º voto, ni trató ni pensó juntar gente, y solo pasó á Montevideo con D. Manuel de Arroyo y D. Diego Herrera en vista de una proclama del gobernador de Montevideo, en cuya plaza los hallé á los tres cuando llegué á ella. Pueyrredon se distinguió á su regreso en el encuentro de Perdriel, en cuyo puesto 300 á 400 hombres, la mitad sin armas, con cañones sin montajes, pertrechos ni cartuchos, resistieron á mas de 600 Ingleses con su general á la cabeza : no habiendo sido otro el motivo de hallarse reunidos en este punto, que esperarme con las tropas que traía de Montevideo, proveerme de caballos, y atacar de firme, como se efectuó, á los enemigos.

(d) Este párrafo directamente contra mi honor debo desmentirlo, como lo desmiento á la faz de toda la Europa. El faltar á su palabra y tomar las armas en contra de ella, solo es reservado al coronel del regimiento 71 Pak : yo vine á esta plaza el dia 29 de junio, dos dias despues de su rendicion, con salvoconducto del general Berresford, á quien pasé recado con D. Edmundo O'Gorman, significándole que no habiendo tenido el honor de que atacase el puerto de la Ensenada de Barragan, que yo defendia, no era su prisionero, y en consecuencia si me permitia entrar en la plaza á ver mi familia, que pasaría á ella : su respuesta fué que viniese para tomar despues el partido que mas me acomodase. Esto constaba á sir Home Popham : por consiguiente, solo con el designio de denigrarme pudo atraverse á adelantar la proposicion que no estaba bajo mi palabra : lo estuve miéntras que me mantuve en la plaza, pero desde la hora en que salí de ella, quedé en plena libertad, y la injuriosa nota de ese comodoro queda en el lugar que le corresponde del mas vil desprecio.

(e) La falsedad de esa proposicion está demostrada de por sí, pues cualquiera que hubiera rehusado entrar en la supuesta conjuracion, con delatarla al gobierno ingles se hubiera puesto al abrigo de las amenazas de los conjurados.

1806. bian llegado á la Colonia; y como me habian referido que las fuerzas debian ser todavía aumentadas de Montevideo, dí órdenes al *Diomédes* para dirigirse á la Ensenada, y al capitan King del *Diadema* de ir arriba con algun resto de marineros, dos compañías de azules y todos los demas hombres que pudiese sacar de los navíos, con el objeto de armar várias embarcaciones para atacar á los enemigos en la Colonia (f), porque de otro modo era imposible impedirles el paso por el canal del oeste si tenian viento favorable. El 1° de agosto, á la tarde, la *Leda* ancló á distancia de dos millas de Buenos Aires, y cuando me desembarqué el dia 2, que el tiempo permitió barquear, hallé que el general Berresford habia ejecutado con suceso un ataque contra 1,500 Españoles mandados por Pueyerredon, cinco leguas distante de la ciudad, con 500 hombres, habiéndoles tomado nueve piezas de artillería y varios prisioneros (g). El 3 traté de volver á la *Leda*, pero no pude verificarlo por haber refrescado mucho el viento S.-E. El 4 por la mañana hubo una gran lluvia, y el temporal creció tanto, que fué imposible suspender el ancla (h). Á la tarde llegó el capitan King en un falucho con 150 hombres del *Diadema*, con el objeto de armar las pocas pequeñas embarcaciones recogidas en balizas, pero no fué posible llegar á estas hasta la tarde siguiente. El 5 por la mañana fué moderado el tiempo, y alcancé á la *Leda*, donde fuí informado por el capitan Thompson que en el temporal del precedente dia el enemigo habia cruzado desde la Colonia, totalmente inobservado de muchos buques, excepto la zumaca *Dolóres*, mandada por el teniente Newich, quien estaba fondeado en el extremo canal sobre las Cónchas y San Isidro;

(f) Desde el dia 26 de julio hasta el 3 de agosto, reinó el tiempo mas sereno y mas propio para habernos atacado en la Colonia; siempre tuvimos á la vista tres ó cuatro buques, pero solo un bergantin y una corbeta se acercaron, y salió escarmentado el primero.

(g) En mi nota *c* dije lo que pertenece á este propósito.

(h) El viento del dia 4, aunque fresco, no me impidió levarme con toda la escuadrilla, y entrar en el rio de las Cónchas; y llovió tan poco, que á las 9 desembarqué mis tropas y artillería, y caminamos á pié hasta la Punta.

pero el viento este habiendo traido mucha agua al rio, el enemigo pudo pasar por el banco de las Palmas sin necesidad de dar bordada para entrar por el canal (i). El 6 y 7 fueron tempestuosos, la *Leda* estaba fondeada en cuatro brazas de agua con dos cables por la proa y vergas y masteleros calados. El 8 supe por el capitan King, que cinco de nuestras lanchas cañoneras habian ido á pique sobre sus amarras, que el bergantin *Walerel* habia perdido su timon, y que las lanchas y el bote grande del *Diadema* y *Leda* se habian perdido. Los torrentes de lluvia que cayeron el 6, 7 y 8, pusieron los caminos totalmente impracticables para todos, ménos para la caballería, y por consiguiente el general Berresford se halló frustrado en su determinacion de atacar al enemigo á alguna distancia de la ciudad: cuyo ataque si hubiese logrado darle, no dudo que su ejército habria dado una nueva prueba de su invencible valor bajo el mando de su jefe (j). El enemigo, por el inagotable suplemento de caballos, sufrió un lijero inconveniente del mal estado de los caminos, y pudo por tanto acercarse á la ciudad en diferentes direcciones, sin que tuviese el ejército británico una oportunidad para atacarlo (k). El dia 10 por la mañana fué in- 1806.

(i) Otra falsedad: entramos por el canal, por ser imposible pasar sobre el banco de las Palmas, aun en las mayores crecientes, con embarcaciones que calen mas de pié y medio de agua: pasamos á ménos de medio tiro de cañon de la *Dolóres*, que no quise apresar por no dilatarme un solo momento en hacer mi desembarco.

(j) Los caminos que fueron buenos para que viniese el cortísimo ejército español desde las Cónchas hasta Buenos Aires á pié, lo hubiesen sido igualmente para el Ingles, si la determinacion del general Berresford hubiese sido positiva de atacarle; pero aun en la hipótesis que sienta el comodoro, ¿cómo no lo atacó en los mataderos de Miserere el dia 10, en el que estuvo formado en batalla desde las nueve y média de la mañana hasta las 4 de la tarde?

(k) Apénas tuve los caballos y mulas necesarios para arrastrar la artillería y carros de municiones: mis oficiales mismos casi todos á pié. Mis fuerzas entónces se componian solo de 1,200 hombres escasos, habiendo incorporado á mis tropas 323 entre marineros y soldados de marina, y un cortísimo número de soldados veteranos dispersos, con cuyas cortas fuerzas acometí el importante punto del Retiro, y arrollé al general Berresford, que á la

1806. timado el fuerte de rendirse, y en el dia siguiente fuí á tierra, miéntras nuestros buques anclados hacian fuego contra los puestos españoles. Conocí que ademas del ejército español, que dividido en várias columnas ocupaba diferentes arrabales de la ciudad, los habitantes se habian armado todos y subian á las azoteas de las casas é iglesias con el designio de hacer una guerra de sorpresa (l). Bajo estas circunstancias y las manifiestas disposiciones del enemigo de evitar un combate, se habia determinado embarcar los heridos por la noche y dirigirlos á la Ensenada; pero estas medidas fueron enteramente frustradas por la lluvia, que cayó violentísima toda la noche, que hizo retardar los progresos del embarco al tiempo que el enemigo se aumentaba considerablemente en hombres sobre las azoteas de las casas é iglesias inmediatas al fuerte, y avanzaba por todas las calles no expuestas á la influencia de los fuegos de este (m): en suma, su objeto era evitar de cualquier modo una accion general, y colocar su gente en tal situacion que pudiesen hacer fuego á nuestras tropas, teniendo ellos su cuerpo en perfecta seguridad. El dia 12, al rayar el dia ví un vivo fuego empezado por los puestos avanzados enemigos, á quienes se respondió con el mayor suceso por nuestra artillería colocada en las principales calles que se dirigian á la Plaza Mayor, que era por

cabeza de 500 hombres venía á recuperarlo. Jamas separé mi tropa, y en una sola columna me aproximé á la plaza hasta los Mataderos, donde me formé en batalla.

(l) El Sr. comodoro pasa por alto el ataque del Retiro, que fué este mismo dia. El fuego de los barcos anclados fué solo de una fragata mercante, en la que el capitan King montó unos cañones de pequeño calibre, con los que tiró algunos tiros por toda elevacion sobre el Retiro sin ningun efecto: ni el pueblo tenia armas; y aunque las hubiese tenido, harto descuido hubiera sido del general Berresford de dejarlos subir con ellas á las azoteas: y muy al contrario, algunos que por curiosidad se quisieron asomar á ellas experimentaron tiros de las patrullas inglesas.

(m) Acredité el dia 12 si pensaba evitar mi combate á cuerpo descubierto. Es una falsedad que lloviese en la noche del dia 11 al 12: hizo al contrario una noche muy clara, aunque sumamente fria, que el ejército español pasó entera sobre las armas en el Retiro: la única iglesia inmediata al fuerte es la catedral, que no tiene azotea.

donde el enemigo manifestaba mas firmeza por su inmenso número, y por tres cañones que llevaba consigo, los cuales fueron acometidos por el coronel Pak del 71, y tomados luego (n). En este tiempo la gente armada cubria las azoteas de las casas de la Plaza Mayor y sus inmediaciones, y nuestras tropas padecian mucho de esta gente sin poder subir arriba. El enemigo dominaba el fuerte en el mismo modo, con la ventaja adicional de un cañon puesto encima de la torre de la catedral, que yo considero una indeleble mancha contra el carácter del obispo, no solo por su situacion cuanto por la profesion que ejerce (ñ). Se puede considerar fácilmente cuán atormentada estaria la sensibilidad del general Berresford en este momento tan crítico: frustrado en sus últimos esfuerzos para reducir al enemigo á una accion general en la gran plaza, su brillante pequeño ejército cayendo á menudo por tiros de personas invi- 1806.

(n) El ataque del dia 12 empezó por la mañana, de dia muy claro, por algun tiroteo de los miñones con las patrullas inglesas, y solo á las 10 atacqué con denuedo por la calle de la Merced con un cañon de á 18, y uno de á 4, que no llegó á hacer fuego; por la de las Catalínas, con un obus y un cañon; por la de las Tórres, con un obus y un cañon de á 18; y por la del Cabildo, con dos cañones de á 4. Todas las tropas y paisanos armados consistian en 1,600 hombres; jamas el coronel Pak tomó nuestros cañones, suposicion que acrisola la verdad del comodoro. Dejar de citar una accion gloriosa aunque sea de un enemigo, es defecto de generosidad; pero suponer á su partido hazañas imaginarias, arguye pusilanimidad y la mas despreciable jactancia.

(ñ) Este párrafo solo basta para caracterizar á sir Home Popham, quien no contento con denigrar á los militares y vecinos que gloriosamente y con el mayor denuedo usaron del derecho natural de sacudir una usurpada y odiosa dominacion del modo mas bizarro y generoso, se atreve á calumniar é injuriar á un príncipe de la Iglesia, el mas respetable de todos los obispos, á quien todo el ejército ingles (al que apelo en apoyo de esta verdad) hacía la justicia de venerar por sus virtudes, alta jerarquía é ilustracion; pero lo que hace mas odiosa semejante proposicion es que estriba sobre un hecho falso. El comodoro que no vió la accion de la reconquista podria disculparse de los demas hechos que falsamente cita por haber sido mal informado; pero habiendo vivido mas de un mes en Buenos Aires, ¿cómo pudo no acordarse que la catedral no tiene torres mas que en el papel hasta ahora? ¿quién no se llenará de rubor al ver semejantes falsedades atentativas al decoro de su nacion, á la que injuria con engañarla?

1806. sibles, la sola alternativa que se le podia presentar para evitar la inútil efusion de una sangre muy preciosa, fué una bandera parlamentaria que se izó en el fuerte á la una del dia. En un momento los enemigos, en número de diez mil, fueron á la Plaza Mayor, apresurándose temerariamente del modo mas injurioso para llegar al fuerte, haciendo fuego á nuestros soldados que estaban sobre el baluarte. Con extrema dificultad pudieron ser contenidas las tropas británicas que estaban ansiosas de salir á vengar este insulto. El general Berresford fué obligado á decir á los oficiales españoles, que si sus soldados no se retiraban dentro de un minuto, se veria obligado por una simple medida de seguridad á arriar el pabellon parlamentario y recomenzar las hostilidades. Esta firmeza tuvo el deseado efecto, y entónces envió sus condiciones al general español, á las cuales este prontamente accedió. Yo envío una copia de la capitulacíon, y confio que el alto é independiente lenguaje en que está concebida, y los términos dictados por el general Berresford á un oficial á la cabeza de una inmensidad de gente, le hará infinito honor en Inglaterra, y le merecerá de S. M. la mas graciosa aprobacion de su conducta (o).

(o) Aquí se apura el genio inventivo del comodoro para llevar adelante su plan de falsedad. Omite lo que hace mas honor al jefe ingles, y suple de su cabeza falsedades á verdades de hecho. El general Berresford, viéndose rechazado en los cuatro puntos de nuestros ataques con el mayor vigor, muerto á su lado bajo del arco grande de la Recoba su ayudante Kennet, y conociendo ser vana su resistencia, hizo señal de retirada, que se efectuó por su tropa en buen órden, retirándose el último al fuerte con la mayor serenidad en medio del mas vigoroso fuego : entrado en el fuerte, mandó inmediatamente izar la bandera blanca, la que de pronto no se vió por el denso humo de la pólvora, y por consiguiente mis tropas siguieron tirando, y trataban de asaltar el fuerte. Sin embargo, luego que me cercioré sobre la bandera parlamentaria, despaché mi ayudante de campo D. Hilarion de la Quintana al general ingles, al que halló sumamente perplejo por su situacion; y viendo el enardecimiento de mi tropa y el trabajo que costaba á los oficiales el contenerla, mi ayudante de campo repitió várias veces que solo á discrecion admitiria su rendicion, y considerando que en su situacion no le quedaba ya otro partido, mandó arriar la bandera blanca é izar la española, saliendo despues del fuerte para encontrarse conmigo, que le dije que en

» He recibido y acompaño una lista de los muertos y heridos, por la cual aparece que fueron dos oficiales, dos sarjentos y cuarenta y tres soldados muertos; ocho oficiales, siete sarjentos y noventa y dos soldados heridos, y nueve extraviados, haciendo en todo ciento sesenta y cuatro : y casi todos estos accidentes desgraciados han sido ocasionados de los habitantes en lo alto de las azoteas de las casas é iglesias : los enemigos confiesan haber perdido setecientos hombres entre muertos y heridos en el breve conflicto de las calles; y si no hubiera sido por los habitantes, yo no tengo la menor duda que las tropas españolas habrian sido completamente derrotadas, aunque fuesen siete veces mas que las fuerzas británicas (p). Nada mas difícil que dar á Su Señoría una idea del número de hombres ar- 1806.

atencion á su bizarra defensa le concedia á él y á su guarnicion los honores de la guerra, efectuando inmediatamente el evacuar el fuerte y entregar sus armas á la puerta del Cabildo. Esta es la mera verdad, y todo lo que dice sir Home Popham en este párrafo es enteramente falso, contradictorio y ridículo. ¿Cómo dice que el general Berresford vió frustrados sus deseos de una accion general en la gran plaza, diciendo poco despues que esta se llenó de gente? ¿que el pequeño ejército ingles caía bajo tiros de soldados invisibles, habiendo dicho poco ántes que ocupaban todas las azoteas de casas é iglesias? Últimamente, repugna á la razon y sonroja el ver tal conjunto de embustes.

(p) Difícil sería de ponderar la malicia, la falsedad y la despreciable jactancia de este párrafo, y yo tengo datos fijos de que la pérdida de los Ingleses pasó de 400 hombres, no habiendo llegado la nuestra á 200; pero en la hipótesis de que hubiésemos perdido lo 700 que supone, naturalmente los habrian muerto por arte mágico, pues sienta la proposicion que las tropas inglesas la experimentaban por entes invisibles. El acumular las desgracias de muertes sucedidas solo al pueblo encierra el pensamiento mas atroz, pues solo puede ser con el fin de provocar contra él la ira de su nacion en el caso que la volviesen á invadir. En cuanto á la jactancia de que un Ingles puede batir á siete Españoles, semejante proposicion es tan ridícula como despreciable. Yo soy de sentir que un hombre libre de cualquiera nacion vale por otro hombre de igual clase; y aun me atrevo á afirmar, que un Español que sirve á su rey por amor, defiende su religion, su familia, su patria, sus propiedades, por los principios de honor que le son característicos, vale por veinte mercenarios inmorales, contenidos solo bajo de sus banderas por la disciplina mas feroz de que no hay ejemplo entre ninguna de las naciones antiguas ni modernas.

1806. mados; pero por ulteriores noticias que tuve, supe que Pueyrredon y otro principal personaje agregado á este complot reunió hasta 10,000 hombres en las inmediaciones de la ciudad: Liniers pudo juntar de 700 á mil sin contar los de mar, y la ciudad proveyó armados de diferentes maneras, pasados de 10,000 hombres, bajo una secreta inteligencia con los magistrados, componiendo entre todos un número de mas de 20,000 hombres el ejército que se opuso al de S. M. B. (q). »

Se omite lo insustancial de este parte.

Nota. — Lo demas de la carta del comodoro se reduce á alabanzas de algunos oficiales de marina, y concluye diciendo que sentirá por los informes tal vez poco seguros haber faltado á exaltar todo el mérito del general Berresford, pero que desea ocasion de descubrir algun otro mérito suyo para darle á luz: rasgo de refinada adulacion; pero no puedo ménos de concluir haciendo reparar, que esta reflexion que hace sir Home Popham de que los informes que tuvo podian no ser verídicos, hace poco honor al mayor Tolle, quien le llevó los pliegos del mayor general Berresford, que dice haber recibido el 17.

Por todo lo que acabo de alegar en oposicion á los groseros embustes de sir Home Popham, apelo al conocimiento de este gran pueblo, magistrados y militares, todos fieles testigos de cuanto ocurrió en la reconquista.

Buenos Aires, 30 de junio de 1807.

SANTIAGO LINIERS.

No obstante que la precedente nota de sir Popham se versa principalmente acerca de la reconquista, lo cual pertenece á la segunda parte de este libro, la hemos incluido en la primera, que pertenece á la conquista y ocupacion británica, á causa de que en ella, segun se habrá observado, se menciona mucho

(q) En las notas *k* y *n* demuestro la falsedad de este número de tropas, que solo exageró el verídico comodoro de mas de diez á uno.

relativo á esta, y á causa tambien de no ser ella necesaria para lo que es historiar la reconquista; pues á este respecto existen muchos y veraces documentos, como se verá en breve en la segunda parte. 1806.

Al hablar sir Popham de la ocupacion y de la política de aquella administracion, menciona varios actos ó disposiciones de ella. Nos parece que los principales son los contenidos en los documentos siguientes, impresos todos en aquellos dias en Buenos Aires. Ellos muestran efectivamente que aquel gobierno de un mes no puede ser tachado de poco liberal ni de opresor, y revelan una ansia manifiesta por complacer y atraerse al país.

Declaraciones hechas por el gobernador británico, inmediatamente de tomar la ciudad.

Declaraciones del general inglés.

« Guillermo Carr Berresford, mayor general, comandante en jefe de las fuerzas de S. M. B. empleadas en la costa del este de la América del Sur, y gobernador de Buenos Aires y todas sus dependencias.

Sobre libertad religiosa.

» Hallándose la ciudad de Buenos Aires y sus dependencias sujetas ahora á S. M. B. por la energía de las armas de S. M., el mayor general, con el objeto de establecer una perfecta confianza en la liberalidad y rectitud del gobierno de S. M., y tranquilizar los ánimos de todos los habitantes que están al presente en la ciudad, ó de aquellos que, de aprehension de las casualidades generales de la guerra, hayan salido de ella, juzga que es indispensable proclamar, sin perder un momento de tiempo, que es la mas graciable intencion de S. M., que la gente de Buenos Aires y cualesquiera otras provincias en el Rio de la Plata que pueden eventualmente caer bajo su proteccion, gocen del entero y libre ejercicio de la religion católica, y que se prestará todo respeto á sus santos ministros.

Sobre administracion de justicia.

» Que los tribunales de justicia continúen el ejercicio de sus funciones en todos los casos de procedimientos civiles y crimi-

1806. nales, refiriéndose al mayor general en aquellos en que se hacía al virey en anteriores ocasiones; garantiendo el mayor general, en lo que dependa de él, que todo se hará para traer los procesos á su pronta y justa sentencia.

Sobre proteccion á la propiedad.

» Toda propiedad privada de cualquiera descripcion recibirá su mas amplia proteccion, y todo lo que pueda pedirse por las tropas, ya sean víveres ú otros artículos, se pagarán inmediatamente á los precios que prefije el cabildo.

Excitacion al clero.

» Por lo mismo el mayor general invoca al Illo. Sr. obispo, sus coadjutores, y órdenes ecclesiásticas, fundaciones, colegios, jefes de las corporaciones, mayor, alcaldes de la ciudad y barrios, para que hagan entender á los habitantes en general, que serán siempre protegidos en la religion y propiedad, y que serán gobernados por sus propias leyes municipales hasta que se sepa la voluntad de S. M. B.

Sobre libertad de comercio.

» El mayor general juzga necesario el hacer saber al interes general y comerciantes del país, que es la mas graciable intencion de S. M. que se abra un comercio libre y permitido á la América del Sur, semejante al que disfrutan todas las otras colonias de S. M., particularmente la isla de la Trinidad, cuyos habitantes han conocido los beneficios peculiares de estar bajo el gobierno de un soberano bastante poderoso para protegerlos de cualesquiera insultos, y bastante generoso para darles aquellas ventajas comerciales de que no podrian gozar bajo la administracion de ningun otro país.

» Con la promesa de tan rígida proteccion á la religion dominante del país y el ejercicio de sus leyes civiles, confia el mayor general, que todo buen ciudadano se unirá con él en sus esfuerzos para mantener la ciudad quieta y pacífica, pues pueden ahora gozar un comercio libre y todas las ventajas de las relaciones mercantiles con la Gran Bretaña, en donde no hay opresion, que, como entiende, ha sido lo único que han deseado las ricas provincias del Rio de la Plata y los habitantes de la América del Sur en general para hacerlas el país mas próspero del mundo.

» El mayor general no tiene ahora mas que acudir á los

magistrados, para que estos lo hagan saber á los diferentes labradores y hacendados del país, é inducirles á que traigan á las plazas y mercados víveres y vegetables de toda especie, que se les pagarán inmediatamente, atendiendo sin demora á las quejas que se den.

1806.

Seguridades que ofrece.

» Habiendo entendido el mayor general que algunos de los derechos ahora existentes son muy gravosos á las empresas comerciales, ha determinado aprovecharse de la mas pronta oportunidad para informarse de este particular de comerciantes mas instruidos del país, y entónces hará aquellas reducciones ó rebajas que parezcan mas conducentes al interes del país, hasta que se sepa la voluntad de S. M. B.

Sobre reduccion de derechos.

» Dado en esta fortaleza, á 28 de junio de 1806.

» Dios guarde al rey de la Gran Bretaña.

» GUILLERMO CARR BERRESFORD,

» Mayor general y gobernador. »

1806.

Condiciones concedidas á los habitantes de la ciudad de Buenos Aires y sus dependencias por los generales en jefe de las fuerzas de mar y tierra de Su Majestad Británica.

Sobre las personas del ejercicio de S. M. C.

« 1° Se permite á las tropas del servicio de S. M. C. que estaban en la ciudad al tiempo que entraron las de S. M. B., juntarse en esta fortaleza, y salir de ella con todos los honores de la guerra, rindiendo entónces las armas y quedando prisioneros de guerra; pero los oficiales que sean naturales de la América del Sur, ó casados con nativas del país, ó domiciliados en él, podrán continuar residiendo aquí miéntras se conduzcan como buenos vasallos y ciudadanos, jurando fidelidad á S. M. B, ó podrán ir á la Gran Bretaña con los debidos pasaportes, dando previamente su palabra de honor de no servir hasta que se haga el canje regular.

Sobre garantías al clero y otras corporaciones.

» 2° Toda propiedad privada, de buena fe, perteneciente á los empleados así militares como civiles del gobierno anterior, á los magistrados y habitantes de esta ciudad y sus dependencias, al Illmo. Sr. obispo, clerecía, iglesias, conventos, monasterios, colegios, fundaciones y otras instituciones públicas de esta clase, permanecerán como siempre libres, y en nada se les molestará.

Sobre exencion de servir contra S. M. C.

» 3° Toda persona, de cualquiera clase y condicion que sea, de esta ciudad y sus dependencias, será protegida por el gobierno británico, y no se le forzará á tomar las armas contra S. M. C., ni persona de la ciudad y sus dependencias las tomará, ni obrará hostilmente contra el gobierno ó tropas de Su Majestad Británica.

Sobre que el cabildo conserve sus derechos, etc.

» 4° El ilustre cabildo con todos sus miembros y los habitantes conservarán todos los derechos y privilegios de que han gozado hasta ahora, y continuarán en el pleno y absoluto ejercicio de sus funciones legales, así civiles como criminales, bajo todo el respeto y proteccion que se les pueda dar por el go-

1806.

Terms granted to the inhabitants of Buenos Aires and its dependencies by the commanders in chief of His Britannic Majestys forces by land and sea.

« 1° The troops belonging to His Catholic Majesty, who were in the town at the time of the entry of the British troops, shall be allowed to meet in the fortress of Buenos Aires, march out of the fort with all the honors of war, and shall then lay down their arms, and become prisoners of war: but such officers as are natives of the country, or regularly domiciliated, shall be at liberty to continue here so long as they behave themselves as becometh good subjects and citizens, taking the oath of allegiance to his Britannic Majesty, or proceed to Great Britain with regular passports having previously passed their parole of honor, not to serve until they are regularly exchanged.

» 2° All bona fide private property, either belonging to the civil or military servants of the late government, to the magistrates, burghers and inhabitants of the town of Buenos Aires, and its dependencies, to the illustrious the bishop, the clergy; to the churches, monasteries, colleges, foundations and other public institutions of that kind, shall remain free and unmolested.

» 3° All persons of every description belonging to this city and its dependencies, shall receive every protection from the british government and they shall not be obliged to bear arms against His most Catholic Majesty, nor shall any person whatever in the city, or its dependencies take up arms, or otherwise act inimicably against His Majestys troops or government.

» 4° The cabildo magistrates burghers and inhabitants shall preserve all their rights and privileges which they have enjoyed hitherto and shall continue in full et free exercise of their legal functions both civil and criminal under all the respect and protection that can be afforded them by His Ma-

1806. bierno de Su Majestad Británica hasta saberse la voluntad del soberano.

Sobre proteccion á los archivos públicos.

» 5° Los archivos públicos de la ciudad tendrán toda proteccion y ayuda del gobierno de Su Majestad Británica.

Los derechos é impuestos serán los mismos.

» 6° Quedan como hasta ahora los varios derechos é impuestos que exigian los magistrados y oficinas recaudadoras; quienes cuidarán por ahora para recolectarlos y aplicarlos del mismo modo y á igual efecto que ántes, por el bien general de la ciudad hasta saberse la voluntad de Su Majestad Británica.

Será protegido el ejercicio de la religion C. A. R

» 7° Se protegerá el absoluto, pleno y libre ejercicio de la santa religion católica, y se prestará el mejor respeto al Ilmo. Sr. obispo y á todos sus venerandos ministros.

Curia eclesiástica.

» 8° La curia eclesiástica seguirá en el pleno y libre ejercicio de todas sus funciones y precisamente en el mismo órden que ántes.

Sobre concesion de buques.

» 9° Se conceden gratúitamente á sus dueños todos los buques del tráfico de la costa del rio, segun la proclamacion del 30 del próximo pasado.

Sobre entrega de propiedades públicas.

» 10° Toda propiedad pública, de cualquiera clase que sea, perteneciente á los enemigos de Su Majestad Británica, se deberá fielmente entregar á los apresadores; y así como los generales en jefe se obligan á hacer cumplir con exacta escrupulosidad todas las condiciones anteriores para el beneficio de la América del Sur, así el ilustre cabildo y tribunales se obligan de su parte á hacer que esta última condicion se cumpla fiel, debida y honorablemente.

Dada con nuestro sello y manos en esta fortaleza de Buenos Aires, hoy 2 de julio de 1806. — José Ignacio de la Quintana. — (Sello.)

Witness the above signatures.

Testigos de las firmas de arriba: Francisco de Lecica. Anselmo Sáenz Valiente.

jesty's government until His Majesty's pleasure is known. 1806

» 5° The public archives of the town shall receive every protection from His Britannic Majesty's government.

» 6° The different taxes et duties levied by the magistrates to remain for the present, and to be collected by them in the same manner and applied to the same purpose as heretofore for the general good of the city, until His Majesty's pleasure is khown.

» 7° Every protection shall be given to the full and free exercise of the holy catholic Religion, and all respect shewn to the most illustrious the bishop and all the holy clergy.

» 8° The ecclesiastical court shall continue in the full et free exercise of all its functions et be precisely on the same footing as it was heretofore.

» 9° The coasting vessels in the river will be given up to their owners according to a proclamation issued the 30 ultimo.

10° All public property of every description belonging to the enemies of His Britannic Majesty shall be faithfully delivered up to the captors; and as the commanders in chief bind themselves to see the fulfilment of all the preceding articles for the benefit of South America, so do the cabildo and magistrates bind themselves to see that this last article is faithfully and honorably complied with.

» Given under our hands et seals, in the fortress of Buenos Aires, this second day of july 1806.—W. C. Berresford, mayor general. (Seal.) — Home Popham, commodore commanding in chief. (Seal.)

Witness the above signatures.

Testigos de las firmas de arriba: Francisco de Lecica. Anselmo Sáenz Valiente.

1806.

Órden imponiendo á los esclavos obediencia hácia sus amos, y prescribiendo la apertura de tiendas, pulperías, etc.

« Guillermo Carr Berresford, mayor general, comandante en jefe de las fuerzas de S. M. B. empleadas en la costa del este de la América del Sur, y gobernador de Buenos Aires y todas sus dependencias.

Apercibimiento echo á los esclavos desobedientes y ociosos.

» Que habiéndose notado en la ciudad que los negros y mulatos esclavos, despues de tomada la plaza, han pretendido y pretenden sacudir la subordinacion á que por su estado están ligados, faltando á la obediencia que deben á sus respectivos amos, y negándose á todos aquellos ejercicios en que por su constitucion han sido empleados hasta hoy, se les haga entender que permanecen en el mismo estado en que estaban, sin variacion alguna, que deben estar sujetos á sus amos, obedecerlos en un todo con absoluta subordinacion, y no andar ociosos por las calles, bajo las mas rigorosas penas que tenga á bien imponer el Excmo. Sr. mayor general británico.

Sobre abasto público.

» Que habiéndose notado escasez de todo en los renglones de abasto y demas necesario en la ciudad, por estar, á causa de cierto sobresalto, cerradas las tiendas de mercancías, almacenes, pulperías y de menestrales y oficios mecánicos, se les prevenga las abran, haciéndose entender que por haberse tomado la plaza, no debe en esto hacerse novedad, ni por el hecho de abrirlas se les seguirá perjuicio, ántes bien todo lo contrario, designándose las mas rigorosas penas que juzgue oportunas el Excmo. Sr. mayor general contra toda persona de cualquiera calidad y condicion, aun de la tropa británica, que atropelle, insulte de palabra ú obra, ó infiera el mas leve perjuicio á dichos tenderos, pulperos, almaceneros y menestrales.

» GUILLERMO CARR BERRESFORD,

» Mayor general y gobernador. »

1806.

Órden de entrega de armas.

« Guillermo Carr Berresford, mayor general, comandante en jefe de las fuerzas de S. M. B. empleadas en la costa del este de la América del Sur, y gobernador de Buenos Aires y sus dependencias.

» Habiéndose hecho saber al Excmo. Sr. gobernador, que aunque por su órden se dió noticia por el cabildo de esta ciudad, que toda persona de cualquiera condicion que tuviese armas, municiones, ú otros pertrechos de guerra pertenecientes á S. M. C., ó que se hubiesen entregado por mandado de su gobierno anterior, las devolviese inmediatamente á los alcaldes de barrio, las armas no se han devuelto, el Excmo. Sr. gobernador tiene por justo mandar por esta proclamacion que todos los que tengan armas, etc., de aquella descripcion las entreguen á los alcaldes de sus respectivos barrios, bajo el concepto de que el que no lo verifique hasta el 12 del corriente mes, y se le encuentren las armas, etc., será castigado, pagando doscientos pesos de multa por cada artículo de aquellos que se le encuentren.

Entrega de armas á los alcaldes de barrio.

» Dada en Buenos Aires, á 7 de julio de 1806.

» Por órden del Excmo. Sr. general y gobernador.

» GEO. W^ms CANNET,

» Secretario militar. »

Penas contra los que incitan ó auxilian la desercion de soldados ingleses.

« Guillermo Carr Berresford, mayor general, comandante de las fuerzas de S. M. B. empleadas en la costa oriental de la América del Sur, y gobernador de Buenos Aires y todas sus dependencias.

» Habiéndose probado sin la menor duda que muchos habi-

1806.

Penas contra los seductores de soldados ingleses.

tantes de esta ciudad y otros de la campaña están poniendo en uso todo medio para inducir á los soldados y súbditos ingleses á que desistan de su fidelidad y desierten de sus banderas; el mayor general hace saber por esta proclama, que cualquiera habitante ú otro que sea descubierto, empeñándose en seducir así á algun soldado, ó súbdito ingles, será castigado inmediatamente con pena de muerte; que cualquiera persona que reciba, dé acogida, ó ampare de algun modo á algun soldado ó marinero ingles en su designio de desertar, é internarse en el país, será castigado con la misma pena de muerte, ofreciendo el mayor general la recompensa de cien pesos á cualquiera que dé aviso de alguno que reciba, dé acogida, ampare ó tenga parte en la desercion ó huida al interior del país de algun soldado ó súbdito ingles; y cualquiera que se vea en compañía de soldado, marinero ó súbdito de esta descripcion se considerará como cómplice. Y previene el mayor general á todos los habitantes, que cuiden de su conducta en lo que respecta al objeto de esta proclama, pues ha tomado tales medidas, que hará se castiguen aquellos que procuren seducir ó seduzcan á los súbditos de S. M. B.

Prevenciones sobre esto mismo.

» Cuidarán todos los oficiales militares y civiles, así en la ciudad como en sus dependencias, de asegurar y arrestar á todos los soldados ó marineros ingleses, y á los que los acompañen, ó los hayan auxiliado en su fuga, remitiéndolos con la custodia suficiente á este fuerte de Buenos Aires.

» Buenos Aires, 19 de julio de 1806.

» GUILLERMO CARR BERRESFORD,

» Mayor general.

» Por órden de S. E.:

» GEO. W. KENNETT,

» Secretario militar. »

1806.

Libertad de comercio de Buenos Aires al igual de las demas colonias británicas. — Derechos de aduana sobre productos británicos y de estos países.

Reglamentos sobre comercio.

« El comandante británico, con el fin de que el comercio de esta plaza pueda tomar toda la actividad de que son susceptibles las presentes circunstancias del país, no demorará por mas tiempo la publicacion de las disposiciones y reglamentos que servirán de norma para el gobierno de la aduana de esta ciudad, hasta que se sepa la voluntad de S. M. B., no quedando duda que el gobierno británico formará otros mas perfectos y mas benéficos á los habitantes de estos países. Por ahora se contenta el comandante británico con manifestar al pueblo que el sistema de monopolio, restriccion y opresion ha llegado ya á su término; que podrá disfrutar de las producciones de otros países á un precio moderado; que las manufacturas y producciones de su país están libres de la traba y opresion que las agobiaba, y hacía no fuese lo que es capaz de ser, el mas floreciente del mundo, y que el objeto de la Gran Bretaña es la felicidad y prosperidad de estos países.

» Con estas miras se han adoptado los reglamentos siguientes, mandándose por esta á los oficiales de la aduana obren estrictamente conforme á su tenor.

Comercio libre.

» 1° El gobierno británico no se reserva privilegio exclusivo para la importacion, exportacion ó venta de artículos de mercadería. Por tanto, le es permitido á todo individuo el que importe, exporte ó venda así tabaco, polvillo, naipes, etc., como todo otro renglon de mercadería, declarándose el comercio de esta plaza libre y abierto, segun las leyes de la Gran Bretaña formadas y estatuidas para sus otras colonias, pagando los derechos establecidos por este reglamento, hasta saberse la voluntad de S. M. B.

Derechos que pagan las mercancías británicas.

» 2° Toda mercadería, fruto, manufactura ó produccion de la Gran Bretaña, Irlanda y sus colonias, pagarán á su intro-

1806. duccion un diez por ciento de derecho al rey, y dos y medio al consulado.

Los que pagan las importadas en buques británicos.

» 3° Toda mercadería extranjera, ó que se importe en buques de igual naturaleza, pagará trece por ciento de derecho real, y dos y medio de derecho consular.

» Los derechos citados se colectarán segun el arancel que estaba establecido ántes en la aduana; y por las mercaderías, frutos, etc., que no se especifican en dicho arancel, se hará la exaccion del derecho conforme al avalúo que haga una persona inteligente.

» 4° Tabaco en hoja ó torcido, viniendo de ultramar, pagará á su entrada ocho reales por arroba de derecho real, y tres de municipal, regulándose para la exaccion del derecho consular á cuatro pesos por arroba.

Tabaco en polvo.

» 5° Todo tabaco en polvo pagará de derecho real dos reales por libra y un real por el municipal; avaluándose á dos pesos la libra para el pago del derecho consular.

Recargo de derecho por este artículo.

» 6° Tabaco ó polvillo no introducido por súbditos británicos ó en sus buques navegados segun la ley, pagará ademas de los derechos precitados diez por ciento de derecho real, regulándose la libra en dos pesos.

Tabaco del reino.

» 7° Tabaco del reino á su introduccion cuatro reales por arroba de derecho real, y dos reales de derecho municipal.

Vino de Chile.

» 8° Vino de Chile á su introduccion pagará cuatro por ciento al rey, sobre el valor de diez pesos cada barril, y este un real de derecho municipal.

Aguardiente del reino.

» 9° Aguardiente del reino, doce reales por barril de derecho real, y tres reales por el municipal, y seis pesos por pipa para el hospital de hombres y el de mujeres, que se aplicarán dos tercios á aquel y uno á este.

Yerba mate.

» 10° Yerba del Paraguay á su introduccion dos reales por tercio, y á su extraccion para el interior dos reales por tercio, y cuatro por ciento mas sobre el valor de diez pesos cada uno, y dos reales de derecho municipal.

Cueros al pelo.

» 11° Cueros al pelo pagarán, siendo exportados por súbditos británicos ó en sus buques destinados á la Gran Bretaña ó

Irlanda, cuatro por ciento de derecho real y dos y medio de consulado, sobre el valor de ocho reales cada uno, y un real por cuero de derecho municipal. 1806.

» 12° Cueros de caballo, á su exportacion por súbditos británicos ó en sus buques destinados á la Gran Bretaña, pagarán cuatro por ciento de derecho real, y dos y medio de consulado, regulándose para la exaccion de estos derechos á tres reales cada cuero, y medio real mas de derecho municipal. Cueros de caballo.

» Cuando sean exportados por extranjeros ó en buques extranjeros, pagarán un diez por ciento adicional de derecho real.

» 13° Sebo y demas artículos, frutos, producciones ó manufacturas de las que han sido y continúan siendo posesiones españolas en la América del Sur, pagarán á su exportacion por súbditos británicos ó en sus buques destinados á la Gran Bretaña ó sus colonias, cuatro por ciento de derecho real, y dos y medio de consulado. Sebo y otros artículos.

» 14° Cuando se exporten por extranjeros, diez por ciento de derecho real, y dos y medio de consulado.

» 15° Se hace saber por esta, que excepto en los artículos que están en el precedente reglamento específicamente mencionados, todos los derechos que habia impuestos ántes en las mercaderías vinientes de las provincias interiores ó por los rios Paraná y Uruguay á esta ciudad, quedan abolidos, y ningun derecho se ha de exigir por entrar en Buenos Aires. De igual modo y con excepcion del pequeño derecho en la yerba, toda mercadería será de aquí en adelante libre de pagar derecho ó impuesto á su salida de Buenos Aires; pues la exaccion de derechos ha de ser únicamente en la importacion ó exportacion, desembarque de puertos de ultramar ó que no sean este, y embarque á ellos. Abolicion de los derechos no mencionados.

» 16° La plata y oro sellado ó en pasta pagará de salida por el nacional medio por ciento de consulado, y por extranjero cuatro por ciento de derecho real, y medio de consulado. Derecho sobre la plata y el oro sellados.

» Buenos Aires, agosto 4 de 1806.

» W. C. BERRESFORD,
» Mayor general. »

1806.

APÉNDICE.

Sobre el parte de sir Popham.

Al dar el parte oficial de sir Popham á su gobierno, debimos preferir, como lo manifestamos, la edicion de Buenos Aires, tanto por ser de Buenos Aires y de aquella fecha, cuanto porque de otro modo no habríamos podido dar cabida á las notas impugnativas del capitan general Liniers. Allí no se expresa de dónde tomaba este el parte; pero nos parece incuestionable que lo tomaria de la publicacion oficial que de él acababa de hacer el gobierno ingles en la *Gaceta de Lóndres*, segun el testimonio del Sr. D. Manuel Moreno, en su *Prefacio*.

Ahora es de nuestro deber advertir aquí con aquel, que el gobierno ingles, que conocia el carácter exagerador del comodoro, creyó deber pasar por alto muchos párrafos de su oficio.

Juicio contra este.

Mas posteriormente, relevado sir Popham y llamado á Inglaterra, se le siguió un juicio, que fué publicado, y del cual, en nuestro sentir, salió mucho mejor de lo que debiera.

2ª edicion de su proceso.

Sin embargo, algo resentido en su amor propio, insertó, en una segunda edicion de aquel proceso, su oficio íntegro y tal cual lo habia pasado á su corte. Si el brigadier Liniers lo hubiese conocido, su impugnacion hubiera sido mas extensa.

Cotejados ambos, se notan las supresiones.

Presentamos pues á continuacion el publicado por sir Popham, y pondremos en letra bastardilla los párrafos, períodos ó expresiones que no se hallan en el que ya conocemos.

« Á bordo del *Diadema*, Rio de la Plata, 25 de agosto de 1806.

El comodoro sir Home Popham participa la reconquista al almirantazgo británico

» Cuando los eventos de guerra cesan de ser favorables á un armamento, considero que es el deber de los oficiales que lo han mandado el exponer con claridad y precision todas las circunstancias que estén en su conocimiento, que ó por grados ó repentinamente hayan conducido á una mudanza de fortuna.

» Siguiendo este rumbo, me asiste la confianza de poder satisfacer á los lores del almirantazgo, de que los principios liberales y benéficos bajo que se condujo el gobierno del general Berresford, hacen mas honor á las armas de S. M. y al carácter de la Gran Bretaña, que si se hubiese valido de los medios que estaban completamente á su alcance, y con que podia seguramente aniquilar todos los esfuerzos del enemigo, y arrancar de la corona de España estos países, probablemente para siempre. 1806.

» *Por otro lado, la reconquista de Buenos Aires ha sido manchada con actos tan premeditados de traicion y perfidia, que es imposible hallar otro ejemplo en los anales de la historia; y estoy seguro será en adelante un motivo para todo oficial ingles para desconfiar de cualquier tratado con los Españoles, por sagrado que sea.* Dice que la reconquista fué manchada con traiciones y perfidias.

» *Los términos de la convencion fueron firmados en 2 de julio despues de ser detenidamente discutidos en el cabildo por el anterior comandante en jefe de las fuerzas de S. M. C., los funcionarios públicos, los delegados eclesiásticos y los representantes del pueblo: cuando se promulgaron, fueron recibidos con las demostraciones de una viva alegría; y nadie manifestó mas gozo que las mismas personas que, violando despues la fe de sus empeños, se hicieron los conspiradores principales para derrumbar un gobierno que acababan de ayudar á levantar y establecer.* Refiere, á su manera, cómo fué celebrada la convencion de julio.

» *Los hijos del pais habian creido que el objeto de esta expedicion se dirigia principalmente á declarar su independencia; los negros pensaban que ella venia á darles libertad; y si el general Berresford se hubiera considerado con autoridad ó razon para confirmar una ú otra de estas proposiciones, ninguna tentativa se habria hecho para quitarle esta conquista.* Id.

» *La última idea habia infundido una grande alarma;* y Pueyrredon (uno de los miembros de la municipalidad) que parece haber sido el gran órgano de la revolucion, *y que por cierto se mostró el mas empeñoso en redactar la convencion, me interpeló con especialidad á que considerase la ruina que amenazaba al pais, si no se tomaban inmediatamente providencias para suprimir la ilusion de los esclavos. Él tenia motivos perso-* Id.

1806. *nales de saber las malas consecuencias de la opinion que prevalecia, y temia mucho que se aumentasen por la menor demora.*

Id. » *Á virtud de este informe el general Berresford no perdió tiempo en expedir una proclama, que por sus efectos aquietó completamente los temores de la ciudad.*

Id. » *Siendo ya evidente que no se podia declarar la independencia de América; que los habitantes debian contar con la proteccion del gobierno de S. M. contra los insultos de sus esclavos, de lo cual se aprovecharon sin duda en perjuicio nuestro; y que los principios militares del general eran demasiado elevados para entrar en ninguna negociacion con los Indios, que recuerdan siempre la extrema perfidia de sus primeros invasores; Pueyrredon se entregó entónces con gran arte y manejo á preparar al pueblo para una insurreccion general.*

Id. » *Se reunieron y ocultaron armas en la ciudad; los descontentos se juntaban todas las noches, y recibian las instrucciones del citado individuo; y este levantó toda la chusma del pais con las muchas cantidades de dinero que se habia procurado.*

Sobre la conducta de Liniers. » En la banda del norte del rio, el coronel Liniers, oficial frances al servicio de España, que habia sido juramentado, se ocupó con suceso en reunir gente en la Colonia. *Esta persona, ántes de violar su palabra, me habia visto frecuentemente para excitar mi conmiseracion hácia su numerosa é indigente familia, declamando en los términos mas acerbos contra el trato que habia recibido del gobierno español; y renunciando toda intencion de servirlo mas, me rogaba que lo amparase para dedicarse al comercio, cuya ocupacion era la única que le parecia elegible para poder mantener á sus hijos.*

Sobre la de otros oficiales españoles juramentados. » *Á estos ejemplos de perfidia podria añadir el de casi todos los oficiales españoles juramentados, y uno de ellos tuvo tan poco pundonor que fué el primero que vino á bordo del* Diadema, *á referir esta infame ocurrencia, aunque sabia que yo tenia en mis manos la firma que él habia echado como prisionero de guerra.*

Y la del clero. » *La iglesia no se quedó atras en fomentar el movimiento, y tambien en ayudar á él, segun creo: en suma, ha habido una in-*

fraccion atroz y pérfida de aquella fe que la ley de las naciones declara ser sagrada. 1806.

» Se organizó un sistema de terror, y toda persona que rehusaba cooperar á esta conspiracion, era amenazada de muerte. Terrorismo.

» Esto lo he averiguado por conductos que merecen toda confianza. El progreso de la revolucion fué tan rápido desde sus primeras señales, que recien el 31 de julio supe por un despacho del general, que me llegó á la Ensenada, á mi vuelta de Montevideo, que por las noticias que habia recibido estaba temeroso de que muy pronto iba á estallar una insurreccion. Rapidez de la revolucion.

» Al mismo tiempo fuí informado por el capitan Thompson que diez y siete buques enemigos acababan de arribar á la Colonia, y habiendo rumores de que aquella fuerza iba á ser considerablemente aumentada desde Montevideo, despaché mis órdenes para que el *Diadema* viniese á la Ensenada, y que el capitan King del *Diadema* trajese los pocos marinos que quedaban, las dos compañías de azules y la demas gente que fuese posible sacar de los buques, con el objeto de armar algunas embarcaciones, y atacar al enemigo en la Colonia, pues no era dable estorbarle que cruzase el rio con viento favorable. Preparativos de ataque contra la Colonia.

» El 1° de agosto, á la tarde, el *Leda* ancló fuera de Buenos Aires como á distancia de 12 millas, y apénas lo permitió el tiempo, fuí el dia 2 á tierra en un bote, y hallé que el general con 500 hombres acababa de dispersar una reunion como de 1,500 Españoles, que se habia formado á cinco leguas de la ciudad, tomando al enemigo algunos cañones, creo que en número de nueve piezas, y varios prisioneros. Dispersion de un motin cerca de la ciudad.

» El 3 intenté volver al *Leda* en el *Encounter*, que á este fin habia acercado á la playa el capitan Honyman á pocas millas de distancia, con viento muy fuerte; pero habiendo arreciado este, no fué posible ganar el barlovento.

» El 4 por la mañana hubo gran cerrazon, y aumentándose mucho el viento, no se pudo levar el ancla.

» Á eso de la tarde llegó el capitan King en una galeota con 150 hombres del *Diadema*, con el objeto de armar y dirigir al- El capitan King.

1806. gunas embarcaciones pequeñas que se habian reunido en el puerto, pero no pudo entrar hasta el siguiente dia.

Aviso del capitan Thompson.

» El 5 por la mañana, habiéndose moderado el tiempo, conseguí ir á bordo del *Leda*, y entónces recibí un parte del capitan Thompson, avisándome que el dia anterior el enemigo habia pasado el rio desde la Colonia, sin ser observado por ninguno de los buques, excepto la escuna del mando del teniente Herrick, que estaba fondeada en los bajos del pasaje á las Cónchas y San Isidro; pero el viento leste habia acumulado tanta agua en el rio, que los buques enemigos habian podido navegar sobre el banco de las Palmas, acortando así mucho su derrotero.

» El 6 y el 7 el viento se convirtió en huracan: el *Leda* estaba fondeada en cuatro brazas con dos anclas, y sus masteleros calados.

Cañoneras inglesas idas á pique.

» El 8 supe por el capitan King (cuya relacion de lo ocurrido del 5 al 12 tengo el honor de acompañar) que cinco de nuestras cañoneras se habian ido á pique en su anclaje; que el *Walker* habia perdido el timon; y que los botes y lanchas del *Diadema* y *Leda* se habian perdido.

Plan frustrado de Berresford.

» Los torrentes de lluvia que cayeron durante el 6, 7 y 8 habian hecho totalmente impracticables los caminos sino es á la caballería; y por consiguiente el general Berresford se vió seriamente frustrado en su determinacion de atacar al enemigo á distancia de la ciudad; lo cual, si hubiese podido conseguirse, no tengo duda que el ejército hubiera dado una prueba mas de su ardor é invencible espíritu. Sin embargo, el enemigo, que tenia una abundancia inagotable de caballos, sufria muy poco inconveniente por el mal estado de los caminos, y por lo tanto pudo acercarse á la ciudad en várias direcciones, sin dar á las armas inglesas una oportunidad de atacarlo.

Intimacion de rendicion á la fortaleza.

» El 10, á la tarde, se intimó rendicion á la fortaleza; yo bajé á tierra al siguiente dia, miéntras que el resto de nuestros buques armados quedaban haciendo fuego á los puestos del enemigo. Supe entónces que, á mas del ejército español, que dividido en várias columnas ocupaba las entradas de la ciudad,

los habitantes estaban todos armados y se abrigaban en los techos de las casas y de las iglesias, con el designio de hacer una guerra de emboscada. 1806.

» Bajo estas circunstancias y la manifiesta intencion del enemigo á evitar un encuentro, se determinó embarcar los heridos aquella misma noche, y cruzar el riachuelo retirándose hácia la Ensenada. Pero esta medida se frustró en gran parte por el tiempo, que se descompuso mucho durante la noche, y retardó el embarque. El enemigo echó un número mayor de gente en las casas é iglesias inmediatas á la fortaleza, y avanzó por todas las calles que no estaban bajo el poder de nuestros fuegos : en suma, su objeto era evitar por todos medios una accion general, y colocar sus tropas de modo que pudiesen hacer fuego á las nuestras, al paso que ellas estuviesen en perfecta seguridad. Sobre embarque de heridos. Ataque.

» El 12 al amanecer oí empezar un fuego vivo desde los puestos avanzados del enemigo, pero que muy pronto fué contestado con gran efecto por nuestra artillería, que estaba colocada hácia las principales calles que desembocan á la Plaza Mayor; y por algun tiempo el enemigo, á virtud de su inmenso número, mostró un mayor grado de firmeza que en ninguna otra ocasion, y se vino encima con tres piezas de artillería, que el coronel Pack del 71 le quitó despues de una carga. Con todo, en este momento, los techos de las casas que dominan la Plaza Mayor desde las calles inmediatas, se coronaban de gente, molestando considerablemente á nuestras tropas sin que estas pudiesen defenderse. De esta manera el enemigo dominaba tambien la fortaleza, con el agregado de un cañon sobre las bóvedas de una iglesia, lo que no puedo ménos de considerar como una mancha indeleble en el carácter del obispo, no solo por su estado, *sino por las promesas que había hecho.* Fuego vivo.

» Yo me figuro bien la amargura que sufriria en estos instantes el general Berresford. Desesperado de inducir al enemigo á una accion general en la Plaza Mayor, su bravo y pequeño ejército sucumbiendo á toda prisa á tiros invisibles, la única alternativa que se le presentaba para evitar efusion inú- Se iza una bandera de parlamento.

1806. til de sangre, era una bandera de parlamento, y esta se izó en el castillo á eso de la una de la tarde.

Aceptation de condiciones *para rendirse.*

» En un instante se vieron cerca de 10,000 hombres en la Plaza Mayor, precipitándose del modo mas audaz á entrar en el fuerte, y aun haciendo fuego á nuestros hombres, que se descubrian en los baluartes; de modo que no fué sin muchísima dificultad que se consiguió de las tropas británicas que no vengáran este insulto. En realidad, el general se vió obligado á decir á los oficiales españoles que si su gente no se retiraba en el discurso de un minuto, tendria que bajar la bandera de parlamento, por su seguridad, y volver á comenzar las hostilidades. Esta firmeza surtió efecto, y entónces envió al general español las condiciones *para rendirse*, y estas fueron aceptadas en el acto.

Remítese copia de la capitulacion.

» Remito inclusa una copia de la capitulacion; y creo que el tono elevado y firme en que está concebida, no ménos que los términos dictados por el general Berresford á un oficial á la cabeza de millares (*myriads*) de hombres, le harán infinito honor en Inglaterra, y le obtendrán de S. M. la mas amplia aprobacion de su conducta.

Relacion de los muertos, heridos y prisioneros.

» He recibido, y tambien incluyo, una relacion de los muertos, heridos y prisioneros, de la cual aparecen dos oficiales, dos sarjentos, un tambor, y cuarenta y tres soldados muertos; ocho oficiales, siete sarjentos y noventa y dos soldados heridos; y nueve prisioneros, que hacen el total de 165; advirtiéndose que casi ninguna de estas desgracias habria ocurrido, si no hubiese sido por la gente en los techos de las casas y de las iglesias.

Pérdida del enemigo, 700 hombres.

» El enemigo confiesa haber perdido cerca de 700 hombres entre muertos y heridos, en la corta accion que tuvo lugar en las calles; y á no ser por la cooperacion de los habitantes, no trepido en asegurar que las tropas españolas habrian sido derrotadas completamente, aunque en número siete veces mayor que las fuerzas inglesas.

Cerca de 20,000 hombres era la fuerza reconquistadora.

» Nada es tan difícil como dar una idea á Su Señoría del número de hombres armados; pero por los mejores informes que he podido obtener, se cree que Pueyrredon y otros agentes

principales de este complot habian reunido de ocho á diez mil hombres en la campaña; que Liniers trajo consigo como unos ochocientos ó mil; y que la ciudad suministró cerca de diez mil hombres de todas armas reunidos por los manejos secretos de los magistrados. 1806.

Observaciones que hace Popham, á su modo.

» *Espero que Sus Señorías me permitirán observar, que á pesar del chasco que nos hemos dado en la presente expedicion, la conquista de Buenos Aires fué ejecutada de un modo altamente honorable á los talentos y carácter militar del general Berresford, y que la bien merecida fama de su ejército ha sido realzada con su conducta galante en la defensa de la plaza; miéntras que el pérfido Español hallará, por poco que piense, que su victoria ha sido adquirida con mengua de su honor, con infraccion de todo compromiso nacional, y violando todo vínculo moral, de que ni la sofistería ni el ejemplo del obispo podrán nunca santificarlo.*

» *Durante el breve espacio que hemos estado en posesion de esta plaza, no se ha perdido oportunidad de procurar todas las noticias posibles de sus productos y recursos, que deben ser de mucho uso en lo sucesivo; y estoy satisfecho que el golpe que esta expedicion ha dado al comercio del enemigo, le ha de ser sumamente sensible á la madre-patria; al paso que la consecuencia que probablemente resultará de la duplicidad y mala fe de sus mismos oficiales, debe ser, si no me engaño, mucho mas séria todavía con referencia á sus futuros intereses en estas colonias. Estos oficiales armaron los habitantes sin distincion para contrarestar las tropas inglesas, y ahora el pueblo rehusa admitir al virey en la capital; y aunque este ha reunido un número grande de partidarios, los otros están resueltos á oponerse al restablecimiento del gobierno español.*

Recomienda la conducta de sus oficiales, etc.

» Miéntras tuve el honor de estar á bordo del *Leda*, tuve toda razon de estar satisfecho de las celosas atenciones del capitan Honyman, de sus oficiales y de su tripulacion, y no puedo ménos de expresar mi ardiente aprobacion de la conducta de todos los oficiales y marinos que estuvieron constantemente empleados en los buques menores y botes, sufriendo casi toda clase de

1806. privaciones, y en los tiempos rigorosos que hemos experimentado los últimos diez dias.

Fuente de esta relacion.

» Me asiste sin embargo el sentimiento de que mi situacion me haya impuesto el deber de hacer esta relacion á Sus Señorías, especialmente porque he tenido que formarla en la mayor parte por noticias reunidas de várias personas, que quizá en muchos puntos no tenian sino un conocimiento vago é incierto. Con todo, si se advirtiese despues que he dejado de hacer la debida justicia á la conducta enérgica y bravura del general Berresford, y á los oficiales y soldados que él mandaba, esta falta provendrá de las pocas comunicaciones que he tenido desde el 12, á virtud de las medidas extremadas del enemigo, y no de repugnancia para apreciar su mérito en el modo mas liberal, como lo he hecho en todas las ocasiones anteriores y en todos mis despachos.

» Soy, etc.

Firmado: Home Popham.

» Al caballero W. Marsden, secretario del almirantazgo. »

Victoria del 12 de agosto. — Reconquista de Buenos Aires.

« El comandante general de la expedicion destinada á la reconquista de Buenos Aires da parte (al Príncipe de la Paz) de las particularidades ocurridas en este glorioso suceso de las armas de S. M.

» Excmo. Señor,

Parte de Liniers al Príncipe de la Paz, sobre la reconquista.

» Muy Sr. mio : Habiéndome por un concurso de circunstancias y de órdenes superiores hallado fuera de Buenos Aires al tiempo de su rendicion, y por consiguiente libre para seguir la determinacion que hallase mas conforme al mejor servicio de S. M., pensé solo en dirigirme á Montevideo, con el fin de proponer al gobernador de esta plaza la reconquista de Buenos Aires. Pero á mi llegada encontré una expedicion para dicho objeto organizada, y casi pronta para salir; mas habiendo va-

riado las circunstancias por el fundado motivo de tener probabilidades morales de ser atacado Montevideo, el comandante general de marina brigadier D. Pascual Ruiz Huidobro me pasó la siguiente órden, su fecha 22 de julio : 1806.

Órden que le pasó D. Pascual Ruiz Huidobro.

« Desde el dia 2 del corriente mes, en que recibí noticias por el subdelegado de marina en la ensenada de Barragan de haber sido ocupada por los enemigos la capital de este vireinato, y de haberse ausentado de ella el Excmo. Sr. virey, concebí la idea de su reconquista luego que se me reuniese gente de la campaña á virtud de las proclamas que al efecto habia hecho publicar, y tuviese noticias seguras de las fuerzas de los enemigos, para sobre tales datos deliberar una empresa, que, conseguida, restituyese al dominio de nuestro augusto soberano aquella capital, y librase todo el vireinato del riesgo de ser dominado por los enemigos, si reciben, como es de esperar, refuerzos de tropa, bien sea de la metrópoli, ó del Cabo de Buena Esperanza, que conquistaron en el mes de enero del presente año. El dia 5 del mes actual, en acta que celebré en este cabildo con varios objetos, indiqué mi enunciado proyecto en los términos que quedan expresados, y uno de sus regidores se ofreció hacer á la patria el servicio de exponerse á ir á la capital, cuyo estado continuábamos ignorando en aquella fecha, y adquirir las noticias que eran necesarias para determinar su reconquista. En efecto, en el mismo dia se puso en marcha, y habiendo llegado á la Colonia, me avisó con fecha 8 haber tenido la proporcion de saber allí todo cuanto se podia desear por varios sugetos, que habian llegado procedentes de Buenos Aires, y particularmente por el primer piloto de la armada graduado de alférez de fragata D. José de la Peña, que habia regresado de la comision que le cometió el comandante de dicha Colonia de conducir á la capital unos prisioneros para canjear otros nuestros. Enterado así por el referido regidor como por Peña, y por várias cartas de la fuerza del enemigo, del descontento general con que el pueblo sufria su dominacion, y de los buques que aquellos tenian en los surgideros inmediatos á balizas, enteré de todo á la junta de guerra, formada de los principales jefes de

Comunica al cabildo la idea de reconquista.

Informes sobre la situacion de Buenos Aires.

1806.

Se acuerda la pronta salida de las fuerzas de mar y tierra.

esta plaza, congregados por mí á este efecto para oir sus dictámenes; y estando conformes con el mio, se acordó que saliese á la mayor posible brevedad la fuerza de mar y tierra con que se debia emprender la reconquista, cuya comision se me confirió por todos los vocales, á pesar del decadente estado de mi salud, bien que sobre el supuesto de que los enemigos no podrian intentar ninguna especie de ataque á esta plaza; pues la fuerza de 1,500 á 1,600 hombres, que tenian en la capital, les era muy necesaria para conservarse en ella, deduciendo por consecuencia, que cuatro ó seis buques que se avistaban al sur de este puerto, ya fondeados, ó á la vela, hacía algunos dias, no proyectaban ninguna otra especie de hostilidad que la de un bloqueo. Hecha la eleccion de las tropas que debia mandar, y casi al momento de estar habilitados los buques de guerra y transportes para la expedicion, recibo la carta de V. S. en que me avisa su arribo á la Colonia, el estado en que dejaba la capital, la posibilidad de su reconquista con solo 500 hombres de tropas escogidas, y últimamente que V. S. se constituía á realizar la empresa en los términos inducidos, y á responder del buen éxito. Este oficio de V. S. lo hice entender á la junta de guerra, que se convocó con otros motivos, la que fué de parecer que se oyese á V. S., pues que me ofrecia en su oficio citado trasladarse á esta plaza momentáneamente: así se verificó, y V. S. repitió lo mismo que habia escrito fundándose en la disposicion del pueblo de la capital á sacudir un yugo que le era insoportable, la reunion de mucho número de hombres resueltos á unirse á la primera fuerza que allí se presentase, para lo que conservaban escondidas las armas y municiones, etc. Sin embargo, la junta resolvió que se continuase la expedicion en los términos acordados; pero habiendo tenido dos dias despues avisos casi positivos de que el enemigo habia resuelto bombear esta plaza y tentar un desembarco, para lo que reembarcó 800 hombres de los 1,500 que guarnecen á Buenos Aires, estimó la misma junta por preciso variar su determinacion, y arreglarla á una medida que atendiese á ambos objetos, esto es, la reconquista de la capital y la defensa de esta plaza y puerto. En con-

Liniers informa personalmente sobre la seguridad de la reconquista.

secuencia adoptó, como V. S. sabe, pues que fué uno de los vocales, su propuesta, y se le confirió el mando no solo de los 500 hombres escogidos de la mejor tropa, mas tambien se aumentó su número con el de cien de la compañía de miguelete que se acababa de formar en esta plaza, armada y uniformada en los mejores términos, haciendo extensivo el mando en jefe de V. S. á las fuerzas de mar, que están á las órdenes inmediatas del capitan de fragata D. Juan Gutiérrez de la Concha, y los buques que transportan la artillería y víveres para las tropas de la expedicion, y á cuyo oficial he prevenido con esta fecha queda á las órdenes de V. S. desde que llegue á la Colonia del Sacramento, para todas las acciones militares de mar que V. S. disponga, y prestarle los auxilios que necesite, aun de la misma gente que dota los buques, si le fuesen necesarios. En tal inteligencia se pondrá V. S. hoy mismo en marcha, pues que todo está dispuesto para que no se demore un momento, y haciendo el uso que estime conveniente de las noticias reservadas que le he comunicado, y que pueden contribuir al glorioso éxito de la expedicion, quedo muy satisfecho de que los conocimientos militares de V. S., su celo por la religion, por el mejor servicio del rey, y su amor á la patria, le proporcionarán la indecible satisfaccion de libertar aquel pueblo de la opresion en que se encuentra afligido, y volverlo á la suave dominacion de nuestro amado soberano, libertando por este medio todo el vireinato, expuesto á caer en igual desgracia, si subsistiendo el enemigo en la capital recibe refuerzos, como es de esperar. »

1806.

Se confiere el mando á Liniers.

Órden de que se ponga en marcha.

« El dia 23 me puse en marcha con el ejército, marchando hasta los Canelónes, en cuyo pueblo me cogió un fuerte aguacero, que hizo salir á todos los rios de madre, cuyo accidente me detuvo hasta el 26, que habiendo hecho recoger todos los botes de Santa Lucía Chico, formé con ellos balsas, con las que pude hacer atravesar todo el ejército; llegué á la tarde del mismo dia á San José, donde tuve igualmente que hacer pasar su rio al ejército sobre jangadas; el 27 llegué al Rosario, y el 28 á la Colonia del Sacramento, donde hallé á la escuadrilla traida

La ejecuta.

1806.

Llega á la Colonia del Sacramento.

por el capitan de fragata D. Juan Gutiérrez de la Concha, compuesta de 6 zumacas y goletas armadas con cañones de á 18 y 24 y una con obuses de á 36, 6 cañoneras del rey, otra lancha mercante con un cañon de á 18 á su popa, otras dos con cañones de á 9, y 8 transportes. El dia 29 se presentó un bergantin ingles á la vista, y habiendo quedado casi en calma, hice salir las lanchas á batirlo, lo que lograron un corto rato por haber refrescado el viento; pero sin embargo, habiéndole acertado algunos tiros, recibió bastante daño en sus obras muertas y coronamento de popa: finalmente, fuimos detenidos por los vientos contrarios.

» El dia primero de agosto hice proclamar al ejército la órden siguiente:

Órden proclamada al ejército.

« D. Santiago Liniers y Bremont, caballero de la órden de San Juan, capitan de navío de la real armada, y comandante general de las fuerzas de mar y tierra destinadas para la reconquista de Buenos Aires,

Para excitar su patriotismo.

» Previene á todos los cuerpos que componen el ejército que tiene el honor de mandar para la gloriosa hazaña de la reconquista de Buenos Aires, que esta tarde, permitiéndolo el viento, se embarcarán para pasar á la costa del Sur; que no duda un solo momento del ardor, patriotismo é intrepidez de los valerosos oficiales, cadetes, sarjentos, cabos, soldados y voluntarios que lo componen; pero que si, contra su esperanza, algunos, olvidados de sus principios, volviesen la cara al enemigo, estén en la inteligencia que habrá un cañon á retaguardia cargado á metralla, con órden de hacer fuego sobre los cobardes fugitivos.

Recomiéndale disciplina y generosidad para con el enemigo rendido.

» El valor sin disciplina no conduce mas que á una inmediata ruina; las fuerzas reconcentradas y subordinadas á la voz de los que las dirigen, es el mas seguro medio de conseguir la victoria; por tanto prevengo y mando se observe la mas escrupulosa obediencia por progresion de mando, bajo las penas mas ejecutivas de la ordenanza para semejantes casos.

» Si llegamos á vencer, como lo espero, los enemigos de nuestra patria, acordáos, soldados, que los vínculos de la na-

cion española son de reñir con intrepidez, como triunfar con humanidad : el enemigo vencido es nuestro hermano, y la religion y la generosidad de tôdo buen Español le hacen como tan natural estos principios, que tendria rubor de encarecerlos. 1806.

» Si el buen órden, la disciplina y el buen trato deben observarse para ántes y despues de la victoria, rescatado Buenos Aires, debemos conducirnos con el mayor recato; y que no se diga que los amigos han causado mas disturbio en la tranquilidad pública que los enemigos; pues si se debe castigar algunos traidores á la patria, vivan seguros que lo estarán ejecutivamente por las autoridades constituidas para entender de semejantes delitos. Por tanto, espero de todos mis amados compañeros de armas que me darán la gloria de poder exaltar á los piés del trono de nuestro amado soberano, tanto los rasgos de su valor como su moderacion y acrisolada conducta. »

« Este mismo dia habiendo recibido órden del gobernador de Montevideo para que, si me parecia conveniente, reforzase mi ejército con cien hombres de las milicias de la Colonia del Sacramento, el sarjento mayor comandante de dicha plaza, D. Ramon del Pino, no solamente se esmeró en escoger cien hombres ya instruidos por él, sino que habiendo anunciado el deseo de uniformarlos, su consorte Dª Francisca Huet abrió una suscripcion para este fin, firmando la primera por 100 pesos fuertes : á su ejemplo D. Leon de Altolaguirre, comandante de los resguardos, que ya se habia constituido fiador de uno de los barcos de trasporte en caso de pérdida, firmó por 250; D. Juan de la Concha por 100 : ejemplo que fué seguido por todos los oficiales del ejército y armada. Dichas tropas se portaron el dia 12 con el mas distinguido valor. Refuerzo de cien hombres.

» Salimos de la Colonia el dia 3 del corriente, despues de haber espantado una fragata que amaneció casi en calma á la boca del puerto; el viento fué refrescando por el E. y el E.-N.-E., y las lanchas que habian salido á batir la fragata, quedaron sobre la isla de San Gabriel, en cuyo paraje nos incorporamos con ellas todas las zumacas y lanchas de transporte con toda la Salida de la Colonia.

1806. tropa; á las 4 y média de la tarde, habiéndose arreglado algunos transportes, dimos la vela á las 6, y por momentos fué refrescando el viento variando hasta el S.-E. con algunos chubascos de viento y agua: la desconfianza que inspiró al práctico mayor D. Manuel Cipriano el mal gobierno de la goleta *Remédios*, le hizo orzar algo mas de lo que nos daba el viento, de cuya resulta recalamos mucho mas á barlovento de lo que se habia proyectado; pero hallándonos ya próximos á tierra, lo que la oscuridad de la noche no nos dejaba distinguir bien, dimos fondo; mas habiendo aclarado algun tanto con la salida de la luna, nos hallamos muy inmediatos á una fragata, por cuyo motivo zarpamos para enmendarnos, y nos hallamos reunidos con 7 á 8 buques entre lanchas cañoneras y transportes.

Se divisa á Buenos Aires. Al amanecer descubrimos á Buenos Aires y los buques de los enemigos fondeados fuera del banco de la ciudad. En este momento siguiendo el viento al S.-E., las aguas altas, y la mar picada, determiné inmediatamente mudar el punto de mi desembarco, que debia ser la Punta de los Olívos, y entrar en las Cónchas, y pasé al dirigirme á este punto inmediato á la zumaca *Dolóres*, que pude haber apresado; pero considerando que mi principal objeto era tomar á Buenos Aires, seguí mi rumbo, logrando fondear dentro de las Cónchas á las 9 de la mañana.

Desembarco. Al momento determiné el desembarco, y en ménos de una hora tuve toda la tropa y la artillería en tierra, dirigiéndome con la mayor prontitud á tomar la altura de la Punta, de cuyo punto me adelanté como média legua en columna para acampar en buen sitio, donde no me faltó bastimento para el ejército. Considerando que la flotilla no podria operar, determiné de acuerdo con D. Juan Gutiérrez de la Concha el desembarcar hasta 223 hombres entre marineros y soldados, los que la misma tarde se me incorporaron con el mismo Concha, á la cabeza su oficial de órdenes el teniente de fragata D. José de Córdoba, el de navío D. Juan Ángel de Michilena y D. Joaquin Ruiz, el teniente de fragata D. Cándido La Sala y D. José Posádas, los alféreces de navío D. Benito Correa, D. Manuel de la Iglesia, D. Joaquin Toledo y D. José Miranda, y el de fragata

D. Federico La Cos. La noche fué malísima. La tropa la pasó sobre las armas, sin que se notase la menor queja. Al dia siguiente 5 del corriente me dirigí al pueblo de San Isidro, que atravesamos entre las aclamaciones de todo él. Acampé la tropa en un hermoso sitio, pero la noche fué cruel de viento y agua, que mi gente sufrió con mucha constancia. El dia 6 siguiendo el temporal, determiné alojar el ejército en el pueblo, tanto para darle descanso como para limpiar las armas. Duró el tiempo recio del S.-E. con aguaceros, en el que perdieron los Ingleses 5 de sus lanchas cañoneras, hasta el 9 que marché para venir á tomar el puesto de la Chacarita de los Colegiales, de donde me dirigí el dia 10 á los Mataderos del Miserere, á los que llegué á las 10 y média de la mañana. Formado en batalla traté de enviar al pueblo á mi ayudante D. Hilarion de la Quintana con la intimacion al general ingles que á la letra copio:

1806.

Se dirige la fuerza á San Isidro.

« Excmo. Señor. — La suerte de las armas es variable: hace poco mas de un mes que V. E. entró en la capital, arrojándose con un cortísimo número de tropas á atacar una inmensa poblacion, á quien seguramente faltó mas la direccion que el valor para oponerse á su intento; pero en el dia, penetrada del mas alto entusiasmo para sacudir una dominacion que le es odiosa, se halla pronta á demostrarle que el valor que han mostrado los habitantes del Ferrol, de Canarias y de Puerto Rico, no es extraño á los de Buenos Aires. Vengo á la cabeza de tropas regladas muy superiores á las del mando de V. E. y que no le ceden en instruccion y disciplina: mis fuerzas de mar van á dominar las balizas, y no le dejarán recurso para emprender una retirada. La justa estimacion debida al valor de V. E., la generosidad de la nacion española, y el horror que inspira á la humanidad la destruccion de hombres, meros instrumentos de los que con justicia ó sin ella emprenden la guerra, me estimulan á dirigir á V. E. este aviso, para que impuesto del peligro sin recurso en que se encuentra, me avise en el preciso término de 15 minutos, si se halla dispuesto al partido desesperado de librar sus tropas á una total destruccion, ó al de entregarse á la discrecion de un enemigo generoso. —

Intimacion al general ingles.

Alternativa: 15 minutos para decidirse sobre ella.

1806. Nuestro Señor guarde á V. E. muchos años. — Ejército español en la inmediacion de Buenos Aires, 10 de agosto de 1806. — Excmo. Sr. — Santiago Liniers. — Excmo. Sr. D. Guillermo Carr Berresford. »

« Pero pareciéndole á mi ayudante que lo detenia el general sin darle audiencia mas tiempo que el que yo le habia señalado, se volvió sin haberle entregado mi carta; sin embargo me pareció deber usar de la urbanidad de hacerlo regresar con la intimacion de que si trataban de detenerlo, declarase se marchaba, que ya no volvería mas, y que se estuviesen á las resultas: no llegó el caso; pues al momento lo admitió el general enemigo, disculpándose que el no haberlo recibido tan pronto por la mañana, habia sido por estar ocupado con el Sr. obispo, el cabildo y los cónsules; le entregó su contestacion, concebida en estos términos:

El general ingles acepta el extremo de la guerra.

« Buenos Aires, 10 de agosto de 1806. — He recibido su oficio, y convengo en que la fortuna de las armas es variable; no pongo duda en que Vd. tiene la superioridad respecto al número, y que la comparacion de la disciplina es inútil: tampoco he consentido jamas en haber entrado en este pueblo sin oposicion; pues para ejecutarlo me ha sido preciso batir al enemigo dos veces, y al mismo tiempo que he deseado siempre el buen nombre de mi patria, he tratado tambien de conservar la estimacion y el buen concepto de las tropas que se hallan bajo de mis órdenes: en esta inteligencia solamente le digo, que me defenderé hasta el caso que me indique la prudencia para evitar las calamidades que pueden recaer sobre este pueblo, que nadie las sentirá mas que yo, de las cuales estará bien libre, si todos sus habitantes proceden conforme á la buena fe. Besa las manos de Vd. — Guillermo Carr Berresford, mayor general ingles. — Sr. coronel Liniers. »

Marcha para atacar el Retiro.

« Al instante de recibida esta carta, me puse en marcha para atacar el Retiro, lo que efectué á las cinco, habiendo adelantado una partida de migueletes para reconocer el puesto, y estos empezaron tomando dos prisioneros, que me trajeron con la noticia de que doscientos Ingleses defendian este punto. Hice

adelantar dos obuses con los Catalanes á la cabeza, y la escolta de la compañía de granaderos del Fijo, la que partió con la mayor celeridad y denuedo al puesto atacado, seguida de todo el ejército al paso de carrera. El camino que conduce del Miserere al Retiro es malísimo entre quintas y albardones, y bastantes pantanos, lo que hubiera atrasado infinito mi marcha, si una multitud de pueblo no se hubiese arrimado á la artillería para arrastrarla. Finalmente, llegué á derrotar completamente á los Ingleses, tomándoles diez prisioneros, entre ellos cinco heridos de consecuencia, y matándoles de unos 30 á 35. Al momento acudió al ruido del tiroteo el general ingles á socorrer sus gentes con la artillería á la cabeza de una columna, que gradué de 400 á 500 hombres; pero habiendo mi comandante de artillería roto el fuego de obus sobre ella á metralla, se desparramó como una nube, dejando muchos muertos, y desamparando un rato su cañon, por lo cual mandé atacarlos con otros por el flanco, pero por reflexion hice detener la tropa nombrada para ello, por empezar á anochecer, y considerar rendida mi gente por la marcha forzada del dia, y haber logrado con la mas alta felicidad y sin pérdida de un solo hombre tomar un punto tan interesante, que encierra los almacenes de artillería, en los que he hallado cuantiosos repuestos de balas, bombas, carretones, cureñas é infinitos otros pertrechos. Me habian denunciado hallarse escondidos dentro del parque algunos enemigos: este motivo, y por parecerme el medio mas expedito de suplir la falta de las llaves, mandé que asestáran contra la puerta una pieza de artillería, y hallándose mas á la mano un obus cargado á metralla, le pegaron fuego, sucediendo la desgracia de que una bala, que naturalmente debió dar en un clavo, de rechazo hiriese al alférez de navío D. Joaquin Toledo en la cabeza; suceso que me afligió tanto mas que lo ví cubierto de sangre, y que recaía en un oficial de mi mas distinguida confianza; pero examinada la herida se halló de poca gravedad, y el dia siguiente siguió haciendo su servicio de artillería donde lo tenía destinado con el alférez de fragata D. Federico La Cos.

1806.

Derrota completa de los Ingleses.

1806.
Rendicion de los Ingleses.

» Considerando que si los enemigos se refugiaban en el fuerte, tendria que batirlos en brecha, habia hecho desembarcar dos cañones de á 18 de la goleta *Dolóres*, por ser barco de mucho calado que dificultosamente podria servir en balizas en el caso de ataque de mar : estos me llegaron el dia 11 en el campo del Retiro, y habiendo encontrado en el parque afustes del mismo calibre, aunque con los ejes cortados por los enemigos, traté de montarlos en ellos, reparando esta falta : esto lo tuve efectuado á las 12, á cuya hora reparando que con uno de dichos cañones padria batir las fuerzas que los enemigos tenian en balizas, lo coloqué en sitio oportuno; aunque los tiros por la elevacion de la barranca no se podian aprovechar bien, logré el pegar un balazo á una lancha cañonera, quien con este motivo no pudo corresponder á nuestros fuegos : y habiéndolo dirigido sobre una fragata, le cortamos la pena de su mesana, donde tremolaba la bandera británica, la que cayó al agua; feliz pronóstico del aje que debia recibir el dia siguiente en la plaza de Buenos Aires (1). Efectivamente el dia 12, á las 10 de la mañana, habiendo los migueletes empeñado un fuerte tiroteo, temiendo que fuesen rechazados ó cortados, adelanté el ataque, que tenia determinado para las doce del dia, dirigiéndome con toda mi artillería en dos columnas por la calle de la Merced, y por la de la Catedral; los cañones de 18 sin avantrenes fueron llevados á brazo; los enemigos con 18 piezas de artillería guardaban las entradas de la plaza, sus tropas guarnecian las azoteas de la Recova y de várias casas inmediatas á la plaza, y los balcones del Cabildo : de todos estos puntos, des-

(1) Se ve ahora bien claramente que el cañoneo á los buques ingleses de balizas y el derribamiento de la bandera inglesa tuvieron lugar desde el Retiro, el 11, despues de medio dia. No sucedieron ántes de la intimacion dirigida el 10 á Berresford, ántes de acercarse Liniers á la ciudad, ni en su tránsito de la costa á Miserere, es decir, desde el campo, como el Príncipe de la Paz lo asegura. Se ve tambien que no hubo en este tránsito puestos, guerrillas ni el continuado triunfo que, para exaltar sin necesidad el mérito de nuestras armas, refiere el mismo Príncipe de la Paz. — Nada de eso dice Liniers en su parte. En su camino, él no vió un solo enemigo: ninguno de estos salió de la ciudad á su encuentro.

pues de cerca de dos horas del combate mas vivo de ambas partes con igual teson, valor y constancia, los enemigos desampararon la plaza, que ocuparon al momento nuestras tropas; y refugiados al fuerte, izaron bandera blanca, pero la tuvieron larga bastante tiempo ántes de contener el fuego nuestro, segun estaban enardecidos mis soldados. Últimamente, habiendo visto entrar en el fuerte á D. Hilarion de la Quintana con un tambor, se arrojaron sobre el rastrillo y orilla del foso, viéndome obligado con todos mis oficiales á usar de amenaza para contenerlos y hacerles ver que aun no estaba rendido el fuerte, que la bandera blanca podria ser para pedir una suspension de armas, etc. Verdaderamente, si el general ingles hubiese sido de mala fe, pudo haberla arriado despachando al ayudante, y hacernos un destrozo horroroso; bien que nunca suficiente para quitarnos la victoria, aunque mucho mas ensangrentada : pero léjos de tomar tan desesperada determinacion, se avino á izar la bandera española ántes de haber tratado de mas capitulaciones que la de oir de mi ayudante, que solo admitiria yo la de á *discrecion* : al poco rato salió del fuerte con mi dicho ayudante, y encontrándose conmigo, en pocas palabras le expresé que la justa estimacion que me merecia su valor, me estimulaba á concederle los honores de la guerra, y efectivamente habiendo hecho formar mi tropa en ala, salieron los Ingleses del fuerte con sus armas tocando marcha, y las depositaron á la cabeza de nuestro ejército en número de 1,200, habiendo perdido en la accion 412 hombres, y 5 oficiales entre muertos y heridos; y nuestros de la misma clase solo 180, el alférez de navío D. José Miranda, herido en una mano, y el alférez del ejército del imperio frances, mi edecan D. Juan Bautista Fantin, una pierna rota.

1808.

Pérdidas respectivas.

» El fuerte tenia 35 cañones montados y 4 morteros : los fusiles que nos han entregado son mas de 1,600. Fué falso que hubiesen extraido las armas nuestras, que habian hallado en la sala de armas, que allí existe : ademas les hemos tomado 26 cañones y 4 obuses, las banderas del regimiento 71, las que tenia votadas á Nuestra Señora del Rosario.

Armamento.

1806.

Heroismo.

» No sé si debo ponderar mas la constancia heróica de los oficiales y soldados en los trabajos que las intemperies de la estacion les han hecho sufrir sin mas abrigo que el del cielo, no habiéndose verificado que nadie haya proferido la menor queja, ni dado la menor seña de incomodidad, que el valor sin segundo que mostraron en una de las acciones de mas arresto, intrepidez y riesgo que se pueda emprender.

Rasgo patriótico de don M. Ortiz Basualdo.

» Entre los hechos de patriotismo de esta ciudad no se debe omitir el de D. Manuel Ortiz Basualdo, quien me remitió mil pesos fuertes para ser distribuidos por mí entre las viudas é hijos de los que han perecido en la expedicion, y entre los que juzgue mas dignos de premio por algunas acciones extraordinarias : entre estas no debo omitir la de la mujer de un cabo de asamblea llamada Manuela la Tucumanesa, quien combatió al lado de su marido, y mató á un soldado ingles, del que me presentó el fusil; pero este acto de heroísmo pudo haber tenido principio en los ejemplos de primera excepcion que mi señora Dª Josefa Moráles, gobernadora de Montevideo, y Dª Francisca Huet, digna esposa del sarjento mayor y comandante de la Colonia del Sacramento D. Ramon del Pino, quienes con sus dádivas y exhortos han contribuido infinitamente al entusiasmo y exaltado denuedo con que nuestras tropas han ido á buscar y vencer al enemigo, despreciando fatigas, tempestades y balas.

Verdaderos patricios.

» No debo omitir que los vecinos de Buenos Aires D. Juan Martin Pueyrredon (ya distinguido por un acto de valor pocos dias ántes de mi llegada, en que quitó un carro de municiones defendido por un cuerpo de 500 hombres), D. Manuel de Arroyo, D. José Gabriel de la Oyuela, D. Pedro Núñez, D. Lúcas Vivas, y D. Tomas Castillon, su segundo, á la cabeza de verdaderos patricios, me han hecho los servicios mas distinguidos como caballería lijera, rondando las noches enteras al rededor de mis campamentos, y avisándome con la mayor exactitud de todos los movimientos de los enemigos, no perdonando para este fin desvelo, fatiga ni riesgo.

» Nuestro Señor guarde la importante vida de V. E. muchos años.

» Buenos Aires, agosto 16 de 1806. 1806.

» Tengo el honor de ser de V. E. con el mayor respeto su mas atento y seguro servidor.

» Q. S. M. B.

» Excmo. Señor.

» SANTIAGO LINIERS.

» Excmo. Señor Príncipe de la Paz, generalísimo de los reales ejércitos y armadas. »

Relacion de la artillería encontrada en el fuerte de Buenos Aires, con distincion de la que se hallaba montada, y sin especificar calibres por falta de tiempo, incluyendo el demas armamento existente en los almacenes.

Cañones de batir, montados en la muralla y baluartes.	35	Artillería del fuerte.
Morteros, id.	4	
Cañones de tren volante	25	
Obuses de seis pulgadas del mismo tren.	4	
Cañones desmontados.	54	
Morteros.	2	
Pedreros de Pisonte.	11	
Total de artillería.	135	

De estas piezas solo hay de fábrica inglesa dos obuses y cinco cañones, todos del tren; y los demas son los que habian tomado los enemigos de la plaza.

Fusiles españoles hallados en la armería.	2,061
Carabinas.	616
Esmeriles, id.	31
Pistolas, id.	4,072
Espadas, id.	1,208

1806. Fusiles de la tropa rendida al frente del ejército de S. M. 1,600
Buenos Aires, 16 de agosto de 1806.

Francisco AGUSTINI.

Nota que el general Liniers y Bremont, jefe de las tropas victoriosas en la reconquista de Buenos Aires, dirigió al mayor general ingles D. Guillermo Carr Berresford, despues de verificada dicha reconquista, con motivo de la falsa capitulacion.

El general ingles se rindió á discrecion.

« La anterioridad que V. S. ha dado en su oficio de 27 del corriente á los consuelos privados, que extendidos por su mano y á su gusto muchos dias despues de caer prisionero, me pidió por gracia al fin único de evitar su total ruina, y le firmé de un modo noble y generoso, no solamente es incierta en quebrantamiento de la buena fe, sino dolosa. Sesenta mil testigos han visto izar en el fuerte de Buenos Aires la bandera blanca, é incontinenti la española, sin haber precedido el menor convenio; como asímismo salir V. S. del fuerte con mi ayudante Quintana, despues de haber arbolado la bandera nacional mia : dígalo la oficialidad de V. S., díganlo los innumerables testigos que presenciaron en la plaza de Buenos Aires estos actos públicos; y pronuncie alguno si se puede poner en duda, que la rendicion de V. S. ha sido á discrecion en esta circunstancia de hecho positivo y público; hubo cesacion de razon, defecto de materia, é incapacidad en la persona prisionera de V. S., y aun en la mia (como me consta se lo comunicó á V. S. el gobernador de Montevideo en contestacion á otra suya, cuyas copias están en mi poder, y de quien emanaba absolutamente la autoridad de que me hallaba revestido, cuyo párrafo es el siguiente : *Respecto á que cuando le conferí el mando de las tropas que conquistaron esa capital, ocupada por las británicas, á las órdenes de V. S., no lo autoricé para formar la capitulacion que V. S. me hace el honor de acompañarme*) para capitular; por cuya razon puse en mi antefirma la

Liniers firmó la capitulacion, con reservas.

expresion *en cuanto puedo*: es de extrañar que de estos principios evidentemente ciertos pase V. S. á persuadir lo que es evidentemente falso, separándose del fin y objeto privado con que de un modo compasivo y generoso accedí á paliarle la viveza de su dolor, condescendiendo á su importuna súplica; pero ahora conozco, en vista de su citado oficio, que esta no fué sincera, sino dirigida á los siniestros fines de querer hacer pasar aquí por capitulacion de guerra unos meros consuelos imaginarios, dados por mi conmiseracion á la manifestacion privada de su sentimiento y riesgo en que quedaba constituido para con el tribunal que lo ha de juzgar. 1806.

» Mas visto el ímprobo designio de V. S. por su enunciada contestacion y publicidad que va dando á mi referida condescendencia, debo prevenirle lo mismo que sabe, y es la nulidad, el ningun valor y efecto que esta en sí envuelve, para que no dé bulto y ser á lo que de suyo es nada, así por lo que llevo expuesto, como por las razones siguientes: Liniers protesta de nulidad.

» La libertad que me compete por vencedor resultaba dominada, si yo tolerase en V. S. la mas mínima de poder entrar en convenciones públicas ó pactos militares relativos al vencimiento hecho á discrecion; porque no teniendo yo que desear ni que esperar en este asunto, ninguna razon de bien temporal podia impelerme para hacerle prometimientos efectivos de mera conveniencia á sus tropas en absoluto perjuicio de los triunfantes derechos de las mias, y por lo mismo nunca pueden ser reales semejantes condiciones, que no estaban en beneficio mutuo y recíproco, porque llevan en sí un vicio de perjuicio de tercero, que por derecho natural no puede V. S. desconocer, como tambien que se obra bien en no cumplirlos, y en hacer esta manifestacion de su nulidad, aun en papeles públicos, para atacar las apariencias de realidad con que V. S. se dirige en preocupar.

» La mudanza de nuestras condiciones, V. S. de rendido á discrecion, y yo de mero vencedor, impide el entrar en tratados para la conclusion de un negocio que de suyo estaba finalizado por la viveza y energía de las armas españolas, sin ha-

1806. berle á V. S. quedado árbitrio sino para rendir las suyas, como lo hizo arrojando al suelo su espada, que se le devolvió como indecoroso á la nacion española el quitarla á un jefe que acababa de dar pruebas del mas acrisolado valor y serenidad en el mas inminente peligro, retirándose en este el último al fuerte, despues de haber tenido á su secretario el capitan de ingenieros George William Kennet muerto á su lado; pero en cuanto á nuestro tratado verbal cuando V. S. salió del fuerte, fué el decirle que le concedia los honores de la guerra, debidos á su bizarra defensa, y que su persona estaria canjeada con el virey de Lima, que creía prisionero (circunstancia que tampoco puede tener lugar por haber sabido que el virey no lo era).

Junta de guerra. » Últimamente, propuse á mis jefes, á la real Audiencia y cuerpo municipal, que bajo las seguridades convenientes se remitiesen las tropas británicas y sus oficiales á Europa, y esforcé en cuanto pude esta opinion: el cabildo y el mayor número de los principales vecinos de este pueblo, el gobernador de Montevideo, la municipalidad y todos los habitantes de dicha ciudad fueron del parecer contrario: á pesar de todo esto dí aun otro paso en favor de las tropas de su mando, convocando una junta de guerra de todos los jefes y capitanes, los que se avinieron el dia 26 del corriente á las miras generosas mias; pero habiéndose en los dias 28 y 29 esparcido copias de nuestras insignificantes capitulaciones en esta plaza, y sabido que en Montevideo habia sucedido lo mismo por el correo, ambos pueblos han pronunciado enérgicamente que no consentirian nunca á que se permitiese la salida de las tropas británicas, á cuyo parecer se confirmó la junta de guerra que convoqué ayer, y á cuyo voto general me conformé, tanto mas, que infinitas personas haciendo la mas inaudita injusticia á mi honor, carácter y acrisolada lealtad, profieren la abominable acusacion que yo habia tenido la vileza de dejarme seducir por venalidad en prestarme á las ideas de V. S.; bien que semejante asercion no puede ménos de inspirarme el mas vil desprecio por sus autores, y que mi carácter público me vindica bastante, no puedo desentenderme de semejante cargo; y este

motivo fué el que me obligó á significar á V. S. por su ayudante el capitan Arberthnot, que de aquí adelante nuestra comunicacion sería por escrito. 1806.

Último mente, tengo el honor de prevenir á V. S. que lo acordado es que las tropas británicas sean internadas en todos los pueblos del vireinato, y los oficiales juramentados para ser remitidos á Europa. Lo que participo á V. S. para su inteligencia. Sobre las tropas británicas.

Nuestro Señor guarde á V. S. muchos años.

Buenos Aires, agosto 30 de 1806.

SANTIAGO LINIERS.

Sr. mayor general D. Guillermo Carr Berresford.

Parte del general Liniers al Príncipe de la Paz, ampliativo del de 16 de agosto.

Excmo. Señor,

En los apuros en que se hallaba mi atencion el 16 del mes próximo pasado, comuniqué á V. E. brevemente el feliz suceso de la reconquista de esta plaza. Por aquella lijera idea habrá comprendido V. E. la gloria de las victoriosas armas de nuestro muy amado monarca, pero no los extraordinarios esfuerzos de este fidelísimo vecindario para sacudir un yugo tanto mas pesado é insufrible, cuanto es grande su amor y adhesion á su legítimo y verdadero señor.

Efectivamente, desde que los leales habitantes de esta capital presintieron la idea de su reconquista, y la posibilidad de adoptar los medios convenientes á efectuarla, no es ponderable, Sr. Excmo., cuánto se inflamó su celo por conservar los créditos de su vasallaje, religion y patriotismo. Reunidos en unos mismos sentimientos y proyectos, libres unos de las ligaduras del juramento, por no haberlo prestado al general ingles, y eximidos otros de su observancia por haber faltado aquel á lo pactado, resolvieron volver por el ajado honor de los Españo- Pondera el entusiasmo por la reconquista.

1806. les; y despreciando el inminente riesgo de su ejecucion, prodigaron auxilios costosísimos, las mas veces con total abandono de sus familias, acreditando mas que nunca el interes con que miraban los de la monarquía, hasta creerse infelices miéntras no lograban sacrificarse en su defensa. Fué necesario (segun he llegado á entender) mitigar el ardor de los que se prestaban á tan heróica empresa, y hacerle no poca violencia, para que sufriesen la corta dilacion de reunirse con las tropas que salieron conmigo de Montevideo.

Contingente de los ciudadanos.

Luego que acampé en las inmediaciones de la ciudad, se agolparon aun las personas de menores conveniencias con municiones de boca para la subsistencia de la tropa, caballos, monturas y carros para el bagaje; pidieron armas hasta los niños, se incorporaron al pequeño pié del ejército de Montevideo; se reunieron á los miñones en las guerrillas de las calles dos dias ántes de la accion decisiva, y entraron en ella cargados con la artillería, sin excepcion de edades, acompañados de una mujer varonil, con un denuedo superior á todo encarecimiento y una alegría, — presagio de la victoria que ganaron con su sangre.

Cuerpo inmenso de guerreros argentinos.

Aquella multitud de pueblo que se me agregó en el corto tránsito de los Mataderos de Miserere al ventajoso punto del Retiro, ocupado con denuedo, me facilitó derrotar y amedrentar al enemigo, por el singular esfuerzo con que sacaron á campo limpio la artillería detenida y atollada en los albardones y pantanos. Se fué aumentando considerablemente así en el campamento del Retiro como en las calles de la ciudad; de modo que me ví rodeado en la Plaza Mayor de un cuerpo inmenso de guerreros, cuyas voces de *avance, avance*, confundian casi el estruendo de la artillería y llenaban de horror al enemigo.

La memoria de infinitas heroicidades que han ejecutado estos amantes vasallos del mejor de los monarcas, me llenaria de admiracion, gozo y contento, si no estuviese mezclada con la pena de haber perdido mas de 200 hombres, pues ha muerto la mayor parte de los heridos, y entre ellos los valientes y dis-

tinguidos vecinos de esta capital D. Diego Álvarez Baragaña y D. Tomas Valencia, con mi edecan D. Juan Bautista Fantin. 1806.

Puesto ya en posesion de esta importante plaza, no es fácil individualizar los empeños de este vecindario para asegurar la victoria. Él ha exhibido gruesas sumas de dinero para atender á las necesidades que han ocurrido; no se ha negado á ningun trabajo ni fatiga, cuando ha entendido que era servicio de S. M.; ni se ha excusado á prestarse á las mayores incomodidades, por tal de rechazar al enemigo si intentase sorprendernos de nuevo: porque á este fin, habiéndome sido preciso levantar tropas para que hagan la fatiga y estén en punto de guerra, miéntras las vivas y milicianas existen en concepto de capituladas, los vecinos y moradores de esta capital, ocupados del mas noble y extremado entusiasmo por el honor de nuestro pabellon, se han prestado voluntaria y generosamente á todas las atenciones del servicio, alistándose en cuerpo de ejército, compuesto de batallones segun las provincias de su nacimiento; á cuyo efecto habiéndose uniformado á grandes costos, se aplican asídua y esmeradamente al ejercicio y evoluciones militares, encendiéndose en emulacion de aventajarse cada provincia en lealtad, instruccion, subordinacion y valor para escarmentar gloriosamente al enemigo, y dándome fundadas esperanzas de que los siete mil y mas hombres que están ya sobre las armas afianzarán para siempre el pabellon del rey Católico en esta parte de América. Patriotismo del vecindario.

Este deber sagrado, que tan religiosamente observa este numeroso vecindario, es la obra de los mas nobles sentimientos de amor y vasallaje que se abriga en el corazon de todos, y que ha ratificado el ejemplo que de estas y demas virtudes ha dado el muy ilustre cabildo de esta capital. Este cuerpo, impedido por sí para hacer abiertamente la guerra, sin ser infractor de unas capitulaciones que el enemigo habia violado con desafuero, preparó moralmente la reconquista, presentando repetidas veces á su vasta poblacion un modelo de lealtad á nuestro amado rey y señor, defendiendo el vigor de sus leyes en cuanto pudo y debió; manteniendo el buen órden con una Sentimientos de amor y vasallaje.

1806. prudencia expuesta á toda prueba, y el decoro debido á su autoridad y al monarca augusto de España, en cuyo nombre la ejercia aun con riesgo de su vida.

Rasgos de patriotismo. Ni puedo pasar en silencio la generosidad de este ilustre cuerpo en proporcionar alojamiento y bastimentos á las tropas vencedoras desde el momento de la victoria : ha invertido al pié de cien mil pesos en francas gratificaciones; ha oblado quince mil pesos para dotar quince doncellas, prefiriendo aquellas cuyos padres murieron, ó fueron heridos en la accion; ha tomado á su cargo la manutencion de los que han quedado impedidos para trabajar; ha establecido pension vitalicia á las viudas; ha resuelto atender con el socorro posible á los huérfanos que han resultado; ha facilitado médico y medicinas á los heridos, y ha franqueado premios de honor á aquellos que mas se han distinguido. No satisfecho con esto, se ha constituido á costear la mitad de la montura del nuevo cuerpo de húsares, que llegaron á doscientos hombres; ha levantado á sus expensas el de voluntarios patriotas artilleros, compuesto de 455 hombres, divididos en siete compañías con sus correspondientes oficiales, todos pagados; ha ofrecido cuatro pesos mensuales de sobresueldo á cada individuo de los que componen las fuerzas marítimas; se ha prestado á uniformar á su costa al pié de 300 hombres del cuerpo de patriotas; ha dispuesto reembolsar en la parte posible las cuantiosas sumas de aquellos particulares vecinos que exhibieron el numerario para la reunion de gente y acopio de municiones, y ha suplido los gastos necesarios para la importacion de las tropas inglesas á lo interior de la provincia.

Loable conducta del ayuntamiento. Finalmente, me consta, Sr. Excmo., que este ilustre ayuntamiento, despues de agotar sobre doscientos mil pesos en las referidas atenciones, no repara en gasto alguno para asegurar á S. M. el dominio de esta preciosa piedra de su corona. Tal es de grande el amor que le profesan, y tal la justa confianza que tiene en un vecindario noble y generoso, que le ha proporcionado auxilios y medios para llenar sus grandes deberes, en circunstancias las mas críticas y extraordinarias.

Nuestro Señor guarde la importante vida de V. E. muchos años. — Buenos Aires, 11 de octubre de 1806. 1807.

Tengo el honor de ser de V. E. con el mayor respeto su mas atento y seguro servidor.

Q. S. M. B.

Excmo. Señor.

SANTIAGO LINIERS.

Excmo. Sr. Príncipe de la Paz, generalísimo de los reales ejércitos y armadas.

Intimacion de los generales ingleses de mar y tierra para la rendicion de la plaza de Montevideo; contestacion negativa del virey Sobre-Monte.

Á bordo del navío *Diadema* de S. M. B., enero 14 de 1807.

Señor, teniendo bajo mis órdenes fuerzas suficientes pertenecientes á S. M. B., y habiendo recibido instrucciones para atacar el territorio español en el Rio de la Plata, quiero tener el honor de intimarle á V. E. la rendicion de la fortaleza de San Felipe y sus dependencias, con el grande deseo de salvar la efusion de sangre, y evitar á los inocentes habitantes de las miserias que atrae una pertinaz defensa. Me induce esto á prevenir á V. E. me hallo pronto á garantir una capitulacion en términos liberales, y al mismo tiempo puedo asegurar á V. E. son mis fuerzas ampliamente suficientes para la rendicion de la fortaleza y lo interior de la provincia. — Tengo el honor de ser, Sr. Excmo., muy obediente y humilde servidor. — *Cárlos Sterling.* — *S. Auchmuty, B. Sir.* Se intima la rendicion del fuerte de San Felipe.

Á S. E. el marques de Sobre-Monte, virey de Buenos Aires, etc., etc., etc.

CONTESTACION.

Excmos. Señores. — Para contestar al oficio de VV. EE. de fecha de ayer, poco tengo que detenerme, ni en qué trepidar, Negativa categórica de Sobre-Monte.

1807. reproduciendo lo que dije al Sr. almirante en respuesta del que me dirigió á su ingreso al mando de esas fuerzas de S. M. B. á la vista de esta plaza; pero sí debo añadir que sobre aquel concepto es considerada la propuesta del dia por el Sr. gobernador de ella, por sus tropas de la guarnicion y del ejército exterior, por todos sus vecinos y habitantes, y por mí, que tengo el honor de mandarlas, un insulto á nuestro honor y á la lealtad que profesamos á nuestro amado soberano el rey de España, de que nos gloriamos. Así pues por tan digno objeto todos estos sus vasallos miran la efusion de su sangre y la entrega de su último aliento como el mas gustoso sacrificio, ántes que desmentirla ni en un ápice. Aquel jefe está de acuerdo conmigo en obrar hasta este extremo, así como las tropas y vecindario deseando el momento de hacer uso de sus armas; y que pues VV. EE. tratan con su provocacion de hacer mutuamente inevitables los males que enuncian, podrán poner en ejercicio las de su mando, no esperando ni otro modo de pensar ni otra contestacion. Sin perjuicio de tan sagrados deberes, me ofrezco deseoso de servir á VV. EE., cuya vida guarde Dios muchos años. Montevideo, 15 de enero de 1807. Excmos. Señores. — *El marques de Sobre-Monte.* — Excmos. Señores generales de mar y tierra de S. M. B. Sterling y Auchmuty. — Es copia. — Por comision de S. E. — *Manuel José de Vélez.*

Instrucciones dadas por el gobierno de S. M. B. al general Whitelock (1).

Nombramiento de Whitelock.

« Downing Street, marzo 5 de 1807. — Señor, habiéndose creido conveniente enviar un oficial de alto rango y de conocidos talentos y juicio á tomar el mando de las fuerzas de S. M. que se hallan ya, ó probablemente se hallarán muy

(1) Estas instrucciones son tomadas de la obra *Arengas en el Foro*, etc., del doctor D. Mariano Moreno, publicada por su hermano D. Manuel, en Lóndres, en 1836.

pronto, empleadas en las provincias de la América del Sur, debo informar á V. que S. M. se ha servido elegir á V. para este objeto; y por tanto partirá V. desde luego al Rio de la Plata, en un buque que está ya preparado para conducirlo, á tomar el expresado mando. 1807.

» Las fuerzas que encontrará V. á su llegada, son las remitidas desde el Cabo al mando del teniente coronel Backhouse, y las que partieron de Inglaterra á las órdenes del brigadier general sir Samuel Auchmuty, que consisten de los cuerpos que abajo se mencionan, y montan en todo al número de 5,338 hombres. Pero á estos se agregará probablemente, cuando V. llegue, ó poco despues, la fuerza que manda el brigadier general Craufurd, que tambien se menciona y se compone de 4,212 hombres (9,550 hombres). Tropas bajo su mando, 9,550 hombres.

» Para que pueda V. juzgar con mas certeza de la confianza que hay de que esta fuerza se reunirá con la primera, como tambien el regimiento 9 de dragones que queda mencionado, y cuyo destino puede haberse cambiado por el buque que despachó el almirante Murray, incluyo á V. una relacion de todas las noticias recibidas, y de todas las órdenes expedidas en el particular, de que aparece que casi no puede quedar ninguna duda de que el *Fly* habrá llegado ántes que el general Craufurd hubiese salido del Cabo, y que este debe por consiguiente haber dirigido su curso al Rio de la Plata junto con el almirante Murray.

» Siendo sin embargo posible que no haya sucedido así, es preciso estar prevenido para ambos casos, á saber, la reunion del armamento del general Craufurd, ó el de haber seguido á su destino primitivo. En el primero de estos casos, como la fuerza de V. se considera mas que suficiente para cualquier objeto que se propusiese emprender, despachará V. lo mas pronto posible, y cuando lo hallase prudente, el regimiento 89, y algun otro de que pueda V. desprenderse despues de sus primeras ocupaciones, enviándolos bajo convoy seguro para el Cabo, para que de allí pasen á la India.

» Con la fuerza arriba expresada procederá V. á ejecutar el

1807.

Órden de *reducir la provincia de Buenos Aires.*

servicio que le está encargado, *de reducir la provincia de Buenos Aires al dominio de S. M.*

» En el otro caso, ménos probable, de que el armamento del general Craufurd haya seguido á su destino primitivo, tal vez encontrará V. ser mas conveniente, con consulta del almirante, el despacharle un buque por el cabo de Hórnos, con órdenes á dicho general, cuyas órdenes podrán ser, ó de seguir el plan que hasta aquí se tiene formado, ó de mandarle que renuncie enteramente á aquella empresa. Para una y otra cosa se le deja á V. y á los oficiales que dirigen la fuerza naval en una libertad completa á este respecto, sin otra restriccion sino que no debe V. extender los límites de sus operaciones mas allá de los que están designados actualmente; y que en todo evento, siempre que se requiera la cooperacion de cualquiera parte de las fuerzas navales de S. M., no debe darse ningun paso, ni darse ninguna órden al general Craufurd, sin el acuerdo de los comandantes de mar, así en el Rio de la Plata como con dicho general.

» De cualquier modo que se obre, ya en cuanto á instrucciones al general Craufurd, si hubiese pasado á su destino anterior sin haber tocado en Buenos Aires, ó en cuanto á usar de la fuerza que hallase V. desde luego en los lugares mismos, debe V. tener presente que el objeto de la empresa que le está cometida, no es el de molestar y de hacer daño al enemigo, sino el de ocupar aquellos puntos ó porciones del territorio que tomados de una vez por las armas de S. M. no sea fácil recobrarlos, y que al mismo tiempo no requieran para su conservacion un cuerpo de tropas mayor que el que puede suponerse que este país querrá emplear en guarnecerlos, no debiendo ciertamente exceder su número al que ahora se pone bajo el mando de V.

» Se presume que con una fuerza mucho mas inferior á la que podrá V. reunir, suponiendo que se le agregue el general Craufurd, y que fuera de la que lleva V. ahora consigo, ascenderá á mas de 9,000 hombres, se tomará posesion sin dificultad de toda la provincia de Buenos Aires; pero despues resta

todavía considerar qué número será suficiente para mantener la posesion contra las tentativas que el enemigo puede hacer para reconquistarla y las fuerzas que pueda reunir á este fin. 1807.

» En cualquiera parte donde se establezca la autoridad de S. M., debe ponerse el mayor cuidado y todo empeño en conciliar la buena voluntad de los habitantes, absteniéndose de todo lo que pueda chocar sus opiniones ó preocupaciones religiosas, respetando sus personas y propiedades; removiendo las trabas é imposiciones de que se quejan; y haciéndoles sentir en general la benéfica influencia del gobierno de S. M. comparado con aquel á que se hallaban sometidos anteriormente. Respeto á las personas, religion, etc.

» Con respeto á reglamentos comerciales, se conducirá V. por las órdenes que ha publicado el consejo (que se incluyen en copia), para dirigir el tráfico de Buenos Aires, y que extenderá V., segun las circunstancias lo admitan, á otros lugares ó territorios que cayesen en poder de S. M. Sobre reglamentos comerciales.

» Cuando estos reglamentos afecten en alguna manera al gobierno y la constitucion del país, el principio que debe observarse es, abstenerse cuanto sea posible de toda cosa que pueda infringir los derechos, privilegios y aun usos establecidos de cualquiera de las clases de los habitantes; y no introducir en el gobierno ningun otro cambio sino el que necesariamente debe resultar de la substitucion de las autoridades de S. M. por las del rey de España.

» Puede ser necesario mudar individuos, y al hacer esto debe darse la preferencia, en cuanto sea posible, á los naturales del país, dejando á un lado á las personas nacidas en España.

» Todos aquellos que fueron los principales motores y agentes de la insurreccion contra el general Berresford, deben ser alejados con cuidado, ó enviándolos á Europa, ó poniéndolos en situacion en que sus maquinaciones no puedan ser temibles en lo futuro. Sobre motores y agentes de la insurreccion.

» El caso del general Berresford y de su ejército debe bajo otro punto de vista ser el objeto de la atencion de V., y parece

1807. en efecto que así lo reclama el honor nacional, conforme á los sentimientos que animan á S. M. por el bienestar de sus tropas y á la justicia que debe hacer el país á los que emplea en su servicio.

Sobre violacion de la capitulacion.

» En este instante tal vez sería difícil averiguar con claridad hasta qué punto fué violada la capitulacion con aquellas tropas, ó cuál sea precisamente el reclamo que de sus resultas convenga hacerse en su favor; pero cualquiera cosa que las sea debida, ya en virtud de estipulaciones especiales, ó de los usos generales, establecidos entre las naciones respecto de prisioneros de guerra, se ha de exigir hasta lo sumo, aun empleando para ello cualesquiera medios que la fuerza de las armas pueda ofrecer á V., hasta obtener completa justicia en su favor. El servicio que se ha confiado al celo de V., por mas feliz que sea en otros respectos, debe considerarse incompleto, siempre que quede alguna duda en cuanto á la restitucion de estas tropas en tiempo regular, ó á protegerlas entretanto contra toda especie de violencia y maltrato.

Se prevé una contingencia.

» Aunque S. M. se ha servido ordenar se envíe ademas desde luego la fuerza que se expresa al márgen (1,630 hombres) para operaciones que pueden ser precisas, pero que sin esta ayuda y en caso que no se verifique la juncion del general Craufurd, no podrá V. emprender, con todo, no es la intencion de S. M. que toda esta fuerza se retenga, sino únicamente la parte que sea necesaria para asegurar los puntos ó territorios que por resultado final de aquellas operaciones haya V. podido ganar.

» Se supone que el número necesario para este objeto no podrá exceder en ningun caso de 8,000 hombres, á mas de las tropas que podrá V. levantar en el país, y por consiguiente, á no ser sino en circunstancias particulares, que será de su cargo explicar satisfactoriamente al gobierno, no deberá V. considerarse autorizado para retener mas que aquellos.

» Si las circunstancias fuesen tales que obliguen á V. á ceñir sus operaciones á la ocupacion de Montevideo ó Maldonado, ó de algun otro punto en la costa que crea V. conveniente conservar para proteger el comercio y los demas buques, se pre-

sume que una fuerza muy inferior á la que se ha expresado, es decir, muy inferior á 8,000 hombres, será bien suficiente; y en tal caso, como en cualquiera otro, remitirá V. el exceso por la primera ocasion oportuna á Inglaterra. 1807.

» Si la reduccion de Montevideo hiciese parte de su plan de operaciones, segun se ha dicho arriba, y se hubiese conseguido en efecto, no por ello debe V. considerarse obligado por estas instrucciones á mantenerse permanentemente en posesion de aquella fortaleza, sino que podrá V. retirar la guarnicion y destruir sus murallas, si así le pareciese conveniente.

Sobre manejo de rentas.

» En todo lo referente al manejo de rentas de cualquiera provincia ó distrito de que se halle V. en posesion, se guiará V. por las instrucciones que se han dado al general Craufurd, de las que aquí se acompaña copia.

Instruccion de grande importancia.

» En el mismo papel encontrará V. instrucciones sobre otro punto de gran delicadeza é importancia, á saber, *lo que debe V. responder á las preguntas de los habitantes sobre su situacion futura en la paz.*

» Segun verá V. en el papel citado, ninguna otra seguridad debe dárseles, sino que S. M. no restituirá sino con gran repugnancia unas posesiones que tanto estima; y que en ningun caso consentirá en devolverlas sin tomar medidas de seguridad en favor de aquellos que por su afecto á S. M. puedan temer haber incurrido en el desagrado de su anterior gobierno.

Sobre leva de tropas del país.

» Ántes se ha supuesto que pueden aumentarse las fuerzas de S. M. con tropas levantadas en el país. Por de contado, debe ponerse gran cuidado en elegir los individuos ó clases propias á aquel objeto, en determinar el pié en que hayan de ser puestas y su monto; pero obrando con estas precauciones, se deja percibir que esta medida ayudará mucho á asegurar las posesiones de S. M. en aquella parte del mundo y evitará al mismo tiempo el sacar demasiadas tropas de este país. Es casi innecesario observar que tanto en este como en todo otro punto debe guardarse la mas estricta economía, así en adoptar cualquiera plan en su orígen, cuanto en disponer los detalles para llevarlo á ejecucion: por lo cual se espera que al dar aviso de todo

1807. gasto de esta especie, expondrá á V. las razones que lo hayan inducido á ello con todos los pormenores del negocio.

» Queda ántes asentado que en caso de reunirse el general Craufurd, ó no, no puede haber duda ninguna de que se mantendrá V. en posesion de algunas partes de mas ó ménos extension de la costa del este.

Se preven dos casos.

» Pero restan todavía dos casos que fijar, y aunque inverosímiles, no deben pasarse en silencio. El uno es, que encuentre V. á su llegada que las plazas que habian ocupado las tropas de S. M. no están ya en sus manos; el otro, que sea necesario abandonar todo lo que se hubiese poseido ántes, y retirar de aquel país toda la fuerza inglesa. En uno ú otro de estos casos, parece que no queda mas que considerar que el modo en que V. y el general Craufurd, con todas las tropas que uno y otro tienen, puedan volver á Inglaterra. Pero al adoptar los medios necesarios á este efecto, lo mismo que para decidirse sobre la retirada, debe atenderse al estado en que probablemente se halle el armamento del general Craufurd en aquel momento, considerado con relacion á la salud de las tropas, qué víveres hubiese aun á bordo de los buques, y qué dificultades puedan ofrecerse para emprender un nuevo viaje, largo y repentino.

Órdenes discrecionales.

» Estas consideraciones requerirán no solamente que todas las órdenes que V. envíe al general Craufurd, si se halla separado de V., sean hasta cierto grado discrecionales, mas tambien deberán influir en determinar la línea de conducta que V. creerá conveniente abrazar, de concierto con los oficiales que mandan la escuadra.

Que remita noticia de sus procedimientos

» Tendrá V. cuidado de transmitir por toda oportunidad al gobierno de S. M. noticias de sus procedimientos, pues la falta de comunicaciones regulares é incesantes ha causado hasta ahora mucho embarazo respecto del servicio particular, cuya direccion se le encomienda.

» Tengo el honor de ser, etc.

» *Firmado* HOWICK.

(Por ausencia de Mr. Windham.)

» Al teniente general Whitelock, comandante de las fuerzas que sirven en la América del Sur. » 1807.

Parte del almirante Murray al caballero Guillermo Marsden, secretario del almirantazgo, sobre el desembarco de las tropas británicas en Barragan, y demas ocurrido desde que él llegó á Montevideo, hasta el 30 *de junio de* 1807; *y la órden general del* 29 *á que se refiere.* (Tomados por la *Gaceta de Madrid* de octubre 2, de la de Lóndres de setiembre 14.)

Á bordo de la *Nereyda*, en la bahía de Barragan, 30 de junio.

Muy señor mio: por el último buque que salió de Montevideo informé á V. de todo lo ocurrido desde mi salida de Santa Elena hasta mi arribo á aquel puerto con la escuadra y transportes de mi mando.

El contra-almirante Sterling habia dispuesto todo lo necesario para la proyectada expedicion ántes de mi llegada. Siendo preciso, en consideracion á los bancos que hay en el rio, que los navíos de línea quedasen fondeados en Montevideo, y con la mira tambien de dejar protegida la plaza, dí órden al almirante Sterling de que se quedase con ellos. El contra-almirante Sterling.

El 17 del corriente, estando ya pronta la segunda division de las tropas, compuesta de todas las que habia traido el general Craufurd para pasar á la Colonia, donde queria el general Whitelock que se reunieran todas, el capitan Prevost, comandante del navío de S. M. el *Sarraceno*, se hizo á la vela con los transportes, llevando consigo la cañonera *Encounter* y la zumaca *Paz*. El capitan Prevost.

El 18 desembarcaron en Montevideo, á peticion del general, 213 soldados de marina para reforzar la guarnicion. Tambien dí órden para que pasasen á las fragatas 440 marineros, y estuviesen prontos para desembarcar, bajo el mando de los capitanes Rowley, Prevost y Foyce, con el correspondiente número de oficiales para el servicio de la artillería; mandé al capitan Bayntum que subiese rio arriba hácia la Colonia, con el ber- Refuerzo de tropas desembarcadas en Montevideo.

1807. gantin *Haughty*, 6 cañoneras apresadas á los Españoles en Montevideo, y la *Medusa*, la *Nereyda* y la *Tisbe*, para tomar á su bordo los marineros destinados al desembarco, y tres botes de cada uno de los navíos de línea.

El 21, habiendo aflojado el viento, mandé mi bandera á la *Nereyda*, y el general Whitelock me hizo el honor de acompañarme. Habiendo enviado al capitan Bonverie de la *Medusa* y al capitan Shepheard de la *Tisbe*, para que fuesen con la *Rolla* y *Olimpia* y la última division de tropas, levamos anclas al amanecer, y al medio dia fondeamos en 3 brazas de agua.

Órden para evacuar la Colonia, siendo necesario.

El 24 fondeamos entre la ensenada de Barragan y la costa del norte, habiéndonos estorbado el viento y el temporal el llegar á vista del banco de Ortiz por la parte del poniente. El general y yo, viendo que era perder tiempo el ir con esta expedicion á la Colonia, mandamos que las tropas viniesen á incorporarse con nosotros donde estábamos anclados; y el general Gower fué con órden del general Whitelock para evacuar la Colonia si fuese necesario : y así lo hizo.

Incorporacion de tropas.

El dia 27 se nos juntaron las tropas de la Colonia con el *Fly*, *Faysan*, *Haughty* y las lanchas cañoneras; y envié rio arriba á la *Paz* con la órden de que se me incorporasen los bergantines *Staunch* y *Protector*.

Teniendo ya los transportes á su bordo las tropas y la artillería, repartidas en tres divisiones, mandé al capitan Thompson del *Fly*, que habia reconocido el rio, y principalmente el sitio señalado para el desembarco en las inmediaciones de Barragan, que condujese la primera division, teniendo consigo la zumaca *Dolóres* y 4 cañoneras; al capitan Palmer, comandante del *Faysan*, que llevase la segunda division en el *Haughty* y dos cañoneras; al capitan Prevost, comandante del *Sarraceno*, que cubriese la retaguardia de la tercera division; y á los capitanes Bayntum y Corbet cometí el cuidado y direccion del desembarco.

Desembarco.

Al amanecer del 28, siendo el viento favorable, hice señal al *Fly* para que se largase con la primera division, é inmediatamente despues hice señal general de navegar, habiendo man-

dado á la *Rolla* que se colocase á la extremidad occidental del banco para que sirviese de guia á los demas buques en su marcha. Yo mudé mi bandera al *Flying Fish*, y el general Whitelock se vino conmigo. Luego que fondeó la primera division de transportes, dí las órdenes convenientes, y poco despues de las nueve los primeros botes, con la division del brigadier Craufurd, desembarcaron como una milla á poniente del fuerte, del cual habia sacado el enemigo algun tiempo ántes su artillería. El desembarco se hizo sin oposicion ni accidente, excepto que algunos de los transportes encallaron, pero sin recibir daño. 1807.

La buena conducta de los oficiales y demas gente en esta ocasion movió á dar la órden general que acompaño. Creyóse que bastaria desembarcar por el pronto 200 marineros bajo las órdenes de los capitanes Rowley y Joyce; pero no puedo ménos de elogiar á los oficiales que examinaron por sí mismos el rio é hicieron de pilotos en los transportes.

Pilotos.

El teniente Bartholomew del *Diadema*, que el almirante Sterling me habia recomendado eficazmente por su conocimiento del rio, se embarcó conmigo : y es de mi obligacion representar á Sus Señorías que ha contraido un mérito sobresaliente : como asímismo el teniente Talbort de la *Encounter*, el teniente Acott de la *Rolla*, y el teniente Herrick de la *Raisonnable*, que sirvieron de pilotos.

Incorporacion de la *Paz* y el *Staunch*.

La mañana del 28 se incorporaron la *Paz* y el *Staunch ;* este habia tomado una corbeta, y destruído otras dos de un convoy que habia llegado á la orilla del sud con tropas. He enviado al capitan Thompson del *Fly* hácia Buenos Aires con el *Staunch*, *Paz* y *Dolóres*, con el objeto de mantener la comunicacion con el ejército. — Tengo el honor de ser, etc. — JORGE MURRAY.

Á bordo de la *Nereyda*, ensenada de Barragan, 29 de junio.

Tributo de gracias á los oficiales, marineros, etc.

Órden general. — El comandante en jefe da gracias á los oficiales y gente de mar que sirvieron bajo sus órdenes, como asímismo á los patrones y marineros de los buques de transporte, por el celo con que han contribuido al desembarco del ejército

1807. mandado por el Excmo. Sr. teniente general Whitelock, que se efectuó ayer en la playa de Barragan.

Mencion de Prevost, Thompson y Palmer. Es muy de su aprobacion la habilidad con que los capitanes Prevost, Thompson y Palmer situaron sus respectivos bajeles, lanchas, cañoneras y demas buques armados de su mando, para proteger el desembarco. Merecen elogio los tenientes y comandantes de aquellos buques por lo mucho que se aproximaron á la costa.

Id. de Bayntum, Corbet é Irbin En particular manifiesta su gratitud á los capitanes Bayntum y Corbet, encargados de dirigir el desembarco, tanto por su celo y actividad en poner las tropas en tierra, como por el órden con que ha sido ejecutada esta operacion. Asímismo, da gracias al capitan Irbin, comisario de transportes, y á los tenientes que han servido bajo sus órdenes, por la puntualidad que han mostrado en esta ocasion.

Y aunque el desembarco se ha hecho sin oposicion alguna, está convencido de que este se hubiera efectuado con el mismo órden y regularidad, aun cuando hubiera acudido á oponerse el enemigo.

El comandante en jefe tiene igualmente el mayor gusto en asegurar á los oficiales y gente de mar, que el Excmo. Sr. teniente general Whitelock le ha manifestado en los términos mas expresivos la satisfaccion que ha experimentado en estas circunstancias.

JORGE MURRAY.

Parte del general Gower sobre el combate de Miserere. (Tomado de la misma.)

Combate del Miserere. *Canal de Miserala* (1), 13 *de julio de* 1807. — Tengo el honor de participar á V., para que lo pase á noticia del general Whitelock, que con el cuerpo avanzado de mi mando, compuesto de tres compañías del batallon 95 de tropas lijeras, y dos caño-

(1) Debe decir Corral de Miserere

nes de á 3 y otros dos de á 6, salí de la posicion que habia tomado en frente del pueblo de Reduccion (Quílmes), y despues de un grande rodeo, á que obligó lo malo del camino, crucé el Riachuelo por Paso Chico; de aquí continué mi marcha por un camino sumamente penoso, hasta que la cabeza de la columna llegó á unas 500 varas del canal de Miserala. En el mismo momento en que descubrimos al enemigo, empezó este un vivo fuego, aunque despues de la descarga primera no bien dirigido, de fusilería y artillería. La mia se habia quedado rezagada á la izquierda bajo la escolta de tres compañías de la brigada del general Lumley, por no haber podido los caballos conducirla al paso de la infantería: en vista de esto dispuse que se atacase inmediatamente al enemigo con bayoneta calada por su flanco izquierdo; y así lo ejecutó del modo mas brillante con su brigada el general Craufurd, auxiliado con bizarría por el teniente coronel Pack, el mayor Travers y los oficiales y soldados del batallon 95 de tropas lijeras, de modo que en cinco minutos las fuerzas enemigas, aunque ventajosamente apostadas y fortificadas, fueron rotas, dejando 60 muertos, 70 prisioneros con toda su artillería, que consistia en nueve cañones, un obus y otras tres piezas. 1807.

La conducta de oficiales y soldados ha sido digna de admiracion; estoy tambien muy reconocido al brigadier general Lumley por sus esfuerzos para tomar parte en la accion, aunque no se lo permitió la poca fuerza de su regimiento ocasionada de lo penoso de la marcha. Inmediatamente despues me he formado, tomando una buena posicion á la derecha é izquierda para sostener si se ofrece un ataque. Conducta de los oficiales, etc.

Nuestra pérdida ha sido despreciable, puesto que no pasa de 14 soldados muertos y 5 oficiales, y 25 soldados heridos. No me ha sido posible obtener una razon exacta de esto. Pérdida.

Tengo el honor de ser, etc. — J. Lewisson Gower, mayor general. — Al teniente coronel Torrens, secretario del ejército.

1807.

Intimacion hecha por el general Gower el dia 3, y contestacion á ella por el coronel Elio.

Julio 3 de 1807.

Intimacion de rendicion, hecha por el general Gower.

Señor. — El capitan Roche, del regimiento 17 de dragones, á quien tuve el honor de mandar á V. E. esta mañana, me ha informado que V. E. deseaba comunicase yo por escrito el particular de las condiciones: y así tengo que decir á V. E. que el Excmo. Sr. teniente general John Whitelock me ha ordenado, deseoso sinceramente de evitar la innecesaria efusion de sangre humana, intime á V. E. que el presente estado de las cosas, de no proceder á mas, concederá algunas condiciones al pueblo de Buenos Aires, debiéndose fundar en las que siguen; y posiblemente consentirá en alguna pequeña variacion que las haga mas favorables, sin alterar la estipulacion original fundamental:

Entrega de prisioneros ingleses.

1° Todos los súbditos ingleses detenidos en la América del Sur deberán ser entregados, y se pondrán rehenes suficientes en poder de los comandantes ingleses hasta que lleguen á Buenos Aires.

Sobre prisioneros de Buenos Aires.

2° Quedarán prisioneros de guerra todos los oficiales, militares y soldados, y toda persona que tenga empleos civiles dependientes del gobierno de Buenos Aires.

Entrega del armamento.

3° Que han de entregar en buen estado todos los cañones, pertrechos, armas y municiones.

Id. de propiedades.

4° Que ha de entregarse á los comandantes ingleses toda propiedad pública, de cualquiera clase que sea.

Concesion en materia de religion.

5° Que se concede á los habitantes de Buenos Aires el libre ejercicio de la religion católica romana.

Respecto á la propiedad.

6° Que se asegurará y respetará para sus dueños toda propiedad particular en tierra.

Nuestra fuerza es tan considerable, que creo que V. E. no podrá dudar del último resultado: y confio en que V. E. me creerá, cuando le aseguro que únicamente el deseo de evitar

una escena tan horrorosa, como es la que se presenta tomado un pueblo por asalto, es el motivo que induce al general Whitelock á permitirme escriba de este modo. — Tengo el honor de ser, etc. — J. LEWISSON GOWER, mayor general. 1807.

CONTESTACION.

Por comision del general español D. Santiago Liniers, contesto á V. á la carta que por su parlamentario le ha remitido, dirigida á intimar la rendicion de esta capital, diciéndole que nada que se dirija á rendir las armas oirá; que tiene tropas bastantes, animosas y mandadas por jefes llenos de deseo de morir por la defensa de la patria; y que esta es la hora de manifestar su patriotismo. Queda de V. su atento servidor. Q. S. M. B. — Coronel ELÍO. — Julio 3 de 1807. — Al mayor general Lewisson Gower. Contestacion negativa de Liniers.

Intimacion hecha por el general Whitelock el dia 4, y contestacion á ella por el general Liniers.

Cuartel general. — Campo delante de Buenos Aires, 4 de julio de 1807.

Excmo. Sr. — V. E. me hará la justicia de atribuir á principios de humanidad únicamente el conocimiento que le doy de haber efectuado la reunion de la columna principal de mi ejército con las tropas bajo del mando del mayor general Lewisson Gower. Sin duda V. E. no ignora que otra columna espera mis órdenes dentro de poco mas de una legua de la capital: tengo varios refuerzos á bordo de los navíos, y una escuadra pronta á sostener las operaciones que se adopten: deseo pues saber si, despues de esta comunicacion fiel, V. E. persiste en la respuesta dada por la carta de ayer al mayor general, quien tenia poderes para tratar con V. E. sobre esta materia. El portador, capitan Withinghan, tiene mis órdenes de entregarla, y esperar Segunda intimacion hecha por el general Whitelock.

1807. média hora por la respuesta de V. E., sí ó no. — B. L. M. de V. E. su, etc. — JOHN WHITELOCK. — Al general Liniers.

CONTESTACION.

Segunda negativa de Liniers.

Acabo de recibir el oficio de V. E. de fecha de hoy, sobre cuyo particular tengo el honor de contestarle, que miéntras tenga municiones, y exista el mismo espíritu que anima á toda esta guarnicion y vecindario, jamas admitiré propuesta alguna de entregar el puesto que me está confiado, muy persuadido que me sobran medios para resistir á todos los esfuerzos que V. E. haga para vencerme. Los derechos de la humanidad, que reclama V. E., cualquiera que sea la definicion de esta contienda, me parece que serán mas bien vulnerados porV. E., que es el agresor, que por mí, que no pienso mas que en cumplir con lo que me prescribe mi honor, y el justo derecho de represalia. — Dios, etc. — Buenos Aires, 4 de julio de 1807. —SANTIAGO LINIERS. — Excmo. Sr. John Whitelock.

Intimacion hecha en la tarde del 5 por el general Liniers, y contestacion dada el 6 por el general Whitelock.

Intimacion de rendicion hecha por Liniers.

Excmo. Señor. — Los mismos sentimientos de humanidad que animaron á V. E., sin conocer mis fuerzas, á proponerme el capitular, me animan hoy, con pleno conocimiento de las de V. E., con 80 oficiales de todas graduaciones, y 1,000 soldados prisioneros, y á lo ménos con el doble de muertos, sin que los ataques hayan llegado al centro de mi batalla. Para evitar mayor efusion de sangre, y dar á V. E. una nueva prueba de la generosidad española, vengo en proponer á V. E. que, siempre que se quiera reembarcar con el residuo de su ejército, evacuar á Montevideo y todo el Rio de la Plata, dejándome rehenes para la seguridad del tratado, no solamente le devuelvo todos los prisioneros que tengo en el momento en mi poder, sino todos los que tengo hechos á su antecesor el mayor gene-

ral Berresford; en inteligencia que no admitiendo V. E. esta propuesta, no respondo segun el enardecimiento de mis tropas, de que experimenten las suyas todo el rigor de la guerra; estando tanto mas exasperadas, cuanto que tres de mis edecanes han sido heridos, habiéndose presentado en diferentes puntos en que habian asomado banderas parlamentarias; motivo por el cual envío á V. E. esta por uno de sus oficiales, esperando su respuesta en el término de una hora. — Tengo el honor de ser de V. E. su obediente servidor.—SANTIAGO LINIERS, — Buenos Aires, 5 de julio de 1807. —Excmo. Sr. John Whitelock (1). 1807.

CONTESTACION.

Cuartel general, Plaza de Toros, julio 6 de 1807.

Negativa del genera Whitelock. Propone un armisticio.

Señor. — Tengo el honor de acusar el recibo de su carta. Me hace V. E. justicia en creer que cualquiera cosa que sea relativa á la causa de la humanidad me será grata: y por lo mismo, y que por la duracion de la accion de ayer los heridos de ambas partes están dispersos en considerable espacio de terreno, propondria yo que haya un armisticio por 24 horas, para que cada uno pueda juntar los dispersos en las líneas de avance de las diferentes columnas; que el sitio que ocupan ahora los ejércitos sea la línea de demarcacion, y que cada uno lleve los heridos del otro para entregarlos en los respectivos puestos avanzados. Por lo que respecta á la idea de rendir las ventajas que este ejército ha obtenido, es absolutamente inadmisible. Habiendo tambien tomado muchos prisioneros, apresado una porcion de artillería con todas sus municiones, y ganado ambos flancos, dejo á la sinceridad de V. E. la comparacion de la situacion respectiva de los dos ejércitos. Lamento las circunstancias de haber sido heridos sus edecanes. No puedo atribuirla á otra cosa que á las equivocaciones que comunmente ocurren

(1) Poco despues de firmado este oficio, el general Craufurd, toda su division y muchos oficiales de varios regimientos se entregaron á discrecion.

1807. al principio de las hostilidades : yo cuidaré que no vuelvan á suceder ; pero tengo que observar, que á mi edecan le hicieron fuego por todo su camino hácia las líneas de V. E. cuando lo mandé de parlamentario el 4 del corriente. — Tengo el honor de ser, etc. — JOHN WHITELOCK. — Excmo. Sr. general Liniers (1).

Segundo oficio del general ingles proponiendo suspender las hostilidades, miéntras envia un jefe á conferenciar.

Plaza de Toros, julio 6 de 1807.

Parlamentario enviado por el general ingles.

Señor. — Tengo el honor de decir á V. E. que cuando recibí su carta, venía á este sitio; y presumo por haber V. E. renovado su fuego de artillería, que no se halla dispuesto á convenir en la cesacion de armas que he propuesto. Me son muy sensibles los padecimientos de los infelices que estando heridos necesitan de auxilio, y por eso propongo á V. E. la cesacion de todo fuego miéntras le mando un oficial de rango, el mayor general Lewisson Gower, quien explicará á V. E. los términos en que me he propuesto adherir á las intenciones expresadas en su carta. — JOHN WHITELOCK. — Excmo. Sr. general Liniers (2).

Proposiciones presentadas en la conferencia por el general Gower, y las cuales, modificadas y adicionadas, constituyeron las capitulaciones convenidas el 6.

Cesacion de hostilidades.

1. Habrá desde este tiempo cesacion de hostilidades en ambas bandas del Rio de la Plata.

(1) A este oficio no se contestó por escrito, y solamente se mandó continuar el fuego.

(2) En virtud de este oficio, se mandó suspender el fuego inmediatamente, y se esperó al jefe anunciado.

1. *Acordado en todas sus partes.* 1807.

2. Las tropas de S. M. B. conservarán durante el tiempo de cuatro meses desde el dia de la fecha la fortaleza de Montevideo, y como país neutral se tirará una línea desde San Cárlos al oeste hasta Pando al E., y no se harán hostilidades en ninguna parte de esta línea. Aceptado. Sobre la fortaleza de Montevideo.

2. *Acordado solo por el término de dos meses, entendiéndose la neutralidad únicamente en que ambas naciones puedan vivir libremente bajo sus leyes respectivas, y que los vasallos españoles sean juzgados por las suyas, lo mismo que los ingleses por sus respectivas.* Aceptado con excepciones.

3. Habrá de ambas partes una restitucion recíproca de prisioneros, incluyendo no solamente los que se han tomado desde la llegada de las tropas del mando del teniente general Whitelock, sino tambien todos los súbditos de S. M. B. tomados en la América del Sur desde el principio de la guerra. Restitucion recíproca de prisioneros.

3. *Acordado.* Aceptado.

4. No se pondrá impedimento en los abastos de víveres que se pidan para Montevideo. Sobre abastos.

4. *Acordado para el mas pronto despacho de sus buques.* Aceptado.

5. Se dará el término de diez dias para el reembarco de las tropas de S. M. B. para pasar á la banda del Norte del Rio de la Plata con todas sus armas, los que en la actualidad las tengan, cañones, municiones y equipajes, en los puntos mas convenientes que se escojan, y durante este término podrán vendérseles víveres. Plazo para el reembarco.

5. *Acordado.* Aceptado.

6. Durante el término de cuatro meses no se pondrá impedimento al comercio de los Ingleses. — Fuerte de Buenos Aires, julio 6 de 1807. — Firmado. — J. Lewisson Gower, mayor general. Sobre comercio.

6. *Es inadmisible por ser enteramente contrario á las leyes del país.* Negado.

7. *Que llegado el caso de la entrega de la plaza de Montevideo, se hará en los términos que se encontró y con la artillería que tenia.* Sobre entrega de Montevideo.

1807.

Rehenes respectivos.

8. *Se entregarán mútuamente tres oficiales de graduacion hasta el cumplimiento de lo acordado por ambas partes, debiéndose entender que los oficiales de S. M. B. que han estado bajo su palabra, no podrán servir contra la América del Sur hasta su regreso á Europa. — Buenos Aires, julio 6 de* 1807. SANTIAGO LINIERS.

Oficio de los generales ingleses de tierra y de mar aceptando las capitulaciones.

Plaza de Toros, julio 7 de 1807.

Aceptan los generales ingleses.

Señor. — Tenemos el honor de comunicarle, que inspirados solamente de los motivos que le ha expresado el mayor general Lewisson Gower, consentimos en las condiciones propuestas, y se nombarán oficiales para que juntos con los nombrados por V. E., se tomen las disposiciones para el recibo de prisioneros, el embarque del ejército ingles, y otros particulares. Tenemos el honor de ser V. E. obedientes, etc.—JOHN WHITELOCK, JORGE MURRAY. — Excmo. Sr. general Liniers.

Parte del almirante Murray al caballero Guillermo Marsden, secretario del almirantazgo, acerca de lo ocurrido desde el dia 1° al 7. — (Tomado de la *Gaceta de Lóndres* de 14 de setiembre.)

Á bordo de la *Nereyda*, delante de Buenos Aires, 8 de julio.

Parte de Murray al almirantazgo británico.

Por mi carta de 30 de junio próximo pasado estarán enterados Sus Señorías de que el ejército mandado por el teniente general Whitelock desembarcó sin oposicion ni desgracia alguna el dia 28 cerca de Barragan, unas 20 millas al E. de Buenos Aires.

Relato de lo ocurrido desde el 1° hasta el 7 de julio.

El dia 30, la *Nereyda* y las embarcaciones menores y transportes se pusieron en marcha, y fueron á dar fondo al O. de Quílmes; la mañana siguiente fui yo á tierra en el *Flyng-Fish* á dar las disposiciones convenientes para mantener la comuni-

cacion con el ejército; y envié algunos transportes con provisiones y órden de que fuesen costeando con la mayor inmediacion posible, por si acaso necesitaban de ellas las tropas. 1807.

El capitan Corbet descubrió desde su buque algunas tropas nuestras, y envió á tierra al teniente Blight de la *Nereyda;* el cual con mucha dificultad pudo llegar á ellas, habiendo tenido que atravesar un pantano muy profundo. El dia 2 volvió el teniente Blight, y me informó que habia visto la tarde anterior al general Whitelock; que el ejército habia padecido mucho en el camino por haber tenido que pasar por muchos y profundos pantanos, dejando atras sus provisiones, y estar por esta razon sin pan ni aguardiente; pero que se habia remediado la necesidad con los refrescos que se enviaron de la *Encounter* y demas transportes. Sabiendo yo que el general Gower habia llegado á las inmediaciones de Buenos Aires, envié al capitan Thompson del *Fly* con los bergantines cañoneros, para que se aproximase lo mas que pudiera. El mismo dia recibí una carta del coronel Burke, maestre de campo, en que me decia que el general Whitelock le enviaba á informarse que se habia adelantado, y pensaba dirigirse al O. de Buenos Aires, y que me pedia le enviase provisiones y artillería gruesa. Inmediatamente despaché las lanchas cañoneras para que se le incorporasen con el *Fly* y los bergantines, y envié al capitan Thompson para que navegase al O. cerrando todo cuanto pudiese con la orilla. Se enviaron tambien los transportes que conducian la artillería gruesa; y otros con provisiones, como asímismo otro barco destinado á servir de hospital; y todos llegaron con felicidad el dia 4 á las inmediaciones de nuestro ejército.

Continúa en los párrafos siguientes.

El dia 5 se vió un fuego en la ciudad. Yo deseaba que el capitan Thompson hiciese uso de sus bergantines y lanchas cañoneras luego que pudiese, sin incomodar á nuestras tropas, que, segun parecia, estaban al E. y O. de la ciudad. La misma mañana se abrió la comunicacion con el ejército: se supo que se habian apoderado nuestras tropas de 4 cañones cerca de la ciudadela, y se les envió pan, aguardiente y municiones.

1807. El dia 6 envié la cañonera *Encounter* al E. de la ciudad, para que mantuviese la comunicacion con el ejército, y le suministrase cuanto fuese necesario. Con ella fué tambien la barca hospital.

La *Nereyda* se hallaba fondeada á 9 millas de la ciudad, sin poderse acercar mas, porque estaba en ménos de 3 brazas de agua. Á la una de la tarde recibí una carta del capitan Thompson, con la noticia de que nuestro ataque al O. de la ciudad se habia desgraciado; que el general Craufurd con toda su brigada habia quedado prisionero; que se habia pedido y obtenido una tregua; y al mismo tiempo decia que se le enviasen mas transportes por si fuese menester embarcar las tropas.

Inmediatamente pasé á bordo del bergantin *Staunch*, que estaba cerca de una milla de la playa, y enfrente del puesto ocupado por sir Samuel Auchmuty; envié órden á la *Medusa*, á la *Tisbe* y al *Sarraceno*, que se habian quedado en Barragan, para que se viniesen rio arriba cuanto mas pudieran sin riesgo de perderse.

El capitan Thompson, que estaba con el general, vino á verme dentro de breve rato; y á pesar de lo inmediato que estaba mi buque, la oscuridad le obligó á traer escolta hasta la playa.

Á las 8 de la noche recibí un oficio del general Whitelock, informándome que venia á verse conmigo, y á examinar qué partido podria sacarse del denuedo y constancia de las tropas de su mando, que habian padecido en todas materias trabajos incomparables, estando, como estaba, seguro que la América del Sur nunca podria ser inglesa; que el rencor que nos profesaban todas las clases de habitantes era increible, y que habiendo hablado el general Gower al general Liniers, á consecuencia de una carta que este último le habia escrito, deseaba avistarse conmigo.

No pude en esta ocasion dejar de elogiar la actividad é inteligencia con que el capitan Thompson del *Fly* situó las barcas cañoneras mandadas por el teniente Frazer de la *Medusa*, y el teniente Heron del *Sarraceno*.

La mañana del 7 temprano, el *Staunch* hacia señales, di-

ciendo que se me necesitaba inmediatamente en la playa: en los cuarteles generales estaba izada la bandera de tregua. Bajé con efecto á la playa, donde el general me manifestó las proposiciones hechas por el general español Liniers, cuya copia incluyo; y añadió que él y los demas generales opinaban que era inútil insistir mas; que ya se habia conseguido la ventaja de recobrar los prisioneros hechos en la América del Sur durante esta guerra; que la destruccion de la ciudad no nos era útil, y que él no veía esperanza de que pudiésemos establecernos en un país donde no habia una sola persona afecta al nombre ingles; que los prisioneros que nos habia hecho el enemigo estaban en poder de un populacho furioso, y que sería mas crítica su situacion si perseverásemos en el ataque; que el número de los muertos y heridos no se sabia con exactitud, pero aseguraba que era muy grande. 1807.

En tales circunstancias, y en la firme persuasion de que los habitantes de este país aborrecen la dominacion inglesa, he firmado los preliminares, con la confianza de que todo cuanto he hecho merecerá la aprobacion de Sus Señorías.

He mandado al capitan Prevost del *Sarraceno* que esté pronto para marchar á Inglaterra, luego que envíe sus pliegos el general Whitelock, y que reciba como pasajeros á sir Samuel Auchmuty y al coronel Burke, que lleva los pliegos del general.

No he recibido todavía las relaciones de los capitanes Rowley y Joyce, que aun están en tierra con los marinos que desembarcaron; pero ayer vino herido, aunque no de gravedad, el teniente Squarey del *Polifemo*, que estaba con ellos en la brigada avanzada, y me ha dicho que de la gente de mar solo se ha extraviado un hombre. — JORGE MURRAY.

Parte del general Whitelock al mismo secretario del almirantazgo, comunicando la batalla del 5 y las capitulaciones. (Tomado de la misma *Gaceta*.)

Buenos Aires, 10 de julio de 1807. — Señor. — Tengo la honra de participar á V. para noticia de S. M., que habiéndoseme Parte de Whitelock al almirantazgo británico.

1807. Relacion detallada.

juntado en Montevideo el 15 de junio el cuerpo mandado por el brigadier general Craufurd, el almirante Murray y yo no perdimos un momento en dar las disposiciones necesarias para atacar á Buenos Aires. Despues de muchas dilaciones originadas por los vientos contrarios, se efectuó el desembarco sin oposicion el 25 de dicho mes en la ensenada de Barragan, que es una bahía pequeña, 30 millas al poniente de la ciudad. Los cuerpos empleados en esta expedicion fueron 3 brigadas de artillería lijera al mando del capitan Fraser; los regimientos 5, 38 y 87 de infantería al del brigadier general sir Samuel Auchmuty; el 17 de dragones lijeros, el 36 y el 88 al del brigadier general Guillermo Lumley; 8 compañías del regimiento 95 y 9 compañías de infantería lijera al del brigadier general Craufurd; 4 escuadrones del 6 de dragones, el 9 de dragones lijeros y los regimientos 40 y 45 de infantería al del coronel T. Mahon; y todos los dragones que estaban desmontados, á excepcion de 4 escuadrones del 17, al del teniente coronel Lloyd. Despues de algunas marchas penosas por un país cortado por pantanos y riachuelos profundos y cenagosos, llegó el ejército á Reduccion, que es un lugar como á 9 millas de distancia del puente del rio Chuelo (1), en cuya orilla opuesta habia colocado el enemigo baterías y establecido una formidable línea de defensa. Resolví por lo tanto rodear esta posicion, marchando en dos columnas por la izquierda, y pasando el rio mas arriba, donde pareció se podia vadear, y reunir mis fuerzas en los arrabales de Buenos Aires. Envié al mismo tiempo á decir al coronel Mahon, quien conducia la mayor parte de la artillería bajo la escolta del 17 de dragones lijeros y del regimiento 40, que esperase órdenes ulteriores en Reduccion.

Continúa la relacion.

El mayor general Lewisson Gower, que mandaba la columna derecha, cruzó el rio en un paraje llamado Paso Chico, y encontrándose con un cuerpo del enemigo, lo atacó y desbarató con bizarría. Por ignorancia de mi guia no pude reunirme con el cuerpo principal del ejército hasta el dia siguiente, en

(1) Léase del Riachuelo.

que formé mi línea, colocando al brigadier general sir Samuel Auchmuty á la izquierda, extendiéndola hácia el convento de la Recoleta, que distaba dos millas. Los regimientos 36 y 88 estaban á la derecha; el brigadier general Craufurd ocupaba el centro y principales avenidas de la ciudad á distancia de tres millas de la Plaza Mayor y fuerte; el regimiento 6 de guardias dragones, el 9 de dragones lijeros y el regimiento 45 estaban á su derecha, extendiéndose hácia la Residencia. De este modo la ciudad se hallaba casi embestida. La disposicion del ejército, y la circunstuncia de estar la ciudad y arrabales subdivididos en manzanas cuadradas de 140 varas por cada frente, junto con la noticia de que el enemigo pensaba ocupar las azoteas de las casas, dieron ocasion á formar el plan de ataque siguiente. 1807.

Al brigadier general sir Samuel Auchmuty se le mandó destacar el regimiento 38 á apoderarse de la Plaza de Toros y terreno adyacente, tomando allí puesto; los regimientos 5, 36 87 y 88 se dividieron en alas, y se mandó á cada una de ellas que penetrase por la calle que tenia enfrente. El batallon lijero se dividió en alas, y se mandó que cada una de ellas seguida por otra del regimiento 95 y un cañon de á 6, entrase por las calles, á la derecha de la del centro. El regimiento 45 debia entrar por las dos inmediatas, y despues de haber limpiado las calles de enemigos, tomar puesto en la Residencia. En la calle del centro se pusieron dos cañones de á 8 cubiertos por los carabineros y tres escuadrones del regimiento 9 de dragones lijeros, y lo restante de este se apostó de reserva en el centro. Á cada division se mandó marchar adelante por la calle que tenia enfrente, hasta llegar á la última manzana de casas inmediatas al rio de la Plata, de la cual debia apoderarse, formándose sobre las azoteas y esperar allí mis órdenes. El regimiento 95 tenia que ocupar dos de las situaciones mas dominantes, desde las cuales pudiese incomodar al enemigo. Se mandó que á la cabeza de cada columna marchasen dos cabos con sus hachas para romper y abrir las puertas. Todo el ejército iba sin cargar, y no era permitido hacer fuego hasta tanto que las columnas hubiesen llegado á sus puestos y for-

1807. mádose en ellos. El cañoneo en las calles del centro debia ser la señal para que todos avanzasen. Conforme á esta disposicion, á las seis y média de la mañana del 5, el regimiento 38 marchando á su izquierda y el 87 á su frente, se acercaron al puesto fuerte del Retiro y Plaza de Toros, y despues del ataque mas vigoroso, en que padecieron mucho estos regimientos por la metralla y fusilería, su valeroso comandante el brigadier general sir Samuel Auchmuty se apoderó del puesto, tomando 32 cañones (1), inmensa cantidad de municiones y 600 prisioneros. El regimiento 5, hallando poca resistencia, avanzó hácia el rio, y tomó posesion de la iglesia y convento de Santa Catalina. Los regimientos 36 y 88, al mando del brigadier general Lumley, moviéndose en el órden expresado, tuvieron que sufrir muy desde luego un fuego vivo y sostenido de fusilería desde los tejados y ventanas de las casas, cuyas puertas estaban cerradas tan fuertemente, que casi era imposible el forzarlas. Las calles estaban cortadas por fosos profundos, en cuyo interior habia cañones que llovian metralla sobre las columnas que avanzaban. Sin embargo de esta oposicion, el regimiento 36 con su valiente general á la cabeza llegó finalmente á su destino; pero el 88, hallándose mas inmediato al fuerte y defensas principales del enemigo, quedó tan maltratado por su fuego, que fué totalmente roto y hecho prisionero. Hallándose así expuesto al flanco del regimiento 36, este regimiento y el 5 se retiraron al puesto de sir Samuel Auchmuty cerca de la Plaza de Toros; pero ántes tuvieron el teniente coronel Burne y la compañía de granaderos del 36 ocasion de distinguirse, acometiendo un cuerpo de 800 enemigos y tomando y clavando dos piezas de artillería. Los dos cañones de á 6, que iban por las calles del centro, encontraron un fuego muy superior, y los cuatro escuadrones de carabineros, conducidos por el teniente

(1) Nada queremos decir sobre las inexactitudes y exageraciones de este parte, artificiosamente redactado. Solo advertiremos que ese *puesto* no era militar ni fortificado, como quizá pudiera creerse. Era una débil plaza de toros que servia provisoriamente de parque. Esos 32 cañones no lo defendian: estaban guardados allí. (V. Alsina.)

coronel Kingston, avanzaron para tomar la opuesta batería; pero herido por desgracia este valiente oficial, como tambien el capitan Burrell, que le seguia en el mando, el fuego terrible de la batería y de las casas obligó á estas tropas á retirarse á una pequeña distancia; bien que continuaron ocupando una posicion enfrente de las defensas principales del enemigo, y considerablemente mas avanzada que la que habian tomado por la mañana. 1807.

La division izquierda del brigadier general Craufurd, al mando del teniente coronel Pack, pasó por cerca del rio, y volviendo á la izquierda, se acercó á la Plaza Mayor, con el intento de apoderarse del colegio de los Jesuitas; situacion que dominaba la línea principal de defensa del enemigo. Pero el fuego destructor de este hizo el proyecto impracticable; y habiendo sufrido una gran pérdida, por haber entrado parte de la division en una casa que no pudo sostener, y donde tuvo á breve rato que rendirse, el resto, despues de aguantar con la mayor intrepidez un fuego horrible, y herido su comandante, se retiró sobre la division derecha mandada por el brigadier general Craufurd en persona. Habiendo atravesado esta division hasta el rio de la Plata, volvió tambien á la izquierda para acercarse á la Plaza Mayor y fuerte, de cuyo bastion del nordeste distaba unas 400 varas, cuando el brigadier general Craufurd, sabiendo el descalabro de la division de la izquierda, tuvo por conveniente tomar posesion del convento de Santo Domingo, cerca del cual se hallaba, con la intencion de avanzar á la iglesia de los Franciscanos, que está mas cerca del fuerte, en el caso de que el ataque ó ventajas de alguna de nuestras columnas le libertasen en algun modo de las fuerzas enemigas que le cercaban. El regimiento 45, hallándose mas léjos del centro del enemigo, habia ganado la Residencia sin mucha oposicion; y el teniente coronel Guard, dejándola en poder de las compañías de su batallon, marchó con la compañía de granaderos hácia el centro de la ciudad, y se incorporó con el brigadier general Craufurd.

El enemigo, que ahora cercaba el convento por todas partes,

1807. quiso tomar un cañon de á 3 que estaba en la calle; el teniente coronel con su compañía, y algunos pocos soldados de infantería lijera, al mando del mayor Trotter (oficial de gran mérito), quedaron muertos, pero se salvó el cañon. El brigadier general se vió con esto precisado á ceñirse á la defensa del convento, desde el cual se continuó haciendo un fuego bien dirigido sobre los enemigos que se acercaban; pero la cantidad de balas, metralla y fusilería á que estaban expuestos los nuestros, los obligó á dejar lo alto del edificio. Entónces el enemigo, en número de 6,000 hombres, se acercó con cañones para forzar las puertas de madera que miran al fuerte; y el brigadier general no teniendo comunicacion con ninguna de las demas columnas, juzgando por la cesacion del fuego que las que estaban cerca de él no habian tenido mejor fortuna, se rindió á las 4 de la tarde.

El resultado de la accion de este dia me habia dejado en posesion de la Plaza de Toros, puesto fuerte á la derecha del enemigo, y de la Residencia que es otro puesto fuerte á su izquierda; y yo ocupaba una posicion avanzada delante de su centro; pero estas ventajas habian costado unos dos mil quinientos hombres entre muertos, heridos y prisioneros. El fuego á que las tropas estuvieron expuestas fué violento en extremo. Metralla en las esquinas de todas las calles, fusilería, granadas de mano, ladrillos y piedras tiradas desde los tejados de las casas; cada propietario con sus negros defendiendo su habitacion, cada una de las cuales era una verdadera fortaleza..., y quizá no será ponderacion decir que no habia en Buenos Aires hombre que no estuviese empleado en su defensa. Tal era la situacion del ejército en la mañana del 6, cuando el general Liniers me dirigió una carta, ofreciendo entregarme todos los prisioneros hechos en la pasada accion, con el regimiento 71 y otros cogidos con el brigadier general Berresford, con tal que desistiese yo de atacar la ciudad, y retirase las fuerzas de S. M. del Rio de la Plata; intimándome al mismo tiempo que la exasperacion del populacho no le permitia responder de la seguridad de los prisioneros, si yo persistia en obrar ofensiva-

mente. Movido por esta consideracion (que por conducto mas seguro sabia ser fundada), y reflexionando el poco fruto que resultaria de la posesion de un país cuyos habitantes están tan enconados con nosotros, resolví abandonar las ventajas que habia conseguido la valentía de las tropas, y accedí al tratado adjunto, que confio obtendrá la aprobacion de S. M. 1807.

Nada mas me queda que añadir, excepto la alabanza de la conducta del almirante Murray, que ha contribuido constantemente con el mayor esfuerzo al buen éxito de las operaciones del ejército. El capitan Rowley de la marina real, comandante de los marineros en tierra; el capitan Bayntun del navío de S. M. *África*, que dirigió el desembarco, y el capitan Thompson del *Fly*, que mandó las lanchas cañoneras, y que ántes habia contraido un mérito muy señalado en el reconocimiento del rio, todos merecen mis mas expresivas gracias. (*Siguen los elogios de varios oficiales.*) Tengo el honor de ser, etc. — JUAN WHITELOCK, teniente general.

Extracto del parte que, acerca de la batalla del 5, pasó el general Liniers al Príncipe de la Paz. (Tomado de las Memorias de este.)

Su conducta sobre ciertos puntos.

..... La pérdida de un solo ciudadano honrado, vasallo fiel y padre de familia, no podia compensarse con la gloria de destruir las reliquias del ejército enemigo. Y aun destruido enteramente, me habria visto embarazado para la conservacion de tantos prisioneros contra el enojo de los pueblos hácia ellos, que es imponderable, y se habria tenido que atender á las pesadas cargas de mantenimiento, en unas circunstancias en que era necesario, sobre todas cosas, atender á las familias que habian sacrificado sus haberes, y á sus casas que habian sufrido grandes deterioros. Estas consideraciones, juntas á la necesidad en que despues me habria hallado de marchar sobre Montevideo, y finalizar un sitio en toda regla contra aquella plaza, donde se habian reunido tres escuadras, me hicieron preferir

1807. el tratado que se habia hecho, y por el cual debemos recobrarla, sin mas gastos, sin efusion de sangre, quedando al propio tiempo libres de enemigos, que tan bien escarmentados como han sido, no creo que nos hagan mas visitas.....

Valor y entusiasmo del ejército.

No cabe en expresion alguna el valor y entusiasmo sin igual de todos los cuerpos del ejército. Todos se han distinguido de igual modo; oficiales y soldados solicitaban vivamente los lugares en que estaba el mayor riesgo. Lo que era mas de ver y de admirar, era la disciplina de los cuerpos voluntarios, en ninguna cosa inferior á los reglados. De tantos y tan grandes merecimientos contraidos haré formar, cuanto sea dable, la relacion circunstanciada, junta con otra respectiva á las hazañas y al denuedo de estos habitantes, para que S. M. pueda disponer, con la munificencia que acostumbra, las gracias que tenga por conveniente á un pueblo generoso, que, abandonando con la mayor constancia por el tiempo de once meses su industria, su comercio y el regalo de sus casas, y dedicándose exclusivamente á adiestrarse en las artes de la guerra, ha sabido dejar bien puesto el honor de la corona, conservando á S. M., con la defensa de esta capital, la posesion de estos interesantes dominios y cerrándoles las puertas para siempre.....

Cuerpo municipal.

El cuerpo municipal ha sido el principal móvil para mantener este glorioso entusiasmo, proveyendo de caudales en las urgencias, durante este tiempo, y dando el primer ejemplo de fidelidad y de constancia. Desde el momento del ataque, no desemparó la plaza un solo instante, procurando los abastos, asistiendo á los heridos y poniendo en cobro los prisioneros sin esquivar ningun peligro..... (Concluye recomendando la asistencia constante que le habian tenido, tanto para poner la plaza en un estado inexpugnable de defensa como para cumplir con las luces, el acierto, la extension y el heroísmo con que fué ejecutada, los coroneles Balviani, Velasco y Elío, juntamente con el capitan Gutiérrez Concha.)

1807.

Carta del general de las tropas británicas que atacaron á Buenos Aires al general español en favor de Berresford, y reconociendo el buen trato dado á los prisioneros.

Cuartel general cerca del Retiro, julio 8 de 1807.

Sobre su conducta generosa para con los prisioneros.

Señor: — Tengo el honor de acusar el recibo de la carta de V. E., y permítame que le diga, que cualquiera referencia á la situacion del general Berresford es, segun mi idea, contraria al tenor del presente tratado, estando este oficial seguramente incluido con los que estaban á su mando al tiempo de su rendicion. Sin embargo, en consideracion al generosísimo trato que nuestros prisioneros han recibido de V. E., no tengo la menor dificultad en hacer que cese la palabra del virey de Lima, considerándome enteramente libre, como una prueba de mi sensibilidad á la política de V. E. con nuestros oficiales. — Tengo el honor de ser el mas obediente y humilde servidor de V. E.

JOHN WHITELOCK.

Carta de despedida de los oficiales ingleses destinados á Catamarca, testificando su gratitud y reconocimiento por el buen trato y acogida que en esta ciudad experimentaron (1).

Catamarca, 1° de agosto de 1807.

Los prisioneros se despiden en los términos mas honoríficos.

Muy señor nuestro: — Estando en vísperas de despedirnos

(1) Los oficiales que suscriben con todos los demas oficiales prisioneros en la reconquista de la capital, estuvieron dentro de ella alojados por algunos meses en las casas de los principales vecinos, recibiendo toda suerte de obsequio y agasajo. La prudencia dictó alejarlos de la capital, repartiéndolos por la campaña, en circunstancias de hallarnos amenazados de los nuevos refuerzos que se esperaban del cabo de Buena Esperanza y de la Europa. Se trasladaron á los mejores parajes, donde á mas de tener abundancia de bastimentos, tenian proporcion de surtirse de la ciudad de cuanto necesitasen para su regalo. Es buena prueba del humanísimo, generoso y distinguido tratamiento que experimentaron en la capital la pena y sentimiento

1807. de la valiza (1) los oficiales británicos, no podemos pensar en salir de Catamarca sin manifestar públicamente nuestros agradecimientos vivos para con V., Señor, cabeza y gobernador de este pueblo, por su mucha política y consideracion personal respecto á nosotros en cuanto ha podido; como igualmente para con los vecinos en general, de cualquier clase, con quienes hemos tenido el honor y el gusto de tratar. De todo individuo hemos experimentado el sumo cariño: todos han seguido como á porfía el ejemplar honrado de V., y de aquel excelente caballero D. Feliciano de la Mota y los demas moradores de esta ciudad (2). Por tanto, no hay súbdito británico desde el primero hasta el último de nosotros, que no quedará para siempre agradecido; y todos somos igualmente deseosos que V. tuviese la bondad de participar del modo mas conveniente estos nuestros sentimientos al público. Que Dios guarde á V. muchos años y felices; y que el mismo Dios haga florecer á

que no pudieron disimular al separarse de ella; pero no la experimentaron menor de las gentes del campo, á proporcion de las facultades. Sin embargo el mayor general Berresford, destinado á la villa de Lujan con siete oficiales que él mismo eligió para que lo acompañasen, siendo uno de ellos el coronel Pak, se dedicó juntamente con este á seducir con cauteloso artificio á cuantos trataba, procurando formar un partido de insurreccion é independencia, y haciéndose por este hecho un verdadero reo de Estado. Fué necesario este contraste para que brillase aun mas la generosidad española. Se tomó el suavísimo temperamento de internar á los demas oficiales á otras ciudades diferentes de la capital, y se eligió para esto la de Catamarca, á la que no llegaron los mencionados Berresford y Pak por haber hecho fuga á Montevideo ántes de salir de Lujan.

(1) Por valiza entiende sin duda el canal del rio delante de Buenos Aires, por donde entran las lanchas al Riachuelo, y en que suelen fondear; el cual se llama balizas por los postes que en él solian fijarse para que sirviesen de señal: y diciendo que están en víspera de despedirse de baliza, es lo mismo que decir, que están en víspera de despedirse del rio de Buenos Aires.

(2) Los oficiales ingleses iban recelosos de padecer vejaciones y malos tratamientos en la interioridad de estas provincias. Han tocado su desengaño, y esta pública confesion que les arranca el agradecimiento, es un testimonio irrefragable de que la humanidad y la generosidad caracterizan y distinguen en todas partes al Español, ya sea europeo, ya americano.

esta ciudad de Catamarca en sus giros y comercio, y que últimamente llegue á levantar la cabeza entre las ciudades mas principales de la América; este es el ruego de los muy agradecidos y muy humildes servidores de V. y de los vallistas. 1807.

Roberto Guillermo PATRIK, capitan de infantería. — Alejandro FORBES, mayor de brigada. — Roberto ARBUTHNOT, capitan del 20 de dragones. — Alejandro MACDONALD, teniente de artillería. — Edmundo L'ESTRANGE, teniente del 71. — James EVANS, cirujano.

P. D. — V. dispensará los muchos errores de diccion que se encontrarán en esta carta, pues no somos muy ladinos (1); pero esperamos que bastante quedará inteligible para echar á ver á nuestro afecto. — Al Sr. alcalde de primer voto D. Nicolas de Sosa y Soria, teniente de milicias, etc., etc, etc.

(1) El autor de esta carta es sin duda el capitan ingles D. Roberto Guillermo Patrik, que cuando fué hecho prisionero no tenia ni una lijera tintura del idioma español; y es muy recomendable por su talento, pues en ménos de un año se ha hecho capaz de escribir en estos términos, siendo á la verdad muy pocos los yerros, y estos reducidos al uso de algun artículo donde no es necesario, ó al de una preposicion por otra, y de propósito no se han corregido.

PRIMER PERÍODO.

INGLATERRA Y PORTUGAL.

CONVENCION SECRETA

ENTRE EL PRÍNCIPE REGENTE DON JUAN Y JORGE III, REY DE LA GRAN BRETAÑA,

SOBRE LA TRANSFERENCIA PARA EL BRASIL DE LA MONARQUÍA PORTUGUESA.

1807. *Convenção secreta entre o principe regente o senhor dom João e Jorge III, rei da Gran-Bretanha, sobre a transferencia para o Brazil da séde da monarchia portugueza, e occupação temporaria da ilha da Madeira pelas tropas britannicas, assignada em Londres a 22 de outubro de 1807, e ratificada por parte de Portugal em 8 de novembro e pela da Gran-Bretanha em 19 de dezembro do dito anno.*

(Traducção particular.)

Em nome da Santissima e Indivisivel Trindade.

Tendo Sua Alteza Real o principe regente de Portugal feito communicar a Sua Magestade Britannica as difficuldades em que se acha em consequencia das exigencias injustas do governo francez, e a sua determinação de transferir para o Brazil

a séde e a fortuna da monarchia portugueza, antes do que acceder á totalidade das ditas exigencias, e especialmente áquellas pelas quaes o governo francez insiste na apprehensão das pessoas dos subditos de Sua Magestade Britannica residentes em Portugal, e na confiscação de todas as propiedades inglezas que ali se acham, bem como na declaração de guerra por parte de Sua Alteza Real o principe regente contra a Gran-Bretanha; mas tendo-se Sua Alteza Real ao mesmo tempo proposto, a fim de evitar (sendo possivel) a guerra com a França, a consentir em fechar os portos de Portugal á bandeira ingleza; e considerando que um tal acto de hostilidade da sua parte poderia justificar Sua Magestade Britannica, e acaso induzi-la a usar de represalias, já pela occupação militar da ilha da Madeira ou de outra qualquer colonia da corôa de Portugal, ou já forçando a entrada do porto de Lisboa, e empregando os mais efficazes meios de hostilidade contra a marinha militar e mercante de Portugal; considerando igualmente que a simples apprehensão bem fundada da clausura dos portos de Portugal poderia trazer comsigo a occupação provisoria das colonias portuguezas pelas armas de Sua Magestade Britannica, e que um passo ou declaração hostil da parte da França contra Portugal não deixaria de produzir aquelle mesmo effeito; e Sua Magestade Britannica, pela sua parte, fazendo justiça aos sentimentos de amizade e boa fé que têem caracterisado as ultimas communicações de Sua Alteza Real o principe regente, e estando determinado a auxiliar por todos os meios que se acham á sua disposição a nobre resolução, que Sua Alteza Real o principe regente acaba de annunciar, de transferir a séde da monarchia portugueza para o Brazil antes do que subscrever ás exigencias da França em toda a sua extensão; e desejando igualmente, e no caso mesmo em que Sua Alteza Real consentisse em fechar os seus portos á Gran-Bretanha (passo este que Sua Magestade Britannica veria com pezar, e a que nunca poderia suppôrse que déra o seu consentimento), conciliar quanto possivel os sentimentos e interesses de um antigo e fiel alliado, e proceder para com Portugal com toda a moderação compativel com o que é devido á 1807.

1807. sua honra e aos interesses dos seus subditos, e com o objecto essencial que não póde perder de vista, qual é o de impedir que nem as colonias nem a marinha militar e mercante de Portugal, no todo ou em parte, cáiam nas mãos da França: as duas altas partes contratantes determináram em consequencia tomar de um commum accordo as medidas e obrigações reciprocas, que se julgarem mais convenientes para conciliar os seus intereses respectivos, e para provêr em todo o caso a segurança da amizade e boa intelligencia, que têem subsistido ha tantos seculos entre as duas corôas. E a fim de discutir estas medidas e de preencher este saudavel fim, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal nomeou por seu plenipotenciario ao cavalheiro de Sousa Coutinho, do seu conselho e seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario residente em Londres; e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda nomeou por seu plenipotenciario ao muito honrado Jorge Canning, conselheiro privado de Sua dita Magestade, e seu principal secretario d'Estado na repartição dos negocios estrangeiros; os quaes, depois de se terem communicado os seus respectivos plenos poderes, e achando-os em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes:

Nenhuma expedição será feita pelo governo britannico.

Art. 1. — Até que haja a certeza de algum passo ou declaração hostil da França contra Portugal, ou que Portugal, a fim de evitar a guerra com a França, consinta em commetter de alguma sorte um acto de hostilidade contra a Gran-Bretanha, fechando os seus portos á bandeira ingleza, nenhuma expedição será feita pelo governo britannico contra a ilha da Madeira nem contra qualquer possessão portugueza; e quando uma similhante expedição se julgar necessaria, será a mesma notificada ao ministro de Sua Alteza Real o principe regente residente em Londres, e com elle concertada.

Don João não permittirá reforço algum para o Brazil e Madeira.

Pelo seu lado Sua Alteza Real o principe regente obriga-se d'ora em diante a não permittir a remessa de reforço algum de tropas (excepto de intelligencia e accordo com Sua Magestade Britannica) para o Brazil é para a ilha da Madeira, nem de para ali mandar nem ali permittir a assistencia de nenhum

official francez, seja no serviço da França, seja no serviço de Portugal. 1807.

Outrosim se obriga a transmittir sem demora ao governo da ilha da Madeira ordens secretas eventuaes, para que não faça resistencia a uma expedição ingleza cujo commandante lhe anunciar, debaixo de sua palavra de honra, que a dita expedição tenha sido preparada de intelligencia e accordo com Sua Alteza Real o principe regente.

Ordens secretas eventuaes.

Art. 2. — No caso em que Sua Alteza Real o principe regente se visse obrigado a levar a pleno e inteiro effeito a sua magnanima resolução de passar ao Brazil, ou se mesmo, sem ser a isso forçado pelos procedimentos dos Francezes dirigidos contra Portugal, Sua Alteza Real se decidisse a emprehender a viagem do Brazil ou a mandar para ali um principe de sua familia, estará prompto Sua Magestade Britannica a ajuda-lo n'esta empreza, a proteger o embarque da familia real e a escolta-los á America. Para este fim obriga-se Sua Magestade Britannica a mandar aprestar immediatamente nos portos de Inglaterra uma esquadra de seis naus de linha, a qual partirá logo para as costas de Portugal, e de têr n'elles igualmente, prompto a embarcar-se, um exercito de cinco mil homens, que partirá para Portugal ao primeiro pedido do governo portuguez.

S. M. Britannica será prompto a escoltar la familia real á America.

Uma parte d'este exercito ficará de guarnição na ilha da Madeira, mas não entrará ali senão depois que Sua Alteza Real tiver tocado na mesma, ou passado a ilha indo para o Brazil.

Art. 3. — Mas no caso infeliz em que o principe regente, a fim de evitar a guerra com a França, se visse obrigado a fechar os portos de Portugal ás embarcações inglezas, o principe regente consente que as tropas inglezas sejam admittidas na ilha de Madeira, inmediatamente depois da troca das ratificações d'esta convenção; declarando o commandante da expedição ingleza ao governo portuguez que a ilha será guardada em deposito para Sua Alteza Real o principe regente, até á conclusão da paz definitiva entre a Gran-Bretanha e a França.

As tropas inglezas serão admittidas na ilha da Madeira.

As instrucções que se derem ao dito commandante inglez

1807. para o governo da ilha, durante a sua occupação pelas armas de Sua Magestade Britannica, serão concertadas com o ministro de Sua Alteza Real o principe regente residente em Londres.

Embarcações portuguezas não serão reunidas ás da França.

ART. 4. — Sua Alteza Real o principe regente promette de jamais ceder em caso algum, seja no todo seja em parte, a sua marinha militar ou mercante, ou de as reunir ás da França ou de Hespanha, ou de outra qualquer potencia.

Obriga-se outrosim, no caso de passar para o Brazil, a levar comsigo a sua marinha militar e mercante, seja perfeita ou incompletamente apparelhada, ou não podendo executar-se isto, de transferir como deposito para a Gran-Bretanha aquella parte que não podér levar immediatamente consigo; e Sua Alteza Real ajustará depois com Sua Magestade Britannica os meios de mandar ir estas mesmas embarcações para o Brazil com toda a segurança.

Caso de intenção hostil da parte dos Francezes.

ART. 5. — No caso da clausura dos portos de Portugal, obriga-se Sua Alteza Real a mandar saír incessantemente para o Brazil metade da sua marinha de guerra, e a conservar a outra metade, en numero pouco mais ou menos de cinco ou seis naus de linha e de oito ou dez fragatas, em meio armamento (pelo menos), no porto de Lisboa, de sorte que, á primeira indicação de uma intenção hostil da parte dos Francezes ou dos Hespanhoes, aquella força naval possa reunir-se á esquadra Britannica destinada a este serviço, e servir ao transporte de Sua Alteza Real e da familia real para o Brazil Com o fim de melhor assegurar o bom exito d'este accordo, obriga-se o principe regente a dar o commando da sua esquadra no porto de Lisboa, bem como o commando da que enviar para o Brazil, a officiaes cujos principios politicos sejam approvados pela Gran-Bretanha.

Reunião eventual das esquadras.

As duas altas partes contratantes convieram em auctorisar os commandantes portuguez e inglez nas respectivas estações de Lisboa por um lado, e das costas de Portugal pelo outro, a corresponderem-se secretamente sobre tudo que possa têr relação com a reunião eventual das esquadras ingleza e portugueza.

Quanto á metade da marinha militar que possa ser enviada para o Brazil, será a mesma ali desarmada á sua chegada, a não ser que os dois governos determinem outra cousa. 1807.

ART. 6. — Uma vez que se ache estabelecida a séde da monarchia portugueza no Brazil, obriga-se Sua Magestade Britannica, em seu nome e no de seus successores, a não reconhecer jamais como rei de Portugal principe algum que não seja o herdeiro e representante legitimo da familia real de Bragança; e mesmo a renovar e mantêr com a regencia que Sua Alteza Real podér deixar estabelecida em Portugal, antes de partir para o Brazil, as relações de amizade que têem ha tanto tempo ligado as duas corôas de Portugal e da Gran-Bretanha. Monarquia portugueza no Brazil.

ART. 7. — Quando o governo portuguez estiver estabelecido no Brazil, proceder-se-ha á negociação de um tratado de auxilio e de commercio entre o governo portuguez e a Gran-Bretanha. Negociação de um tratado de auxilio.

ART. 8. — Esta convenção será tida secreta paro o presente, e não se publicará sem o consentimento das duas altas partes contratantes. Convenção secreta.

ART. 9. — Será ratificada de uma e outra parte, e as ratificações trocadas em Londres no praso de seis semanas, ou antes se podér ser, a contar do dia da assignatura. Ratificações trocadas.

Em fé do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude de nossos respectivos plenos poderes, assignámos a presente convenção, e lhe pozemos o sinete de nossas armas.

Feita em Londres, a 22 de outubro de 1807.

O Cavalheiro DE SOUSA COUTINHO. (L. S.)

GEORGE CANNING. (L. S.)

DECLARAÇÃO.

O abaixo assignado principal secretario d'Estado dos negocios estrangeiros de Sua Magestade Britannica, consentindo em subscrever ao artigo 2 d'esta convenção, recebeu as ordens de

1807. el rei para declarar que a execução d'aquella parte do dito artigo, pela qual se estipula o mandar-se uma esquadra e tropas de Sua Magestade para o Tejo, a fim de proteger o embarque da familia real de Portugal, depende da segurança, que será dada, de que os fortes sobre o Tejo, a saber, os fortes de S. Julião e do Bugio, serão previamente entregues ao commandante das tropas britannicas, bem como o forte de Cascaes, se o embarque tiver logar d'aquelle sitio, ou então do de Peniche, no caso de que a familia real se tenha retirado áquella peninsula; e ficarão em poder do dito commandante, até que o objecto para o qual as tropas são mandadas estiver preenchido, ou que Sua Alteza Real tiver determinado a quem as tropas inglezas devem restitui-los.

Objecto para o qual as tropas são mandadas.

O cavalheiro de Sousa Coutinho, plenipotenciario de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, não se achando auctorizado, pelas instrucções de que actualmente está munido, a contratar obrigação alguma a tal respeito, o abaixo assignado recebeu ordem de acompanhar o tratado com esta declaração explicativa, e de pedir que a segurança acima mencionada seja enviada com a ratificação do principe regente.

Feita em Londres, a 22 de outubro de 1807.

George CANNING.

ARTIGO I ADDICIONAL.

Estabelecimento de um porto na ilha de Santa Catharina.

No caso da clausura dos portos de Portugal á bandeira ingleza, será estabelecido um porto na ilha de Santa Catharina ou em qualquer otro logar da costa do Brazil, aonde todas as mercadorias inglezas, que ao presente são admittidas em Portugal, serão importadas livremente em embarcações inglezas, pagando os mesmos direitos que se pagam actualmente pelos mesmos artigos nos portos de Portugal, e este arranjamento durará até novo accordo.

Este artigo addicional terá a mesma força e valor como se

fôra inserto palavra por palavra na convenção assignada hoje, e será ratificado ao mesmo tempo. 1807.

Em fé do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude de nossos respectivos plenos poderes, assignámos o presente artigo addicional, e lhe pozemos o sinete de nossas armas.

Feito em Londres, a 22 de outubro de 1807.

O Cavalheiro DE SOUSA COUTINHO. (L. S.) George CANNING. (L. S.)

Assigno *sub spe rati*, declarando que não tenho instrucções a tal respeito, e comtanto que Sua Alteza Real, tornando a abrir os portos de Portugal, possa reconsiderar ou alterar este artigo.

O Cavalheiro DE SOUSA COUTINHO.

ARTIGO II ADDICIONAL.

Tratados considerados como suspensos.

Fica plenamente entendido e ajustado, que desde o momento em que os portos de Portugal forem fechados á bandeira ingleza, e por todo o tempo que assim continuem, os tratados existentes entre a Gran-Bretanha e Portugal devem considerar-se como suspensos, pois que concedem á bandeira portugueza privilegios e isenções de que as outras nações neutraes não gosam, e que, segundo o direito das gentes, não pertencem ao estado de simples neutralidade.

Este artigo addicional terá a mesma força e valor como se fôra inserto palavra por palavra na convenção assignada hoje, e será ratificado no mesmo tempo.

Em fé do que, nos abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude de nossos plenos poderes respecti-

1807. vos, assignámos o presente artigo addicional, e lhe pozemos o sinete de nossas armas.

Feito em Londres, a 22 de outubro de 1807.

O Cavalheiro DE SOUSA COUTINHO. (L. S.)

George CANNING. (L. S.)

Assigno *sub spe rati*, declarando que não tenho instrucções a tal respeito, e comtanto que o effeito d'esta suspensão não seja retroactivo, e não causo a perda das propriedades portuguezas confiadas á fé dos tratados existentes.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y FRANCIA.

Convenio entre Su Majestad Católica el señor rey don Cárlos IV y Napoleon, emperador de los Franceses, en virtud del cual cede el primero en favor del segundo la corona de los dominios españoles; concluido y firmado en Bayona el 5 de mayo de 1808. 1808.

Firmado el 5 de mayo.

Cárlos IV, rey de las Españas y de las Indias, y Napoleon, emperador de los Franceses, rey de Italia y protector de la Confederacion del Rhin, animados de igual deseo de poner un pronto término á la anarquía á que está entregada la España, y libertar esta nacion valerosa de las agitaciones de las facciones, queriendo asímismo evitarle todas las convulsiones de la guerra civil y extranjera, y colocarla sin sacudimientos políticos en la única situacion que atendida la circunstancia extraordinaria en que se halla puede mantener su integridad, afianzarle sus colonias y ponerla en estado de reunir todos sus recursos con los de la Francia, á efecto de alcanzar la paz marítima, han resuelto unir todos sus esfuerzos y arreglar en un convenio privado tamaños intereses.

Consideraciones para la cesion.

Plenipotenciarios.

Con este objeto han nombrado, á saber: Su Majestad el rey

1808. de las Españas y de las Indias á Su Alteza Serenísima *don Manuel de Godoy*, príncipe de la Paz, conde de Évora-Monte; y Su Majestad el emperador de los Franceses, rey de Italia y protector de la Confederacion del Rhin, al señor general de division *Duroc*, gran mariscal de palacio. Los cuales, despues de canjeados sus plenos poderes, se han convenido en lo que sigue:

Condiciones de la cesion.

ART. 1°. — Su Majestad el rey Cárlos, que no ha tenido en toda su vida otra mira que la felicidad de sus vasallos, constante en la idea de que todos los actos de un soberano deben únicamente dirigirse á este fin; no pudiendo las circunstancias actuales ser sino un manantial de disensiones tanto mas funestas cuanto las desavenencias han dividido su propia familia; ha resuelto ceder, como cede por el presente, todos sus derechos al trono de las Españas y de las Indias á Su Majestad el emperador Napoleon, como el único que, en el estado á que han llegado las cosas, puede restablecer el órden, entendiéndose que dicha cesion solo ha de tener efecto para hacer gozar á sus vasallos de las condiciones siguientes: 1ª la integridad del reino será mantenida; el príncipe que el emperador Napoleon juzgue deber colocar en el trono de España será independiente, y los límites de la España no sufrirán alteracion alguna; 2ª la religion católica, apostólica, romana será la única en España. No se tolerará en su territorio religion alguna reformada, y mucho ménos infiel, segun el uso establecido actualmente.

Restitucion de propiedades.

ART. 2°. — Cualesquiera actos contra nuestros fieles súbditos, desde la revolucion de Aranjuez, son nulos y de ningun valor, y sus propiedades les serán restituidas.

Asilo al rey Cárlos.

ART. 3°. — Su Majestad el rey Cárlos habiendo así asegurado la prosperidad, la integridad y la independencia de sus vasallos, Su Majestad el emperador se obliga á dar un asilo en sus Estados al rey Cárlos, á su familia, al príncipe de la Paz, como tambien á los servidores suyos que quieran seguirles, los cuales gozarán en Francia de un rango equivalente al que tenian en España.

ART. 4°. — El palacio imperial de Compiègne con los cotos

y bosques de su dependencia quedan á la disposicion del rey Cárlos miéntras viviere. 1808.

En el palacio de Compiègne.

Art. 5°. — Su Majestad el emperador da y afianza á Su Majestad el rey Cárlos una lista civil de treinta millones de reales, que Su Majestad el emperador Napoleon le hará pagar directamente todos los meses por el tesoro de la corona. Á la muerte del rey Cárlos, dos millones de renta formarán la viudedad de la reina.

Lista civil de 30,000,000 reales vellon.

Art. 6°. — El emperador Napoleon se obliga á conceder á todos los infantes de España una renta anual de cuatrocientos mil francos, para gozar de ella perpétuamente, así ellos como sus descendientes, y en caso de extinguirse una rama, recaerá dicha renta en la existente, á quien corresponda segun las leyes civiles.

Renta para los infantes de España.

Art. 7°. — Su Majestad el emperador hará con el futuro rey de España el convenio que tenga por acertado para el pago de la lista civil y rentas comprendidas en los artículos antecedentes; pero Su Majestad el rey Cárlos no se entenderá directamente para este objeto sino con el tesoro de Francia.

Convenio sobre pago.

Art. 8°. — Su Majestad el emperador Napoleon da en cambio á Su Majestad el rey Cárlos el sitio de Chambord, con los cotos, bosques y haciendas de que se compone, para gozar de él en toda propiedad, y disponer de él como le parezca.

El sitio de Chambord.

Art. 9°. — En consecuencia, Su Majestad el rey Cárlos renuncia en favor de Su Majestad el emperador Napoleon todos los bienes alodiales y particulares no pertenecientes á la corona de España, de su propiedad privada en aquel reino.

Renuncia del rey Cárlos.

Los infantes de España seguirán gozando de las rentas de las encomiendas que tuvieren en España.

Art. 10°. — El presente convenio será ratificado, y las ratificaciones se canjearán dentro de ocho dias, ó lo mas pronto posible.

Fecho en Bayona, á 5 de mayo de 1808.

El príncipe de la Paz. Duroc.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y FRANCIA.

1808. *Tratado entre Su Alteza Real el príncipe de Astúrias don Fernando de Borbon, y Napoleon, emperador de los Franceses, adhiriendo el primero á la renuncia hecha por su padre el señor don Cárlos IV, y renunciando él mismo los derechos que le competian á la corona de España; concluido y firmado á* 10 *de mayo de* 1808.

Firmado el 10 de mayo.

Su Majestad el emperador de los Franceses, rey de Italia y protector de la Confederacion del Rhin, y Su Alteza Real el príncipe de Astúrias, teniendo varios puntos que arreglar, han nombrado por sus plenipotenciarios, á saber: Su Majestad el emperador al señor general de division *Duroc*, gran mariscal de palacio, y Su Alteza el príncipe á *don Juan Escoiquiz*, consejero de Estado de Su Majestad Católica, caballero gran cruz de Cárlos III. Los cuales, despues de canjeados sus plenos poderes, se han convenido en los artículos siguientes:

Plenipotenciarios.

Adhesion y renuncia del príncipe de Asturias.

ART. 1°. — Su Alteza Real el príncipe de Astúrias adhiere á la cesion hecha por el rey Cárlos de sus derechos al trono de España y de las Indias en favor de Su Majestad el emperador de los Franceses, rey de Italia y protector de la Confederacion

del Rhin, y renuncia en cuanto sea menester á los derechos que tiene como príncipe de Astúrias á dicha corona. 1808.

ART. 2°. — Su Majestad el emperador concede en Francia á Su Alteza el príncipe de Astúrias el título de *Alteza Real* con todos los honores y prerogativas de que gozan los príncipes de su rango. Los descendientes de Su Alteza Real el príncipe de Astúrias conservarán el título de *príncipe* y el de *Alteza Serenísima* y tendrán siempre en Francia el mismo rango que los príncipes dignatarios del imperio. Títulos.

ART. 3°. — Su Majestad el emperador cede y otorga por las presentes en toda propiedad á Su Alteza Real y sus descendientes los palacios, cotos, haciendas de Navarra y bosques de su dependencia hasta la concurrencia de cincuenta mil *arpents* libres de toda hipoteca, para gozar de ellos en plena propiedad desde la fecha del presente tratado. Cesion del emperador.

ART. 4°. — Dicha propiedad pasará á los hijos y herederos de Su Alteza Real el príncipe de Astúrias; en defecto de estos á los del infante don Cárlos, y así progresivamente hasta extinguirse la rama. Se expedirán letras patentes y privadas del monarca al heredero en quien dicha propiedad viniese á recaer. Propiedad hereditaria.

ART. 5°. — Su Majestad el emperador concede á Su Alteza Real cuatrocientos mil francos de renta sobre el tesoro de Francia, pagados por dozavas partes mensualmente, para gozar de ella y transmitirla á sus herederos en la misma forma que las propiedades expresadas en el artículo 4°. Renta para el príncipe, trasmisible.

ART. 6°. — Á mas de lo estipulado en los artículos antecedentes, Su Majestad el emperador concede á Su Alteza el príncipe una renta de seiscientos mil francos, igualmente sobre el tesoro de Francia, para gozar de ella miéntras viviere. La mitad de dicha renta formará la viudedad de la princesa su esposa, si le sobreviviere. Renta vitalicia.

ART. 7°. — Su Majestad el emperador concede y afianza á los infantes don Antonio, don Cárlos y don Francisco: 1° el título de *Alteza Real* con todos los honores y prerogativas de que gozan los príncipes de su rango; sus descendientes conservarán el tí- Títulos y fianzas.

1808. tulo de príncipes y el de *Alteza Serenísima*, y tendrán siempre en Francia el mismo rango que los príncipes dignatarios del imperio; 2° el goce de las rentas de todas sus encomiendas en España, miéntras vivieren; 3° una renta de cuatrocientos mil francos, para gozar de ella y transmitirla á sus herederos perpétuamente, entendiendo Su Majestad Imperial que si dichos infantes muriesen sin dejar herederos, dichas rentas pertenecerán al príncipe de Astúrias, ó á sus descendientes ó herederos: todo esto bajo la condicion de que Sus Altezas Reales adhieran al presente tratado.

Art. 8°. — El presente tratado será ratificado, y se canjearán las ratificaciones dentro de ocho dias, ó ántes si se pudiere.

Bayona, 10 de mayo de 1808.

Duroc. Escoiquiz.

Este y el anterior tratado se han copiado literalmente del apéndice al tomo I de la *Historia del levantamiento, guerra y revolucion de España* por el conde de Toreno. Por mas diligencias que se han hecho, no fué posible hallar nada concerniente á dichos tratados en el archivo de la secretaría del despacho de Estado: pero la traduccion del conde de Toreno está muy conforme al texto frances de ellos, que se inserta en la pág. 163 y sig. del tom. IX de la *Historia de los tratados de F. Schoell.*

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y FRANCIA.

Tratado concluido entre José Napoleon como rey de España, y su hermano el emperador, en virtud del cual este cede á aquel los reinos de España y de las Indias, estipulando las dotaciones con que se habia de contribuir á los individuos de la familia real de los Borbones, y á la emperatriz Josefina, con otros pactos de alianza y de comercio; se firmaron en Bayona el 5 *de julio de* 1808. 1808.

Napoleon, por la gracia de Dios y de la constitucion, emperador de los Franceses, rey de Italia, protector de la Confederacion del Rhin, habiendo visto y examinado el tratado concluido, ajustado y firmado en Bayona á 5 de julio de 1808 por *Mr. Champagny*, nuestro ministro de relaciones exteriores, gran cordon de la Legion de honor, etc., en virtud de los plenos poderes que nos le habíamos al efectó dado, con el *marques de Gallo*, ministro de negocios extranjeros de Su Majestad el rey de Nápoles y de Sicilia, caballero del órden del Toison de Oro, etc., igualmente provisto de plenos poderes; cuyo tratado es del tenor siguiente :

Firmado el 5 de julio, y canjeadas las ratificaciones el 8.

Su Majestad el emperador de los Franceses, rey de Italia, protector de la Confederacion del Rhin, queriendo dar á su au-

1808. gusto hermano Su Majestad José Napoleon, rey de Nápoles y de Sicilia, príncipe frances y gran elector del imperio, una nueva prueba de su confianza y cariño fraternal, y debiendo entenderse con él sobre arreglos de que dependen la tranquilidad y prosperidad del mediodía de la Europa, no ménos que el interes de la Francia, Sus Majestades han nombrado por sus respectivos plenipotenciarios, á saber :

Plenipotenciarios. Su Majestad el emperador de los Franceses, rey de Italia, protector de la Confederacion del Rhin, á Su Excelencia *Mr. Nompere de Champagny*, gran cordon de la Legion de honor, comendador de la órden de la Corona de hierro, gran cruz de la órden de San José de Wurtzbourg y de Fidelidad de Báden, su ministro de relaciones exteriores.

Y Su Majestad el rey de Nápoles y de Sicilia, *á Su Excelencia Mr. Martin Martrilli, marques de Gallo*, de los duques de Marigliano, individuo de su consejo de Estado y su ministro de negocios extranjeros, caballero de la órden del Toison de Oro, gran dignatario de la órden de las Dos Sicilias y de la Corona de hierro.

Los cuales, despues de haberse comunicado sus plenos poderes, han convenido en los artículos siguientes :

Cesion á José Napoleon. ART. 1°. — Su Majestad el emperador de los Franceses cede á Su Majestad el rey de Nápoles y de Sicilia los derechos á la corona de España y de las Indias que adquirió por la cesion que de ellos le hizo el rey Cárlos IV, y á la que adhirieron el príncipe de Astúrias y los príncipes infantes de España.

Su Majestad el rey José Napoleon gozará de ella perpétuamente, él y sus sucesores masculinos por via de primogenitura, y con exclusion perpétua de las hembras y su descendencia, conforme á las constituciones de España que en lo sucesivo se determinarán.

Órden de sucesion en el trono. ART. 2°. — En defecto de descendencia masculina natural y legítima de Su Majestad el rey José Napoleon, volverá la corona de España y de las Indias á Su Majestad el emperador y á sus herederos y descendientes masculinos naturales y legítimos, ó adoptivos.

Á falta de descendientes masculinos, naturales y legítimos, ó adoptivos de Su Majestad el emperador, pertenecerá la corona de España y de las Indias á los descendientes masculinos, naturales y legítimos del príncipe Luis Napoleon, rey de Holanda. 1808.

Á falta de la descendencia masculina, natural y legítima de Su Majestad el rey de Holanda, la corona de España y de las Indias pertenecerá á los descendientes masculinos naturales y legítimos del príncipe Jerónimo Napoleon, rey de Westphalia.

Y á falta de estos al que haya sido designado en el testamento del último rey, ya sea entre sus mas próximos parientes, ya entre los mas dignos de gobernar la España.

Caso de incompatibilidad.

Art. 3°. — La corona de España y de las Indias no podrá reunirse nunca á otra corona en una misma cabeza.

José Napoleon sucede en ciertas obligaciones.

Art. 4°. — Su Majestad el rey José Napoleon, luego que llegue á ser rey de España, se obliga á cumplir todas las cargas y condiciones impuestas á Su Majestad el emperador por el tratado del 5 de mayo de 1808 concluido con el rey Cárlos IV, y por el tratado del 10 de mayo concluido con el príncipe de Astúrias, al cual han adherido los otros príncipes infantes de España, salvo las que por su naturaleza deben tener la ejecucion en Francia.

En consecuencia, Su Majestad José Napoleon deberá entregar por duodécimas partes mensualmente en el tesoro público de Francia, contando desde el 1° del último mayo, las cantidades anuales que á continuacion se expresan, á saber :

Siete millones y medio de francos para pagar al rey Cárlos IV.

Un millon de francos para pagar á D. Fernando María Francisco de Paula, príncipe de Astúrias.

Cuatrocientos mil francos para pagar al infante D. Cárlos María Isidro.

Cuatrocientos mil francos al infante D. Francisco de Paula Antonio María.

Cuatrocientos mil francos al infante hermano de Cárlos IV, D. Antonio Pascual Francisco Juan Nepomuceno Ramon Silvestre.

Art. 5°. — Á la muerte del rey Cárlos IV, la renta de siete

1808.

Renta á título de viudedad.

millones y medio de francos se extinguirá en favor del tesoro de España; pero se pagará entónces por dicho tesoro, á título de viudedad, una renta anual vitalicia de dos millones de francos á la reina Luisa María Teresa, si sobrevive á su esposo, cuya renta se extinguirá igualmente en favor del tesoro de España á la muerte de dicha princesa.

Renta alimenticia de D Fernando.

ART. 6°. — Del millon señalado á D. Fernando, príncipe de Astúrias, pertenecerán cuatrocientos mil francos á sus descendientes; y llegando á faltar la descendencia directa de este príncipe, esta renta alimenticia pasará al infante D. Cárlos, á sus hijos y herederos, y en defecto al infante D. Francisco y á sus descendientes y herederos.

Los otros seiscientos mil francos forman una renta vitalicia que se extinguirá á la muerte del príncipe Fernando en beneficio del tesoro de España, salvo la mitad de dicha renta, que será reversible á la princesa su esposa, si le sobrevive, y se le pagará hasta su muerte.

Las rentas de cuatrocientos mil francos, hechas á los infantes D. Cárlos, D. Francisco y D. Antonio, se les pagarán perpétuamente á ellos, sus descendientes y herederos; y en el caso de extinguirse su posteridad serán reversibles al príncipe D. Fernando, á sus herederos y descendientes; y en el caso de fallecer este príncipe y extincion de su descendencia, se extinguirán dichas rentas en favor del tesoro de España.

Bienes alodiales.

ART. 7°. — Su Majestad el emperador cede á Su Majestad José Napoleon los bienes alodiales pertenecientes al rey Cárlos, de que este ha hecho abandono á Su Majestad el emperador por el artículo 10 del tratado de 5 de mayo.

Tasacion de propiedades cedidas.

ART. 8°. — Habiendo cedido Su Majestad el emperador al rey Cárlos IV el palacio y tierra de Chambord, y al príncipe de Astúrias el palacio, tierras y bosques de Navarra, se hará tasacion del valor de estas propiedades, de las cuales Su Majestad el rey José se obliga á reembolsar dicho valor á Su Majestad el emperador, y á pagar hasta la época del reembolso un interes igual á la renta de estas tierras, tal que la haya dado á conocer la tasacion.

1808.

Aceptacion de José Napoleon.

ART. 9°. — Su Majestad el rey José Napoleon acepta las cesiones que en su favor ha hecho su augusto hermano bajo las expresadas condiciones, y cede á su vez á Su Majestad el emperador de los Franceses sus derechos á la corona de Nápoles y de Sicilia, para gozar ó disponer de ella del modo que convenga á Su Majestad el emperador.

Constitucion de Nápoles y Sicilia.

ART. 10°. — Su Majestad el emperador garantiza la ejecucion y subsistencia de la constitucion que ha decretado de concierto con Su Majestad el rey José para el reino de Nápoles y de Sicilia.

Liga ofensiva y defensiva.

ART. 11°. — Habrá perpétuamente liga ofensiva por mar y tierra entre Su Majestad el emperador y Su Majestad José Napoleon, rey de España y de las Indias, y entre sus respectivos sucesores.

Contingente recíproco en caso de guerra continental.

ART. 12°. — El contingente de ambas potencias en caso de guerra continental, sea en África ó en Europa, se arreglará del siguiente modo:

La Francia dará cincuenta mil hombres de infantería y diez mil de caballería, presentes con armas desde el momento que pasen la frontera, y un tren de artillería proporcionado á este ejército.

La España dará veinte y cuatro mil hombres de infantería y seis mil de caballería, presentes en el momento que pasen la frontera, y un tren de artillería de cincuenta piezas con atalajes y surtido conveniente y un número proporcionado de artilleros, minadores y zapadores. El sueldo y equipo de las tropas que formen dichos contingentes será de cuenta de la potencia que las presente.

En casos urgentes, las dos altas partes contratantes se prometen mútuamente á las mismas condiciones, cada una por la causa de la otra, el número de tropas que las circunstancias hicieren necesarias y en general todo el apoyo que puedan darse.

Reunion de fuerzas, en caso de guerra marítima.

ART. 13°. — En caso de una guerra marítima se reunirán las fuerzas de ambas potencias para proteger y defender recíprocamente sus Estados, colonias y respectivos establecimientos en las cuatro partes del mundo.

1808. En dicho caso dará la Francia ochenta navíos de línea de dos y tres puentes, y un número proporcionado de fragatas y otros buques de guerra de menor tamaño.

Y la España contribuirá con cincuenta navíos de línea de dos y tres puentes, y un número proporcionado de fragatas y otros buques menores de guerra.

Puerto de Pasájes. ART. 14°. — Su Majestad el rey de España se obliga á tener el puerto de Pasájes en estado de servir de puerto de carena, de armamento y arribada para los buques, tanto franceses como españoles, á ahondar al efecto la dársena interior de dicho puerto, y á hacer los demas trabajos que sean necesarios para este objeto.

Sistema de aduanas. ART. 15°. — Las dos partes contratantes estipularán entre sí un sistema de aduanas fijo y moderado, ventajoso al comercio de ambos países. Los súbditos de las dos potencias serán tratados recíprocamente en los Estados de una y otra como la nacion mas favorecida, y se asegurará la preferencia así en España como en Francia á las respectivas mercancías de las dos naciones sobre las demas mercancías extranjeras de la misma clase.

ART. 16°. — El presente tratado permanecerá secreto hasta tanto que se convengan las dos altas partes contratantes en darle publicidad. Se ratificarán y canjearán las ratificaciones en Bayona, en el término de ocho dias.

Hecho en Bayona, á 5 de julio de 1808.

J. B. NOMPERE DE CHAMPAGNY. El MARQUES DE GALLO.

ARTÍCULO SEPARADO.

Compensacion que da José Napoleon. Su Majestad José Napoleon, rey de España y de las Indias, se obliga á entregar por duodécimas partes mensualmente en el tesoro público de Francia la cantidad anual de cuatrocientos mil francos que se darán á la reina María Luisa Josefina y á sus descendientes en compensacion de todos sus derechos y pretensiones cualquiera.

Al fallecimiento de dicha princesa y extincion de su descendencia, cesará dicha renta de cuatrocientos mil francos en favor del tesoro de España. 1808.

El presente artículo separado se considerará parte del tratado concluido y firmado por nosotros en este dia, y se publicará al mismo tiempo.

Hecho en Bayona, á 5 de julio de 1808.

J. B. NOMPERE DE CHAMPAGNY. El MARQUES DE GALLO.

Hemos aprobado y aprobamos el anterior tratado en el todo y cada uno de los artículos que en él se contienen, declaramos que es aceptado, ratificado y confirmado, y prometemos que se observará inviolablemente.

En fe de lo cual hemos dado las presentes, firmadas de nuestra mano, refrendadas y selladas con nuestro sello imperial.

En Bayona, julio de 1808.

NAPOLEON.

El ministro de relaciones exteriores, CHAMPAGNY.

Por el emperador : El ministro secretario de Estado,

HUGUES B. MARET.

ARTÍCULO SECRETO.

Napoleon, por la gracia de Dios y la constitucion, emperador de los Franceses, rey de Italia, protector de la Confederacion del Rhin, habiendo visto y examinado el artículo secreto, concluido, ajustado y firmado en Bayona, á 5 de julio de 1808, por Mr. Champagny, nuestro ministro de relaciones exteriores, gran cordon de la Legion de honor, etc., en virtud de los plenos poderes que al efecto le hemos dado, con el marques de Gallo, ministro de negocios extranjeros de Su Majestad el rey de Nápoles y de Sicilia, caballero de la órden del Toison de Oro, etc.,

1808. igualmente provisto de plenos poderes, cuyo artículo secreto es del tenor siguiente :

ARTÍCULO SECRETO.

Introduccion de mercancías francesas en las Indias.

Su Majestad el emperador garantiza á España la integridad de las colonias que posee actualmente. En recompensa de esta obligacion, Su Majestad el rey de España se obliga á permitir á la paz general la introduccion en las colonias españolas de las dos Indias de una cantidad de géneros y mercancías francesas que se determinará en dicha época, las cuales se conducirán en buques franceses, que podrán salir de Burdeos ó de Marsella, y estarán autorizados á convertir el producto de los géneros y mercancías que introdujeren en productos y géneros de dichas colonias para transportarlos directamente á Francia. Estos buques y cargamentos no sufrirán otras cargas, ni pagarán otros derechos que los impuestos á los nacionales.

El presente artículo será ratificado, y se canjearán las ratificaciones al mismo tiempo que se canjeen las del tratado de esta fecha.

Hecho en Bayona, á 5 de julio de 1808.

J.-B. NOMPERE DE CHAMPAGNY.

El MARQUES DE GALLO.

Hemos aprobado y aprobamos el preinserto artículo secreto. Declaramos que le aceptamos, ratificamos y confirmamos y prometemos que se observará inviolablemente.

En fe de lo cual, hemos dado las presentes, firmadas de nuestra mano, refrendadas y selladas con nuestro sello imperial.

En Bayona, julio de 1808.

NAPOLEON.

El ministro de relaciones exteriores, CHAMPAGNY.

Por el emperador, el ministro secretario de Estado,
HUGUES B. MARET.

El 8 de julio se canjearon en Bayona las ratificaciones de este tratado y artículos separado y secreto. Las ratificaciones de Napoleon existen originales en la secretaría de Estado: con ellas está una real órden del ministro de gracia y justicia don Antonio Cano Manuel, remitiendo dichos instrumentos el 18 de marzo de 1813, que dice fueron restituidos entre ciertas alhajas y efectos sustraidos del real palacio en octubre del año anterior. 1808.

1809.

Confirmada está a convenção de jamais reconhecer como rei de Portugal senão herdeiros da real casa.

ART. 2. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica concordam em renovar e confirmar, e por este renovam e confirmam, a obrigação conteuda no sexto artigo da convenção assignada pelos seus respectivos plenipotenciarios em Londres, no dia vinte e dois de outubro de mil oitocentos e sete, o qual artigo aqui se junta palavra por palavra, e se deve considerar como formando parte do presente tratado, e que diz assim : « No caso de se transferir o assento da monarchia portugueza para o Brazil, Sua Magestade Britannica promete em seu propio nome, e no de seus herdeiros e successores, de jamais reconhecer como rei de Portugal qualquer principe ou pessoa que não seja o herdeiro e legitimo representante da real casa de Bragança; e Sua Magestade tambem se empenha a renovar e manter com a regencia (que Sua Alteza Real possa estabelecer em Portugal antes da sua partida para o Brazil) as relações de amizade, que ha tanto unem as corôas de Portugal e da Gran-Bretanha. » E as duas altas partes contratantes renovam tambem e confirmam os artigos addicionaes assignados em Londres no dia dezeseis de março de mil oitocentos e oito; e portanto estes artigos são considerados e declarados formar parte do presente tratado.

O tratado será illimitado.

ART. 3. — Accordou-se e estipulou-se pelas altas partes contratantes, que o presente tratado será illimitado no ponto da sua duração; que as obrigações e condicões expressas ou conteudas n'elle, serão perpetuas e immutaveis, e que não serão mudadas ou alteradas de qualquer modo, no caso que Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, seus herdeiros e successores venham ainda a restabelecer o assento da monarchia portugueza dentro dos dominios europeus da sua corôa.

Direito de juntamente examinar os artigos.

ART. 4. — Mas as duas altas partes contratantes se reservaram a ellas mesmas o direito de juntamente examinarem e reverem os differentes artigos d'este tratado, no fim do termo de cada quinze annos, contados no primeiro periodo da data da troca das ratificações do mesmo tratado, e de então proporem, discutirem e fazerem taes emendas ou addições, como os verda-

deiros interesses dos seus respectivos vassallos possam parecer requerê-lo. 1809.

Art. 5. — Haverá uma livre, inteira e reciproca liberdade de commercio e de navegação entre os respectivos vassallos das duas altas partes contratantes, e em todos e cada um dos territorios e dominios de ambas. Poderão negociar, viajar, demorar-se ou estabelecer-se elles mesmos em todos e cada um dos portos, cidades, villas; paizes, provincias ou logares, quaesquer que sejam, pertencentes a cada uma das altas partes contratantes, exceptuados aquelles de que fôrem geral e positivamente excluidos todos os estrangeiros, quaesquer que sejam; os nomes dos quaes logares poderão ser depois especificados em artigo separado d'este tratado. Comtudo ficará geralmente entendido, que qualquer logar pertencente a uma das altas partes contratantes, que possa ser depois franqueado ao commercio dos vassallos de qualquer outra nação, será por esse mesmo facto considerado como aberto e franqueado igualmente aos vassallos da outra alta parte contratante, no mesmo modo como se tivesse sido expressamente estipulado pelo presente tratado.

Liberdade de comercio e de navegação.

E Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica se ligam assim, e se obrigam ambos a não concederem qualquer favor, privilegio ou immunidade em materias de commercio e navegação aos vassallos de qualquer outro Estado, que não sejam ao mesmo tempo respectivamente concedidos aos vassallos das altas partes contratantes, gratuitamente, se a concessão a favor d'aquelle outro Estado fôr gratuita, ou dando *quam proxime* a mesma compensação ou equivalente, no caso que a concessão tiver sido condicional.

Art. 6. — Os vassallos dos dois soberanos não pagarão respectivamente nos portos, enseadas, bahias, cidades, villas ou logares pertencentes a cada um dos dois soberanos, quaesquer maiores direitos, tributos ou impostos (debaixo de quaesquer nomes que possam ser designados ou incluidos) do que aquelles que pagam ou pagarão os vassallos da nação mais favorecida. E os vassallos de cada uma das altas partes contratantes gosarão dentro dos dominios da outra os mesmos direitos, pri-

Direitos, privilegios, liberdades, isenções, da nação mais favorecida.

1809. vilegios, liberdades, favores, immunidades ou isenções em materias de commercio e navegação, que são concedidos, ou poderão depois sê-lo, aos vassallos da nação mais favorecida.

Direitos dos navios e embarcações.

ART. 7. — Sua Alteza Real o principe regente e Sua Magestade Britannica estipulam e concordam qne haverá uma perfeita reciprocidade no artigo de direitos e impostos que hajam de pagar os navios e embarcações das altas partes contratantes dentro dos differentes portos, enseadas, bahias e ancoradouros pertencentes a cada um dos dois soberanos; isto é, que os navios e embarcações dos vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal não pagarão maiores direitos ou impostos (debaixo de qualquer denominação que possam ser designados ou incluidos) dentro dos dominios de Sua Magestade Britannica, do que os navios e embarcações pertencentes aos vassallos de Sua Magestade Britannica fôrem obrigadas a pagar nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e vice versa. E esta convenção e estipulação se estenderá particular e expressamente ao pagamento dos direitos conhecidos pelo nome de direitos do porto, de tonelada e ancoragem, que em nenhum caso, e debaixo de qualquer pretexto, serão maiores para os navios e embarcações portuguezas nos dominios de Sua Magestade Britannica, do que para os navios e embarcações britannicas nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e vice versa.

Direitos do porto, de tonelada, etc.

Imposto sobre os generos e mercadorias.

ART. 8. — As duas altas partes contratantes tambem convieram que o mesmo valor de gratificações e *drawbacks* se estabelecerá nos seus respectivos portos, sobre a exportação dos generos e mercadorias, quer estes generos e mercadorias sejam exportados em navios e embarcações portuguezas, quer em navios e embarcações britannicas, isto é, que os navios e embarcações portuguezas gosarão do mesmo favor a este respeito dentro dos dominios de Sua Magestade Britannica, que se conceder aos navios e embarcações britannicas dentro dos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e vice versa. As duas altas partes contratantes convieram e accordaram que os generos e mercadorias, vindo respectivamente dos portos de

qualquer d'ellas, pagarão os mesmos direitos, seja importados em navios e embarcações portuguezas ou britannicas, ou de outro modo, que um augmento de direitos possa ser exigido e imposto sobre os generos e mercadorias que entrarem nos portos dos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal vindo dos dominios de Sua Magestade Britannica, em navios britannicos, equivalente e em exacta proporção com qualquer augmento de direitos, que possa ser imposto sobre generos e mercadorias que entrarem nos portos de Sua Magestade Britannica vindo dos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal importados em navios portuguezes. E para o fim de que este ponto fique estabelecido com a devida exacção, e que nada se deixe indeterminado a este respeito, accordou-se que cada governo respectivamente publicará tabuas ou quadros que especifiquem a differença dos direitos que hão de ser pagos pelos generos e mercadorias assim importadas em navios e embarcações portuguezas ou britannicas, e que as ditas tabuas (que se farão applicaveis a todos os portos, dentro dos respectivos dominios de cada uma das partes contratantes) serão declaradas e julgadas como formando parte d'este presente tratado. 1809.

Art. 9. — O mutuo commercio e navegação dos vassallos de Portugal e da Gran-Bretanha, respectivamente nos portos e mares da Asia, serão expressamente permittidos, ao mesmo grau que até aqui o tem sido pelas duas corôas. E o commercio e navegação, assim permittidos, serão depois regulados por agora e para sempre sobre o pé do commercio e navegação da nação mais favorecida, das que commerceiam nos portos e mares da Asia, isto é, que nenhuma das altas partes contratantes concederá qualquer favor ou privilegio em materias de commercio e navegação aos vassallos de qualquer outro Estado, que commerceie nos portos e mares da Asia, que não fique tambem concedido *quam proxime* nos mesmos termos aos vassallos da outra alta parte contratante.

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se empenha e obriga em seu proprio nome, e dos seus herdeiros e succes-

1809.

Obrigação a não fazer regimento prejudicial ao commercio.

sores, de não fazer qualquer regimento que possa ser perjudicial ou inconveniente ao commercio e navegação dos vassallos de Sua Magestade Britannica, dentro dos portos, mares e dominios que lhe ficam agora abertos em virtude do presente tratado. Sua Magestade Britannica se empenha e obriga em seu nome, e dos seus herdeiros e successores, a não fazer qualquer regimento que possa ser prejudicial ou inconveniente ao commercio e navegação dos vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, dentro dos portos e mares da Asia, na extensão até aqui permittida, ou que para o futuro se permittir á nação mais favorecida.

Dispôr das propriedades por venda, doação, testamento, etc., etc.

Art. 10. — As duas altas partes contratantes resolveram a respeito dos privilegios de que devem gosar os vasallos de ambas as potencias, dentro do territorio ou dominio de cada uma d'ellas, que se deve observar de uma e outra parte a mais perfeita reciprocidade. Os vasallos de cada uma das altas partes contratantes que residirem dentro do territorio ou dominios da outra, terão o livre e inquestionavel direito de comprar, possuir, occupar ou herdar terras, casas e propiedades de qualquer qualidade e denominação, e tambem de dispôr das mesmas por venda, doação, troca, testamento ou em qualquer outro modo que ser possa, sem que lhes seja posto a isso o menor impedimento ou obstaculo. Não serão compellidos a pagar quaesquer tributos ou imposições, debaixo de qualquer pretexto, maiores do que aquellas que pagam, ou poderão pagar, os vassallos naturaes do soberano em cujo dominio possam residir. Serão isentos de todo o serviço militar forçado, qualquer que seja, tanto por terra como por mar. Não serão perturbados ou inquietados na pacifica posse e occupação das suas casas e propriedade, seja propria, comprada ou alugada, por qualquer acto de poder arbitrario, ou por qualquer ordem ou determinação que se opponha á lei do paiz, e á liberdade e protecção que lhes seguram as leis existentes e o presente tratado. As suas casas de habitação, os seus armazens, e tudo o que d'elles fizer parte e lhes pertencer, seja para os fins da sua residencia ou do seu commercio, serão inviolaveis e respeitados; serão

isentos de todas as visitas domiciliarias vexatorias, e de todo o illegal exame ou inspecção dos seus livros, papeis e contas de commercio. Deve porém ficar entendido que nos casos de traição, commercio de contrabando e outros crimes, para cuja achada ha regras estabelecidas pelas leis do paiz, esta lei será executada, sendo mutuamente declarado, que accusações falsas e maliciosas não serão admittidas como pretextos ou desculpas para visitas domiciliarias, ou para o exame dos livros, papeis e contas commerciaes, as quaes visitas ou exames nunca terão logar, excepto debaixo de sancção do competente magistrado, ou na presença do consul da nação ao qual a parte accusada pertencer, ou na do seu deputado ou representante. 1809.

Art. 11. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se obriga e declara no seu proprio nome, e no dos seus herdeiros e successores, que o commercio dos vassallos britannicos com os seus dominios não será restricto, interrupto ou de outro modo affectado pela operação de qualquer monopolio, contrato ou privilegios exclusivos de venda ou compra, qualquer que seja, mas que terão livre e não restricta permissão para comprar e vender de toda ou a toda e qualquer pessoa, e de qualquer fórma ou modo que possa convir-lhe, sem serem obrigados a darem qualquer preferencia ou favor em consequencia dos ditos monopolios, contratos ou privilegios exclusivos de compra ou venda. E Sua Magestade Britannica se empenha e obriga a observar fielmente este principio, assim reconhecido e estabelecido pelas duas altas partes contratantes.

Mas deve ficar distinctamente entendido, que o presente artigo não será interpretado como invalidando ou affectando o direito exclusivo que possue a corôa de Portugal, dentro dos seus proprios dominios, aos contratos estabelecidos, quaes o da venda do marfim, do pau do Brazil, urzela, dos diamantes, do oiro em pó, da polvora e do tabaco manufacturado: ficando tambem entendido, que se os mencionados artigos, geral ou separadamente, vierem a ser artigos de commercio livre dentro dos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, os vasallos de Sua Magestade Britannica terão logo a permissão

Venda do marfim, pau do Brazil, urzela, diamantes.

1809. de traficarem n'elles tão livremente e no mesmo pé que os da nação mais favorecida.

Nomear consules geraes para o adiantamento do commercio.

Art. 12. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica accordaram e resolveram, que cada uma das altas partes contratantes terá o direito de nomear e determinar consules geraes, consules e vice-consules em todos aquelles portos dos dominios da outra alta parte contratante, onde são ou fôrem necessarios para o adiantamento do commercio, e para os interesses commerciaes dos vassallos negociantes de cada uma das duas corôas. Mas é expressamente estipulado, que os consules, de qualquer classe que possam ser, não serão reconhecidos ou recebidos, nem permittidos de obrar como taes, sem serem devidamente qualificados pelo seu proprio soberano, e approvados pelo outro soberano em cujo dominio devem ser empregados. Os consules de todas as classes, dentro dos dominios de cada uma das altas partes contratantes, serão postos respectivamente no pé de perfeita reciprocidade e igualdade. E sendo determinados sómente para o fim de facilitar e assistir nos negocios do commercio e navegação, hão de sómente ficar na posse dos privilegios, que pertencem ao seu logar, e que são reconhecidos e admittidos por todos os governos como necessarios para o devido cumprimento do seu officio e emprego. Devem em todos os casos ficar sujeitos ás leis do paiz em que possam residir, e devem gosar da plena e inteira protecção d'estas leis.

Jurisdicção dos juizes conservadores.

Art. 13. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, desejoso de proteger e facilitar o commercio dos vassallos da Gran Bretanha dentro do seus dominios, assim como as relações e communicações com os seus proprios vassallos, houve por bem conceder-lhes o privilegio de nomear e de têr magistrados especiaes, para obrar por elles como juizes conservadores, n'aquelles portos e cidades dos seus dominios, nos quaes houver magistrados ou tribunaes de justiça, ou podérem ser para o futuro estabelecidos. Estes juizes julgarão e decidirão todas as causas que fôrem levadas perante elles pelos vassallos britannicos, do mesmo modo que antes o faziam; e a sua auctoridade e sen-

tenças serão igualmente respeitadas, serão escolhidos pela pluralidade dos vassallos britannicos que residirem ou traficarem no porto ou logar onde for estabelecida a jurisdicção do juiz conservador, e a escolha assim feita será transmittida ao embaixador ou ministro de Sua Magestade Britannica residente na côrte de Portugal, para ser por elle levada á presença de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, para o fim de obtêr o consentimento e confirmação de Sua Alteza Real; e no caso de não a obtêr, as partes interessadas procederão a nova eleição, até que a real approvação possa conseguirse. A remoção do juiz conservador, no caso da falta de dever ou delicto, tambem deverá effectuar-se por um recurso a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, por meio do embaixador ou ministro britannico residente na côrte de Sua Alteza Real.

1809.

Recurso á S. A. R. o principe regente de Portugal.

Em compensação d'esta concessão a favor dos vassallos britannicos, Sua Magestade Britannica se obriga a fazer que se dê a mais stricta e escrupulosa observancia e obediencia ás leis que seguram e protegem as pessoas e propriedades portuguezas, que residem dentro dos seus dominios, e das quaes elles em commum com os outros estrangeiros gosam o beneficio, pela conhecida equidade da jurisprudencia britannica, e da singular excellencia da constituição britannica.

As leis protegem as pessoas e propriedades.

Art. 14. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica concordaram particularmente em conceder os mesmos favores, honras, inmunidades, privilegios e isenções de direitos e tributos aos seus respectivos embaixadores, ministros ou agentes accreditados nas suas respectivas côrtes. E todo o favor que um dos dois soberanos conceder n'este particular na sua propria côrte, o outro soberano se obriga a conceder similhantemente na sua côrte.

Isenções de tributos

Art. 15. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se obriga e declara no seu propio nome, e dos seus herdeiros e successores, que os vassallos de Sua Magestade Britannica, que residirem dentro dos seus territorios e dominios, não serão perturbados, inquietados, perseguidos ou afflictos por causa da sua religião, mas que terão perfeita liberdade de consciencia nos

Perfeita liberdade de consciencia.

1809. seus dominios, e licença para assitirem e celebrarem o serviço divino á honra do todopoderoso Deus, seja dentro das suas casas particulares, ou nas suas particulares igrejas e capellas, que Sua Alteza Real agora e para sempre graciosamente lhes concede a permissão de edificar e mantêr dentro de todos os seus dominios. Bem entendido comtudo que as ditas igrejas e capellas serão edificadas de maneira que externamente se assemelhem a casas particulares, e tambem que o uso dos sinos não lhes seja permittido para o fim de annunciar as horas do serviço divino. E demais, estipulou-se que os vassallos da Gran-Bretanha, nem quaesquer outros estrangeiros de differente communhão d'aquella da religião estabelecida nos dominios de Portugal, serão perseguidos ou inquietados por causa da sua consciencia, seja nas suas pessoas, seja nas suas propriedades, em todo o tempo que se conduzirem com ordem, decencia e moralidade, e de um modo conforme aos usos do paiz e do seu estabelecimento religioso e politico. Mas se fôr provado que elles pregam ou declamam publicamente contra a religião catholica, ou que trabalham por fazer proselytas ou conversões, as pessoas que fizerem esta offensa poderão, com a manifestação do seu delicto, serem mandadas saír do paiz onde tenham commettido tal offensa. E aquelles qne em publico se mostrarem com falta de respeito ou impropriamente quanto ás formalidades e ceremonias da religião catholica dominante, serão citados perante a policia civil, e poderão ser castigados ou com multa ou com detenção em suas proprias casas. E se a offensa fôr tão grave e tão enorme que perturbe a tranquillidade publica, ou ponha em perigo a segurança das instituições da igreja e do estado estabelecidas pela lei, as pessoas que tal offensa fizerem, com a devida prova do facto, serão mandadas saír dos dominios de Portugal. Fica tambem concedida a liberdade de enterrar os vassallos de Sua Magestade Britannica, que venham a morrer nos territorios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, em logares convenientes, que se destinarão para o mesmo fim. Nem os funeraes ou sepulturas dos mortos serão de qualquer modo ou por qualquer motivo perturbados.

Uso dos sinos não permittido.

Logares convenientes para enterrar os mortos.

Do mesmo modo os vassallos de Portugal gosarão dentro de todos os dominios de Sua Magestade Britannica de uma perfeita e illimitada liberdade de consciencia em todas as materias de religião, conformemente ao systema de universal tolerancia que ali se acha estabelecido. Poderão livremente praticar os exercicios da sua religião publica ou particularmente, dentro das suas casas particulares, ou em capellas e logares de culto destinados para o mesmo fim, sem que se lhes ponha o menor obstaculo, incommodo ou difficuldade qualquer que seja, ou agora ou para o futuro. 1809.

A inquisição não será estabelecida no Brazil.

Art. 16. — A inquisição ou tribunal do santo officio, não tendo sido até aqui estabelecido ou reconhecido no Brazil, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, guiado por uma illuminada e liberal politica, promette e se obriga em seu proprio nome, e dos seus herdeiros e successores, de jamais crear ou estabelecer este tribunal no Brazil; e em consecuencia d'isto estipulou-se que os privilegios exclusivos e isenções a favor dos vassallos britannicos, especificados no quinto artigo do tratado de mil seiscentos cincoenta e quatro, serão considerados como nullos e de nenhum effeito no Brazil.

Estabelecimento de paquetes.

Art. 17. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica declaram aqui que a convenção assignada pelos seus respectivos plenipotenciarios no Rio de Janeiro no dia quatorze de setembro de mil oitocentos e oito (1), sobre o estabelecimento dos paquetes entre os dominios de Portugal e da Gran-Bretanha, deve ser considerada como fazendo parte do presente tratado, e que os principios e estipulações da mesma serão applicaveis a todos os paquetes que existem ou possam para o futuro ser estabelecidos entre os seus respectivos dominios.

Pessoas culpadas de alta traição, falsidade, etc.

Art. 18. — Concordou-se e ajustou-se que as pessoas culpadas de alta traição, falsidade ou otros crimes de natureza odiosa dentro dos dominios de qualquer das altas partes con-

(1) Não temos a menor idéa de tal convenção, mas sim da que foi assignada no Rio de Janeiro a 19 de fevereiro de 1810. (*Castro.*)

1809. tratantes, não serão admittidos nem receberão protecção nos dominios da outra. Far-se-ha uma mutua convenção para a entrega dos desertores de ambas as potencias, e para a restituição das pessoas naturaes de cada paiz, e empregadas no serviço militar terrestre ou maritimo da outra, sem a permissão do seu proprio legitimo senhor e soberano; o cual arranjamento, quando estiver concluido, se considerará como fazendo parte do presente tratado.

Direitos de 15 °/. sobre todos os generos.

ART. 19. — Todos os generos, mercadorias e artigos, quaesquer que sejam, da producção, manufactura, industria ou invenção dos dominios e vassallos de Sua Magestade Britannica, serão admittidos em todos e cada um dos portos e dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, tanto na Europa como na America, Africa e Asia, pagando geral e unicamente os direitos de quinze por cento, conforme ao valor que lhes será posto por uma pauta, cuja principal base será a factura jurada do custo dos sobreditos generos e mercadorias, tomando tambem em consideração (tanto cuanto fôr justo e praticavel) os preços correntes dos mesmos no paiz onde fôrem importados.

Determinação de uma pauta.

A pauta ou avaliação será determinada e fixada por um igual numero de negociantes portuguezes e britannicos de conhecida inteireza e honra, com a assistencia, da parte dos negociantes portuguezes, do superintendente ou juiz da alfandega, ou dos seus respectivos deputados, e da parte dos negociantes britannicos, do consul geral ou consul de Sua Magestade Britannica, ou dos seus respectivos deputados. E a sobredita pauta ou avaliação será feita applicavel a todos os portos e dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal. Será concluida, e principiará a têr effeito, tanto que fôr possivel, depois da troca das ratificações do presente tratado, e com toda a certeza dentro do espaço de trez mezes, contados da data da sobredita troca.

Requisição para alterar as avaliações.

E será examinada e alterada, se fôr necessario, de certas em certas epochas, seja na sua totalidade ou em parte, todas as vezes que os vassallos de Sua Magestade Britannica, residentes nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal,

farão alguma requisição para este effeito pelo meio do consul geral ou consul de Sua Magestade Britannica, ou que os vassallos negociantes, que commerceiam de Portugal, farão a mesma requisição da sua parte. 1809.

Art. 20. — Mas no intervallo que existir entre a troca das ratificações do presente tratado e a promulgação da já citada pauta, se alguns generos e manufacturas dos dominios de Sua Magestade Britannica chegarem aos portos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, estipulou-se, que serão admittidos para o consummo, pagando os mencionados direitos de quinze por cento, conformemente ao valor que lhes fôr fixado pela pauta que existe actualmente, se fôrem generos e mercadorias comprehendidas e avaliadas na pauta; e se elles não fôrem comprehendidos ou avaliados n'esta pauta, então serão admittidos, pagando os mesmos direitos de quinze por cento *ad valorem*, confórme ás facturas dos ditos generos e mercadorias, que serão devidamente apresentadas e juradas pelas pessoas que as importarem. E no caso que houvesse alguma suspeita de fraude ou illicita pratica, as facturas serão examinadas, e o valor real dos generos e mercadorias estabelecido pela decisão de um igual numero de negociantes portuguezes e inglezes de conhecida inteireza e honra; e no caso de uma differença de opinião entre elles, seguida de uma igualdade de votos sobre o objecto, então nomearão similhantemente outro negociante de conhecida inteireza e honra, a quem o negocio se ha de finalmente remetter, e cuja decisão será terminante e sem appellação. E no caso que a factura parecer têr sido justa e correcta, os generos e mercadorias n'ella especificados serão admittidos, pagando os direitos acima mencionados, e as despezas (se houver algumas) do exame da factura serão embolsadas pela parte que duvidou da sua exactidão e correcção. Mas se a factura se achar ser fraudulenta e illicita, então os generos e mercadorias serão compradas pelos officiaes da alfandega por conta do governo portuguez, conformemente ao valor especificado na factura, com uma addição de dez por cento á somma que por elles pagarem os officiaes da alfandega: e as despezas

Direitos *ad valorem*.

Facturas fraudulentas.

Despezas de exame.

1809. (se houver algumas) do exame da fraudulenta factura serão pagas pela pessoa que apresentou a factura como licita e exacta.

Equivalente reducção dos direitos.

ART. 21. — Sua Magestade Britannica de sua parte e em seu nome, e no de seus successores e herdeiros, promette e se obriga a que todos os generos, mercadorias e artigos, quaesquer que sejam, da producção, manufactura, industria ou invenção dos dominios ou vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, sejam recebidos e admittidos em todos e cada um dos portos e dominios de Sua Magestade Britannica, pagando geral e unicamente os mesmos direitos, que serão pagos por similhantes artigos pelos vassallos da nação mais favorecida. E fica expressamente declarado, que se qualquer reducção dos direitos tiver effeito exclusivamente em favor de alguns generos e mercadorias portuguezas, importadas nos dominios de Sua Magestade Britannica, far-se-ha uma equivalente reducção em similhantes generos e mercadorias britannicas, importadas nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e vice versa; e que a reducção assim concedida não o será (excepto com os mesmos termos e com a mesma compensação) em favor de qualquer outra nação ou estado, qualquer que elle seja. Esta declaração deve ser considerada como reciproca da parte das altas partes contratantes.

Portos francos para artigos da creação e producção do Brazil.

ART. 22. — Mas como ha alguns artigos da creação e producção do Brazil, que não podem ser admittidos nos mercados e consummo interior dos dominios britannicos, taes como o assucar, o café e outros artigos similhantes ao producto das colonias britannicas, Sua Magestade Britannica, querendo favorecer e proteger, quanto é possivel, o commercio dos vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, consente e permitte que os ditos artigos, igualmente como quaesquer outros da creação e producção do Brazil, e de todos os outros dominios de Portugal, sejam recebidos e guardados em armazens em todos os portos dos seus dominios, que serão pela lei destinados a serem portos francos para estes artigos, para o fim de re-exportação, debaixo do devido regimento, isentos de maiores direitos, com os quaes houvessem de ser carregados se

fossem destinados para o consummo dentro dos dominios britannicos, e sujeitos sómente aos direitos reduzidos, e despezas para a re-exportação e guarda nos armazens. 1809.

Recepção e admissão de todos artigos, para re-exportação.

Art. 23. — Do mesmo modo Sua Alteza Real o principe regente de Portugal consente que todos os portos dos seus dominios, onde haja ou possa haver alfandegas, sejam portos francos para a recepção e admissão de todos os artigos, quaesquer que sejam, producto ou manufacturas dos dominios britannicos, não destinados para o consummo do logar em que possam ser recebidos ou admittidos, mas para a re-exportação tanto para outros portos dos dominios de Portugal, como para aquelles dos outros Estados. E os artigos assim recebidos e admittidos, sujeitos aos devidos regimentos, serão isentos de maiores direitos com os quaes houveram de ser carregados se fossem destinados para o consummo do logar em que possam ser desembarcados ou depositados em armazens, e obrigados sómente a pagar os mesmos reduzidos direitos de re-exportação, e ás mesmas despezas como hajam de ser pagos pelos artigos da producção do Brazil, recebidos e postos em armazens para a re-exportação nos portos dos dominios de Sua Magestade Britannica.

Direitos pezados e até prohibitivos sobre o assucar e café.

Art. 24. — Não obstante o geral privilegio de admissão concedido no artigo 20° do presente tratado por Sua Alteza Real o principe regente de Portugal a favor de todos os generos e mercadorias que são producção e manufactura dos dominios Britannicos, Sua Alteza Real reserva a si mesmo a faculdade e poder de impôr pezados e até prohibitivos direitos sobre todos os artigos conhecidos pelo nome de generos britannicos das Indias Orientaes, e producções das Indias Occidentaes, como o assucar e café, os quaes não poderão ser admittidos para o consummo nos dominios portuguezes, em rasão do mesmo principio de policia colonial que previne a livre admissão nos dominios britannicos dos correspondentes artigos da producção do Brazil. Deve comtudo ficar distinctamente entendido, que todos os artigos que são producção e manufacturas dos dominios britannicos nas Indias Orientaes e Occidentaes, podem ser recebidos e depositados em armazens, para a re-exportação, nos

1809. portos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, nos mesmos termos e pagando os mesmos reduzidos direitos e despezas, que estão mencionadas no precedente artigo do presente tratado.

Collecção dos direitos de transito.

ART. 25. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, para o fim de facilitar e animar o legitimo commercio, não sómente dos vassallos da Gran-Bretanha, mas tambem dos de Portugal com outros Estados adjacentes nos seus proprios dominios, e tambem com as vistas de augmentar e segurar aquella parte da sua propria renda, que se deriva da collecção dos direitos de transito sobre o commercio, houve por bem declarar que o porto de Santa Catharina seria porto franco, conformemente aos termos mencionados no artigo 23° do presente tratado.

Porto franco de Santa Catharina.

Porto de Goa declarado franco.

ART. 26. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal desejoso de estabelecer o systema de commercio annunciado pelo presente tratado sobre a mais extensa base, houve por bem aproveitar a opportunidade, que elle lhe offerece, para publicar a determinação, que antes havia abraçado no seu real entendimento, de declarar Goa porto franco, e de permittir ali a livre tolerancia de todas as seitas religiosas, tanto na cidade como nas suas dependencias.

Commercio permittido com as possessões portuguezas.

ART. 27. — Todo o commercio com as possessões portuguezas situadas sobre a costa oriental do continente de Africa (em artigos não incluidos nos contratos exclusivos, possuidos pela corôa de Portugal) que possa têr antes sido concedido aos vassallos da Gran-Bretanha, lhes é confirmado e segurado agora e para sempre, no mesmo modo que o commercio que tem até aqui sido permittido aos vassallos portuguezes nos portos e mares da Asia, lhes é confirmado e segurado em virtude do nono artigo do presente tratado.

Injustiça do commercio dos escravos

ART. 28. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, estando plenamente convencido da injustiça e má politica do commercio dos escravos, e dos grandes detrimentos e inconvenientes que nascem de introduzir e continuamente renovar uma estranha e facticia população, para o fim de obtèr trabalho

e industria dentro das suas possessões do sul da America, tem resolvido de cooperar com Sua Magestade Britannica na causa da humanidade e da justiça, adoptando os mais efficazes meios de conseguir uma gradual abolição do commercio dos escravos em toda a extensão dos seus dominios, e guiado por este principio Sua Alteza Real o principe regente se obriga a que aos seus vassallos lhes não será permittido continuar o commercio dos escravos em qualquer parte da costa d'Africa que não pertença actualmente aos dominios de Sua Alteza Real, nos quaes este trafico ha já sido descontinuado e abandonado pelas potencias e Estados da Europa que antes ali negociaram; reservando comtudo aos seus proprios vassallos o direito de comprar e negociar em escravos dentro dos dominios de Africa da corôa de Portugal. Comtudo deve ficar distinctamente entendido que as estipulações do presente artigo não devem ser consideradas como invalidando ou de outro modo affectando os direitos da corôa de Portugal aos territorios de Cabinda e Molembo, direitos que antes questionou o governo de França; nem como limitando ou restringindo o commercio de Ajudá e outros portos na Africa, situados na costa commummente chamada na lingua portugueza Costa da Mina, e que pertencem, ou em que tem pretenções a corôa de Portugal. Sua Alteza Real o principe regente tem resolvido de não resignar nem deixar perder as suas legitimas pretenções aos mesmos, nem o direito dos seus vassallos a negociar com estes logares.

1809.

Legitimas pretenções não resignadas.

Art. 29. — Sua Magestade Britannica promette empregar os seus bons officios e interposição para com a Porta Ottomana logo que for possivel, e as regencias de Argel, Tripoli e Tunis, e em geral para com todos os Estados da costa de Barbaria, a fim de que Sua Alteza Real o principe regente de Portugal venha a concluir uma paz justa e duradoura con aquellas potencias, e de que o commercio e navegação dos vassallos de Sua Alteza Real não sejam por mas tempo interrompidos, nem corram risco pelos actos hostis feitos por aquelles principes e potencias ou por seus vassallos.

Interposição com a Porta Ottomana, e as regencias de Argel, etc.

Art. 30. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal,

1809.

Privilegios de cortar madeira nas florestas e matas do Brazil.

conservando grata lembrança do serviço e socorro que a sua corôa e familia têem recebido da marinha real de Inglaterra, e estando na persuasão de que pelos esforços poderosos d'aquella marina, em apoio dos direitos e independencia da Europa, é que até aqui se tem opposto a barreira mais efficaz á ambição e injustiça de outros Estados; e desejando dar uma prova de confiança e amizade perfeita ao seu verdadeiro e antigo alliado, o rei dos reinos unidos da Gran-Bretanha e Irlanda, é servido conceder a Sua Magestade Britannica o privilegio de fazer comprar e cortar madeira para a construcção de navios de guerra nas florestas, bosques e matas do Brazil, e permissão de fazer construir navios de guerra dentro dos portos e bahias d'aquelle imperio, dando-se porém previamente e de cada vez parte d'isso, e recorrendo (por formalidade) á côrte de Portugal; e se declara e promette expressamente que estes privilegios não serão concedidos a outra nação ou Estado qualquer.

A esquadra de soccorro e ajuda deverá receber carne fresca, vegetaes, etc.

Art. 31. — Estipula-se e ajusta-se pelo presente tratado que se uma escuadra ou muitos navios de guerra houverem de ser mandados em qualquer tempo por uma ou outra das altas partes contratantes para socorro e ajuda de uma d'ellas, a que receber o socorro e ajuda deverá supprir á sua propria custa e cargo a dita esquadra ou navios de guerra (emquanto fôrem effectivamente empregados em seu beneficio, protecção ou serviço) com carne fresca, vegetaes e lenha, na mesma proporção em que a parte que presta o socorro e ajuda costuma fornecer seus proprios navios de guerra; e se declara que este ajuste é obrigatorio reciprocamente a cada uma das altas partes contratantes.

Importação e exportação de generos, vinhos, pannos de lã e linho.

Art. 32. — As altas partes contratantes estipulam que os antigos tratados existentes entre Portugal e a Gran-Bretanha, se não devem considerar invalidados pelo presente tratado, mas que se confirmam e renovam todas as immunidades, privilegios, favores e isenções de que os vassallos das duas corôas gosam respectivamente em virtude dos mencionados tratados, quer digam respeito á reciproca importação e exportação de generos, taes como vinhos, pannos de lã e linho e outras mer-

cancias até aqui admittidas mutuamente, quer aos direitos e privilegios respectivos dos vassallos de cada uma das altas partes contratantes residentes dentro dos dominios da outra, excepto nos casos em que no presente tratado se estipula uma clausula contraria. 1809.

Renuncia ao direito de crear feitorias nos dominios de Portugal.

ART. 33. — Porém em ordem a dar devido effeito áquelle systema de perfeita reciprocidade, que as duas altas partes contratantes desejam estabelecer por base de suas mutuas relações, Sua Magestade Britannica consente em abrir mão do direito de crear feitorias de negociantes britannicos nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal; com tanto porém que esta condescendencia com os desejos de Sua Alteza Real o principe regente não prive os vassallos de Sua Magestade Britannica, residentes nos dominios de Portugal, do pleno goso, como individuos que professam o commercio, de todos os direitos e privilegios que possuiram ou poderiam possuir como membros de corporações commerciaes encorporados: assim como tambem que o commercio e trafico feito por vassallos britannicos não seja restringido, impedido ou prejudicado de qualquer maneira por companhia alguma, seja qual fôr, que possua privilegios exclusivos e isenções nos dominios de Portugal. E Sua Alteza Real o principe regente de Portugal igualmente afiança que não consentirá nem permittirá que outra alguma nação ou estado possua feitorias ou corporações encorporadas de commerciantes dentro de seus dominios, emquanto não estiverem n'elles estabelecidas feitorias britannicas.

Contrabando de guerra.

ART. 34. — A liberdade reciproca de commercio e navegação, declarada e annunciada pelo presente tratado, deve considerar-se abranger todos os generos e mercadorias quaesquer, excepto as que expressamente se designam no presente tratado, e as que se enumeram no artigo seguinte debaixo da denominação de contrabando de guerra.

Armas, peças, morteiros, bombas, granadas, etc.

ART. 35. — Debaixo da denominação de contrabando de guerra ou generos prohibidos, se comprehenderão armas, peças de artilheria, arcabuzes, morteiros, petardos, bombas, granadas, salchichas, carcassas, carretas de peças, arrimos de mos-

1809. quetes, bandoleiras, polvora, mechas, salitre, balas, piques, espadas, capacetes, elmos, couraças, alabardas, azagayas, coldres, boldriés, cavallos e arreios, e geralmente todos os demais generos que possam têr sido especificados como contrabando em qualquer tratado precedente, concluido por Portugal ou pela Gran-Bretanha com outras potencias. Mas generos que não tenham sido fabricados em fórma de instrumentos de guerra, ou que não possam vir a sê-lo, não devem ser reputados contrabando; muito menos aquelles que já estão fabricados para outros fins, os quaes todos não devem ser reputados contrabando, e poderão ser levados livremente pelos vassallos de ambos os soberanos, mesmo a logares pertencentes a um inimigo, á excepção sómente d'aquelles logares que estão sitiados, bloqueados ou accommettidos por mar ou por terra.

Instrumentos de guerra.

Caso de naufragio.

Art. 36. — No caso que quaesquer embarcações ou navios de guerra ou mercantes fizerem naufragio nas costas dos dominios de uma ou outra das altas partes contratantes, todas as porções das mencionadas embarcações ou navios, ou da armação e pertenças dos mesmos, assim como dos generos e fazendas que se salvarem, ou o computo d'ellas proveniente, serão fielmente restituidos, logo que seus donos ou procuradores, legalmente auctorisados, os reclamarem, pagando sómente as despezas feitas com a guarda dos mesmos generos, conforme o direito da salvagem que toca ao achador que reciprocamente se ajustou, exceptuando ao mesmo tempo os direitos e costumes de cada nação, de cuja abolição ou modificação se tratará comtudo, uma vez que fôrem contrarios ás estipulações do presente artigo; e as altas partes contratantes interporão mutuamente a sua auctoridade para que sejam punidos severamente aquelles vasallos seus, que tiverem a inhumanidade de se aproveitar de similhantes infelicidades.

Serão punidos aquelles que se aproveitarão de naufragios.

Piratas ou ladrões do mar.

Art. 37. — Convem-se mais, que, para maior segurança e liberdade do commercio e navegação, tanto o principe regente de Portugal como Sua Magestade Britannica não só recusarão receber quaesquer piratas ou ladrões do mar em qualquer dos seus portos, surgidouros, cidades e villas, e permittir que

quaesquer vassallos, cidadãos ou habitantes seus os recebam ou protejam em seus portos, os agasalhem em suas casas, ou lhes assistam de alguma maneira; mas além d'isso, mandarão que esses piratas e roubadores do mar, e as pessoas que os receberem, acoutarem ou ajudarem, sejam punidos para terror e exemplo dos outros. E todos os navios d'elles com os generos e mercadorias que tiverem tomado e trazido a qualquer porto de uma e outra das altas partes contratantes, serão apresados nas mãos mais remotas em que pararem, e serão restituidos aos donos ou seus procuradores devidamente auctorisados ou delegados por elles por escripto, devendo primeiramente provar-se com clareza a identidade da propriedade, mesmo no caso que similhantes generos tenham passado a outras mãos por meio de venda, uma vez que se souber com certeza que os compradores sabiam ou podiam têr sabido que os ditos generos fôram tomados piraticamente. 1809.

Falta de intelligencia, quebrantamento de amizade.

Art. 38. — Para a segurança futura do commercio e amizade entre os vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, e para que esta boa correspondencia haja de ser isentada de toda a interrupção e disturbio, conclue-se e ajusta-se que, se em algum tempo se suscitar alguma falta de intelligencia, quebrantamento de amizade ou rompimento entre as corôas das duas altas partes contratantes (o que a Deus não prôva) cujo rompimento se julgará existir só depois de se mandar aos respectivos embaixadores ou ministros, que voltem, ou se vão embóra, os vassallos das duas partes residentes nos dominios da outra terão o privilegio de permanecer e continuar n'elles o seu commercio sem molestação alguma, em quanto se conduzirem quietamente, e não commetterem offensas contra as leis e ordenações; e no caso que o seu proceder os torne suspeitos e os governos respectivos fôrem obrigados a manda-los saír, conceder-se-lhes-ha o termo de um anno para esse fim, em ordem a que possam saír com seus bens e propriedades, quer confiadas a individuos, quer ao Estado. Ao mesmo tempo deve entender-se que este indulto se não estende aos que houverem procedido contra as leis estabelecidas.

1809.

Mutua troca das ratificações.

ART. 39. — As differentes estipulações e condições do presente tratado devem começar a têr effeito desde a data da sua ratificação por Sua Magestade Britannica; e a mutua troca das ratificações se deve fazer na cidade de Londres dentro do praso de quatro mezes, ou mais depressa se possivel fôr, a contar do dia da assignatura do presente tratado.

Em testemunho do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos plenos poderes, assignámos o presente tratado com nossos punhos, e lhe fizemos pôr o sêllo das nossas armas.

Feito na cidade do Rio de Janeiro, aos 28 de fevereiro do anno de Nosso Senhor Jesus Christo, 1809.

STRANGFORD. Conde DE LINHARES.
(L. S.)

ARTIGOS ADDICIONAES E SECRETOS.

O ajuste de inteirar todas perdas e defalcações soffridas pelos Britannos.

ART. 1. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal renova e confirma o ajuste, que em seu real nome se tem feito, de inteirar todas e cada uma das perdas e defalcações de propriedade soffridas pelos vassallos de Sua Magestade Britannica, em consequencia das differentes medidas que a corôa de Portugal foi constrangida a adoptar contra sua vontade no mez de novembro de 1807; e este artigo secreto e addicional se deve effectuar, o mais cedo possivel, depois da ratificação do presente tratado.

Restituição á corôa de Portugal de Olivença e Jurumenha; antigos limites da banda de Cayenna.

ART. 2. — Sua Magestade Britannica, desejosa de comprovar a amizade e estima para com seu antigo alliado o principe regente de Portugal, as quaes Sua Magestade jamais deixou de conservar, se obriga e promette empregar seus bons officios e interposição, para alcançar a restituição á corôa de Portugal dos territorios de Olivença e Jurumenha; e outrosim, quando houver de se negociar uma paz geral, promette ajudar e apoiar

com toda a sua influencia as tentativas que a côrte de Portugal haja então de fazer, para procurar o restabelecimento dos antigos limites da America portugueza da banda de Cayenna, segundo a interpretação que Portugal tem constantemente dado ás estipulações do tratado de Utrecht. E em retribuição d'este signal de amizade da parte de Sua Magestade Britannica, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se obriga a cooperar efficazmente na causa da humanidade, apoiada com tanta gloria por Sua Magestade Britannica, prohibindo rigorosamente e abolindo inteiramente todo o commercio e trafico de escravatura nas colonias de Bissáo e Cachêo: e Sua Alteza Real promette mais ceder as ditas colonias de Bissáo e Cachêo a Sua Magestade Britannica em plena soberania pelo espaço de cincoenta annos, com a condição de receber uma compensação rasoavel em dinheiro ou de outra maneira, segundo se houver de determinar para o futuro entre as duas côrtes; reservando comtudo Sua Alteza Real para si o direito de tornar a ficar de posse das ditas colonias em acabando o dito termo de cincoenta annos, e conservando para seus vassallos a liberdade de commercio e trafico com as ditas colonias de todos os generos excepto escravos, cujo commercio deve ser para sempre abolido e prohibido, e se não deve restaurar depois do fim do termo acima dito de cincoenta annos.

1809.

Commercio de escravatura deve ser para sempre abolido.

Deve porém entender-se, que o cumprimento da segunda clausula d'este artigo addicional e secreto deve depender inteiramente da execução da sua primeira clausula; e por conseguinte que este artigo addicional e secreto, ou deve ser executado totalmente e quanto a cada uma das suas partes, ou ficar nullo e sem effeito, dado o caso que as estipulações da primeira clausula d'elle se não cumprirem devidamente.

Conveiu-se e declarou-se que os presentes artigos addicionaes e secretos terão a mesma força, como se fossem actualmente inseridos no presente tratado, palavra por palavra, e que as suas ratificações serão na fórma costumada trocadas no mesmo tempo e do mesmo modo.

Em fé do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de

1809. Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos plenos poderes, assignámos os presentes artigos addicionaes e secretos com os nossos punhos, e lhe fizemos pôr o sêllo das nossas armas.

Feito na cidade do Rio de Janeiro, aos 28 de fevereiro do anno de Nosso Senhor Jesus Christo, 1809.

STRANGFORD. Conde DE LINHARES.
(L. S.)

ARTIGO ADDICIONAL E SECRETO.

Conveiu-se e estipulou-se que o artigo 16 do presente tratado não será publicado ou promulgado na sua presente fórma, mas que será considerado como nullo, sem força e de nenhum effeito, e que em seu logar o seguinte artigo será inserido no tratado, e publicado ao mesmo tempo assim; e vem a ser:

Os Britannos não ficarão á auctoridade da inquisição.

ART. 16. — É expressamente permittido e declarado por Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, no seu proprio nome e no de seus herdeiros e successores, que os vassallos de Sua Magestade Britannica, que residem dentro dos seus dominios, não ficarão sujeitos de modo algum á auctoridade e poder da inquisição, seja nas suas pessoas ou seja na sua propriedade; e demais estipulou-se e conveiu-se, que todos os privilegios exclusivos e isenções concedidas aos vassallos da Gran-Bretanha, a respeito de inquisição, em virtude dos antigos tratados entre Inglaterra e Portugal, serão e são por este renovados, reconhecidos e confirmados na sua mais ampla extensão.

O artigo ficará secreto.

Demais estipulou-se entre as altas partes contratantes que este presente artigo ficará secreto em todas as suas partes, excepto no que respeita ao artigo acima escripto, que deve ser substituido pelo artigo 16 do presente tratado, que deve ser ratificado ao mesmo tempo, e têr a mesma força e valor como se tivesse sido actualmente inserido palavra por palavra no corpo do presente tratado, anteriormente á assignatura do mesmo.

Em fé do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos plenos poderes, assignámos o presente artigo addicional e secreto com os nossos punhos, e lhe fizemos pôr o sêllo das nossas armas. 1809.

Feito na cidade do Rio de Janeiro, aos 28 de fevereiro do anno de Nosso Senhor Jesus Christo, 1809.

STRANGFORD. Conde DE LINHARES.
(L. S.)

DECLARAÇAO (1).

O abaixo assignado, plenipotenciario de Sua Magestade Britannica, declara que o terceiro artigo addicional e secreto, annexo ao tratado de commercio e alliança concluido entre Sua Magestade Britannica e Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, aos vinte e oito dias de fevereiro de mil oitocentos e nove, foi por elle sómente assignado *sub spe rati*, em consequencia de ser a sua opinião fixa que os seus plenos poderes expiraram necessariamente no momento da assignatura d'aquelle tratado, e que não tem o direito de lhe acrescentar mais condições ou obrigações, sem nova auctorisação da sua côrte. Assignatura *sub spe rati.*

Feita na cidade do Rio de Janeiro, a 4 de março de 1809.

STRANGFORD.
(L. S.)

(1) É traducção particular.

PRIMER PERODO.

ESPANA Y PORTUGAL.

1787. *Instrucciones reservadas dadas á la junta de Estado en España en el ministerio del conde de Florida Blanca, en las cuales se trata, en los siguientes articulos, de las cuestiones de limites en los dominios de América, entre España y Portugal. Estos articulos son tomados de la obra intitulada* Quadro elementar das relações politicas e diplomaticas de Portugal, etc., *por el vizconde* DE SANTAREM, tom. II, p. 311.

Sobre os confins hespanhoes com os dominios portuguezes da America.

CXV. — Quanto á parte de nossos confins com os dominios portuguezes da America meridional, ha menos que receiar e que temer, relativamente ao poder; mais muito que acautelar pelo que diz respeito á nossa negligencia, e á ancia de nossos vizinhos a se aproveitarem tanto do terreno, como do commercio e producções de nossas provincias interiores.

Que importa determinar os limites, como se estipulou nos tratados,

CXVI. — Nada nos importa tanto neste ponto, como o fixar d'um modo indelevel o que se estipulou nos ultimos tratados com a côrte de Lisboa, e especialmente em o do 1° de outubro

de 1777, ainda que seja á custa de qualquer cessão ou sacrificio de territorio naquelles lugares em que nos sobrão tantos, pois a confusão e oscuridade dos limites hão de sempre dar lugar a novas intrusões da parte dos Portuguezes.

1787.

e especialmente no do 1° de outubro de 1777.

CXVII. — Os commissarios hespanhoes, e outros por interesse proprio contribuirão para os desejos dos commissarios portuguezes nestes assumptos, desviando-se do principal objecto politico; e olhando ao de seus interesses, que póde chamar-se curto e temporal, contribuírão aos desejos dos commissarios portuguezes de não concluir a demarcação dos ditos limites, fundando-se uns em pretenções e razões encontradas; as quaes em parte delatão em todos elles pouca vontade de se entenderem, se bem que nos Portuguezes suspeito bastante má fé.

CXVIII. — Dous são os pontos principaes das desavenças que hão suspendido a continuação da demarcação dos limites : o primeiro da parte de Montevideo até o mar e Rio Grande de San Pedro, ou lagôa dos Patos, onde acostumados os Hespanhoes a aproveitar grande parte das vaccarías até o dito Rio Grande, para o commercio de coiros, achão prejudicial seguir o limite assignalado no tratado desde a lagôa Meyrim pelo interior da terra com intervallo entre as pertenças de ambas as nações, estipulado no dito tratado. Sobre isto tem havido representações dos vice-reis de Buenos Ayres com o objecto de dar alguma extensão ou interpretação mais favoravel ao dito tratado.

Dous são os pontos principaes das desavenças : o primeiro da parte de Montevideo até o mar, e Rio Grande de S. Pedro, ou lagôa dos Patos.

CXIX. — No anno de 1750 se fixárão os limites do territorio hespanhol no sitio de Castellos Grandes, immediato a Maldonado, e distante da lagôa Meyrim, até a qual temos conseguido estendermo-nos pelo ultimo tratado, ganhando muito terreno, pastos e vaccarías. Que o aproveitamento que fizemos até o Rio Grande, depois do tratado de Pariz de 1704 com Inglaterra, foi contrario ao estipulado naquelle tratado, no qual promettemos restituir aos Portuguezes o estado que tinhão antes rompermos com elles, o que não cumprio D. Pedro Cevallos, pois só lhes restituio a Colonia do Sacramento, ficando-se com o demais até o dito Rio Grande. Que, não obstante, o mesmo Cevallos expoz então que o que nos importava era a acquisição

Estipulações, e devida interpretação do tratado de 1750 com Portugal, e do de 1764 com Inglaterra. Observações do geral D. Pedro Cevallos.

1787. da Colonia, para sermos donos exclusivos do Rio da Prata, e impedirmos a internação por elle, não só aos Portuguezes, mas tambem aos Inglezes, seus rivaes, cujo commercio e armas nos serião perniciosos naquellas provincias e nas do Peru, affirmando que os estabelecimentos do Rio Grande de nada servião, nem podia este facilitar a communicação interior, por se acabarem logo suas aguas como em uma especie de lagôa, e assim é, que, conforme esta idea do dito Cevallos, conseguimos pelo ultimo tratado adquirir a Colonia, estender nossos limites desde Castellos Grandes até á lagôa Meyrim, retêr o Ibiasi, seus povos e territorios que fazem mais de quinhentas legoas de Paraguay, as quaes se cedião aos Portuguezes pelo tratado de 1750, só pela acquisição da Colonia, e para regular os demais limites até o Maranhão perto de tres mil legoas pelo modo mais favoravel, e finalmente que com estes antecedentes, devemos contentar-nos com qualquer partido por pequeno que seja neste ponto, por mais que clamem o vice-rei e visinhos de Buenos Ayres, pois carecemos de razão solida e justa, não sendo bastante a de ficarmos com a extensão de terrenos, pastos e vaccarías que usurpámos depois do tratado de Pariz.

O segundo ponto das disputas com Portugal é o Maranhão, e a navegação dos rios Negro e Yapura. Os commissarios portuguezes se equivocárão na intelligencia dos artigos XII° do tratado do 1° de outubro de 1777 e IX° do antigo tratado de 13 de janeiro de 1750.

CXX. — O segundo ponto das disputas com Portugal é no Maranhão, e navegação dos rios Negro e Yapura desde a boca mais occidental d'este pela qual devem subir os limites até um ponto que se ha de determinar nelle e no rio Negro para cubrir os estabelecimentos d'uma e d'outra nação, que hão de ficar como estavão por aquella parte, tudo em execução do art. XII do tratado do 1° de outubro de 1777, com referencia ao art. IX do antigo tratado de 13 de janeiro de 1750. O motivo da discordia foi um equivoco da parte dos commissarios portuguezes que os hespanhoes não souberão desfazer sobre a intelligencia dos ditos artigos, e isto, e a má fé e desconfiança, em que entrárão uns e outros, interrompêo e suspendêo a demarcação dos limites naquella paragem.

Teor do artigo IX° do tratado de 1750.

CXXI. — Para se comprehender o equivoco de todos cumpre têr presente que pelo art. 9 do tratado de 1750 se estipulou, que *a fronteira continuará por meio do rio Yapura e pelo dos*

demais rios que se lhe ajuntão e se lhe approximão mais rumo do norte até ir têr ao alto da corda de montanhas que medeia entre o rio Orenoco e o Maranhão ou Amazonas, e seguirá pelo cume d'estas montanhas ao oriente até onde se estender o dominio d'uma e d'outra monarquia. Seguio-se depois outro artigo providenciando a que se cubrissem os estabelecimentos d'uma e d'outra nação e igualmente os que os Portuguezes possuião nas margens do Yapura e rio Negro, como tambem a communicação ou canal, de que se servião entre estes rios, e a que se endireitasse ao depois a linha quanto possivel fosse para o norte. 1787.

CXXII.—Da simples leitura d'aquelle artigo resulta que a fronteira ou limite, segundo o conceito que se fazia em 1750, devia subir pelo Yapura até encontrar o alto da corda de montanhas que se assentava haver entre o Orenoco e o Maranhão; porém quando se fez o ultimo tratado do 1° de outubro de 1777, se representou por parte do plenipotenciario hespanhol ao portuguez, que era incerto se havia ou não a dita corda de montanhas, pois não constava tivesse alguem feito o reconhecimento d'ella, nem isso resultava dos mappas; que tambem era incerta a distancia que até ella haveria, no caso de existir, e que seguir um ponto tão desconhecido poderia acarretar prejuizos a uma ou a outra nação, e por ventura a ambas. A estas reflexões se accrescentou a de que o objecto d'aquelle 9° art. do tratado de 1750, havia sido o de cubrir os estabelecimentos portuguezes nas margens d'ambos os rios Yapura e Negro, e a communicação que dizião haver existido entre elles; pelo que, assignaando um ponto que os cubrisse, e impedisse que os vassallos de ambas as nações os transgredissem, e se introduzissem em suas respectivas pertenças, poderia e deveria omittir-se o demais do dito artigo para ir demandar a corda de montanhas, e limitar-se a que desde o ponto que se assignalasse se seguisse á fronteira, pois não constava que a houvesse. Interpretação do dito artigo.

CXXIII. — Assignalado aquelle ponto, continuou o artigo prohibindo aos Hespanhoes o descer por elles ou passar além, e aos Portuguezes o subíl-os ou por outros quaesquer rios que nelles se introduzem. Desde aquelle ponto devia a fronteira Em virtude d'este artigo *(o XII° do tratado de 1777, em que se copiou o que fica referido)*

1787.

do artigo IX° do de 1750) devia a fronteira seguir, apartandose dos rios pelos montes que medeião entre o Orenoco e o rio das Amazonas.

seguir, apartando-se dos rios pelos montes que medeião entre o Orenoco e o Amazonas, porque com effeito alguns montes ha cujos cumes convem tomar-se por limites, bem que não exista a corda d'elles, annunciada no art. 9 do tratado de 1750.

CXXIV. — Portanto é facil entender-se o equivoco dos commissarios portuguezes que os Hespanhoes não souberão desfazer. Pretendêrão os Portuguezes que se devia ir em demanda da corda de montanhas citada no art. 9 do tratado de 1750, subindo pelo Yapura, no conceito de que aquelle artigo será litteralmente repetido no 12 do tratado de 1777, e nisto só consiste o equivoco.

Pelo art. 12, já se não deve demandar tal corda, e só sim o sitio onde se estabelece o ponto que cobre os estabelecimentos portuguezes, e o canal de communicação de que se servião em 1750, porém não no demais de buscar uma corda de montanhas, que não existe nem se conhece, e que por isso se deixou de mencionar no ultimo tratado.

Por este equivoco se obstinárão os commissarios portuguezes em buscar a corda de montanhas não já pelo Yapura, mas até pelo rio dos Enganos.

CXXV. — D'este equivoco nasceo o obstinarem-se os commissarios portuguezes em subir não só pelo Yapura em demanda da corda de montanhas, mas tambem pelo rio dos Enganos, vendo que pelo primeiro não n'a encontravão; com o que deixárão de fazer o que providenciava o art. 12 de 1777, que era marcar os pontos nos rios Yapura, Negro, e outros que nelles se lanção, para cubrir os estabelecimentos portuguezes, e impedir que estes subão e os Hespanhoes desção além dos pontos que occupão os Indios do Peru; deixando tambem a proporção e facilidade que isto dava aos Inglezes para fazer-nos uma diversão perigosa naquellas provincias, a que estavão inclinados, e que até já havião começado a preparar, que porém suspendêrão pelos fortes e efficazes officios que lhes dirigio o cavalleiro Pinto, ministro portuguez, em nome de sua côrte, manifestando-lhes a necessidade em que a porião de se declarar por Hespanha em virtude da garantia estipulada nos ultimos tratados. A Inglaterra, que tira grandes utilidades de Portugal, não quiz, nem quererá perdêl-as desgostando essa pequena potencia.

Convem-se

CXXVI. — Como essa garantia é não sómente contra invasões

1787.

estrangeiras, mas tambem contra as insurreições e revoluções internas da mesma America meridional, ser-nos ha sempre util, attentas as experiencias passadas, contar com os Portuguezes, como vizinhos immediatos, não só para muitos auxilios, senão tambem para que não os encontrem nelles, nem em outros por canal d'elles os Indios rebeldes, como poderá acontecer se não conservarmos e cultivarmos sua amizade já estipulada, e solidamente estabelecida entre as duas côrtes.

a garantia de Portugal não só contra as invasões estranhas, mas ainda contra as revoluções internas da America meridional. Pelo que devemos contar com os Portuguezes.

CLXIII. — Desejo de todo o meu coração, que Deus livre a meus amados povos dos horrores da guerra. E encarrego a junta de empregar todo o seu zêlo e esforço em empedíl-a, e precavêl-a com decóro, porém entretanto que a cada passo se vem os objectos necessarios, e convenientes para a aggressão e para a defesa, deve a junta têr presente que a Hespanha não são uteis outras conquistas e acquisições na Europa além da de Portugal no caso eventual d'uma successão, e a da praça de Gibraltar, e pelo que diz respeito a America a ilha da Jamaica, e as mais que hei citado antes, tratando das Indias. A este objecto se póde aggregar o de limpar de Inglezes e de todo gravame o nosso continente nas costas de Honduras. A cessão feita a Inglaterra no ultimo tratado de 1783 para o córte de madeiras de tinturaría em certo terreno, e a ampliação que se lhes concedeo pela ultima convenção para evacuar a costa de Mosquitos, devem observar-se religiosamente da nossa parte em quanto subsistir a paz e amizade; mas no caso de rompimento forçado e preciso, devemos trabalhar por sacudir esse jugo, e arrojar d'ali uns hospedes ambiciosos e ingratos, de que não podemos esperar senão usurpações e turbulencias em nosso territorio.

As unicas conquistas e acquisições que convêm á Hespanha são, na Europa, Portugal no caso eventual d'uma successão, e Gibraltar, e na America, a ilha de Jamaica. Outros objectos se devem tambem têr presentes no caso de guerra.

CCCLXXV. — Não ficão na Europa outras côrtes sobre que recaião minhas advertencias á junta, senão as de Lisboa e Constantinopla. Com a primeira d'estas hei cultivado muito a união e amizade, e convem absolutamente que se siga o mesmo systema. Em quanto Portugal se não incorporar aos dominios d'Hespanha por direito de successão, cumpre que a politica trate de unil-o a esta pelos vinculos d'amizade e parentesco. Em outra parte hei dito que as condescendencias com as potencias

De Portugal. Politica que a Hespanha deve têr com essa potencia.

1787. pequenas não trazem consequencias, sugeições e perigos, como com as grandes. Por tanto certo bom trato, e dissimulo de algumas pequenhezes, filhas do orgulho e vaidade portugueza, e varias condescendencias de pouca monta, nos são, e serão mais uteis e importantes com a côrte de Lisboa, do que quantas tivermos com as demais da Europa.

A amizade com Portugal não se deve converter em alliança.

CCCLXXVI. — Porém assim como a união e amizade com Portugal é mui conveniente á Hespanha, assim tambem aconselho que não se trate de levál-as ao extremo de solicitar uma alliança formal, que torne communs os empenhos de ambas as nações. Como alliado, seria Portugal mui oneroso para a Hespanha; porque sendo curtas e debeis as suas forças terrestres e maritimas, e tendo tantas possessões ultramarinas distantes e dispersas na America, Africa e Asia, seria mui difficil cubríl-as, e defendêl-as, se fossem atacadas por um inimigo commum.

A Hespanha deve têr com Portugal neutralidade, e amigavel correspondencia.

CCCLXXVII. — A garantia estipulada em nossos ultimos tratados com a côrte de Lisboa, uma neutralidade exacta da parte d'esta, e uma correspondencia amigavel, para nos valermos de sua mesma neutralidade, e contêr por meio d'ella os projectos de nossos inimigos, especialmente sobre a America meridional, serão sempre de grandissima vantagem para a Hespanha em tempo de guerra. Já disse em outra parte o como se evitarão expedições inglezas sobre o Peru por meio da côrte de Lisboa. A conducção de nossos cabedaes da America nos navios portuguezes, e a segurança de nosso commercio, são tambem as utilidades que tiramos da neutralidade amigavel d'aquella côrte, e com a mesma se conseguio, que os Inglezes não formassem um corso formal d'estada contra nós outros nos portos de Portugal. Este methodo convem que se continue, e a junta deve pôr nelle todo o cuidado.

Convem fazerem-se casamentos reciprocos entre os infantes das casas d'Hespanha e de Portugal.

CCCLXXVIII. — Os casamentos reciprocos, que se hão feito agora entre os infantes de ambas as casas d'Hespanha e de Portugal, devem repetir-se, todas as vezes que para isso se offerecer occasião. El rei meu pai assim o fez, eu o imito, e desejo que meus successores sigão o mesmo exemplo. D'estes casamentos se seguirão tres grandes utilidades: 1ª renovar e estreitar a ami-

zade; 2ª proporcionar, e preparar por direito de successão a reunião d'aquelles dominios á corôa d'Hespanha; 3ª impedir que, casando em outra parte os principes portuguezes, se suscitem, e saião de seus enlaces, novos competidores áquella corôa contra a d'Hespanha (1). 1787.

(1) Muriel. — Gobierno del serenissimo señor rey D. Cárlos III. Paris, 1838, 1 vol. in-8°.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.

CONVENCION

ENTRE EL PRÍNCIPE REGENTE DON JUAN Y JORGE III DE INGLATERRA,

SOBRE UN EMPRÉSTITO DE SEISCIENTAS MIL LIBRAS ESTERLINAS.

1809. *Convenção entre o principe regente o senhor dom João e Jorge III, rei da Gran-Bretanha, sobre um emprestimo de* 600,000 *libras esterlinas, assignada em Londres a* 21 *de abril de* 1809, *e ratificada por parte de Portugal em* 2 *de agosto, e pela da Gran-Bretanha em* 28 *de outubro do dito anno* (1).

(Traducção particular.)

Tendo Sua Alteza Real o principe regente de Portugal representado a Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, necessidade que experimenta o governo do Brazil de procurar, por meio de um emprestimo, os meios para comprar na Europa munições navaes e outros objectos essen-

(1) Annullada pelo artigo 5 do tratado de 22 de janeiro de 1815.

ciaes, e para cumprir certas obrigações contrahidas na Inglaterra em seu real nome : e desejando Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda facilitar a seu alliado a negociação do dito emprestimo em Inglaterra; Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda nomearam e escolheram para seus plenipotenciarios, a saber : Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, ao cavalheiro de Sousa Coutinho, do seu conselho, e seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario junto de Sua Magestade Britannica; e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, ao senhor George Canning, membro do seu conselho privado, e seu principal secretario d'Estado na repartição dos negocios estrangeiros; os quaes, depois de se haverem communicado os seus plenos poderes respectivos, e achando-os em boa e devida forma, convieram nos artigos seguintes : 1809.

Garantia de um emprestimo.

Art. 1. — Sua Magestade Britannica consente em propôr ao seu parlamento para que garanta um emprestimo de seiscentas mil libras esterlinas, que Sua Alteza Real deseja contrahir em Inglaterra.

Pagamento dos juros; fundo de amortisação.

Art. 2. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se obriga a pagar em Londres o juro d'este emprestimo pelo preço que fôr contratado, e se obriga igualmente a prover á liquidação gradual do capital pelo estabelecimento de um fundo de amortisação na rasão de cinco por cento do sobredito capital das seiscentas mil libras esterlinas. Tambem se obriga a que os pagamentos, tanto pelo que respeita ao juro como ao fundo de amortisação, se farão todos os seis mezes, a datar do dia em que o juro do emprestimo começar, e continuarão na mesma rasão e nos mesmos periodos até á extincção total da somma emprestada.

Rendimentos da ilha de Madeira.

Art. 3. — Para o fim de prover ao pagamento do juro e da somma destinada ao fundo de amortisação e á liquidação gradual do capital, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal hypotheca a Sua Magestade Britannica a porção dos rendimentos da ilha da Madeira, que fôr necessaria para os paga-

1809. mentos do juro e do fundo de amortisação estipulados n'esta convenção; e como segurança addicional, Sua Alteza Real empenha outrosim o producto liquido da venda do pau Brazil, que será feita annualmente em Inglaterra pelos directores da administração dos contratos reaes estabelecidos em Londres, e nomeados por Sua Alteza Real, os quaes directores, tendo recibido de Sua Alteza Real o poder e a auctoridade de dispôr dos effeitos pertencentes aos sobreditos contratos reaes do modo que fôr mais vantajoso a Sua Alteza Real, serão encarregados e obrigados a fazer, nas epochas ao diante convencionadas, o pagamento da somma necessaria para o juro e para a amortisação, nas mãos do governador e da companhia do banco de Inglaterra, por conta dos senhores lords da thesouraria. Sua Alteza Real obriga-se a mandar para Inglaterra em cada anno a quantidade de vinte mil quintaes de pau Brazil, para ali ser vendida pelos ditos directores até á extincção total do emprestimo.

Mandar para Inglaterra pau Brazil.

Termos da obrigação ou *Bond*.

ART. 4. — Os sobreditos directores da administração dos contratos reaes darão a sua obrigação pessoal ou *Bond* na fórma e termos aqui juntos, segundo os quaes se obrigarão a fazer os pagamentos acima convencionados, nas epochas de 2 de abril e 5 de outubro de cada anno, e a não fazer applicação alguma dos fundos provenientes da sua administração (qualquer que esta seja) até que os fundos necessarios aos pagamentos sejam depositados no banco de Inglaterra.

Espaço de 6 mezes para ratificar.

ART. 5. — Estes artigos serão ratificados por Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e por Sua Magestade Britannica, no espaço de seis mezes, ou antes se se podér fazer.

Em fé do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude de nossos plenos poderes respectivos, assignámos os presentes artigos, e lhe pozemos o sinete de nossas armas.

Feita em Londres, a 21 de abril de 1809.

O Cavalheiro DE SOUSA COUTINHO. (L. S.)

GEORGE CANNING. (L. S.)

1809.

ARTIGULO 1 SEPARADO.

Anteriores adiantamentos serão reembolsados.

Fica sempre entendido, que os adiantamentos pecuniarios que foram feitos por Sua Magestade Britannica a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, desde a sua partida para o Brazil, serão reembolsados a Sua Magestade Britannica fóra do dito emprestimo.

Este artigo separado terá a mesma força e valor como se fosse inserto entre os outros artigos assignados hoje, e será ao mesmo tempo ratificado.

Em fé do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude de nossos plenos poderes respectivos, assignámos o presente artigo, e lhe pozemos o sinete de nossas armas.

Feito em Londres, a 21 de abril de 1809.

O Cavalheiro DE SOUSA COUTINHO. (L. S.)

GEORGE CANNING. (L. S.)

ARTIGULO 2 SEPARADO.

Caso da falta de pagamento; recurso ao cofre da fazenda da ilha Madeira.

Conveiu-se que no caso muito improvavel da falta de pagamento por parte dos directores da administração dos contratos reaes, da somma necessaria para o juro e o fundo de amortisação nas epochas convencionadas, essa falta será certificada ao conselho da real fazenda da ilha da Madeira pelos sobreditos directores, e então o dito conselho será obrigado a fornecer á pessoa, que n'esse caso fôr nomeada pelo governo britannico, a somma necessaria para aquelle objecto, a qual somma será tirada do cofre da fazenda da dita ilha, antes que se possa fazer algum outro pagamento qualquer do dito cofre.

As ordens eventuaes para este effeito serão enviadas por Sua

1809. Alteza Real ao conselho da real fazenda da ilha da Madeira, ao mesmo tempo que a ratificação d'esta convenção fôr expedida do Brazil.

Este artigo separado terá a mesma força e valor como se fosse inserto entre os outros artigos assignados hoje, e será ao mesmo tempo ratificado.

Em fé do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude de nossos plenos poderes respectivos, assignámos o presente artigo, e lhe pozemos o sinete de nossas armas.

Feito em Londres, a 21 de abril de 1809.

O Cavalheiro DE SOUSA COUTINHO. (L. S.)

GEORGE CANNING. (L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.

TRATADO DE COMERCIO Y NAVEGACION

ENTRE EL PRÍNCIPE REGENTE DON JUAN Y JORGE III, REY DE LA GRAN BRETAÑA.

NOTICIA HISTÓRICA.

El Sr. Francisco Solano Constancio, en su *Historia do Brazil*, tom. II, pág.ª 181, dice lo siguiente respecto á este tratado, así como al de paz, amistad y alianza firmado el mismo dia: 1810.

No mez de outubro se publicárão os dois tratados de paz, amizade e alliança, e o de commercio, assignados a 19 de fevereiro entre o conde de Linhares e lord vizconde Strangford, e ratificados por ambas as côrtes. O primeiro he a renovação dos antigos tratados, e não merece particular menção, salvo hum artigo em que se permitte aos Inglezes cortar madeira de construcção nas costas do Brazil; concessão impolitica, mas de que elles pouco se aproveitárão por acharem as madeiras pesadas de mais para navios de guerra.

O tratado de commercio contêm trinta e quatro artigos, e attesta a incapacidade do negociador portuguez, que nesta occa-

1810. sião se mostrou indigno da reputação de patriotismo que tinha adquirido. Desprezando inteiramente os interesses da patria, só cuidou em agradar ao astuto diplomata inglez; e até a redacção d'esse importante documento he tão obscura, que a côrte de Londres, valendose do texto de hum dos artigos que sujeita todos os generos e mercadorias inglezas ao direito de quinze por cento, exigio que os lanificios que em outro artigo se achão exceptuados, não pagassem mais dos quinze por cento; o que se lhes concedeo em 1812, havendo os lanificios pagado nos dois annos antecedentes trinta por cento!

Além da illusoria reciprocidade estipulada pelo tratado, que ainda, se houvesse sido executado de boa fé, aproveitaria incomparavelmente mais a Inglaterra, os vinhos de Porto ficárão sujeitos aos enormes direitos que pagavão nos portos britannicos; e cousa nunca vista até então, estipulou-se que a pauta pela qual se devião regular os direitos sobre a entrada das fazendas inglezas, seria feita por dois negociantes inglezes é dois portuguezes; e com effeito veio já feita de Liverpool. Nenhuma estipulação favoravel ao commercio portuguez foi inserida no dito indigno tratado, e os interesses de Portugal forão inteiramente sacrificados, sem que d'este sacrificio resultasse a menor vantagem ao Brazil.

Foi tanto mais indesculpavel o ministerio do principe regente, vistas as circumstancias inteiramente favoraveis á côrte do Rio de Janeiro, por quanto naquella epocha a Inglaterra se achava obrigada á recorrer ao valor das tropas portuguezas para combater na Peninsula o immenso poder de Napoleão, e privada dos mercados do continente europeo, olhava a abertura dos portos do Brazil como o mais venturoso acontecimento. Em vez de fazer concessões, deviamos obtê-las, mas tal foi a impericia dos ministros que nem plena justiça obtivemos do perfido gabinete britannico. Tinhão os Inglezes aprezado, já depois da sahida da côrte de Lisboa, alguns navios mercantes portuguezes, em virtude do bloqueio dos portos de Portugal, que tão injustamente tinhão proclamado; estos navios detidos mais de dois annos nos portos de Inglaterra forão entregues por occasião da ratificação

dos ditos tratados em junho de 1810, mas sem a menor compensação por perdas e damnos. Em huma palavra o regente e seus ministros se constituîrão virtual e gratuitamente vassallos da Inglaterra, a cujo governo abandonárão o infeliz Portugal. 1810.

Por hum artigo do tratado de commercio obrigou-se o principe regente a abolir gradualmente o trafico de escravos africanos, limitando-o desde logo aos portos ao sul do Equador. Por outro declarou Goa porto franco, permittindo naquella cidade o exercicio de todos os cultos; e no Brasil igualmente proclamou a tolerancia religiosa, e prometteo que nunca seria estabelecida alli a inquisição. Concedeo-se igualmente aos protestantes, e particularmente aos Inglezes, a erecção de templos sem sinos. Estas estipulações fazem honra ao espirito esclarecido e tolerante da nação portugueza.

DOCUMENTO.

Tratado de commercio e navegação entre o principe regente o senhor dom João, e Jorge III, rei da Gran-Bretanha, assignado no Rio de Janeiro em 19 de fevereiro de 1810, e ratificado por parte de Portugal em 26 do dito mez, e pela da Gran-Bretanha em 18 de junho do mesmo anno (1).

(Do original qne se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

En nome da Santissima e Indivisivel Trindade.

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, estando igualmente animados com o desejo não sómente de consolidar

(1) Este tratado foi dado por findo, em virtude de uma nota passada pelo duque de Palmella, ministro e secretario d'Estado dos negocios estrangeiros, ao representante da Gran-Bretanha em Lisboa, datada de 21 de julho de 1835.

1810. e estreitar a antiga amizade e boa intelligencia, que tão felizmente subsistem e têem subsistido por tantos seculos entre as duas corôas, mas tambem de augmentar e estender os beneficos effeitos d'ella em mutua vantagem dos seus respectivos vassallos, julgaram que os mais efficazes meios para conseguir estes fins seriam os de adoptar um systema liberal de commercio fundado sobre as bases de reciprocidade e mutua conveniencia, que pela descontinuação de certas prohibições e direitos prohibitivos podesse procurar as mais solidas vantagens, de ambas as partes, ás producções e industria nacionaes, e dar ao mesmo tempo a devida protecção tanto á renda publica como aos interesses do commercio justo e legal.

Para este fim Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, nomearam para seus respectivos commissarios e plenipotenciarios, a saber : Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, ao muito illustre e muito excellente senhor dom Rodrigo de Sousa Coutinho, conde de Linhares, senhor de Payalvo, commendador da ordem de Christo, gran cruz das ordens de S. Bento e da Torre e Espada, conselheiro do conselho d'Estado de Sua Alteza Real, e seu principal secretario d'Estado da repartição dos negocios estrangeiros e da guerra; e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, ao muito illustre e muito excellente senhor Percy Clinton Sydney, lord visconde e barão de Strangford, conselheiro do muito honroso conselho privado de Sua Magestade, cavalleiro da ordem militar do Banho, gran cruz da ordem portugueza da Torre e Espada, e enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de Sua Magestade na côrte de Portugal; os quaes, depois de haverem devidamente trocados os seus respectivos plenos poderes, e tendo-os achado em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes.

Perpetuas estipulações.

ART. 1. — Haverá uma sincera e perpetua amizade entre Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica, e entre seus herdeiros e successores; e haverá uma constante e universal paz e harmonia entre ambos, seus her-

deiros et successores, reinos, dominios, provincias, paizes, subditos e vassallos de qualquer qualidade ou condição que sejam, sem excepção de pessoa ou logar. E as estipulacões d'este presente artigo serão, com o favor do todo poderoso Deus, permanentes e perpetuas. 1810.

Liberdade de negociar, viajar, residir, etc.

Art. 2. — Haverá reciproca liberdade de commercio e navegação entre os respectivos vassallos das duas altas partes contratantes, em todos e em cada um dos territorios e dominios de qualquer d'ellas. Elles poderão negociar, viajar, residir ou estabelecer-se em todos e cada um dos portos, cidades, villas, paizes, provincias ou logares, quaesquer que forem, pertencentes a uma ou outra das duas altas partes contratantes; excepto n'aquelles de que geral e positivamente são excluidos todos quaesquer estrangeiros, os nomes dos quaes logares serão depois especificados em um artigo separado d'este tratado. Fica porém claramente entendido, que, se algum logar pertencente a uma ou outra das duas altas partes contratantes vier a ser aberto para o futuro ao commercio dos vassallos de alguma outra potencia, será por isso considerado como igualmente aberto, e em termos correspondentes, aos vassallos da outra alta parte contratante, da mesma fórma como se tivesse sido expressamente estipulado pelo presente tratado.

E tanto Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, como Sua Magestade Britannica, se obrigam e empenham a não conceder favor, privilegio ou immunidade alguma, em materias de commercio e de navegação, aos vassallos de outro qualquer Estado, que não seja tambem ao mesmo tempo respectivamente concedido aos vassallos das altas partes contratantes, gratuitamente, se a concessão em favor d'aquelle outro Estado tiver sido gratuita, e dando *quàm proximè* a mesma compensação ou equivalente, no caso de têr sido a concessão condicional.

Direitos da nação a mais favorecida.

Art. 3. — Os vassallos dos dois soberanos não pagarão respectivamente nos portos, bahias, enseadas, cidades, villas ou logares quaesquer que forem, pertencentes a qualquer d'elles, direitos, tributos ou impostos (seja qual fôr o nome com que elles possam ser designados ou comprehendidos) maiores do

1810. que aquelles que pagam ou vierem a pagar os vassallos da nação a mais favorecida: e os vassallos de cada uma das altas partes contratantes gosarão, nos dominios da outra, dos mesmos direitos, privilegios, liberdades, favores, immunidades ou isenções, em materias de commercio e de navegação, que são concedidos, ou para o futuro o fôrem aos vassallos da nação a mais favorecida.

Direitos dos navios e embarcações.

ART. 4. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica estipulam e accordam que haverá uma perfeita reciprocidade a respeito dos direitos e impostos que devem pagar os navios e embarcações das altas partes contratantes dentro de cada um dos portos, bahias, enseadas e ancoradouros pertencentes a qualquer d'ellas; a saber: que os navios e embarcações dos vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal não pagarão maiores direitos ou impostos (debaixo de qualquer nome por que sejam designados ou entendidos), dentro dos dominios de Sua Magestade Britannica, do que aquelles que os navios e embarcações pertencentes aos vassallos de Sua Magestade Britannica fôrem obrigados a pagar dentro dos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e vice versa. E esta convenção e estipulação se estenderá particular e expressamente ao pagamento dos direitos conhecidos com o nome de direitos do porto, direitos de tonelada e direitos de ancoragem, os quaes em nenhum caso, nem debaixo de pretexto algum, serão maiores para os navios e embarcações portuguezas dentro dos dominios de Sua Magestade Britannica, do que para os navios e embarcações britannicas dentro dos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e vice versa.

Direitos do porto, tonelada, etc.

Gratificações sobre a exportação.

ART. 5. — As duas altas partes contratantes igualmente convêem que se estabelecerá nos seus respectivos portos o mesmo valor de gratificações e *drawbacks* sobre a exportação dos generos e mercadorias, quer estes generos e mercadorias sejam exportados em navios e embarcações portuguezas, quer em navios e embarcações britannicas, isto é, que os navios e embarcações portuguezas gosarão do mesmo favor a este respeito nos

dominios de Sua Magestade Britannica, que se conceder aos navios e embarcações britannicas nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e vice versa. 1810.

As duas altas partes contratantes igualmente convêem e accordam que os generos e mercadorias, vindas respectivamente dos portos de qualquer d'ellas, pagarão os mesmos direitos, quer sejam importados em navios e embarcações portuguezas, quer o sejam em navios e embarcações britannicas; ou de outro modo, que se poderá impôr e exigir sobre os generos e mercadorias vindas em navios portuguezes dos portos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal para os dos dominios de Sua Magestade Britannica, um augmento de direitos equivalente e em exacta proporção com o que possa ser imposto sobre os generos e mercadorias que entrarem nos portos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, vindas dos de Sua Magestade Britannica em navios britannicos. E para que este ponto fique estabelecido com a devida exacção, e que nada se deixe indeterminado a este respeito, conveiu-se, que cada um governo respectivamente publicará listas em que se especifique a differença dos direitos que pagarão os generos e mercadorias assim importadas em navios ou embarcações portuguezas ou britannicas; e as referidas listas (que se farão applicaveis para todos os portos dentro dos respectivos dominios de cada uma das partes contratantes) serão declaradas e julgadas como formando parte d'este presente tratado.

Especificação da differença dos direitos.

A fim de evitar qualquer differenza ou desintelligencia a respeito das regulações que possam respectivamente constituir uma embarcação portugueza ou britannica, as altas partes contratantes convieram em declarar que todas as embarcações construidas nos dominios de Sua Magestade Britannica, e possuidas, navegadas e registadas conforme ás leis da Gran-Bretanha, serão consideradas como embarcações britannicas: e que serão considerados como embarcações portuguezas todos os navios ou embarcações construidas nos paizes pertencentes a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, ou em algum d'elles, ou navios apresados por algum dos navios ou embarca-

Quaes são considerados navios britannicos e portuguezes.

1810. ções de guerra pertencentes ao governo portuguez ou a algum dos habitantes dos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, que tiver commissão ou cartas de marca e de represalias do governo de Portugal, e fôrem condemnados como legitima presa em algum tribunal do almirantado do referido governo portuguez, e possuidos por vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal ou por algum d'elles, e do qual o mestre e tres quartos, pelo menos, dos marinheiros, fôrem vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal (1).

Nenhum favor ou privilegio em materias de commercio e de navegação.

ART. 6. — O mutuo commercio e navegação dos vassallos de Portugal e da Gran-Bretanha, respectivamente nos portos e mares da Asia, são expresamente permittidos no mesmo grau em que até aqui o têem sido pelas duas corôas : e o commercio e navegação assim permittidos serão postos d'aqui em diante e para sempre sobre o pé do commercio e navegação da nação mais favorecida que commercia nos portos e mares da Asia; isto é, que nenhuma das altas partes contratantes concederá favor ou privilegio algum, em materias de commercio e de navegação, aos vassallos de algum outro Estado que commerceia nos portos e mares da Asia, que não seja tambem concedido *quàm proximè*. nos mesmos termos, aos vassallos da outra alte parte contratante.

Sua Magestade Britannica se obriga em seu proprio nome, e no de seus herdeiros e successores, a não fazer regulação alguma que possa ser prejudicial ou inconveniente ao commercio e navegação dos vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal nos portos e mares de Asia, em toda a extensão que é ou possa ser para o futuro permittida á nação mais favorecida.

Não faz regulações algumas prejudiciaes ao commercio.

E Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se obriga igualmente, no seu proprio nome e no de seus herdeiros e successores, a não fazer regulações algumas que possem ser per-

(1) Vide *Declaração* no fim d'este tratado, e bem assim *Ajuste* entre os commissarios portuguezes e britannicos, em data de 18 de dezembro de 1812.

judiciaes ou inconvenientes ao commercio e navegação dos vassallos de Sua Magestade Britannica nos portos, mares e dominios que lhes são franqueados em virtude do presente tratado. 1810.

Perfeita reciprocidade a respeito dos armazens, testamentos, etc., sem impedimento.

Art. 7. — As duas altas partes contratantes resolveram, a respeito dos privilegios que devem gosar os vassallos de cada uma d'ellas nos territorios ou dominios da outra, que se observasse de ambas as partes a mais perfeita reciprocidade. E os vassallos de cada uma das altas partes contratantes terão livre e inquestionavel direito de viajar e de residir nos territorios ou dominios da outra, de occupar casas e armazens, e de dispôr da propriedade pessoal, de qualquer qualidade ou denominação, por venda, doação, troca ou testamento, ou por outro qualquer modo, sem que se lhe ponha o mais leve impedimento ou obstaculo. Elles não serão obrigados a pagar tributos ou impostos alguns, debaixo de qualquer pretexto que seja, maiores do que aquelles que pagam ou possam ser pagos pelos propios vassallos do soberano em cujos dominios elles residirem. Não serão obrigados servir forçadamente como militares, quer por mar, quer por terra. As suas casas de habitação, armazens, e todas as partes e dependencias d'elles tanto pertencentes ao seu commercio como á sua residencia, serão respeitadas. Elles não serão sujeitos a visitas e buscas vexatorias, nem se lhes farão exames e inspecções arbitrarias dos seus livros, papeis ou contas, debaixo do pretexto de ser de auctoridade suprema do Estado.

Não se farão exames e inspecções dos livros, papeis, etc.

Deve porém ficar entendido que, nos casos de traição, commercio de contrabando e de outros crimes, para cuja achada ha regras estabelecidas pelas leis do paiz, esta lei será executada, sendo mutuamente declarado que não se admittirão falsas e maliciosas accusações, como pretextos ou excusas para visitas e buscas vexatorias, ou para o exame de livros, papeis ou contas commerciaes, as quaes visitas ou exames jámais terão logar, excepto com a sancção do competente magistrado, e na presença do consul da nação á que pertencer a parte accusada, ou do seu deputado ou representante.

Maliciosas accusações.

Art. 8. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal

1810.

Privilegios exclusivos de venda e compra.

se obriga, no seu proprio nome e no de seus herdeiros e successores, a que o commercio dos vassallos britannicos nos seus dominios não será restringido, interrompido ou de outro algum modo affectado pela operação de qualquer monopolio, contrato ou privilegios exclusivos de venda ou de compra, seja qual fôr; mas antes que os vassallos da Gran-Bretanha terão livre e irrestricta permissão de comprar e vender de, e a quem quer que fôr, de qualquer modo ou fórma que possa convir-lhes, seja por grosso ou em retalho, sem serem obrigados a dar preferencia alguma ou favor em consequencia dos ditos monopolios, contratos y privilegios exclusivos de venda ou de compra. E Sua Magestade Britannica se obriga da sua parte a observar fielmente este principio assim reconhecido e ajustado pelas duas altas partes contratantes.

Contratos do marfim, pau Brasil, urzela, diamantes.

Porém deve ficar distinctamente entendido, que o presente artigo não será interpretado como invalidando ou affectando o direito exclusivo possuido pela corôa de Portugal nos seus proprios dominios, a respeito dos contratos do marfim, do pau Brazil, da urzela, dos diamantes, do oiro em pó, da polvora e do tabaco manufacturado. Comtanto porém que, se os sobreditos artigos vierem a ser geral ou separadamente artigos livres para o commercio nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, será permittido aos vassallos de Sua Magestade Britannica o commerciar n'elles tão livremente e no mesmo pé em que fôr permittido aos vassallos da nação mais favorecida.

Nomear consules geraes, etc., para os interesses commerciaes.

Art. 9. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica convêem e accordam que cada uma das altas partes contratantes terá o direito de nomear consules geraes, consules e vice-consules em todos aquelles portos dos dominios da outra alta parte contratante, onde elles são ou possam ser necessarios para augmento do commercio, e para os interesses commerciaes dos vassallos commerciantes de cada uma das duas corôas. Porém fica expressamente estipulado que os consules, de qualquer classe que fôrem, não serão reconhecidos, recebidos, nem permittidos obrar como taes, sem que

sejam devidamente qualificados pelo seu proprio soberano, e approvados pelo outro soberano em cujos dominios elles devem ser empregados. Os consules de todas as classes dentro dos dominios de cada uma das altas partes contratantes serão postos respectivamente no pé de perfeita reciprocidade e igualdade. E sendo elles nomeados sómente para o fim de facilitar e assistir nos negocios de commercio e navegação, gosarão portanto sómente dos privilegios que pertencem ao seu logar, e que são reconhecidos e admittidos por todos os governos, como necessarios para o devido cumprimento do seu officio e emprego. Elles serão em todos os casos, sejam civis ou criminaes, inteiramente sujeitos ás leis do paiz em que residirem, e gosarão tambem da plena e inteira protecção d'aquellas leis, em quanto elles se conduzirem com respeito a ellas.

1810.

Gozar da inteira protecção das leis.

Art. 10. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, desejando proteger e facilitar nos seus dominios o commercio dos vassallos da Gran-Bretanha, assim como as suas relações e communicações com os seus proprios vassallos, ha por bem conceder-lhes o privilegio de nomearem e terem magistrados especiaes para obrarem em seu favor como juizes conservadores n'aquelles portos e cidades dos seus dominios em que houver tribunaes de justiça, ou possam ser estabelecidos para o futuro. Estes juizes julgarão e decidirão todas as causas que fôrem levadas perante elles pelos vassallos britannicos, do mesmo modo que se praticava antigamente, e a sua auctoridade e sentenças serão respeitadas. E declara-se serem reconhecidas e renovadas pelo presente tratado as leis, decretos e costumes de Portugal relativos á jurisdicção do juiz conservador. Elles serão escolhidos pela pluralidade de votos dos vassallos britannicos que residirem ou commerciarem no porto ou logar em que a jurisdicção do juiz conservador fôr estabelecida; e a escolha assim feita será transmittida ao embaixador ou ministro de Sua Magestade Britannica residente na côrte de Portugal, para ser por elle apresentada a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, a fim de obtêr o consentimento e confirmação de Sua Alteza Real: e no caso de a não obtêr, as partes interessadas

Juizes conservadores, que julgarão as causas dos Britannicos.

1810. procederão a uma nova eleição, até que se obtenha a real approvação do principe regente. A remoção do juiz conservador, nos casos de falta de dever ou de delicto, será tambem effectuado por um recurso a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, por meio do embaixador ou ministro britannico residente na côrte de Sua Alteza Real. Em compensação d'esta concessão a favor dos vassallos britannicos, Sua Magestade Britannica se obriga a fazer guardar a mais estricta e escrupulosa observancia áquellas leis, pelas quaes as pessoas e a propriedade dos vassallos portuguezes residentes nos seus dominios são asseguradas e protegidas; e das quaes elles (em commum com todos os outros estrangeiros) gosam do beneficio pela reconhecida equidade da jurisprudencia britannica e pela singular excellencia da sua constituição.

E demais estipulou-se que, no caso de Sua Magestade Britannica conceder aos vassallos de algum outro Estado qualquer favor ou privilegio que seja analogo ou se asseme-lhe ao privilegio de têr juizes conservadores, concedido por este artigo aos vassallos britannicos residentes nos dominios portuguezes, o mesmo favor ou privilegio será considerado como igualmente concedido aos vassallos de Portugal residentes nos dominios britannicos, do mesmo modo como se fosse expressamente estipulado pelo presente tratado.

Favores, honras, immunidades concedidas aos ministros.

Art. 11. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica convêem particularmente em conceder os mesmos favores, honras, immunidades, privilegios e isenções de direitos e impostos aos seus respectivos embaixadores, ministros ou agentes acreditados nas côrtes de cada uma das altas partes contratantes: e qualquer favor que um dos dois soberanos conceder a este respeito na sua propria côrte, o outro soberano se obriga a conceder similhantemente na sua côrte.

Perfeita liberdade de consciencia.

Art. 12. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal declara e se obriga no seu proprio nome, e no de seus herdeiros e successores, a que os vassallos de Sua Magestade Britannica residentes nos seus territorios e dominios não serão perturbados, inquietados, perseguidos ou molestados por causa da sua reli-

gião, mas antes terão perfeita liberdade de consciencia e licença para assistirem e celebrarem o serviço divino em honra do todo-poderoso Deus, quer seja dentro de suas casas particulares, quer nas suas particulares igrejas e capellas, que Sua Alteza Real agora e para sempre graciosamente lhes concede a permissão de edificarem e manterem dentro dos seus dominios. Comtanto porém que as sobreditas igrejas e capellas serão construidas de tal modo que externamente se assemelhem a casas de habitação; e tambem que o uso dos sinos lhes não seja permittido para o fim de annunciarem publicamente as horas do serviço divino. Demais estipulou-se que nem os vassallos da Gran-Bretanha, nem outros quaesquer estrangeiros de communhão differente da religião dominante nos dominios de Portugal, serão perseguidos ou inquietados por materias de consciencia tanto nas suas pessoas como nas suas propriedades, emquanto elles se conduzirem com ordem, decencia e moralidade, e de uma maneira conforme aos usos do paiz e ao seu estabelecimento religioso e politico. Porém se se provar que elles pregam o declamam publicamente contra a religião catholica, ou que elles procuram fazer proselytos ou conversões, as pessoas que assim delinquirem poderão, manifestando-se o seu delicto, ser mandadas saír do paiz em que a offensa tiver sido commettida. E aquelles que no publico se portarem sem respeito ou com impropriedade para com os ritos e ceremonias da religião catholica dominante, serão chamados perante a policia civil, e poderão ser castigados com multas ou com prisão em suas proprias casas. E se a offensa fôr tão grave e tão enorme que perturbe a tranquillidade publica e ponha em perigo a segurança das instituições da igreja e do Estado estabelecidas pelas leis, as pessoas que tal offensa fizerem, havendo a devida prova do facto, poderão ser mandadas saír dos dominios de Portugal. Permittir-se-ha tambem enterrar os vassallos de Sua Magestade Britannica, que morrerem nos territorios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, em convenientes logares que serão designados para este fim. Nem se perturbarão de modo algum nem por qualquer motivo os funeraes ou as

1810.

Uso dos sinos não permittido.

Convenientes logares que serão designados para enterrar os mortos britannicos, *et vice versâ.*

1810. sepulturas dos mortos. Do mesmo modo os vassallos de Portugal gosarão nos dominios de Sua Magestade Britannica de uma perfeita e illimitada liberdade de consciencia em todas as materias de religião, conforme ao systema de tolerancia que se acha n'elles estabelecido. Elles poderão livremente praticar os exercicios da sua religião publica ou particularmente nas suas proprias casas de habitação, ou nas capellas e logares de culto designados para este objecto, sem que se lhes ponha o menor obstaculo, embaraço ou difficuldade alguma, tanto agora como para o futuro.

Estabelecimento de paquetes.

ART. 13. — Conveiu-se e ajustou-se entre as altas partes contratantes, que se estabelecerão paquetes para o fim de facilitar o serviço publico das duas côrtes e as relações commerciaes dos seus respectivos vassallos. Concluir-se-ha uma convenção sobre as bases da que foi concluida no Rio de Janeiro aos quatorze de setembro de mil oitocentos e oito (1), para determinar os termos sobre que se estabelecerão os referidos paquetes; a qual convenção será ratificada ao mesmo tempo que o presente tratado.

Pessoas culpadas de alta traição, de falsidade, etc., não receberão protecção.

ART. 14. — Conveiu-se e ajustou-se, que as pessoas culpadas de alta traição, de falsidade e de outros crimes de uma natureza odiosa, dentro dos dominios de qualquer das altas partes contratantes, não serão admittidas nem receberão protecção nos dominios da outra. E que nenhuma das altas partes contratantes receberá de proposito e deliberadamente nos seus Estados, e entreterá ao seu serviço, pessoas que fôrem vassallos da outra potencia, que desertarem do serviço militar d'ella, quer de mar, quer de terra, antes pelo contrario as demittirão respectivamente do seu serviço logo que assim forem requeridas. Mas conveiu-se e declarou-se, que nenhuma das altas partes contratantes concederá a qualquer outro Estado favor algum a respeito de pessoas que desertarem do serviço d'aquelle Estado, que não seja considerado como concedido igualmente a outra

(1) Tal convenção nunca vimos, mas sim a que foi concluida no Rio de Janeiro a 19 de fevereiro de 1810, que em seu logar se insere.

alta parte contratante, do mesmo modo como se o referido favor tivesse sido expressamente estipulado pelo presente tratado. 1810.

Desertores.

De mais conveiu-se, que nos casos de deserção de moços ou marinheiros das embarcações pertencentes aos vassallos de qualquer das altas partes contratantes, no tempo em que estiverem nos portos da outra alta parte, os magistrados serão obrigados a dar efficaz assistencia para a sua apprehensão sobre a devida representação feita para este fim pelo consul geral ou consul, ou pelo seu deputado ou representante, e que nenhuma corporação publica, civil ou religiosa, terá poder de proteger taes desertores.

Art. 15. — Todos os generos, mercadorias e artigos, quaesquer que sejam, da producção, manufactura, industria ou invenção dos dominios e vassallos de Sua Magestade Britannica, serão admittidos em todos e em cada um dos portos e dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, tanto na Europa como na America, Africa e Asia, quer sejam consignados a vassallos britannicos, quer a portuguezes, pagando geral e unicamente direitos de quinze por cento, conforme o valor que lhes fôr estabelecido pela pauta, que na lingua portugueza corresponde á taboa das avaliações, cuja principal base será a factura jurada dos sobreditos generos, mercadorias e artigos, tomando tambem em consideração (tanto quanto fôr justo e praticavel) o preço corrente dos mesmos no paiz onde elles fôrem importados. Esta pauta ou avaliação será determinada e fixada por um igual numero de negociantes britannicos e portuguezes, de conhecida inteireza e honra, com a assistencia, pela parte dos negociantes britannicos, do consul geral ou consul de Sua Magestade Britannica, e pela parte dos negociantes portuguezes, com a assistencia do superintendente ou administrador geral da alfandega ou dos seus respectivos deputados. E a sobredita pauta ou taboa das avaliações se fará e promulgará em cada um dos portos, pertencentes a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, em que haja ou possam haver alfandegas. Ella será concluida e principiará a têr effeito logo que fôr possivel, depois da troca das ratificações do presente tra-

Direitos *ad valorem* de 15 °/. sobre mercadorias.

Pauta ou taboa das avaliações.

1810. tado, e com certeza dentro do espaço da data da referida troca; e será revista e alterada, se necessario fôr, de tempos a tempos, seja em sua totalidade ou em parte, todas as vezes que os vassallos de Sua Magestade Britannica, residentes nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, assim hajam de requerer por via do consul geral ou consul de Sua Magestade Britannica, ou quando os negociantes vassallos de Portugal fizerem a mesma requisição para este fim da sua propria parte.

Art. 16.—Porém se durante o intervallo entre a troca das ratificações do presente tratado e a promulgação da sobredita pauta, alguns generos ou mercadorias da producção ou manufactura dos dominios de Sua Magestade Britannica entrarem nos portos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, conveiu-se, que serão admittidos para o consummo pagando os referidos direitos de quinze por cento, conforme o valor que lhes fôr fixado pela pauta actualmente estabelecida, se elles fôrem generos e mercadorias dos comprehendidos ou avaliados na sobredita pauta, e se o não fôrem (assim como se alguns generos ou mercadorias vierem para o futuro aos portos dos dominios portuguezes, sem serem dos especificadamente avaliados em a nova tarifa ou pauta, que se ha de fazer em consequencia das estipulações do precedente artigo do presente tratado) serão igualmente admittidos pagando os mesmos direitos de quinze por cento *ad valorem*, confórme ás facturas dos ditos generos e mercadorias, que serão devidamente apresentadas e juradas pelas partes que as importarem. E no caso de suspeita de fraude ou de illicita pratica, as facturas serão examinadas, e o valor real dos generos e mercadorias determinado pela decisão de um igual numero de negociantes portuguezes e britannicos de conhecida inteireza e honra; e no caso de differença de opinião entre elles, seguida de uma igualdade de votos sobre o objecto em questão, então elles nomearão outro negociante igualmente de conhecida inteireza e honra, a quem se referirá ultimamente o negocio, e cuja decisão será terminante e sem appellação. E no caso que a factura pareça têr sido fiel e correcta, os generos e mercadorias n'ella especificados serão admittidos, pa-

Facturas juradas pelas partes.

Suspeita de illicitas praticas

gando os direitos acima mencionados de quinze por cento, e as despezas, se as houver, do exame da factura serão pagas pela parte que duvidou da sua exactidão e correcção. Mas se se achar que a factura foi fraudulenta e illicita, então os generos e mercadorias serão comprados pelos officiaes da alfandega por conta do governo portuguez, segundo o valor especificado na factura, com uma addição de dez por cento sobre a somma assim paga pelos referidos generos e mercadorias pelos officiaes da alfandega, obrigando-se o governo portuguez ao pagamento dos generos assim avaliados e comprados pelos officiaes da alfandega dentro do espaço de quinze dias. E as despezas, se as houver, do exame da fraudulenta factura serão pagas pela parte que a tiver apresentado como justa e fiel.

1810.

Despezas de exame.

Art. 17. — Conveiu-se e ajustou-se, que os artigos do trem militar e naval importados nos portos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e que o governo portuguez haja de querer para seu uso, serão pagos logo pelos preços estipulados pelos proprietarios, que não serão constrangidos a vendelos debaixo de outras condições.

Trem militar e naval.

De mais estipulou-se, que se o governo portuguez tomar a seu proprio cuidado e guarda alguma carregação ou parte de uma carregação com vistas de a comprar, ou para outro qualquer fim, o dito governo portuguez será responsavel por qualquer perda e damnificação que ella possa soffrer, emquanto estiver entregue ao cuidado e guarda dos officiaes do referido governo portuguez.

O governo portuguez será responsavel por perdas.

Art. 18. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal ha por bem conceder aos vassallos da Gran-Bretanha o privilegio de serem assignantes para os direitos que hão de pagar nas alfandegas dos dominios de Sua Alteza Real, debaixo das mesmas condições, e dando as mesmas seguranças que se exigem dos vassallos de Portugal. E por outra parte conveiu-se e estipulou-se, que os vassallos da corôa de Portugal receberão, tanto quanto possa ser justo ou legal, o mesmo favor nas alfandegas da Gran-Bretanha, que se conceder aos vassallos naturaes de Sua Magestade Britannica.

Direitos nas alfandegas.

1810.

Generos serão recebidos em cada um dos portos.

ART. 19. — Sua Magestade Britannica pela sua parte e em seu proprio nome, e no de seus herdeiros e successores, promette e se obriga a que todos os generos, mercadorias e artigos quaesquer da producção, manufactura, industria ou invenção dos dominios ou dos vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, serão recibidos e admittidos em todos e em cada um dos portos e dominios de Sua Magestade Britannica, pagando geral e unicamente os mesmos direitos que pagam pelos mesmos artigos os vassallos da nação mais favorecida. E fica expressamente declarado, que se se fizer alguma reducção de direitos exclusivamente em favor dos generos e mercadorias britannicas importadas nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, far-se ha uma equivalente reducção sobre os generos e mercadorias portuguezas importadas nos dominios de Sua Magestade Britannica, e vice versa. Os artigos sobre que se deverá fazer uma similhante reducção, serão determinados por um previo concerto e ajuste entre as duas altas partes contratantes.

Equivalente e reciproca reducção de direitos.

Fica entendido, que qualquer similhante reducção assim concedida por uma das altas partes á outra, o não será depois (excepto nos mesmos termos e com a mesma compensação) em favor de algum outro Estado ou nação qualquer que fôr. E esta declaração deve ser considerada como reciproca da parte das duas altas partes contratantes.

Mercadorias excluidas e guardadas em armazem ou *warehouse* ports.

ART. 20. — Mas como ha alguns artigos da creação e producção do Brazil, que são excluidos dos mercados e do consumo interior dos dominios britannicos, taes como o assucar, café, e outros artigos similhantes ao producto das colonias britannicas, Sua Magestade Britannica, querendo favorecer e proteger (quanto é possivel) o commercio dos vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, consente e permitte que os ditos artigos, assim como todos os outros da creação e producção do Brazil, e de todas as outras partes dos dominios portuguezes, possam ser recebidos e guardados em armazens em todos os portos dos seus dominios, que fôrem designados pela lei por « *warehousing ports* » para similhantes artigos, a fim de serem re-ex-

portados, debaixo da devida regulação, isentos dos maiores direitos com que seriam carregados se fossem destinados para o consummo dentro dos dominios britannicos, e sómente sujeitos aos direitos reduzidos, e despezas de re-exportação e guarda nos armazens. 1810

Direitos prohibitivos sobre assucar, café, e artigos da creação do Brazil.

Art. 21. — Do mesmo modo, não obstante o geral privilegio de admissão concedido no decimo quinto artigo do presente tratado por Sua Alteza Real o principe regente de Portugal a favor de todos os generos e mercadorias da producção e manufactura dos dominios britannicos, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se reserva o direito de impôr pesados e até prohibitivos direitos sobre todos os artigos conhecidos pelo nome de generos das Indias Orientaes britannicas, e de producções das Indias Occidentaes, taes como o assucar e café, que não podem ser admittidos para o consummo nos dominios portuguezes, por causa do mesmo principio de policia colonial que impede a livre admissão nos dominios britannicos de correspondentes artigos da producção do Brazil.

Portos francos.

Porém Sua Alteza Real o principe regente de Portugal consente que todos os portos dos seus dominios, onde haja ou possa haver alfandegas, sejam portos francos para a recepção e admissão dos artigos quaesquer da producção ou manufactura dos dominios britannicos, não destinados para o consummo do lugar em que possam ser recebidos ou admittidos, mas para serem re-exportados, tanto para outros portos dos dominios de Portugal, como para os de outros Estados. E os artigos assim admitidos e recibidos, sujeitos ás devidas regulaçãoes, serão isentos dos direitos maiores, com que haveriam de ser carregados, se fossem destinados para o consummo do logar em que possam ser descarregados ou depositados em armazens, e obrigados sómente ás mesmas despezas que houverem de ser pagas pelos artigos da producção do Brazil, recebidos e depositados em armazens para a re-exportação nos portos dos dominios de Sua Magestade Britannica.

Art. 22. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, a fim de facilitar e animar o legitimo commercio, não sómente

1810. dos vassallos da Gran-Bretanha, mas tambem dos de Portugal, com outros Estados adjacentes aos seus proprios dominios; e tambem com vistas de augmentar e segurar aquella parte de sua propria renda que é derivada da percepção dos direitos de porto franco sobre as mercadorias, ha por bem declarar o porto de Santa Catharina por porto franco, confórme os termos mencionados no precedente artigo do presente tratado.

Goa porto franco. ART. 23. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, desejando estabelecer o systema de commercio, annunciado pelo presente tratado, sobre as bases as mais extensas, ha por bem aproveitar a opportunidade que elle lhe offerece de publicar a determinação anteriormente concebida no seu real entendimento, de fazer Goa porto franco, e de permittir n'aquella cidade e suas dependencias a livre tolerancia de todas e quaesquer seitas religiosas.

Portos de Africa, Asia ART. 24. — Todo o commercio com as possessões portuguezas situadas sobre a costa oriental do continente de Africa (em artigos não incluidos nos contratos exclusivos possuidos pela corôa de Portugal) que possa tèr sido anteriormente permittido aos vassallos da Gran-Bretanha, lhes é confirmado e assegurado agora e para sempre, do mesmo modo que o commercio que tinha até aqui sido permittido aos vassallos portuguezes nos portos e mares da Asia, lhes é confirmado e assegurado em virtude do sexto artigo do presente tratado.

George III cede o direito de crear feitorias ART. 25. — Porém em ordem a dar o devido effeito ao systema de perfeita reciprocidade, que as duas altas partes contratantes desejam estabelecer por base das suas mutuas relações, Sua Magestade Britannica consente em ceder do direito de crear feitorias ou corporações de negociantes britannicas, debaixo de qualquer nome ou descripção que fôr, nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, comtanto porém que esta condescendencia com os desejos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal não prive os vassallos de Sua Magestade Britannica, residentes nos dominios de Portugal, de gosarem plenamente, como individuos commerciantes, de todos aquelles direitos e privilegios que possuiam ou podiam

possuir como membros de corporações commerciaes; e igualmente que o trafico e o commercio feito pelos vassallos britannicos não será restringido, embaraçado ou de outro modo affectado por alguma companhia commercial, qualquer que seja, que possua privilegios e favores exclusivos nos dominios de Portugal. E Sua Alteza Real o principe regente de Portugal tambem se obriga a não consentir nem permittir que alguma outra nação possua feitorias ou corporações de negociantes nos seus dominios, emquanto se não estabelecerem n'elles feitorias britannicas. 1810.

Revisão dos outros antigos tratados.

ART. 26. — As duas altas partes contratantes convêem em que ellas procederão logo á revisão de todos os outros antigos tratados subsistentes entre as duas corôas, a fim de determinarem quaes das estipulações, das que elles contêem, devem ser continuadas ou renovadas no presente estado de cousas.

Admissão dos vinhos de Portugal, e pannos de lã de Inglaterra.

Conveiu-se comtudo e declarou-se que as estipulações conteúdas nos antigos tratados, relativamente á admissão dos vinhos de Portugal de uma parte, e dos pannos de lã da Gran-Bretanha da outra, ficarão por ora sem alteração. Do mesmo modo conveiu-se que os favores, privilegios e immunidades concedidas por cada uma das altas partes contratantes aos vassallos da outra, tanto por tratado como por decreto ou alvará, ficarão sem alteração, á excepção da faculdade, concedida por antigos tratados, de conduzir em navios de um dos dois Estados generos e mercadorias de qualquer qualidade pertencentes aos inimigos do outro Estado, a qual faculdade é agora publica e mutuamente renunciada e abrogada.

Propriedades dos inimigos.

ART. 27. — A reciproca liberdade de commercio e navegação, declarada e annunciada pelo presente tratado, será considerada estender-se a todos os generos e mercadorias quaesquer, á excepção d'aquelles artigos de propriedade dos inimigos de uma ou outra potencia, ou de contrabando de guerra.

Contrabando de guerra.

ART. 28. — Debaixo da denominação de contrabando ou artigos prohibidos se comprehenderão não sómente armas, peças de artilheria, arcabuzes, morteiros, petardos, bombas, granadas, salchichas, carcassas, carretas de peças, arrimos de mosquetes,

1810. bandoleiras, polvora, mechas, salitre, balas, piques, espadas, capacetes, elmos, couraças, alabardas, azagayas, coldres, boldriés, cavallos e arreios; mas tambem em geral todos os outros artigos que possam têr sido especificados como contrabando em quaesquer precedentes tratados concluidos por Portugal ou Gran-Bretanha com outras potencias. Porém generos que não tenham sido fabricados em fórma de instrumento de guerra, ou que não possam vir a sê-lo, não serão reputados de contrabando, e muito menos aquelles que já estão fabricados e destinados para outros fins, os quaes todos não serão julgados de contrabando e poderão ser levados livremente pelos vassallos de ambos os soberanos mesmo a logares pertencentes a um inimigo, á excepção sómente d'aquelles logares que estão sitiados, bloqueados ou investidos por mar ou por terra.

Logares bloqueados.

Generos e fazendas que se salvarem serão restituidas.

Art. 29. — No caso que algumas embarcações ou navios de guerra ou mercantes venham a naufragar nas costas dos dominios de qualquer das altas partes contratantes, todas as porções das referidas embarcações ou navios, ou da armação e pertences das mesmas, assim como dos generos e fazendas que se salvarem, ou o producto d'ellas, serão fielmente restituidos logo que seus donos ou seus procuradores legalmente auctorisados os reclamarem, pagando sómente as despezas feitas na arrecadação dos mesmos generos, conforme o direito de salvação ajustado entre ambas as altas partes; exceptuando ao mesmo tempo os direitos e costumes de cada nação, de cuja abolição ou modificação se tratará comtudo, no caso de serem contrarios ás estipulações do presente artigo; e as altas partes contratantes interporão mutuamente a sua auctoridade para que sejam punidos severamente aquelles dos seus vassallos que se aproveitarem de similhantes desgraças.

Piratas ou ladrões do mar.

Art. 30. — Conveiu-se mais para maior segurança e liberdade do commercio e da navegação, que tanto Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, como Sua Magestade Britannica, não só recusarão receber quaesquer piratas ou ladrões do mar em qualquer dos seus portos, surgidouros, cidades e villas, ou permittir que alguns dos seus vassallos, cidadãos ou habi-

tantes os recebam ou protejam nos seus portos, os agasalhem nas suas casas, ou lhes assistam de alguma maneira; mas tambem mandarão que esses piratas e ladrões do mar, e as pessoas que os receberem, acoutarem ou ajudarem, sejam castigadas convenientemente para terror e exemplo dos outros. E todos os seus navios, com os generos e mercadorias que tiverem tomado e trazido aos portos pertencentes a qualquer das altas partes contratantes, serão apresados onde fôrem descobertos, e serão restituidos aos donos, ou a seus procuradores devidamente auctorisados ou delegados por elles por escripto; provando-se primeiramente e com evidencia a identidade da propriedade, mesmo no caso que similhantes generos tenham passado a outras mãos por meio de venda, uma vez que se souber que os compradores sabiam ou podiam têr sabido que taes generos fôram tomados piraticamente.

1810.

Navios dos piratas serão apresados.

Art. 31. — Para a segurança futura do commercio e amizade entre os vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica, e a fim de que esta mutua boa intelligencia possa ser preservada de toda a interrupção e disturbio, conveiu-se e ajustou-se, que se em algum tempo se suscitar qualquer desintelligencia, quebrantamento de amizade ou rompimento entre as corôas das altas partes contratantes, o que Deus não permitta (o qual rompimento só se julgará existir depois do chamamento ou despedida dos respectivos embaixadores e ministros), os vassallos de cada uma das duas partes, residentes nos dominios da outra, terão o privilegio de ficar e continuar n'elles o seu commercio sem interrupção alguma, emquanto se conduzirem pacificamente, e não commetterem offensa contra as leis e ordenações; e no caso que a sua conducta os faça suspeitos, e os respectivos governos sejam obrigados a manda-los saír, se lhes concederá o termo de um anno para esse fim, em ordem a que elles se possam retirar com os seus effeitos e propriedades, quer estejam confiadas a individuos particulares, quer ao Estado.

Chamamento ou despedida dos ministros.

Deve porém entender-se que este favor se não estende áquelles que tiverem de algum modo procedido contra as leis estabelecidas,

1810.

Duração illimitada do tratado.

ART. 32. — Concordou-se e foi estipulado pelas altas partes contratantes, que o presente tratado será illimitado emquanto á sua duração, que as obrigações e condições expressadas e conteúdas n'elle serão perpetuas e immutaveis, e que não serão mudadas ou alteradas de modo algum, no caso que Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, seus herdeiros ou successores, tornem a estabelecer a séde da monarchia portugueza nos dominios europeus d'esta corôa.

Reciproco exame do tratado.

ART. 33. — Porém as duas altas partes contratantes se reservam o direito de juntamente examinarem e reverem os differentes artigos d'este tratado no fim do termo de quinze annos contados da data da troca das ratificações (1) do mesmo e de então proporem, discutirem e fazerem aquellas emendas ou addições que os verdadeiros interesses dos seus respectivos vassallos possam parecer requerer.

Quinze annos para revisão.

Fica porém entendido que qualquer estipulação, que no periodo da revisão do tratado fôr objectada por qualquer das altas partes contratantes, será considerada como suspendida no seu effeito, até que a discussão relativa a esta estipulação seja terminada, fazendo-se previamente saber á outra alta parte contratante a intentada suspensão de tal estipulação, a fim de evitar a mutua desconveniencia.

Troca de ratificações.

ART. 34. — As differentes estipulações e condições do presente tratado principiarão a tèr effeito desde a data da sua ratificação por Sua Magestade Britannica, e a mutua troca das ratificações se fará na cidade de Londres, dentro do espaço de quatro mezes, ou mais breve se fôr possivel, contados do dia da assignatura do presente tratado.

Em testemunho do que nós, abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos plenos poderes, assignámos o presente tratado com nossos punhos, e lhe fizemos pôr o sèllo das nossas armas.

(1) Fôram trocadas em Londres, a 19 de junho de 1810.

Feito na cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de fevereiro no anno de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810. 1810.

Conde DE LINHARES.

DECLARAÇAO (1).

O abaixo assignado, principal secretario d'Estado de Sua Magestade na repartição dos negocios estrangeiros, no momento de trocar com o cavalheiro de Sousa Coutinho, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, as ratificações do tratado de commercio assignado no Rio de Janeiro, no dia dezenove de fevereiro de mil oitocentos e dez, pelo lord visconde Strangford por parte de Sua Magestade e pelo conde de Linhares por parte de Sua Alteza Real o principe regente, recebeu ordem de Sua Magestade, a fim de evitar alguma equivocação que tal vez se possa originar da execução d'aquella parte do quinto artigo do dito tratado, em que se define quaes navios serão considerados com direito aos privilegios de navios britannicos, para declarar ao cavalheiro de Sousa Coutinho que, além das qualificações n'elle expressas, serão igualmente intitulados a considerarem-se como navios britannicos os que houverem sido apresados ao inimigo pelos navios de guerra de Sua Magestade, ou pelos vassallos de Sua Magestade fornecidos de carta de marca pelos lords commissarios do almirantado, e regularmente condemnados em um dos tribunaes de presa de Sua Magestade como boa presa: assim como se consideram navios portuguezes, em virtude do paragrapho seguinte do mesmo tratado, as embarcações tomadas ao inimigo pelo navios de Portugal, e condemnadas em iguaes circumstancias.

Quaes navios serão considerados como britannicos.

Tribunaes de presa.

(1) É traducção official.

1810. O abaixo assignado roga ao cavalheiro Sousa que aceite os protestos da sua alta consideração.

Foreign Office, 18 de junho de 1810.

WELLESLEY.

Ao Cavalheiro de Sousa Coutinho, etc., etc., etc.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.

Tratado de alliança e amizade (1) *entre o principe regente o senhor dom João, e Jorge III, rei da Gran-Bretanha, assignado no Rio de Janeiro em* 19 *de fevereiro de* 1810, *e ratificado por parte de Portugal em* 26 *do dito mez, e pela da Gran-Bretanha em* 18 *de junho do mesmo anno* (2). 1810.

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

Em nome da Santissima e indivisivel Trindade.

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, estando convencidos das vantagens que as duas corôas têem tirado da perfeita harmonia e amizade que entre ellas subsiste, ha quatro seculos, de uma maneira igualmente honrosa á boa fé, moderação e justiça de ambas as partes, e reconhecendo os importantes e felizes effeitos que a sua mutua alliança tem produzido na presente crise, durante a qual Sua Alteza Real o

(1) Véase la Noticia histórica del tratado de comercio con la Inglaterra, que precede, pág. 181.

(2) Annullado pelo artigo III do tratado assignado em Vienna, a 22 de janeiro de 1815.

1810. principe regente de Portugal (firmemente unido á causa da Gran-Bretanha, tanto pelos seus proprios principios, como pelo exemplo de seus augustos antepassados) tem constantemente recebido de Sua Magestade Britannica o mais generoso e desinteressado socorro e ajuda, tanto em Portugal, como nos seus outros dominios, determinaram, em beneficio de seus respectivos Estados e vassallos, fazer um solemne tratado de amizade e alliança, para cujo fim Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda nomearam por seus respectivos commissarios e plenipotenciarios, isto é : Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, ao muito illustre e muito excellente senhor dom Rodrigo de Sousa Coutinho, conde de Linhares, senhor de Payalvo, commendador da ordem de Christo, gran cruz das ordens de S. Bento de Aviz e da Torre e Espada, conselheiro d'Estado, ministro e secretario d'Estado dos negocios estrangeiros e da guerra; e Sua Magestade Britannica, ao muito illustre e muito excellente senhor Percy Clinton Sydney, lord vizconde e barão de Strangford, conselheiro de Sua dita Magestade, do seu conselho privado, cavalleiro da ordem militar do Banho, e gran cruz da ordem portugueza da Torre e Espada, e enviado extraordinario e ministro plenipotenciario junto da côrte de Portugal; os quaes, tendo devidamente trocado os seus respectivos plenos poderes, convieram nos seguintes artigos.

Amizade, alliança, união perpetua.

ART. 1. — Haverá uma perpetua, firme e inalteravel amizade, alliança defensiva e estricta e inviolavel união entre Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, seus herdeiros e successores, de uma parte, e Sua Magestade el rei do reino da Gran-Bretanha e Irlanda, seus herdeiros e successores, da outra parte, e bem assim entre seus respectivos reinos, dominios, provincias, paizes e vassallos; assim como que as altas partes contratantes empregarão constantemente não só a sua mais seria attenção, mas tambem todos aquelles meios, que a omnipotente Providencia tem posto em seu poder, para conservar a tranquillidade e segurança publica, e para sustentar os seus interesses communs e sua mutua defeza e ga-

rantia contra qualquer ataque hostil; tudo em conformidade dos tratados já subsistentes entre as altas partes contratantes, as estipulações dos quaes, na parte que diz respeito á alliança e amizade, ficarão em inteira força e vigor, e serão julgadas renovadas pelo presente tratado na sua mais ampla interpretação e extensão. 1810.

Obrigação de conservar a paz.

Art. 2. — Em consequencia da obrigação contratada pelo precedente artigo, as duas altas partes contratantes obrarão sempre de commum accordo para conservação da paz e tranquillidade, e no caso que alguma d'ellas seja ameaçada de um ataque hostil por qualquer potencia, a outra empregará os mais efficazes e effectivos bons officios, tanto para procurar prevenir as hostilidades, como para obtêr justa e completa satisfação em favor da parte offendida.

Art. 3. — Em conformidade d'esta declaração, Sua Magestade Britannica convem em renovar e confirmar, e por este renova e confirma, a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, a obrigação conteuda no sexto artigo da convenção assignada em Londres pelos seus respectivos plenipotenciarios, aos vinte e dois dias do mez do outubro de mil oitocentos e sete, o qual artigo vae aqui transcripto com a omissão sómente das palavras « *previamente á sua partida para o Brazil* » as quaes palavras seguiam immediatamente as palavras « *que Sua Alteza Real possa estabelecer em Portugal.* »

Casa de Bragança reconhecida.

« Estabelecendo-se no Brazil a séde da monarchia portugueza, » Sua Magestade Britannica promette no seu proprio nome, e » no de seus herdeiros e successores, de jamais reconhecer » como rei de Portugal outro algum principe, que não seja o » herdeiro e legitimo representante da real casa de Bragança; » e Sua Magestade tambem se obriga a renovar e mantêr com » a regencia (que Sua Alteza Real possa estabelecer em Portu- » gal) as relações de amizade que ha tanto tempo têem unido » as corôas da Gran-Bretanha e de Portugal. »

E as duas altas partes contratantes igualmente renovam e confirmam os artigos addicionaes, relativos á ilha da Madeira, assignados em Londres no dia dezeseis de março de mil oitocen-

1810.

tos e oito, e sè obrigam a executar fielmente aquelles de entre elles que ficam para serem executados.

Inteirar todas perdas e defalcações.

ART. 4. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal renova e confirma a Sua Magestade Britannica o ajuste que se fez no seu real nome, de inteirar todas e cada uma das perdas e defalcações de propriedade soffridas pelos vassallos de Sua Magestade Britannica, em consequencia dos differentes medidas que a côrte de Portugal foi constrangida á tomar no mez de novembre de mil oitocentos e sete. Este artigo deverá têr o seu completo effeito, o mais breve que fôr possivel, depois da troca das ratificações do presente tratado.

Prejuizos examinados; perdas indemnizadas.

ART. 5. — Conveiu-se, que no caso de constar que tanto o governo portuguez, como os vassallos de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, soffreram algumas perdas ou prejuizos em materia de propriedade, em consequencia do estado dos negocios publicos no tempo da amigavel occupação de Goa pelas tropas de Sua Majestade Britannica, as ditas perdas e prejuizos serão devidamente examinadas, e que havendo a devida prova, ellas serão indemnizadas pelo governo britannico.

Don João conserva lembrança dos serviços, e concede o privilegio de fazer comprar madeiras nas matas do Brazil.

ART. 6. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, conservando grata lembrança do serviço e assistencia que a sua corôa e familia receberam da marinha real de Inglaterra, e estando convencido que tem sido pelos poderosos esforços d'aquella marinha, em apoio dos direitos e independencia da Europa, que até aqui se tem opposto a barreira mais efficaz á ambição e injustiça de outros Estados; e desejando dar uma prova de confianza e de perfeita amizade ao seu verdadeiro e antigo alliado el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, ha por bem conceder a Sua Magestade Britannica o privilegio de fazer comprar o cortar madeiras para construcção de navios de guerra nos bosques, florestas e matas do Brazil (exceptuando nas florestas reaes, que são designadas para uso da marinha portugueza), juntamente com permissão de poder fazer construir, prover ou reparar navios de guerra nos portos e bahias d'aquelle imperio; fazendo de cada vez (por formalidade) uma previa representação á côrte de Portugal, que nomeará imme-

diatamente um official da marinha real para assistir e vigiar n'estas occasiões. E expressamente se declara e promette que estes privilegios não serão concedidos a outra alguma nação ou Estado, seja qual fôr. 1810

ART. 7. — Estipulou-se e ajustou-se pelo presente tratado, que se uma esquadra ou uma porção de navios de guerra houver em algum tempo de ser mandada por uma das altas partes contratantes em soccorro e ajuda da outra, a parte que receber o soccorro e ajuda fornecerá á sua propria custa a referida esquadra ou navios de guerra (emquanto elles estiverem actualmente empregados em seu beneficio, protecção ou serviço) com carne fresca, vegetaes e lenha, na mesma proporção em que taes artigos costumam ser fornecidos aos seus proprios navios pela parte que presta o soccorro e ajuda. E declara-se que este ajuste será reciprocamente obrigatorio para cada uma das altas partes contratantes.

A parte que receber o soccorro fornecerá protecção, carne, vegetaes.

ART. 8. — Postoque haja sido estipulado por antigos tratados entre Portugal e a Gran-Bretanha, que em tempo de paz não excederão ao numero de seis os navios de guerra da ultima potencia que poderão ser admittidos a um mesmo tempo em qualquer porto pertencente á outra, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, confiando na lealdade e permanencia de sua alliança com Sua Magestade Britannica, ha por bem abrogar e annullar inteiramente esta restricção, e declarar que d'aqui em diante qualquer numero de navios pertencentes a Sua Magestade Britannica possa ser admittido a um mesmo tempo em qualquer porto pertencente a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal. E demais estipulou-se que este privilegio não será concedido a outra alguma nação ou Estado qualquer que seja, tanto em compensação de qualquer outro equivalente, como em virtude de algum subsequente tratado ou convenção, sendo sómente fundado sobre o principio da amisade sem exemplo e confidencia que tem subsistido por tantos seculos entre as corôas de Portugal e da Gran-Bretanha. E demais conveiu-se e estipulou-se que os transportes propriamente taes *bonâ fide*, e actualmente empregados em serviço das

Navios de guerra admittidos em qualquer porto de Portugal.

1810. altas partes contratantes, serão tratados dentro dos portos de qualquer d'ellas do mesmo modo como se fossem navios de guerra.

Sua Magestade Britannica igualmente convem em permittir da sua parte, que qualquer numero de navios pertencentes a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal possa ser admittido a um mesmo tempo em qualquer porto dos dominios de Sua Magestade Britannica, e ali receber soccorro e assistencia, se lhe fôr necessario, e que além d'isso será tratado como os navios da nação mais favorecida; sendo esta obrigação igualmente reciproca entre as duas altas partes contratantes.

A inquisição não será estabelecida no Brazil.

ART. 9 (1). — Não se tendo até aqui estabelecido ou reconhecido no Brazil a inquisição, ou tribunal do santo officio, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, guiado por uma illuminada e liberal politica, aproveita a opportunidade que lhe offerece o presente tratado para declarar espontaneamente, no seu proprio nome e no de seus herdeiros e successores, que a inquisição não será para o futuro estabelecida nos meridionaes dominios americanos da corôa de Portugal.

Abrogação do art. 5 do tratado de 1654.

Sua Magestade Britannica, em consequencia d'esta declaração da parte de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, se obriga da sua parte, e declara que o artigo 5 do tratado de 1654, em virtude do qual certas isenções da auctoridade da inquisição eram concedidas exclusivamente aos vassallos britannicos, será considerado como nullo e sem tèr effeito nos meridionaes dominios americanos da corôa de Portugal. E Sua Magestade Britannica consente que esta abrogação do artigo 5 do tratado de 1654 se estenderá tambem a Portugal, no caso que tenha logar a abolição da inquisição n'aquelle paiz por ordem de Sua Alteza Real o principe regente, e geralmente a todas as outras partes dos dominios de Sua Alteza Real, onde venha a abolir-se para o futuro aquelle tribunal.

Injustiça do commercio de escravos.

ART. 10. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, estando plenamente convencido da injustiça e má politica do

(1) Vide artigo 2 secreto do tratado de 22 de janeiro de 1815.

commercio de escravos, e da grande desvantagem que nasce da necessidade de introduzir e continuamente renovar uma estranha e facticia população para entretêr o trabalho e industria nos seus dominios do sul da America, tem resolvido de cooperar com Sua Magestade Britannica na causa da humanidade e justiça, adoptando os mais efficazes meios para conseguir em toda a extensão dos seus dominios uma gradual abolição do commercio de escravos. E movido por este principio, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se obriga a que aos seus vassallos não será permittido continuar o commercio de escravos em outra alguma parte da costa da Africa, que não pertença actualmente aos dominios de Sua Alteza Real, nos quaes este commercio foi já descontinuado e abandonado pelas potencias e Estados da Europa que antigamente ali commerciavam; reservando comtudo para os seus proprios vassallos o direito de comprar e negociar em escravos nos dominios africanos da corôa de Portugal. Deve porém ficar distinctamente entendido que as estipulações do presente artigo não serão consideradas como invalidando ou affectando de modo algum os direitos da corôa de Portugal aos territorios de Cabinda e Molembo, os quaes direitos foram em outro tempo disputados pelo governo de França, nem como limitando ou restringindo o commercio de Ajudá e outros portos da Africa (situados sobre a costa commummente chamada na lingua portugueza a *Costa da Mina*), e que pertencem, ou a que tem pretenções a corôa de Portugal, estando Sua Alteza Real o principe regente de Portugal resolvido a não resignar, nem deixar perder as suas justas e legitimas pretenções aos mesmos, nem os direitos de seus vassallos de negociar com estes logares, exactamente pela mesma maneira que elles até aqui o praticavam.

1810.

Direitos dos vassallos portuguezes de comprar e negociar em escravos.

Art. 11. — A mutua troca das ratificações do presente tratado se fará na cidade de Londres, dentro do espaço de quatro mezes, ou mais breve se fôr possivel, contados do dia da assignatura do mesmo.

Quatro mezes para ratificações.

Em testemunho do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de

1810. Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos plenos poderes, assignámos o presente tratado com os nossos punhos, e lhe fizemos pôr o sêllo das nossas armas.

Feito na cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de fevereiro do anno de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810.

STRANGFORD. (L. S.)

Conde DE LINHARES. (L. S.)

ARTIGOS SECRETOS.

Interposição para com a Porta Ottomana, afim de prevenir actos de hostilidade.

ART. 1°. — Sua Magestade Britannica se obriga a empregar os seus bons officios e interposição para com a Porta Ottomana e as regencias de Argel, Tripoli e Tunis, e em geral para com todos os Estados da costa da Barbaria, a fim de que Sua Alteza Real o principe regente de Portugal possa concluir uma paz justa e duravel com aquellas potencias, e que o commercio e navegação de seus vassallos não seja por mais tempo interrompido ou arriscado por actos de hostilidade praticados por qualquer d'aquelles principes e potencias, ou por seus vassallos.

Territorios de Olivença e Jurumenha.

ART. 2. — Sua Magestade Britannica, desejando dar uma prova d'aquella amizade e consideração que jamais Sua Magestade deixou de entretêr para com seu antigo alliado o principe regente de Portugal, se obriga e promette de empregar os seus bons officios e interposição para obtêr a restituição á corôa de Portugal dos territorios de Olivença e Jurumenha, e igualmente, quando se negociar uma paz geral, de ajudar e apoiar com toda a sua influencia as tentativas que a côrte de Portugal possa então fazer, para procurar o restabelecimento dos antigos limites da America portugueza, do lado de Cayenna, conforme á interpretação que Portugal tem constantamente dado ás estipulações do tratado de Utrecht.

Cayenna.

Em retribuição d'este signal de amizade da parte de Sua Magestade Britannica, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se obriga a cooperar efficazmente na causa da huma-

nidade, tão gloriosamente sustentada por Sua Magestade Britannica, prohibindo strictamente e inteiramente abolindo todo o commercio e trafico em escravos nos estabelecimentos de Bissau e Cacheu; e Sua Alteza Real promette mais ceder em plena soberania a Sua Magestade Britannica os ditos estabelecimentos de Bissau e Cacheu, por espaço de cincoenta annos, com a condição de receber uma rasoavel compensação em dinheiro, ou de outra maneira que se determinar para o futuro entre as duas côrtes; reservando comtudo para si o direito de reassumir os ditos estabelecimentos no fim do referido termo de cincoenta annos, e conservando para os seus vassallos a liberdade de commerciarem e traficarem com os ditos estabelecimentos em todos quaesquer artigos, á excepção de escravos, cujo commercio sera para sempre abolido e prohibido, e não será renovado depois de findo o termo mencionado de cincoenta annos. Porém deve ficar entendido que a execução da segunda clausula d'este artigo secreto, que é a cessão de Bissau e Cacheu a Sua Magestade Britannica, deve depender inteiramente da execução da primeira clausula que elle contem, que é no caso da plena e inteira restituição á corôa de Portugal pela corôa de Hespanha dos territorios de Olivença e Jurumenha, e no caso do restabelecimento dos antigos limites da America portugueza do lado de Cayenna; e consequentemente que este artigo secreto ou deverá ser executado na sua totalidade e em todas as suas partes, ou ficar nullo e sem effeito, no caso que as estipulações da primeira clausula não sejam devidamente cumpridas.

1810.

Abolição do trafico em escravos, de Bissau e Cacheu.

Cessão de Bissau e Cacheu.

Conveiu-se e declarou-se que os presentes artigos secretos terão a mesma força como se fossem actualmente inseridos no presente tratado, palavra por palavra, e que as suas ratificações serão na fórma costumada trocadas no mesmo tempo e do mesmo modo.

Ratificações.

Em testemunho do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos plenos poderes, assignámos os presentes artigos secretos

1810. com os nossos punhos, e lhe fizemos pôr o sêllo das nossas armas.

Feito na cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de fevereiro do anno de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810.

STRANGFORD. (L. S.)

Conde DE LINHARES (L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.

CONVENCION

ENTRE EL PRÍNCIPE REGENTE DON JUAN Y JORGE III, REY DE LA GRAN BRETAÑA, SOBRE EL ESTABLECIMIENTO DE PAQUETES.

Convenção entre o principe regente o senhor dom João, e Jorge III, rei da Gran-Bretanha, sobre o estabelecimento de paquetes entre os dominios de Portugal e a Gran-Bretanha, assignada no Rio de Janeiro em 19 de fevereiro de 1810, e ratificada por parte de Portugal em 26 do dito mez, e pela da Gran-Bretanha em 18 de junho do mesmo anno. 1810.

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

Sendo necessario para o serviço publico das côrtes de Portugal e da Gran-Bretanha, e para as relações commerciaes dos seus respectivos vassallos, que se estabeleçam paquetes entre os dominios de Portugal e a Gran-Bretanha; e sendo além d'isso conveniente que se conclua para este fim um arranjamento definitivo sobre os principios de exacta reciprocidade, que as duas corôas têem resolvido adoptar por base das suas mutuas rela-

1810. ções; os abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, tendo trocado os seus respectivos plenos poderes, e achando-os em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes :

Paquetes entre Falmouth e Rio de Janeiro.

ART. 1. — Sairá de Falmouth para o Rio de Janeiro um paquete em cada mez. Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se reserva o direito de para o futuro estabelecer paquetes entre os outros portos do Brazil e a Gran-Bretanha, se o estado do commercio o requerer.

Dia das malas.

ART. 2. — As malas se fecharão em um determinado dia, assim em Londres como no Rio do Janeiro.

As malas tocarão na Madeira.

ART. 3. — Os paquetes tocarão na Madeira na sua passagem para o Rio de Janeiro. Elles não ancorarão ali, nem se demorarão mais tempo do que aquelle que fôr absolutamente necessario para entregarem e receberem as malas.

Paquetes britannicos.

ART. 4. — Os paquetes serão por agora embarcações britannicas, navegadas conforme ás leis da Gran-Bretanha. Porém Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se reserva o direito de estabelecer para o futuro paquetes brazilienses ou portuguezes.

Embarcações mercantes.

ART. 5. — Os paquetes serão considerados e tratados como embarcações mercantes. Elles serão por consequencia sujeitos ás visitas dos officiaes e guardas da alfandega, tanto no Rio de Janeiro, como em outro qualquer porto dos dominios de Portugal, entre o qual e os dominios britannicos se hajam de estabelecer paquetes. Porém elles não serão obrigados a dar entrada na alfandega, nem a seguir as outras formalidades praticadas pelas embarcações mercantes.

Commercio de diamantes, oiro em pó, urzella, etc.

ART. 6. — As duas altas partes contratantes se obrigam reciprocamente a fazer todos os esforços para prevenir que se faça por via dos paquetes commercio de contrabando, particularmente de diamantes, pau Brazil, oiro em pó, urzella e tabaco manufacturado. Ellas tambem se obrigam a prevenir, quanto fôr possivel, a illegal collecção e conducção de cartas.

ART. 7. Permittir-se-ha que um agente britannico para os

1810.

Conducção de cartas.

paquetes resida no Rio de Janeiro, ou em qualquer outro porto dos dominios de Portugal, entre o qual e os dominios britannicos se houverem de estabelecer paquetes para o futuro. As malas para os dominios britannicos se promptificarão exclusivamente na casa da sua administração, e tambem receberá e admittirá n'ellas as cartas d'aquelles vassallos portuguezes que quizerem manda-las á sua administração. Á chegada dos paquetes ao Rio de Janeiro, ou ao porto do seu destino, o agente britannico entregará as malas, que elle trouxer, áquella pessoa que o governo portuguez nomear para as receber, do mesmo modo que se praticava antigamente em Lisboa.

Porte em cartas.

Art. 8. — O governo portuguez terá o direito de impôr porte em todas as cartas vindas dos dominios britannicos para os de Portugal.

Porte de 3 sh 8 pences por uma carta.

Art. 9. — O porte das cartas enviadas ou recebidas da Gran-Bretanha e do Brazil deverá ser por agora do valor de tres shillings e oito pences sterlinos da moeda britannica por uma simples carta, e n'esta proporção pelo duplo ou triplo das cartas. Observar se-hão as mesmas regras que se praticavam antigamente em Lisboa, relativamente ás cartas destinadas para a marinha e exercito de Sua Magestade Britannica; e em Inglaterra se concederão iguaes isenções em favor das cartas pertencentes aos marinheiros e soldados de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal.

Cartas isentas de porte.

Art. 10. — As cartas e os despachos conduzidos pelos paquetes aos enviados ou ministros das duas côrtes, e sendo *bonâ fide* para o serviço dos seus respectivos soberanos, não pagarão porte. Far-se-ha no correio geral britannico uma regulação para dar effeito a este estipulação, e para fixar o peso e numero das cartas e despachos, que devem ser isentos de porte em virtude do presente artigo.

Correios ou expressos.

Art. 11. — Depois da chegada do paquete ao Rio de Janeiro, o enviado ou ministro de Sua Magestade Britannica fixará o dia em que o referido paquete voltará para Inglaterra, reservando sómente a si o direito de prolongar mais o periodo assim fixado, no caso de julgar que o serviço de Sua Magestade o exige, e

1810. attendendo, quanto fôr possivel, a qualquer requisição para este fim, que lhe fôr feita por parte do governo portuguez. E os paquetes durante a sua estada nos portos ou bahias de Sua Alteza Real o principe regente serão considerados como debaixo da especial protecção do enviado ou ministro de Sua Magestade Britannica, da mesma fórma como os seus correios ou expressos.

Portos nos dominios de Portugal.

ART. 12. — Os principios geraes da presente convenção serão applicaveis a todos os paquetes que se houverem para o futuro de estabelecer entre a Gran-Bretanha e qualquer porto ou portos nos dominios de Sua Alteza Real o principe rẽgente de Portugal, não especificadamente mencionados na presente convenção.

Mutua troca das ratificações.

ART. 13. — A presente convenção será devidamente ratificada, e a mutua troca das ratificações se fará na cidade de Londres dentro do espaço de quatro mezes, ou mais breve se fôr possivel, contados do dia da assignatura da presente convenção.

Em testemunho do que, nós abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos plenos poderes, assignámos a presente convenção, e lhe fizemos pôr os sêllos das nossas armas.

Feita na cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de fevereiro do anno de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810.

STRANGFORD. (L. S.)

Conde DE LINHARES. (L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

Contrato matrimonial de dote e arrhas para o casamento da princeza do Portugal a senhora dona Maria Thereza, com o infante de Hespanha o senhor dom Pedro Carlos, assignado no Rio de Janeiro a 12 de maio de 1810, e ratificado pelo principe regente o senhor dom João em 13 do dito mez e anno (1). 1810.

(Do original que se guarda no real archivo da Torre do Tombo.)

Troca de plenos poderes para concluir o contrato matrimonial.

Contrato matrimonial de dote e arrhas para o casamento que se ha de celebrar entre o muito alto e muito poderoso principe o serenissimo infante D. Pedro Carlos, filho dos muito altos e poderosos principes o infante D. Gabriel, e a serenissima infanta D. Marianna Victoria sua esposa, já fallecidos; e a muito alta e poderosa princeza D. Maria Thereza, filha do muito alto, muito excellente e muito poderoso principe D. João, por graça de Deus principe regente de Portugal e dos Algarves, principe

(1) Foi novamente ratificado por el rei o senhor D. João VI em 9 de maio de 1825, havendo-o já sido pelo senhor D. Fernando VII, rei de Hespanha, em 18 de março d'este anno, e trocando-se as letras de ratificação em 28 de maio do mesmo anno.

1810. assim como de todos os demais direitos que por outra qualquer justa causa e titulo lhe pertençam ou possam pertencer, e para obtêr a effectiva satisfação e paga das rendas vencidas e que se vencerem, estipulados no artigo 2 do mesmo tratado.

Dote de 400,000,000 de reis em padrões.

Art. 4. — Sua Alteza Real o serenissimo principe regente se obriga a dar em dote a favor d'este matrimonio 400,000,000 de réis, o qual satisfará assignando e constituindo o seu respectivo rendimento em rendas de bens de raiz ou em padrões de juro real, ou tambem satisfazendo-o em dinheiro de contado, como fôr mais conveniente á situação do Estado. E as sobreditas rendas constituirão um vinculo de morgádo perpetuo e inalienavel na fórma regular segundo as leis portuguezas; e desde agora se ha por instituido em favor dos filhos e descendentes legitimos dos serenissimos esposos na melhor fórma de direito, do qual será a primeira administradora a serenissima princeza D. Maria Thereza.

Inteira satisfação d'este dote.

Art. 5. — Entretanto que não póde ter effeito a entrega e inteira satisfação d'este dote, o serenissimo senhor principe regente manterá á sua custa e despeza a casa e estado dos serenissimos infante e princeza, com aquelle esplendor que convem á sua alta dignidade e decoro : mediante o que se reputarão satisfeitos os interesses e reditos do mesmo dote, que n'este caso se suppõem regulados a cinco por cento. Ficará porém subsistindo todo o direito para a satisfação do mesmo dote, sem que por isso se entenda espaçada ou demorada, mais que aquelle tempo que as circunstancias fazem necessario; e se obriga o mesmo senhor e a seus successores e á corôa d'estes reinos e Estados á sua inteira satisfação.

Reciprocas renuncias a qualquer acção, ou herenças.

Art. 6. — Mediante o pagamento effectivo e ultimado do referido dote, se dará por satisfeita a serenissima princeza D. Maria Thereza para não allegar outro algum direito, nem intentar outra alguma acção ou pretenção, solicitando que lhe pertencem ou podem pertencer outros bens, direitos ou acções por causa de heranças ou maiores successões dos serenissimos principes seus paes, nem de outra qualquer maneira e por qualquer causa ou titulo que seja, ou fôr sabido ou ignorado : en-

tendendo-se que de qualquer qualidade e condição que fôrem as cousas assim ditas, deve ficar excluida d'elles; e a serenissima princeza, antes de effectuar-se o seu desposorio por palavras de presente, fará renuncia em boa e devida fórma, e com todas as seguranças, solemnidades e fórmas que fôrem necessarias para o devido effeito : a qual renuncia confirmará e ratificará logo depois que se haja celebrado o matrimonio; executando o mesmo o serenissimo infante D. Pedro Carlos, que já então será seu esposo, com as mesmas fórmas e solemnidades que a serenissima princeza houver usado na sobredita primeira renuncia, e mais com as clausulas que se julgarem convenientes e necessarias. E o serenissimo infante D. Pedro Carlos e a serenissima princeza D. Maria Thereza ficam et ficarão assim de presente, como para então, obrigados ao effeito e cumprimento da dita renuncia e ratificação d'ella, por virtude e em conformidade dos presentes artigos; devendo ser a citada renuncia e suas ratificações havidas e julgadas assim de presente, como no futuro, por bem feitas e verdadeiramente passadas e outhorgadas. E as referidas renuncias se farão na fórma mais authentica e efficaz que podér ser, para que sejam boas e validas, juntamente com todas as clausulas derogatorias de qualquer lei, jurisdicção, direitos, constituições e costumes a isto contrarios, ou que impeçam ou possam impedir em todo ou em parte as ditas renuncias e ratificações. 1810.

80,000 pesos para joias.

Art. 7. — O serenissimo principe regente dará á serenissima princeza D. Maria Thereza para as suas joias o valor de oitenta mil pesos, os quaes lhe pertencerão sem difficuldade alguma depois de celebrado o matrimonio; da mesma fórma que todas as joias que tiver, e serão proprias suas e de seus herdeiros e successores, e d'aquelles que tiverem seu direito.

Caso de dissolução do matrimonio e de viuvez.

Art. 8. — O serenissimo infante D. Pedro Carlos se obriga á segurança, e segurará o sobredito dote pelos seus bens e rendas, e se obriga a cumprir o estipulado no artigo 4, segundo fôr a fórma do pagamento, pelo modo e maneira que mais amplo e vantajoso fôr para o vinculo instituido. E em caso de dissolver-se o matrimonio, e que tenha logar a restituição do dote, será

1810. assim como de todos os demais direitos que por outra qualquer justa causa e titulo lhe pertençam ou possam pertencer, e para obtêr a effectiva satisfação e paga das rendas vencidas e que se vencerem, estipulados no artigo 2 do mesmo tratado.

Dote de 400,000,000 de reis em padrões.

ART. 4. — Sua Alteza Real o serenissimo principe regente se obriga a dar em dote a favor d'este matrimonio 400,000,000 de réis, o qual satisfará assignando e constituindo o seu respectivo rendimento em rendas de bens de raiz ou em padrões de juro real, ou tambem satisfazendo-o em dinheiro de contado, como fôr mais conveniente á situação do Estado. E as sobreditas rendas constituirão um vinculo de morgádo perpetuo e inalienavel na fórma regular segundo as leis portuguezas; e desde agora se ha por instituido em favor dos filhos e descendentes legitimos dos serenissimos esposos na melhor fórma de direito, do qual será a primeira administradora a serenissima princeza D. Maria Thereza.

Inteira satisfação d'este dote.

ART. 5. — Entretanto que não póde ter effeito a entrega e inteira satisfação d'este dote, o serenissimo senhor principe regente manterá á sua custa e despeza a casa e estado dos serenissimos infante e princeza, com aquelle esplendor que convem á sua alta dignidade e decoro : mediante o que se reputarão satisfeitos os interesses e reditos do mesmo dote, que n'este caso se suppõem regulados a cinco por cento. Ficará porém subsistindo todo o direito para a satisfação do mesmo dote, sem que por isso se entenda espaçada ou demorada, mais que aquelle tempo que as circunstancias fazem necessario; e se obriga o mesmo senhor e a seus successores e á corôa d'estes reinos e Estados á sua inteira satisfação.

Reciprocas renuncias a qualquer acção, ou herenças.

ART. 6. — Mediante o pagamento effectivo e ultimado do referido dote, se dará por satisfeita a serenissima princeza D. Maria Thereza para não allegar outro algum direito, nem intentar outra alguma acção ou pretenção, solicitando que lhe pertencem ou podem pertencer outros bens, direitos ou acções por causa de heranças ou maiores successões dos serenissimos principes seus paes, nem de outra qualquer maneira e por qualquer causa ou titulo que seja, ou fôr sabido ou ignorado : en-

tendendo-se que de qualquer qualidade e condição que fôrem as cousas assim ditas, deve ficar excluida d'elles; e a serenissima princeza, antes de effectuar-se o seu desposorio por palavras de presente, fará renuncia em boa e devida fórma, e com todas as seguranças, solemnidades e fórmas que fôrem necessarias para o devido effeito : a qual renuncia confirmará e ratificará logo depois que se haja celebrado o matrimonio; executando o mesmo o serenissimo infante D. Pedro Carlos, que já então será seu esposo, com as mesmas fórmas e solemnidades que a serenissima princeza houver usado na sobredita primeira renuncia, e mais com as clausulas que se julgarem convenientes e necessarias. E o serenissimo infante D. Pedro Carlos e a serenissima princeza D. Maria Thereza ficam et ficarão assim de presente, como para então, obrigados ao effeito e cumprimento da dita renuncia e ratificação d'ella, por virtude e em conformidade dos presentes artigos; devendo ser a citada renuncia e suas ratificações havidas e julgadas assim de presente, como no futuro, por bem feitas e verdadeiramente passadas e outhorgadas. E as referidas renuncias se farão na fórma mais authentica e efficaz que podér ser, para que sejam boas e validas, juntamente com todas as clausulas derogatorias de qualquer lei, jurisdicção, direitos, constituições e costumes a isto contrarios, ou que impeçam ou possam impedir em todo ou em parte as ditas renuncias e ratificações. 1810.

80,000 pesos para joias.

Art. 7. — O serenissimo principe regente dará á serenissima princeza D. Maria Thereza para as suas joias o valor de oitenta mil pesos, os quaes lhe pertencerão sem difficuldade alguma depois de celebrado o matrimonio; da mesma fórma que todas as joias que tiver, e serão proprias suas e de seus herdeiros e successores, e d'aquelles que tiverem seu direito.

Caso de dissolução do matrimonio e de viuvez.

Art. 8. — O serenissimo infante D. Pedro Carlos se obriga á segurança, e segurará o sobredito dote pelos seus bens e rendas, e se obriga a cumprir o estipulado no artigo 4, segundo fôr a fórma do pagamento, pelo modo e maneira que mais amplo e vantajoso fôr para o vinculo instituido. E em caso de dissolver-se o matrimonio, e que tenha logar a restituição do dote, será

1810. assim como de todos os demais direitos que por outra qualquer justa causa e titulo lhe pertençam ou possam pertencer, e para obtêr a effectiva satisfação e paga das rendas vencidas e que se vencerem, estipulados no artigo 2 do mesmo tratado.

Dote de 400,000,000 de reis em padrões.

ART. 4. — Sua Alteza Real o serenissimo principe regente se obriga a dar em dote a favor d'este matrimonio 400,000,000 de réis, o qual satisfará assignando e constituindo o seu respectivo rendimento em rendas de bens de raiz ou em padrões de juro real, ou tambem satisfazendo-o em dinheiro de contado, como fôr mais conveniente á situação do Estado. E as sobreditas rendas constituirão um vinculo de morgádo perpetuo e inalienavel na fórma regular segundo as leis portuguezas; e desde agora se ha por instituido em favor dos filhos e descendentes legitimos dos serenissimos esposos na melhor fórma de direito, do qual será a primeira administradora a serenissima princeza D. Maria Thereza.

Inteira satisfação d'este dote.

ART. 5. — Entretanto que não póde ter effeito a entrega e inteira satisfação d'este dote, o serenissimo senhor principe regente manterá á sua custa e despeza a casa e estado dos serenissimos infante e princeza, com aquelle esplendor que convem á sua alta dignidade e decoro : mediante o que se reputarão satisfeitos os interesses e reditos do mesmo dote, que n'este caso se suppõem regulados a cinco por cento. Ficará porém subsistindo todo o direito para a satisfação do mesmo dote, sem que por isso se entenda espaçada ou demorada, mais que aquelle tempo que as circunstancias fazem necessario; e se obriga o mesmo senhor e a seus successores e á corôa d'estes reinos e Estados á sua inteira satisfação.

Reciprocas renuncias a qualquer acção, ou herenças.

ART. 6. — Mediante o pagamento effectivo e ultimado do referido dote, se dará por satisfeita a serenissima princeza D. Maria Thereza para não allegar outro algum direito, nem intentar outra alguma acção ou pretenção, solicitando que lhe pertencem ou podem pertencer outros bens, direitos ou acções por causa de heranças ou maiores successões dos serenissimos principes seus paes, nem de outra qualquer maneira e por qualquer causa ou titulo que seja, ou fôr sabido ou ignorado : en-

tendendo-se que de qualquer qualidade e condição que fôrem as cousas assim ditas, deve ficar excluida d'elles; e a serenissima princeza, antes de effectuar-se o seu desposorio por palavras de presente, fará renuncia em boa e devida fórma, e com todas as seguranças, solemnidades e fórmas que fôrem necessarias para o devido effeito : a qual renuncia confirmará e ratificará logo depois que se haja celebrado o matrimonio; executando o mesmo o serenissimo infante D. Pedro Carlos, que já então será seu esposo, com as mesmas fórmas e solemnidades que a serenissima princeza houver usado na sobredita primeira renuncia, e mais com as clausulas que se julgarem convenientes e necessarias. E o serenissimo infante D. Pedro Carlos e a serenissima princeza D. Maria Thereza ficam et ficarão assim de presente, como para então, obrigados ao effeito e cumprimento da dita renuncia e ratificação d'ella, por virtude e em conformidade dos presentes artigos; devendo ser a citada renuncia e suas ratificações havidas e julgadas assim de presente, como no futuro, por bem feitas e verdadeiramente passadas e outhorgadas. E as referidas renuncias se farão na fórma mais authentica e efficaz que podér ser, para que sejam boas e validas, juntamente com todas as clausulas derogatorias de qualquer lei, jurisdicção, direitos, constituições e costumes a isto contrarios, ou que impeçam ou possam impedir em todo ou em parte as ditas renuncias e ratificações. 1810.

80,000 pesos para joias.

Art. 7. — O serenissimo principe regente dará á serenissima princeza D. Maria Thereza para as suas joias o valor de oitenta mil pesos, os quaes lhe pertencerão sem difficuldade alguma depois de celebrado o matrimonio; da mesma fórma que todas as joias que tiver, e serão proprias suas e de seus herdeiros e successores, e d'aquelles que tiverem seu direito.

Caso de dissolução do matrimonio e de viuvez.

Art. 8. — O serenissimo infante D. Pedro Carlos se obriga á segurança, e segurará o sobredito dote pelos seus bens e rendas, e se obriga a cumprir o estipulado no artigo 4, segundo fôr a fórma do pagamento, pelo modo e maneira que mais amplo e vantajoso fôr para o vinculo instituido. E em caso de dissolver-se o matrimonio, e que tenha logar a restituição do dote, será

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LA REGENCIA DE ARGEL.

1810. *Tratado de tregua e resgate ajustado entre os plenipotenciarios de Portugal e Hage Aly, bachá de Argel, e assignado em Argel a 6 de julho de* 1810 (1).

(Diario lisbonense nº 178 de 1810.)

O louvor seja dado só a Deus.

Enviados para tratar da paz entre Argel e Portugal.

Tratado de tregua e resgate ajustado entre o grande, magnanimo e poderoso senhor Hage Aly, bachá de Argel, e os grandes magnates e membros no seu divan de uma parte, e James Scarnichia, capitão de mar e guerra e enviado de Portugal, e Mr. Cassamayor, enviado da Gran-Bretanha, e Fr. José de Santo Antonio Moura, interprete da lingua arabica, da outra parte, enviados para tratarem da paz e amizade entre Argel e Portugal, que muitos annos ha se conservavam em inimizade; cujo conteudo é o que consta dos artigos seguintes, em que conviemos:

Troca de captivos.

Art. 1. — Convimos na troca dos Mouros captivos em Portugal por 40 dos captivos portuguezes pertencentes á regencia.

(1) Este tratado foi renovado por mais um anno, en 15 de junho de 1812.

Fica ajustado o resgate dos 541 restantes pela quantia de 850,000 duros argelinos, inclusos n'esta somma todos os direitos. 1810.

ART. 2. — Os sobreditos enviados encargados d'esta negociação poderão passar ao seu paiz a dar conta ao seu governo do que fica ajustado. Quando voltarem deverão trazer consigo os sobreditos Mouros para serem trocados pelos 40 Portuguezes, assim como se tem ajustado. Mouros e Portuguezes.

ART. 3. — O governo de Portugal se obriga a resgatar logo a quarta parte dos sobreditos captivos. O resto juntamente com os outros pertencentes a particulares os poderá ir resgatando successivamente em quartas partes, vista a impossibilidade de serem todos por uma vez resgatados. Resgate da quarta parte.

ART. 4. — Se d'aqui em diante fallecer algum dos Portuguezes escravos, o prejuizo correrá por conta do seu governo. O mesmo se deve entender a respeito dos Mouros escravos em Portugal. Caso de fallecer escravos.

ART. 5. — Em cada uma das quartas partes que se resgatar entrarão indivuos de todas as classes. Partes que se resgatarão.

ART. 6. — Os 34 escravos dos particulares ficam ajustados pela quantia de 50,000 duros argelinos. Escravos dos particulares.

ART. 7. — Depois de se têr convindo nos precedentes artigos, representaram os ditos enviados com o seu interprete a indispensavel necessidade de passarem logo ao seu paiz, a fim de informarem o seu governo de tudo quanto estava ajustado; para o que pediam a concessão de uma tregua pelo espaço de dois annos. Attendidas as suas rasões, les accordâmos a dita tregua, conformando-nos n'isso com a sua vontade. Tregua de dois annos.

ART. 8. — Todos os navios e embarcações portuguezas, assim de guerra como mercantes, e igualmente os negociantes da mesma nação, serão bem recibidos nos estados de Argel e tratados como os das outras nações amigas; e isto emquanto durar a sobredita tregua. O mesmo se praticará com as embarcações argelinas nos dominios de Portugal.

Argel, 4 do mez de juimaditani do anno de 1225.

Corresponde a 6 de julho de 1810.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y RUSIA.

1812. *Déclaration prorogeant le traité d'amitié, de navigation et de commerce du 16/27 décembre 1798, entre les cours de Portugal et de Russie, signée à Saint-Pétersbourg les 29 mai / 10 juin 1812* (1).

(De l'original qui se garde dans les archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères du Portugal.)

DÉCLARATION.

Prorogation et nouvelles stipulations du traité.

Le traité d'amitié, de navigation et de commerce conclu à Saint-Pétersbourg le 16/27 décembre 1798, entre les cours de Portugal et de Russie, étant près de son terme, les deux hautes parties contractantes sont convenues de le proroger jusqu'au 5/17 juin 1815 (2), et de s'occuper immédiatement des stipulations d'un nouveau traité, qui fixe d'une manière permanente et

(1) Les relations directes de commerce entre les ports de Portugal et ceux de la Russie, qui avaient été expressément interdites par un ukase du 22 mai 1810, furent rétablies par la présente déclaration.

(2) Cet acte fut prorogé pour une année de plus, au moyen d'une autre déclaration en date du 29 mars 1815.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y RUSIA.

Declaração prorogando o tratado de amizade, navegação e commercio de 16/27 de dezembro de 1798 entre as côrtes de Portugal e da Russia, assignada em S. Petersburgo a 29 de maio / 10 de junho de 1812 (1). 1812.

(Traducção particular.)

DECLARAÇAO.

Prorogação e novas estipulações do tratado.

O tratado de amizade, navegação e commercio concluido em S. Petersburgo a 16/27 de dezembro de 1798 entre as côrtes de Portugal e da Russia, estando perto do seu termo, as duas altas partes contratantes têem convencionado proroga-lo até 5/17 de junho de 1815 (2), e occupar-se immediatamente das estipulações de um novo tratado que fixe de um modo permanente e

(1) A communicação direita do commercio entre os portos de Portugal e os da Russia foi expressamente prohibida pelo ukase de 22 de maio de 1810, e restabelecida pela presente declaração.

(2) Foi prorogado por mais um anno, por meio de outra declaração em data de 29 de março de 1815.

1812. consolide les rapports directs de commerce entre leurs sujets, possessions et Etats respectifs, sur les nouvelles bases indiquées par l'intérêt des deux puissances et par les changements opérés dans le système commercial des colonies portugaises.

En conséquence, Son Altesse Royale le prince régent de Portugal et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies s'engagent et promettent réciproquement d'exécuter, observer et accomplir dans tous les points, les stipulations du traité de commerce du 16/27 décembre 1798, comme si elles étaient insérées ici mot à mot, à l'exception du changement suivant, fait à l'art. 6 dudit traité.

Modification du droit d'entrée des vins.

Vu l'augmentation de droits établie par le dernier tarif sur les vins importés en Russie, il a été convenu, d'après la proportion de ceux fixés par le tarif précédent, que les vins du crû de Portugal, des îles de Madère et des Açores, qui, en vertu de l'art. 6 dudit traité, ne payaient que quatre roubles et cinquante copecks de droit d'entrée par barrique ou *oxhoft* de six ancres, paieraient vingt roubles par barrique ou *oxhoft* pendant la durée du présent arrangement; mais si avant son expiration, le droit d'entrée sur les vins venait à être modifié en faveur d'une nation quelconque, ceux de Portugal, de Madère et des Açores jouiront de cet avantage dans la proportion de trois quarts de moins, conformément aux dispositions de l'art. 6 du traité de commerce et à celles mentionnées ci-dessus; bien entendu que lesdits vins ne pourront avoir droit à une telle bonification qu'autant qu'ils seront importés sur vaisseaux portugais ou russes, et que l'origine et propriété en seront constatées par les certificats exigés par le susdit article du même traité.

Cet arrangement subsistera et sera obligatoire pendant le terme fixé ci-dessus, et le présent acte aura son effet à dater du jour de sa signature, les soussignés promettant et garantissant au nom de leurs souverains respectifs l'exécution pleine et entière de tout ce qui y est stipulé.

En foi de quoi, nous soussignés, à ce dûment autorisés, avons

consolide as relações directas do commercio entre os seus vassallos, possessões e Estados respectivos, sobre as novas bases indicadas pelos interesses das duas potencias, e pelas mudanças praticadas no systema commercial das colonias portuguezas. 1812.

Em consequencia, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade o imperador de todas as Russias se obrigam e promettem reciprocamente executar, observar e cumprir em todos os pontos, as estipulações do tratado de commercio de 26/27 de dezembro de 1798, como se ellas aqui fossem insertas palavra por palavra, a excepção da seguinte alteração feita ao artigo 6 do dito tratado.

Modificação do direito de entrada sobre os vinhos.

Visto o augmento de direitos estabelecido pela ultima pauta sobre os vinhos importados na Russia, foi convencionado, segundo a proporção dos que eram fixados pela pauta precedente, que os vinhos da producção de Portugal, das ilhas da Madeira e dos Açores, que em virtude do artigo 6 do dito tratado não pagavam senão quatro rublos e cincoenta copecks de direito de entrada por barrica ou *oxhoft* de seis ancoras, pagariam vinte rublos por barrica ou *oxhoft* emquanto durar o presente ajuste; mas se antes do seu termo o direito de entrada sobre os vinhos viesse a ser modificado em favor de uma nação, qualquer que fosse, os de Portugal, Madeira e Açores gosarão d'esta vantagem na proporção de tres quartos de menos, conforme ás disposições do artigo 6 do tratado de commercio, e ás acima mencionadas; bem entendido que os ditos vinhos só poderão têr direito a um tal beneficio, sendo importados em navios portuguezes ou russos, e comprovada a sua origem e propriedade pelas certidões que exige o sobredito artigo do mesmo tratado.

Este ajuste subsistirá e será obrigatorio durante o termo acima fixado, e o presente acto terá effeito desde a data da sua assignatura; promettendo e garantindo os abaixo assignados, em nome de seus respectivos soberanos, a inteira e plena execução de tudo o que aqui é estipulado.

Em fé do que, nós abaixo assignados, para isto devidamente

1812. signé la présente déclaration, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le 29 mai / 10 juin 1812.

JOAO PAULO BEZERRA.
(L. S.)

DIMETRY DE GOURIEFF.
(L. S.)

Le comte ALEXANDRE SOLTYKOFF.
(L. S.)

auctorisados, firmámos a presente declaração, e a sellámos com o sêllo das nossas armas. 1812.

Feita em S. Petersburgo, a 29 de maio / 10 de junho de 1812.

JOAO PAULO BEZERRA.
(L. S.)

DIMETRY DE GOURIEFF.
(L. S.)

Conde ALEXANDRE SOLTYKOFF.
(L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.

AJUSTE

HECHO ENTRE LOS COMISARIOS PORTUGUESES Y BRITÁNICOS,

SOBRE CUATRO PUNTOS CONEXOS Á LA EJECUCION DEL TRATADO DE COMERCIO Y NAVEGACION DE 19 DE FEBRERO DE 1810.

NOTICIA HISTÓRICA.

1812. A 18 de dezembro de 1812 foi por hum novo ajuste modificado o tratado de 1810 em quatro de seus artigos. Como era de esperar, esta revisão do tratado foi inteiramente á favor dos interesses britannicos, e servio a legalisar disposições que d'antes erão consideradas pelos Portuguezes como violentas e arbitrarias. Dois artigos que se ajuntárão de novo, forão summamente perjudiciaes e onerosos ao commercio portuguez. Pelo primeiro forão os navios aprezados pelos Ingleses reputados como os de construcção britannica; gosando por conseguinte das ventagens que devião exclusivamente pertencer aos vasos de origem ingleza. Foi o segundo reduzir o direito sobre as fazendas de lan inglezas a quinze por cento, que até alli, desde a conclução de tratado, tinhão ficado pagando trinta

por cento. Pelo artigo 26 do dito tratado, tinha-se estipulado que, a respeito das fazendas de lan inglezas e dos vinhos de Portugal, ficarião as cousas como d'antes estavão, e esta clausula do tratado era a unica que se podia considerar como equitavel, porque no caso que os Inglezes augmentassem os direitos sobre os nossos vinhos, conservavamos nós a faculdade de fazer outro tanto aos lanificios britannicos. Pela nova disposição fazia-se desapparecer esta reciprocidade; e com effeito os vinhos do Porto continuárão a pagar exorbitantes direitos de entrada nos portos inglezes, e os lanificios britannicos forão admittidos, pagando quinze por cento de direito nominal, porque pela pauta feita debaixo da influencia ingleza as avaliações erão tão baixas, que as fazendas não pagavão em geral dez por cento de entrada, e algumas ainda menos. 1812.

Em quanto o ministerio do principe regente sacrificava os interesses de Portugal á insaciavel cubiça britannica, derramavão os valentes soldados portuguezes o seu sangue na Peninsula cooperando poderosamente aos successos obtidos por lord Wellington. Injustiças e insultos foi a recompensa que recebemos da Inglaterra. Não contentes com a promessa feita pelo regente no tratado de alliança de 1810, de abolir gradualmente o trafico de escravatura, tentárão os Inglezes arruinar ó Brazil obstando immediatamente a importação de escravos; para este fim aprezarão grande numero de navios, occupados neste trato ao sul da linha, isto é, dentro dos limites prescriptos pelo referido tratado, e dispuzerão a seu bel prazer dos escravos. Este acto de perfidia excitou hum clamor universal no Brazil, e os negociantes de Bahia, sobre quem recahia principalmente a perda, fizerão energicas representações ao governo, a que só em 1815 fez tarda e incompleta justiça o gabinete britannico, consentindo em pagar 300,000 libras esterlinas para indemnizar os negociantes portuguezes das depredações commettidas pela marinha ingleza.

Por morte do conde de Linhares tinha sido nomeado para a mesma repartição o conde de Funchal, seu irmão e embaixador em Londres; mas este astuto diplomata, que preferia a resi-

1812. dencia d'aquella côrte, onde por sua condescendencia era bemquisto do ministerio, tomando por pretexto as negociações que precederão a revisão do tratado do commercio, se conservou na Europa (1).

Treaty concluded between the portuguese and british commissioners for the adjustment of four points under the treaty of commerce and navigation of 19th *february* 1810, *signed in London,* 18 *december* 1812.

DOCUMENTO.

(Do exemplar impresso)

We, the undersigned commissioners appointed by his Britannic Majesty's secretary of State for foreign affairs, and by the ambassador of the prince regent of Portugal resident at this court, for the settlement of some matters under the late treaty of commerce, which require to be adjusted with as much precision as the nature of the circumstances will admit, have mutually agreed on the several points hereafter mentioned, and have authenticated such agreement by our respective signatures.

1st *The identification of british ships.*

Certificate of registry. It is agreed that the official certificate of registry, signed by the proper officers of the british customs, shall be deemed sufficient to identify a british-built ship; and that on the production of such certificate she shall be admitted as such in any of the ports within the dominions of His Royal Highness the prince regent of Portugal.

(1) *Historia do Brasil*, por F. S. CONSTANCIO, tomo II, p. 187.

1812.

Ajuste feito entre os commissarios portuguezes e britannicos, sobre quatro pontos connexos com a execução do tratado de commercio e navegação de 19 de fevereiro de 1810 : assignado em Londres a 18 de dezembro de 1812.

DOCUMENTO.

(Traducção particular.)

Nós, os abaixo assignados commissarios, nomeados pelo secretario d'Estado dos negocios estrangeiros de Sua Magestade Britannica, e pelo embaixador do principe regente de Portugal residente n'esta côrte, para o ajuste de alguns assumptos relativos ao ultimo tratado de commercio, os quaes requerem ser regulados com toda a precisão que as circunstancias admittirem, concordámos mutuamente nos diversos pontos ao diante mencionados, e authenticámos este ajuste com as nossas assignaturas respectivas.

1° *Identificação de navios britannicos.*

Fica ajustado que o certificado official de registo, assignado pelos proprios officiaes das alfandegas britannicas, se julgará sufficiente para identificar um navio de construcção britannica, e que, com a presentação de um similhante certificado, será admittido como tal em quaesquer dos portos nos dominios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal. Certificado de registo.

1812.

2nd *The verification of british merchandise in the portuguese dominions.*

Original cockets.

It is agreed, that in the importation of any goods or merchandises from the united kingdom, into any of the ports of the dominions of his Royal Highness the prince regent of Portugal, all such goods shall be accompanied by the original cockets, signed and sealed by the proper officers of the british customs at the port of shipping, and that the cockets belonging to each ship shall be numbered progressively, the total number stated on the first and last cocket, by the proper officers of the customs, at the final clearance of each vessel at the british port; and it is further agreed, that prior to the final clearance by the searchers at the shipping port, the cockets for each ship must be collected and fastened together, to which shall be annexed a paper, with the number of the cockets sealed with the official seal, and signed by the searchers. The cockets, so collected, shall be produced, together with the manifest sworn to by the captain, to the portuguese consul, who shall certify the same on the manifest. The cockets, thus secured together, and the manifest, so authenticated, to be returned to the searchers, in order to the final clearance of the ship.

Manifest sworn to by the captain.

3rd *An arrangement of* Scavage, Package *and* Trinity *dues.*

Duties on shipping.

It is agreed to place the portuguese merchant on the same footing with the british, both with regard to the duties of Scavage and Package payable to the corporation of London, and the duties payable on shipping to the corporation of the Trinity House in London; tho effect this, and at the same time to preserve the chartered rights of the corporation of London and of the Trinity House, it will be necessary that those duties should, in the first instance, be paid as at present, and in all cases where it shall appear that the portuguese merchant shall have paid more than the british, the difference to be returned without expence, in such manner as the british government shall direct.

2° *Verificação das mercadorias britannicas nos dominios portuguezes.* 1812.

Fica ajustado que, na importação de quaesquer generos e mercadorias do reino unido para qualquer dos portos dos dominios da Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, todos esses generos serão acompanhados dos despachos originaes, assignados e sellados pelos proprios officiaes das alfandegas britannicas no porto do embarque, e que os despachos pertencentes a cada navio serão numerados progressivamente, devendo o numero total ser determinado no primeiro e ultimo despacho pelos proprios officiaes das alfandegas, quando cada navio fôr finalmente desembaraçado no porto britannico : e outrosim fica ajustado que, antes da final aclaração dos verificadores no porto do embarque, deverão os despachos para cada navio reunir-se e atar-se, annexando-se-lhes um papel com o numero dos despachos, sellado com o sêllo official, e assignado pelos verificadores. Os despachos assim reunidos serão apresentados, juntamente com o manifesto jurado pelo capitão, ao consul portuguez, o qual certificará os mesmos no manifesto. Os despachos assim cosidos, e o manifesto d'aquelle modo authenticado, serão restituidos aos verificadores, para a final aclaração do navio.

Despachos originaes

Manifesto jurado pelo capitão.

3° *Accordo ácerca dos direitos denominados* Scavage, Package *e* Trinity.

Fica ajustado que os negociantes portuguezes serão equiparados aos britannicos, tanto pelo que toca aos direitos denominados *Scavage* e *Package*, que têem de ser pagos á corporação de Londres, como aos direitos de embarque que o fôrem á corporação de *Trinity-House* em Londres: para que isto se effeitue, e ao mesmo tempo para que se conservem os direitos privilegiados da corporação de Londres e de *Trinity-House*, será necessario que aquelles direitos sejam pagos desde logo como actualmente; e em todos os casos onde pareça que os negociantes portuguezes hajam pago mais que os britannicos, a differença será restituida sem despezas, pelo modo que determinar o governo britannico.

Direitos de embarque.

1812.

4° The mode of levying dutics of 15 per cent on british goods in portuguese ports.

The importer shall sign a declaration of the value.

It is agreed, that the most equitable mode of adjusting this matter, so as to secure tho the portuguese revenue the full payment of the duty of 15 per cent and to afford to the merchant the certainty of not being compelled to pay more in any case, appears to be thus:

That the importer shall, on making the entry at the portuguese custom-house, sign a declaration of the value of his goods to such amount as he shall deem proper, and in case the portuguese examining officers should be of opinion that such valuation is insufficient, they shall be at liberty to take the goods, on paying the importer the amount, according to this declaration, with the addition of 10 per cent and also returning the duty paid.

The amount to be paid on the goods being delivered to the portuguese officer, which must be within fifteen days from the first detention of the goods.

London, 18th december 1812.

A. T. SAMPAIO. R. FREWIN.

A. J. DA COSTA. WILLIAM BURN.

4° *Modo de cobrar direitos de* 15 *por cento sobre os generos britannicos nos portos portuguezes.* 1812.

Fica ajustado que o modo mais justo de regular esta materia, a fim do assegurar ao fisco em Portugal o inteiro pagamento do direito de 15 por cento, e de procurar ao negociante a certeza de não ser compellido a pagar mais em qualquer caso, parece ser o seguinte:

O importador assignará uma declaração do valor.

Que o importador, ao dar entrada na alfandega portugueza, assignará uma declaração do valor dos seus generos pela somma que julgar conveniente, e no caso de que os verificadores portuguezes sejam de opinião que tal avaliação é insufficiente, terão a liberdade de avocar a si os generos, pagando ao importador o seu valor, segundo aquella declaração, com a addição de 10 por cento, e restituindo o direito pago.

O valor será pago quando as mercadorias fôrem entregues ao empregado portuguez, o que deverá têr logar dentro de quinze dias desde a primeira detenção das mercadorias.

Londres, 18 de dezembro de 1812.

A. T. SAMPAIO. R. FREWIN.

A. J. DA COSTA. WILLIAM BURN.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

1814. *Acte d'adhésion, de la part du prince régent don Jean, à la convention de Paris du 23 avril 1814, entre la France et les puissances alliées, signé à Paris le 8 mai, et ratifié par le Portugal le 17 octobre de la même année, et par la France le 2 février 1815.*

(De l'original conservé dans les archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal.)

Suspension d'hostilités entre le Portugal et la France.

Son Excellence M. le comte de Funchal et Son Altesse Sérénissime le prince de Bénévent, étant munis de pleins pouvoirs de leurs cours respectives pour convenir d'une suspension d'hostilités entre le Portugal et la France, sont convenus de ce qui suit :

Son Altesse Royale le prince régent de Portugal et des Algarves adhère pleinement et sans réserve à la convention conclue le 23 avril dernier, entre la France et les puissances alliées, pour faire cesser immédiatement de part et d'autre les hostilités tant sur terre que sur mer ; et en conséquence, toutes les hostilités cesseront entre les deux couronnes et leurs sujets respectifs, dans les termes fixés par ladite convention.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

Acto de adhesão, por parte do principe regente o senhor dom João, á convenção de Paris de 23 de abril de 1814 entre a França e as potencias alliadas, assignado em Paris a 8 de maio, e ratificado por parte de Portugal em 17 de outubro do dito anno, e pela da França em 2 de fevereiro de 1815. 1814.

(Traducção particular.)

Suspensão de hostilidades entre Portugal e a França.

Achando-se Sua Excellencia o senhor conde de Funchal e Sua Alteza Serenissima o principe de Benevento munidos de plenos poderes de suas respectivas côrtes para convir em uma suspensão de hostilidades entre Portugal e a França, concordaram no que se segue :

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algarves adhere plenamente e sem reserva á convenção concluida a 23 de abril ultimo entre a França e as potencias alliadas, para fazer cessar immediatamente de uma e outra parte as hostilidades tanto em terra como no mar; e em consequencia todas as hostilidades cessarão entre as duas corôas e seus respectivos subditos, nos termos fixados pela dita convenção.

1814. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte d'adhésion, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 8 mai 1814.

Le comte DE FUNCHAL. (L. S.)

Le prince DE BÉNÉVENT. (L. S.)

Em fé do que, os plenipotenciarios respectivos assignaram o presente acto de adhesão, e lhe pozeram o sêllo de suas armas. 1814.

Feita em París, a 8 de maio de 1814.

Conde DE FUNCHAL. (L. S.)

O principe DE BENEVENTO. (L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

1814. *Traité de paix entre le prince régent don Jean et ses alliés, et Louis XVIII, roi de France, signé à Paris le 30 mai 1814* (1).

(De l'original qui se conserve dans les archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal.)

Au Nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité.

Son Altesse Royale le prince régent de Portugal et des Algarves et ses alliés d'une part, et Sa Majesté le roi de France et de Navarre d'autre part, étant animés d'un égal désir de mettre fin aux longues agitations de l'Europe et aux malheurs des peuples, par une paix solide, fondée sur une juste répartition de forces entre les puissances, et portant dans ses stipulations la garantie de sa durée; et Son Altesse Royale le prince régent de Portugal et des Algarves et ses alliés ne voulant plus exiger

(1) Se han suprimido los artículos que no tienen relacion con la América.

(2) Este tratado, concebido nos termos em que aqui o damos, não foi ratificado pelo principe regente.

O artigo 11 do tratado de 28 do agosto de 1817, entre Portugal e França, o que confirmou foi (com algumas modificações) o tratado de paz de Paris

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

Tratado de paz entre o principe regente o senhor dom João e seus alliados, e Luiz XVIII, rei de França, assignado em Paris a 30 de maio de 1814 (2). 1814.

(Traducção particular.)

En nome da Santissima e Indivisivel Trindade.

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algarves e seus alliados por uma parte, e Sua Magestade el rei de França e de Navarra por outra parte, achando-se animados de igual desejo de pôr fim ás longas agitações da Europa e ás desgraças dos povos, por uma paz solida fundada sobre uma justa divisão de forças entre as potencias, e que em suas estipulações tenha as garantias da sua permanencia; e Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algarves e os seus alliados,

de 30 de maio de 1814, *celebrado, no mesmo dia, logar e momento, entre França e Austria, França e Gran-Bretanha, França e Prussia, e França e Russia*, cujos artigos em nada differem do actual senão na mudança dos nomes dos soberanos e dos plenipotenciarios.

1814. de la France, aujourd'hui que, s'étant replacée sous le gouvernement paternel de ses rois, elle offre ainsi à l'Europe un gage de sécurité et de stabilité, des conditions et des garanties qu'ils lui avaient à regret demandées sous son dernier gouvernement; Sadite Altesse Royale et Sadite Majesté ont nommé des plénipotentiaires pour discuter, arrêter et signer un traité de paix et d'amitié, savoir :

Plénipotentiaires.

Son Altesse Royale le prince régent de Portugal et des Algarves, le très illustre et très excellent sieur D. Domingos Antonio de Sousa Coutinho, comte de Funchal, grand'croix et commandeur de l'ordre de Saint-Jacques de l'Epée, du conseil de Son Altesse royale le prince régent de Portugal, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Britannique; et Sa Majesté le roi de France et de Navarre, M. Charles-Maurice Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent, grand-aigle de la Légion d'honneur, grand'croix de l'ordre de Léopold d'Autriche, chevalier de l'ordre de Saint-André de Russie, des ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc., son ministre et secrétaire d'Etat des affaires étrangères; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Les colonies, pêcheries, comptoirs, seront restituées.

ART. 8. — Sa Majesté Britannique, stipulant pour elle et ses alliés, s'engage à restituer à Sa Majesté Très Chrétienne, dans les délais qui seront ci-après fixés, les colonies, pêcheries, comptoirs et établissements de tout genre que la France possédait au 1er janvier 1792 dans les mers et sur les continents de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, à l'exception toutefois des îles de Tabago et de Sainte-Lucie, et de l'île de France et de ses dépendances, nommément Rodrigue et les Séchelles, lesquelles Sa Majesté Très Chrétienne cède en toute propriété et souveraineté à Sa Majesté Britannique, comme aussi de la partie de Saint-Domingue cédée à la France par la paix de Bâle, et que Sa Majesté Très Chrétienne rétrocède à Sa Majesté Catholique en toute propriété et souveraineté.

não querendo já exigir da França (hoje que, tendo-se de novo posto debaixo do governo paternal dos seus reis, offerece assim á Europa um penhor de segurança et de estabilidade) condições e garantias que lhe haviam com pesar pedido quando estava debaixo do seu ultimo governo; nomearam Sua dita Alteza Real e Sua dita Magestade plenipotenciarios para discutirem, ajustarem e assignarem um tratado de paz e de amizade; a saber: 1814.

Nomeação de plenipotenciarios.

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algarves, ao illustrissimo e excellentissimo Sr. D. Domingos Antonio de Sousa Coutinho, conde de Funchal, gran cruz e commendador da ordem de S. Thiago da Espada, do conselho de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, seu embaixador extraordinario e plenipotenciario junto de Sua Magestade Britannica; e Sua Magestade el rei de França e de Navarra, a Mr. Carlos Mauricio de Talleyrand-Périgord, principe de Benevento, gran aguia da Legião de honra, gran cruz da ordem de Leopoldo d'Austria, cavalleiro da ordem de Santo André da Rusia, das ordens da Aguia Negra e da Aguia Vermelha de Prussia, etc., seu ministro e secretario d'Estado dos negocios estrangeiros; os quaes, depois de terem trocado os seus plenos poderes, achados em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes:

Colonias, pescarias, feitorias, serão restituidas.

Art. 8. — Sua Magestade Britannica, contratando por si e pelos seus alliados, obriga-se a restituir a Sua Magestade Christianissima, dentro dos prasos adiante estipulados, as colonias, pescarias, feitorias e estabelecimentos de toda a qualidade que a França possuia no 1° de janeiro de 1792 nos mares e nos continentes da America, Africa e Asia, exceptuando comtudo as ilhas de Tabago e de Santa Luzia, e a ilha de França e suas dependencias, declaradamente as de Rodrigues e Séchelles, as quaes Sua Magestade Christianissima cede em toda a propriedade e soberania a Sua Magestade Britannica, como tambem a parte da ilha de S. Domingos cedida á França pela paz de Basiléa, e que Sua Magestade Christianissima cede a Sua Magestade Catholica em toda a propriedade e soberania.

1814.

Restitution de l'île de la Guadeloupe à S. M. T. C.

ART. 9. — Sa Majesté le roi de Suède et de Norwége, en conséquence d'arrangements pris avec ses alliés, et pour l'exécution de l'article précédent, consent à ce que l'île de la Guadeloupe soit restituée à Sa Majesté Très Chrétienne, et cède tous les droits qu'il peut avoir sur cette île.

Restitution de la Guyane française.

ART. 10. — Son Altesse Royale le prince régent de Portugal et des Algarves, en conséquence d'arrangements pris avec ses alliés, et pour l'exécution de l'article 8, s'engage à restituer à Sa Majesté Très Chrétienne, dans le délai ci-après fixé, la Guyane française, telle qu'elle existait au 1er janvier 1792.

Médiation de S. M. Britannique.

L'effet de la stipulation ci-dessus étant de faire revivre la contestation existant à cette époque au sujet des limites, il est convenu que cette contestation sera terminée par un arrangement amiable entre les deux cours, sous la médiation de Sa Majesté Britannique.

Restitution des places et forts.

ART. 11. — Les places et forts existants dans les colonies et établissements qui doivent être rendus à Sa Majesté Très Chrétienne, en vertu des articles 8, 9 et 10, seront remis dans l'état où ils se trouveront au moment de la signature du présent traité.

Facilités, priviléges et protection garantis aux sujets de S. M. T. C.

ART. 12. — Sa Majesté Britannique s'engage à faire jouir les sujets de Sa Majesté Très Chrétienne, relativement au commerce et à la sûreté de leurs personnes et propriétés dans les limites de la souveraineté britannique sur le continent des Indes, des mêmes facilités, priviléges et protection qui sont à présent ou seront accordés aux nations les plus favorisées. De son côté, Sa Majesté Très Chrétienne, n'ayant rien plus à cœur que la per-

(1) Vide artigo 1 secreto do tratado de 22 de janeiro de 1815; artigo addicional e secreto do tratado de 8 de abril de 1815; artigos 106, 107 e 108 do acto final do congresso de Vienna de 9 de junho de 1815, e convenção de 28 de agosto de 1817.

O conde de Funchal remetteu a todos os plenipotenciarios alliados, bem como ao plenipotenciario francez, antes da assignatura do tratado de 30 de maio de 1814, uma declaração em que dizia « que cedendo á consideração » da impossibilidade de consultar a sua côrte, e de demorar de um modo

1814.

Ilha de Guadalúpe cedida á França.

ART. 9. — Sua Magestade el rei de Suecia e de Noruega, em consequencia dos arranjamentos feitos com seus alliados, e para execução do artigo precedente, consente em que a ilha de Guadalúpe seja restituida a Sua Magestade Christianissima, e cede todos os direitos que possa têr sobre esta ilha.

A Guyana franceza restituida á França.

ART. 10 (1). — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algarves, em consequencia de arranjamentos feitos com seus alliados, e para execução do artigo 8, se obriga a restituir a Sua Magestade Christianissima, dentro do praso adiante estipulado, a Guyana franceza, tal qual existia no 1º de janeiro de 1792.

Fazendo o effeito d'esta estipulação reviver a contestação existente n'aquella epocha a respeito dos limites, fica convencionado que esta contestação será terminada por um arranjamento amigavel entre as duas côrtes, debaixo da mediação de Sua Magestade Britannica.

Praças das colonias.

ART. 11. — As praças e fortes existentes nas colonias e estabelecimentos que hão de ser restituidos a Sua Magestade Christianissima, em virtude dos artigos 8, 9 et 10, serão entregues no estado em que se acharem no momento da assignatura do presente tratado.

Protecção ao commercio e segurança das pessoas.

ART. 12. — Sua Magestade Britannica se obriga a fazer gosar os subditos de Sua Magestade Christianissima, relativamente ao commercio e á segurança de suas pessoas e propriedades nos limites da soberania britannica no continente das Indias, das mesmas facilidades, privilegios e protecção que actualmente são ou fôrem concedidas ás nações mais favorecidas. Sua Magestade Christianissima pela sua parte, tendo muito a peito a perpetui-

» indefinido uma obra tão saudavel como era a conclusão da paz com a » França, não entende pela inserção do artigo 10 desistir em nome da sua » côrte do limite de Oyapock (isto é, do rio cuja embocadura é situada no » Oceano entre o 4º e 5º grau de latitude septentrional, entre as duas » Guyanas portugueza e franceza), que lhe é prescripto de *uma maneira* » *absoluta e sem interpretação ou modificação nas suas instrucções*, já como » direito legitimo reconhecido pelo tratado de Utrecht, já como indemnisa- » ção pelas reclamações de Portugal contra a França. »

1814. pétuité de la paix entre les deux couronnes de France et d'Angleterre, et voulant contribuer, autant qu'il est en elle, à écarter dès à présent des rapports des deux peuples ce qui pourrait un jour altérer la bonne intelligence mutuelle, s'engage à ne faire aucun ouvrage de fortification dans les établissements qui lui doivent être restitués et qui sont situés dans les limites de la souveraineté britannique sur le continent des Indes, et à ne mettre dans ces établissements que le nombre de troupes nécessaires pour le maintien de la police.

Pêche sur le banc de Terre-Neuve.

ART. 13. — Quant au droit de pêche des Français sur le grand banc de Terre-Neuve, sur les côtes de l'île de ce nom et des îles adjacentes, et dans le golfe de Saint-Laurent, tout sera remis sur le même pied qu'en 1792.

Restitution de colonies, comptoirs, etc. à S. M. T. C.

ART. 14. — Les colonies, comptoirs et établissements qui doivent être restitués à Sa Majesté Très Chrétienne par Sa Majesté Britannique ou ses alliés seront remis, savoir : ceux qui sont dans les mers du Nord ou dans les mers et sur les continents de l'Amérique et de l'Afrique, dans les trois mois, et ceux qui sont au delà du cap de Bonne-Espérance, dans les six mois qui suivront la ratification du présent traité.

Partage de vaisseaux et bâtiments de guerre.

ART. 15. — Les hautes parties contractantes s'étant réservé, par l'article 4 de la convention du 23 avril dernier, de régler dans le présent traité de paix définitif le sort des arsenaux et des vaisseaux de guerre armés et non armés qui se trouvent dans les places maritimes remises par la France en exécution de l'article 2 de ladite convention, il est convenu que lesdits vaisseaux et bâtiments de guerre armés et non armés, comme aussi l'artillerie navale et tous les matériaux de construction et d'armement, seront partagés entre la France et les pays où les places sont situées, dans la proportion de deux tiers pour la France et d'un tiers pour les puissances auxquelles lesdites places appartiendront.

Même sujet.

Seront considérés comme matériaux et partagés comme tels dans la proportion ci-dessus énoncée, après avoir été démolis, les vaisseaux et les bâtiments en construction qui ne seraient

dade da paz entre as duas corôas de França e de Inglaterra, e querendo contribuir quanto lhe fôr possivel para afastar desde já das relações dos dois povos tudo quanto poderia algum dia alterar a boa intelligencia mutua, obriga-se a não fazer obra alguma de fortificação nos estabelecimentos que lhe hão de ser restituidos, e que ficam situados nos limites da soberannia britannica no continente das Indias, e a não pôr n'aquelles estabelecimentos senão o numero de tropas necessarias para manutenção da policia. 1814.

Pesca no banco da Terra-Nova.

Art. 13. — Quanto ao direito da pesca dos Francezes no grande banco da Terra Nova, nas costas da ilha d'este nome e das ilhas adjacentes, e no golfo de S. Lourenço, tudo tornará a ser posto no mesmo pé em que estava em 1792.

Praso em que serão entregues as colonias.

Art. 14. — As colonias, feitorias e estabelecimentos que devem ser restituidos a Sua Magestade Christianissima por Sua Magestade Britannica ou seus alliados, serão entregues, a saber: o que fica nos mares do Norte ou nos mares e continentes da America e da Africa, dentro dos tres mezes, e o que fica além do cabo da Boa Esperança, dentro dos seis mezes depois da ratificação do presente tratado.

Sorte dos arsenaes e dos vasos de guerra.

Art. 15. — Tendo-se reservado as altas partes contratantes, pelo artigo 4 da convenção de 23 de abril passado, regular no presente tratado de paz definitivo a sorte dos arsenaes e dos vasos de guerra armados e não armados que se acham nas praças maritimas entregues pela França em cumprimento do artigo 2 da dita convenção, fica convencionado que os ditos vasos e embarcações de guerra armados e não armados, assim como a artilheria naval e as munições navaes, e todos os materiaes de construcção e de armamento, serão divididos entre a França e os paizes onde as praças estão situadas, na proporção de dois terços para a França e um terço para as potencias a que as ditas praças pertencerem.

Embarcações estando em construcção.

Serão considerados como materiaes e repartidos como taes na proporção acima declarada, depois de haverem sido desmanchados, os vasos e embarcações que se estiverem construin-

1814. pas en état d'être mis en mer six semaines après la signature du présent traité.

Nomination de commissaires.

Des commissaires seront nommés de part et d'autre pour arrêter le partage et en dresser l'état, et des passe-ports ou sauf-conduits seront donnés par les puissances alliées pour assurer le retour en France des ouvriers, gens de mer et employés français.

Exceptions.

Ne sont pas compris dans les stipulations ci-dessus les vaisseaux et arsenaux existants dans les places maritimes qui seraient tombées au pouvoir des alliés antérieurement au 23 avril, les vaisseaux et arsenaux qui appartenaient à la Hollande, et nommément la flotte du Texel.

Obligation de la France.

Le gouvernement de France s'oblige à retirer ou à faire vendre tout ce qui lui appartiendra par les stipulations ci-dessus énoncées, dans le délai de trois mois après le partage effectué.

Port d'Anvers.

Dorénavant le port d'Anvers sera uniquement un port de commerce.

Garanties en faveur de tous individus.

ART. 16. — Les hautes parties contractantes, voulant mettre et faire mettre dans un entier oubli les divisions qui ont agité l'Europe, déclarent et promettent que, dans les pays restitués et cédés par le présent traité, aucun individu, de quelque classe et condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé, dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, ou à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement, soit à aucune des parties contractantes soit à des gouvernements qui ont cessé d'exister, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers les individus, ou pour des actes postérieurs au présent traité.

Délai accordé.

ART. 17. — Dans tous les pays qui doivent ou devront changer de maîtres tant en vertu du présent traité que des arrangements qui doivent être faits en conséquence, il sera accordé aux habitants naturels et étrangers, de quelque condition et nation qu'ils soient, un espace de six ans à compter de l'échange des ratifications, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises, soit avant, soit depuis la

do, e que não estiverem em estado de se lançarem ao mar seis semanas depois da assignatura do presente tratado. 1814.

Nomear-se-hão commissarios por uma e outra parte para ajustarem a repartição e formarem de tudo um mappa, e dar-se-hão passaportes ou salvos-conductos pelas potencias alliadas para assegurarem a volta para França dos operarios, gente de mar e empregados francezes. Commissarios para repartição.

Não entram n'estas estipulações os vasos e arsenaes existentes nas praças maritimas que houvessem caido em poder dos alliados antes de 23 de abril, nem os vasos e arsenaes que pertenciam á Hollanda, e especificadamente a esquadra do Texel.

Obriga-se o governo de França a retirar ou a mandar vender tudo o que lhe pertencer pelas estipulações acima declaradas, dentro de tres mezes depois de effectuada a repartição.

D'aqui em diante o porto de Antuerpia será unicamente porto de commercio.

Art. 16. — As altas partes contratantes, querendo pôr e fazer pôr em inteiro esquecimento as divisões que agitaram a Europa, declaram e promettem que, nos paizes restituidos e cedidos pelo presente tratado, nenhum individuo, seja de que classe e condição fôr, poderá ser perseguido, inquietado ou perturbado em sua pessoa ou em sua propriedade, debaixo de pretexto algum, ou por motivo da sua conducta ou opinião politica, ou da sua adhesão, quer a alguma das partes contratantes, quer a governos que cessaram de existir, ou por qualquer outra rasão, a não ser por dividas contrahidas para com individuos, ou por actos posteriores ao presente tratado. Nenhum individuo será perseguido por opinião politica.

Art. 17. — Em todos os paizes que devem ou deverem mudar de possuidores, tanto em virtude do presente tratado como dos arranjamentos que se hão de fazer em consequencia d'elle, conceder-se-ha aos habitantes naturaes e estrangeiros, de qualquer condição e nação que fôrem, o espaço de seis annos, a contar desde a troca das ratificações, para disporem, se o julgarem conveniente, das suas propriedades adquiridas, quer antes Espaço de seis annos para retirar-se para um paiz.

1814. guerre actuelle, et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

Renonciation à de certaines sommes.

ART. 18. — Les puissances alliées, voulant donner à Sa Majesté Très Chrétienne un nouveau témoignage de leur désir de faire disparaître, autant qu'il est en elles, les conséquences de l'époque de malheur si heureusement terminée par la présente paix, renoncent à la totalité des sommes que les gouvernements ont à réclamer de la France à raison de contrats, de fournitures ou d'avances quelconques faites au gouvernement français dans les différentes guerres qui ont eu lieu depuis 1792.

De son côté, Sa Majesté Très Chrétienne renonce à toute réclamation qu'elle pourrait former contre les puissances alliées aux mêmes titres. En exécution de cet article, les hautes parties contractantes s'engagent à se remettre mutuellement tous les titres, obligations et documents qui ont rapport aux créances auxquelles elles ont réciproquement renoncé.

Liquidation et paiement de dettes particulières.

ART. 19. — Le gouvernement français s'engage à faire liquider et payer les sommes qu'il se trouverait devoir d'ailleurs dans des pays hors de son territoire, en vertu de contrats ou d'autres engagements formels passés entre des individus ou des établissements particuliers et les autorités françaises, tant pour fournitures qu'à raison d'obligations légales.

Nomination de commissaires.

ART. 20. — Les hautes puissances contractantes nommeront, immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, des commissaires pour régler et tenir la main à l'exécution de l'ensemble des dispositions renfermées dans les articles 18 et 19. Ces commissaires s'occuperont de l'examen des réclamations dont il est parlé dans l'article précédent, de la liquidation des sommes réclamées, et du mode dont le gouvernement français proposera de s'en acquitter. Ils seront chargés de même de la remise des titres, obligations et documents relatifs aux créances auxquelles les hautes parties contractantes renoncent mutuellement, de manière que la ratification du resultat de leur travail complétera cette renonciation réciproque.

ART. 21. — Les dettes spécialement hypothéquées dans leur

quer depois da guerra actual, e retirarem-se para o paiz que bem lhes aprouver. 1814.

Reciproca renuncia ás sommas em rasão de contratos, fornecimentos, etc.

ART. 18. — Querendo as potencias alliadas dar a Sua Magestade Christianissima um novo testemunho do seu desejo de fazer desapparecer, cuanto está na sua mão, as consequencias da epocha de desgraça tão felizmente terminada pela presente paz, renunciam á totalidade das sommas que os governos têem a reclamar da França em rasão de contratos, de fornecimentos ou de quaesquer adiantamentos feitos ao governo francez nas diversas guerras que tem havido desde 1792.

Pela sua parte Sua Magestade Christianissima renuncia a toda e qualquer reclamação que podesse fazer contra as potencias alliadas pelos mesmos titulos. Em cumprimento d'este artigo as altas partes contratantes se obrigam a mutuamente se entregarem todos os titulos, obrigações e documentos que tocarem aos creditos a que reciprocamente têem renunciado.

Obrigações fóra do territorio de França.

ART. 19. — O governo francez se obriga a fazer liquidar e pagar as sommas que se achar dever além das sobreditas fóra de seu territorio, em virtude de contratos ou de outras obrigações formaes, passadas entre individuos ou estabelecimentos particulares e as auctoridades francezas, tanto para fornecimentos como por obrigações legaes.

Commissarios para regular todas as disposições, reclamações.

ART. 20. — As altas potencias contratantes nomearão, logo depois da troca das ratificações do presente tratado, commissarios para regularem e fazerem executar todas as disposições conteúdas nos artigos 18 e 19. Occupar-se-hão estes commissarios em examinar as reclamações de que se falla no artigo precedente, a liquidação das sommas reclamadas, e o modo como o governo francez ha de propôr paga-las. Serão tambem encarregados da entrega dos titulos, obrigações e documentos relativos aos creditos a que as altas partes contratantes renunciam mutuamente, de modo que a ratificação do resultado do seu trabalho completará esta reciproca renuncia.

ART. 21. — As dividas especialmente hipothecadas em sua

1814.

Dettes spécialement hypothéquées.

origine sur les pays qui cessent d'appartenir à la France ou contractées pour leur administration intérieure, resteront à la charge de ces mêmes pays. Il sera tenu compte en conséquence au gouvernement français, à partir du 22 décembre 1813, de celles de ces dettes qui ont été converties en inscriptions au grand-livre de la dette publique de France. Les titres de toutes celles qui ont été préparées pour l'inscription et n'ont pas encore été inscrites, seront remis aux gouvernements respectifs. Les états de toutes ces dettes seront dressés et arrêtés par une commission mixte.

Charge du gouvernement français.

ART. 22. — Le gouvernement français restera chargé, de son côté, du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets des pays ci-dessus mentionnés, dans les caisses françaises, soit à titre de cautionnements, de dépôts ou de consignations. De même les sujets français, serviteurs desdits pays, qui ont versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations, dans leurs trésors respectifs, seront fidèlement remboursés.

Abolition du droit d'aubaine.

ART. 28. — L'abolition des droits d'aubaine, de détraction et autres de la même nature dans les pays qui l'ont réciproquement stipulée avec la France, ou qui lui avaient précédemment été réunis, est expressément maintenue.

Restitution d'obligations et autres titres.

ART. 29. — Le gouvernement français s'engage à faire restituer les obligations et autres titres qui auraient été saisis dans les provinces occupées par les armées ou administrations françaises; et dans le cas où la restitution ne pourrait être effectuée, ces obligations et titres sont et demeurent anéantis.

Sommes dues pour travaux d'utilité publique.

ART. 30. — Les sommes qui seront dues pour tous les travaux d'utilité publique non encore terminés, ou terminés postérieurement au 31 décembre 1812, sur le Rhin et dans les départements détachés de la France par le présent traité, passeront à la charge des futurs possesseurs du territoire, et seront liquidées par la commission chargée de la liquidation des dettes des pays.

Restitution des archives.

ART. 31. — Les archives, cartes, plans et documents quelconques appartenant aux pays cédés, ou concernant leur admi-

origem nos paizes que cessam de pertencer á França, ou contrahidas para a sua administração interior, ficarão a cargo d'esses mesmos paizes. Debitar-se-ha por conseguinte o governo francez, desde 22 de dezembro de 1813, d'aquellas e d'estas dividas que têem sido convertidas em inscripções no livro mestre da divida publica de França. Os titulos de todas as que foram preparadas para a inscripção, e que ainda não foram averbadas, serão entregues aos governos dos respectivos paizes. Formará uma commissão mixta os mappas de todas estas dividas.

1814.

Dividas especialmente hypothecadas.

Art. 22. — O governo francez ficará pela sua parte encarregado de embolsar todas as sommas mettidas pelos subditos dos paizes acima mencionados, nas caixas francezas, fosse a titulo de fianças, de deposito ou de consignação. Do mesmo modo os subditos francezes, servidores dos ditos paizes, que entregaram sommas a titulo de fianças, deposito o consignação, nos seus respectivos thesouros, serão fielmente reembolsados.

Reembolso das fianças, depositos ou consignações.

Art. 28. — A abolição dos direitos de *aubaine* e de detracção e outros da mesma natureza nos paizes que o estipularam assim com a França reciprocamente, ou que lhe haviam precedentemente sido reunidos, fica expressamente conservada.

Abolição dos direitos de *aubaine*, etc.

Art. 29. — O governo francez se obriga a fazer restituir as obrigações e outros titulos que houvessem sido tomados nas provincias occupadas pelos exercitos ou administrações francezas; e, no caso em que se não possa effectuar a restituição, são e ficam nullas estas obrigações e estes titulos.

Restituição das obrigações e titulos.

Art. 30. — As sommas que se deverem por quaesquer trabalhos de utilidade publica ainda não terminados, ou terminados depois de 31 de dezembro de 1812, sobre o Rheno e nos departamentos separados da França pelo presente tratado, passarão a cargo dos futuros possuidores do territorio, e serão liquidados pela commissão encarregada da liquidação das dividas do paiz.

Dividas por trabalhos de utilidade publica.

Art. 31. — Os archivos, cartas, planos e documentos, sejam quaes forem, pertencentes aos paizes cedidos, ou concernentes

Entrega dos archivos.

1814. nistration, seront fidèlement rendus en même temps que le pays, ou, si cela était impossible, dans un délai qui ne pourra être de plus de six mois après la remise des pays mêmes.

Cette stipulation est applicable aux archives, cartes et plans qui pourraient avoir été enlevés dans les pays momentanément occupés par les différentes armées.

Envoi de plénipotentiaires à Vienne.

ART. 32. — Dans le délai de deux mois toutes les puissances qui ont été engagées de part et d'autre dans la présente guerre, enverront des plénipotentiaires à Vienne, pour régler, dans un congrès général, les arrangements qui doivent compléter les dispositions du présent traité.

Ratifications.

ART. 33. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le délai de cinq mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 mai, l'an de grâce 1814.

Le comte DE FUNCHAL. (L. S.) — Le prince DE BÉNÉVENT. (L. S.)

N° 1. — *Article additionnel au traité avec la France.*

Son Altesse Royale le prince régent de Portugal et des Algarves s'engage et s'oblige à ce que celles des clauses de la capitulation de la Guyane française qui n'auraient pas été exécutées reçoivent, lors de la restitution de cette colonie à la France, leur plein et entier accomplissement.

Fait à Paris, le 30 mai 1814.

Le comte DE FUNCHAL. (L. S.) — Le prince DE BÉNÉVENT. (L. S.)

á sua administração, serão fielmente entregues ao mesmo tempo que o paiz, ou, sendo possivel, em um praso que não poderá ser de mais de seis mezes depois da entrega dos mesmos paizes. 1814.

Esta estipulação é applicavel aos archivos, cartas e plantas que se possam têr tirado nos paizes momentaneamente occupados pelos differentes exercitos.

ART. 32. — Dentro do termo de dois mezes todas as potencias que por uma e outra parte entraram na presente guerra, enviarão plenipotenciarios a Vienna para regular, em um congresso geral, os arranjamentos que devem completar as disposições do presente tratado. Plenipotenciarios a Vienna.

ART. 33. — O presente tratado será ratificado, e serão trocadas as suas ratificações no termo de cinco mezes, ou antes se fôr possivel. Ratificações.

Em fé do que, os plenipotenciarios respectivos o assignaram e lhe pozeram o sêllo de suas armas.

Feito em París, a 30 de maio do anno de salvação de 1814.

Conde DE FUNCHAL. (L. S.) — O principe DE BENEVENTO. (L. S.)

N° 1. — *Artigo addicional ao tratado com a França.*

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algarves promette e se obriga a que aquellas das clausulas da capitulação da Guyana franceza que não houvessem sido executadas, tenham, na occasião da restituição d'esta colonia á França, pleno e inteiro cumprimento.

Feito em París, a 30 de maio de 1814.

O conde DE FUNCHAL. (L. S.) — O principe DE BENEVENTO. (L. S.)

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

CUESTION DE LÍMITES EN LA AMÉRICA DEL SUR.

NOTICIA HISTÓRICA.

1777. De la importante obra escrita por el vizconde de Santarem, intitulada: « *Quadro elementar das relações politicas e diplomaticas de Portugal com as diversas potencias do mundo, desde o principio da monarchia portugueza até aos nossos dias,* » he extractado los siguientes párrafos (1), en que refiere, apoyándose en documentos oficiales, las discusiones que se han suscitado entre ambas monarquías, desde el año 1774 hasta el 1° de octubre de 1777, en que se firmó el tratado de San Ildefonso. Ellos servirán tambien como una memoria histórica sobre el estado de las relaciones diplómaticas entre España y Portugal en aquella época, y para explicar el espíritu que dictó los documentos que reproduzco á continuacion, tomados de la misma obra. En cuanto á los demas documentos á que alude el

(1) INTRODUCCION, tomo VIII, desde la pág. IX hasta la pág. XLV.

Sr. vizconde de Santarem, he cuidado de citar las páginas de su obra en que se refiere á ellos y el archivo en que se encuentran los manuscritos. 1777.

MEMORIA.

No anno de 1774, propoz o embaixador de França ao seu governo um projecto para se fazer o commercio da escravatura para as colonias francezas (1). Propunha aquelle diplomata que para esse effeito devião os Francezes apossar-se de uma das ilhas *Comores* (2). Nesta mesma época capturarão os Hespanhoes de Buenos Ayres nas vezinhanças da Colonia do Sacramento um navio portuguez, o que causou a maior irritação no nosso governo (3). Commercio de escravatura.

Em maio deste anno tendo fallecido Luiz XV, entregou o marquez de Clermont a SS. MM. as cartas de Luiz XVI, notificando a morte daquelle soberano, e na mesma época fez entrega em audiencia publica das credenciaes do novo soberano, que o confirmavão na qualidade de embaixador (4). Logo depois da sua apresentação participou o mesmo diplomata á sua côrte a noticia de continuar o conflicto dos Hespanhoes com os Portuguezes na America, tendo o governador de Buenos Ayres feito marchar tropas contra um forte portuguez situado nas vezinhanças do Rio Grande do Sul, e a que tinhamos (segundo a Conflicto dos Hespanhoes com os Portuguezes na America.

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 64.

(2) *Id.*, t. VIII, p. 65.

As *Comores* estão situadas na entrada septentrional do canal de Mozambique. Os Francezes appossarão-se ha poucos annos de uma destas chamada *Mayotte*, onde formarão um estabelecimento. Esta ilha tem 20,000 habitantes.

(3) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 65.

(4) *Id.*, t. VIII, p. 66 e 67.

1777. opinião do mesmo embaixador) renunciado pelo tratado d'Utrecht (1).

Armamentos e preparativos de guerra.

Mas apenas o vice-rei do Brazil, marquez de Lavradio, soube deste acontecimento, mandou para aquelle ponto dois regimentos, e em Lisboa se principiarão com muita actividade a fazer grandes preparativos militares para serem expedidos para aquellas paragens (2). Esta noticia causou viva impressão no gabinete francez, receando um rompimento entre as duas côrtes de Portugal e de Madrid, e principalmente por temer que os Inglezes tomassem parte neste negocio. Em consequencia d'estes acontecimentos, o embaixador de França recebeu ordem para vigiar todos os movimentos maritimos e militares que se fizessem em Portugal contra Hespânha (3). A pesar de terem continuado os mesmos armamentos e preparativos de guerra, em agosto deste anno, o embaixador julgava que a côrte de Londres não sahiria do systema pacifico que convinha á sua posição. Mas em setembro do mesmo anno já não era da mesma opinião, escrevendo á sua côrte, que não se podia dissimular que os Inglezes havião persuadido os Portuguezes que devião conservar sobre as margens do Rio da Prata as possessões que favorecião o contrabando (4). Entretanto o governo portuguez ia continuando com os mesmos armamentos destinados para o Brazil, mandando successivamente para aquelle Estado navios de guerra, munições e regimentos d'infantaria (5), tratando de os occultar com muito cuidado (6).

Frialdade entre a côrte de Portugal e a de Londres

Em 6 de setembro deste mesmo anno de 1774 expedio o conde de Vergennes as cartas recredenciaes ao marquez de Clermont, ordenando-lhe de voltar para França, logo que as entregasse, e que tivesse a sua audiencia de despedida de SS. MM. (7), a qual

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 68.
(2) *Id.*, t. VIII, p. 69 em nota.
(3) *Id.*, t. VIII, p. 70 e 71.
(4) *Id.*, t. VIII, p. 71 — 77.
(5) *Id.*, t. VIII, p. 74 e 75.
(6) *Id.*, t. VIII, p. 77 — 79.
(7) *Id.*, t. VIII, p. 77.

teve logar no dia 11 d'outubro d'aquelle anno (1), ficando como encargado de negocios de França o conde d'Hennisdal, conselheiro d'embaixada, que sabia mui bem a lingoa portugueza e era muito estimado da nossa côrte (2). Teve elle, durante a sua missão, o seu governo ao facto de tudo quanto se passava em Portugal, já dando-lhe parte circumstanciada do estado da saúde d'el rei D. José, que n'esta época dava já grande cuidado, já instruindo-o dos projectos que atribuião ao marquez de Pombal de querer alterar a successão ao throno, no caso da morte d'el rei e de outros acontecimentos. Nos fins deste anno recommendou o conde de Vergennes a este diplomata de vigiar se com effeito existia alguma frialdade entre a côrte de Portugal e a de Londres (3), frialdade que parecia motivada pela protecção que o marquez de Pombal dava ás fabricas nacionaes (4). 1777.

Em fevereiro do anno seguinte de 1775, continuando os armamentos de guerra no Brazil, dava disso conta ao seu governo o mesmo diplomata. O governo francez approvou todavia que nos fortificassemos na fronteira do Rio Grande (5). Armamentos de guerra no Brazil.

Em abril continuarão os armamentos, a ponto que elle informava o seu governo que tinhamos no Brazil seis navios de guerra, e 5,000 homens em armas, e que se havião recrutado até 15,000, alguns dos quaes tinhão partido para Santa Catharina, e se preparavão no Tejo mais 3 navios de linha e 2 fragatas, fazendo-se ao mesmo tempo em Minas Geraes um recrutamento de 1,000 homens. Recrutamentos.

Em março recebeu elle ordem do seu governo para se occupar das cousas do commercio francez em Portugal, que se achava no estado mais precario (6). Commercio francez.

Apesar das hostilidades entre os dois paizes, não foi alterada Bons officios da França.

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 80.
(2) *Id.*, t. VIII, p. 81.
(3) *Id.*, t. VIII, p. 83.
(4) *Id.*, t. VIII, p. 84.
(5) *Id.*, t. VIII, p. 86, 89 e 90. Despacho de 4 d'abril.
(6) *Id.*, t. VIII, p. 88.

1777. a boa harmonia entre as duas côrtes. O governo francez porém escrevia ao seu encarregado de negocios em Lisboa em 20 d'agosto deste anno, dizendo-lhe que Luiz XVI via com muito sentimento accumularem se havia muito tempo os motivos de desintelligencia entre Portugal e Hespânha, principalmente pelos preparativos multiplicados que não cessava de fazer enviando tropas e armamentos para o Brazil. O ministro offerecia os bons officios da França para prevenir uma rotura que poderia produzir uma guerra geral, que as medidas tomadas pelo nosso governo terião por infallivel resultado, ordenando-se ao dito encarregado que fallasse neste sentido ao marquez de Pombal (1).

União da França com Hespânha.

Em consequencia destas instrucções teve uma conferencia o conde d'Hennisdal com Ayres de Sá, ministro dos negocios estrangeiros. O encarregado de negocios de França entre outras cousas declarou em forma d'ameaça ao nosso ministro que a união da França com Hespanha era indissoluvel; que no caso de rompimento, el rei de França não podia dispensar-se de empregar as suas forças contra uma potencia que el rei considerava como a mais antiga amiga da sua corôa. Ao que o nosso ministro respondeo : que Portugal não exigia outra cousa senão a estricta execução do tratado de 1763 (2).

Intervenção da França.

Quando este negocio das differenças entre a nossa côrte e a de Madrid se achava n'este estado, chegou a Lisboa o novo embaixador de França, marquez de Blosset (3), e depois de têr tido as suas primeiras audiencias de SS. MM., tratou logo de propôr de novo um accommodamento entre as duas côrtes pela mediação da França (4). Em 17 de novembro deste anno teve este diplomata a sua primeira conferencia com o marquez de Pombal. Este ministro acolheo o embaixador com tantas mostras de benevolencia, que o penhorou de modo, que elle escre-

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, documento p. 99 e 100.
(2) *Id.*, t. VIII, documento p. 109.
(3) *Id.*, t. VIII, p. 108 e 109.
(4) *Id.*, t. VIII, p. 111.

vendo á sua côrte se mostrou mui grato áquellas demonstrações; mas cuando tratou de responder ás aberturas que lhe fez aquelle diplomata, posto que se servio dos termos mais polidos, deferio a aceitação da intervenção da França nas nossas questões com a côrte de Madrid. Attribuio o embaixador esta hesitação do ministro portuguez de se não se têr querido explicar, a duas causas: 1° a não têr consultado ainda sobre isso a Inglaterra; 2ª ou a não querer em caso algum que a França se intromettesse neste assumpto (1). E tendo aquelle diplomata sondado depois M. Walpole, ministro britannico na nossa côrte, sobre o mesmo objecto, este tratára as nossas desavenças com Hespanha, como cousa de pouca importancia e sem consequencia, segurando-lhe que o gabinete portuguez se enganaria se contasse com a Inglaterra, pois tinha esta grandes embaraços entre mãos para se expôr aos perigos de uma guerra geral para sustentar os nossos direitos na America. 1777.

Em consequencia disto expedio logo o dito embaixador um correio ao seu collega de Madrid, dando-lhe conta desta conferencia.

Ordens para cessarem as hostilidades.

Pouco depois desta, expedio tambem o marquez de Pombal ordem ao nosso embaixador em Madrid para participar ao governo hespanhol, que el rei de Portugal tinha mandado expedir ordens para cessarem as hostilidades na America, e exigir do marquez de Grimaldi que lhe communicasse se S. M. C. havia mandado expedir iguaes ordens (2).

Difficuldades se aggravão.

No anno seguinte de 1776 continuou a França a negociar com o nosso gabinete sobre a questão então pendente entre Portugal e Hespanha relativa ás hostilidades que tinhão logar na America meridional (3); mas as difficuldades longe de se aplanarem, cada dia se aggravavão, já pelas tergiversações da politica do marquez de Grimaldi, ministro dos negocios estrangeiros d'el rei Catholico, já pela continuação das hostilidades que

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, *vide* o importante documento de p. 111 a 115.

(2) *Id.*, t. VIII, nota de 10 de dezembro de 1775, p. 116.

(3) *Id.*, t. VIII, p. 121.

1777. os Hespanhoes commettião nas nossas fronteiras do sul do Brazil (1). Sobre estas graves desavenças e sua origem, o leitor encontrará nos importantes documentos inéditos que produzimos neste volume todas as particularidades : 1° na deducção dos factos que no anno de 1773 derão principio ao rompimento entre Portugal e Hespânha nos dominios do Brazil, enviada como instrucção pelo marquez de Pombal a D. Vicente de Souza, nosso embaixador em París, em data de 24 de janeiro deste anno (2); 2° no despacho expedido pelo mesmo marquez ao dito embaixador em 6 de fevereiro do mesmo anno de 1776 (3), e na curiosa memoria em oito artigos que acompanhou o mesmo despacho (4).

Projecto de arranjamento.

Apezar porém das solidas razões que o nosso ministro allegava para fazer valer a justiça de Portugal, o gabinete francez mostrando-se muito favoravel á Hespanha sua alliada, e sustentando o marquez de Grimaldi, deo motivo ao marquez de Pombal a offerecer ás duas côrtes de Inglaterra e de França um projecto para o arranjamento destas desavenças, que consistia na convocação de um congresso em París debaixo da mediação daquellas côrtes, estabelecendo o nosso ministro que por aquelle meio se manifestaria a boa fé dos procedimentos dos Portuguezes, livrando-se por este modo reciprocamente as côrtes alliadas de embaraços desagradaveis, e expondo-se ao mesmo tempo aos olhos da Europa o merecimento da causa, se removião todas as animosidades parciaes que podessem existir de ministerio a ministerio, que devião servir de estorvo a uma reconciliação sincera (5).

A côrte de Londres admittio o projecto, mas não deixou o gabinete britannico de reconhecer que a dita proposta devia ser feita directamente á côrte de Madrid, devendo antes obtêr a ap-

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 124 e seg.
(2) *Id.*, t. VIII, documento de p. 127 a 145.
(3) *Id.*, t. VIII, documento de p. 145 a 157.
(4) *Id.*, t. VIII, documento de p. 157 a 160.
(5) *Id.*, t. VIII, documento, p. 164.

provação d'el rei de França, e o ministerio inglez expoz a Luiz Pinto de Souza, nosso ministro em Londres, as razões que tinha para não fazer directamente aquella proposta á côrte de Madrid (1). Era todavia lord Weymouth, ministro britannico, de parecer que as razões que allegava não erão applicaveis á França, pois seria honroso para esta propôr a um seu alliado um arbitrio, em que se pretendia manifestar a justiça, e conciliarem-se os interesses reciprocos de Portugal e d'Hespânha com a paz de toda a Europa (2).

1777.

Proposta de um arbitrio.

Em quanto isto se passava, a côrte de Madrid, longe de responder ás aberturas que lhe fizera o nosso embaixador, exigio uma satisfação da nossa côrte pelos casos occorridos na America (3).

Proposta de um congresso.

No entretanto o embaixador portuguez D. Vicente de Souza sondou os ministros francezes sobre a proposta do congresso, e estes lhe manifestarão, que el rei Christianissimo nenhuma duvida teria em entrar na mediação juntamente com S. M. Britannica, mas que para isso se effeituar era mister que el rei de Portugal se declarasse na fórma ordinaria (4). Em consequencia disto convidou o marquez de Pombal o embaixador de França em Lisboa, marquez de Blosset, a uma conferencia, na qual lhe manifestou de novo o desejo de obtêr a mediação da França e da Inglaterra, e entregou ao mesmo diplomata a proposta que fazia á côrte d'Hespânha para se reunir em París um congresso, no qual os interesses das duas nações visinhas serião discutidos pelos plenipotenciarios respectivos com os de França e d'Inglaterra na qualidade de arbitros. O embaixador de França porém dando parte desta conferencia ao conde de Vergennes insinuava a este ministro, que tal proposta não tinha outro fim senão ganhar tempo e demorar a negociação (5). Ao mesmo tempo que o marquez de Pombal tratava da mediação com M. de Blos-

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 166 e 168.
(2) *Id.*, t. VIII, p. 166 e 168.
(3) *Id.*, t. VIII, p. 166.
(4) *Id.*, t. VIII, documento p. 169, de 2 de março de 1776. *Id.*, p. 170.
(5) *Id.*, p. 171.

1777. set, o nosso embaixador em París, D. Vicente de Souza, reclamou officialmente a mesma mediação da França, e propoz a reunião de um congresso (1). Mas a opinião deste diplomata, apezar de têr executado as ordens da nossa côrte, era que tal projecto de nada serviria sem o consentimento da côrte de Madrid (2), que nesta época exigia da nossa : 1° que se reparasse a tomadia dos navios hespanhoes; 2° que se esperasse pela resposta á Memoria que se havia apresentado por parte de Portugal produzindo titulos; 3° que se fixasse o termo da negociação, e que el rei de Portugal a propozesse a el rei Catholico (3).

Reclamação da satisfação.

Com effeito a côrte de Madrid punha por primeira condição para a aceitação da mediação, a satisfação exigida (4). A firmeza porém do nosso ministro marquez de Pombal era de grande obstaculo á obtenção daquella satisfação nos termos que a Hespanha a exigia. Apesar d'isso mandou aquelle ministro em abril deste anno apresentar á côrte de Madrid todas as peças relativas áquelle objecto por via do marquez d'Almodovar, embaixador d'el rei Catholico em Lisboa, sendo a principal a da resposta do nosso governo á reclamação da satisfação; mas esta não foi approvada pelo governo francez, julgando-a este insuficiente (5). Entretanto os nossos ministros em París e Londres mostrarão com solidos argumentos a justiça que assistia a Portugal (6).

Condições previas.

Para melhor inteirarmos o leitor sobre estes importantes factos e transacções, dámos no seu devido logar a bem elaborada resposta que fez em 17 de abril deste anno de 1776 o marquez de Pombal sobre as condições mandadas á côrte de París pelo marquez de Grimaldi em nome da de Madrid, como condições previas sem as quaes não aceitario a mediação e arbitrio dos reis d'Inglaterra e de França proposto em officio de 17 de marzo

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 172 e seg.
(2) *Id.*, t. VIII, p. 173 e 174.
(3) *Id.*, t. VIII, p. 176.
(4) *Id.*, t. VIII, p. 177.
(5) *Id.*, t. VIII, p. 179, e documento de p 180.
(6) *Id.*, t. VIII, documentos de p. 180 e 182.

do mesmo anno pelo embaixador de Portugal em Madrid, na qual o habil ministro portuguez mostrou que fôra o gabinete hespanhol quem primeiro proposéra, que a decisão das questões entre Portugal e Hespânha se commettesse a uma mediação e arbitros (1). 1777.

O excellente papel diplomatico a que alludimos, foi communicado ás côrtes de Londres e de París (2). Sem embargo das razões que por nossa parte se allegavão, e do que os embaixadores d'Inglaterra em Madrid e París obravão para diminuir a indisposição do gabinete hespanhol, este se mostrava cada vez mais irritado pelo facto do apresamento dos navios hespanhoes; o gabinete francez, temendo um rompimento entre as duas nações, deu ordem ao seu embaixador em Lisboa de têr sem perda de tempo uma conferencia com o marquez de Pombal, na qual lhe declarasse que, se elle desejava sinceramente a paz, era indispensavel que, sem demora nem preliminares, reconhecesse ser de toda a justiça dar a satisfação pedida, justiça que era reconhecida não sómente por el rei de França e por todo o seu conselho, mas tambem por S. M. Britannica (3). O nosso embaixador em París era desta opinião, declarando que apezar das solidissimas razões allegadas pelos Portuguezes, a satisfação devia ser dada, por ser impossivel continuar-se a negociação sem aquelle preliminar (4). Mas esta opinião foi desapprovada pelo marquez de Pombal, como se vê pelo despacho que este ministro lhe dirigio em 26 d'abril deste mesmo anno, no qual se queixa em termos fortes da pouca energia com que a Inglaterra se havia portado neste negocio, mostrando no mesmo despacho o muito que elle estava ao facto das cousas d'aquelle paiz, de sua politica, das suas forças, e de outras particularidades assaz importantes para a historia diplomatica (5). A satisfação deve ser dada.

No mesmo despacho transpira a grande energia deste grande

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, documento de p. 184 a 196.
(2) *Id.*, t. VIII, p. 197 a 199.
(3) *Id.*, t. VIII, documentos, p. 199 e 201.
(4) *Ibid.*
(5) *Id.*, t. VIII, documento, p. 204 a 207.

1777.

Pretenções da côrte de Madrid.

ministro tratando das pretenções da côrte de Madrid. Esta politica do nosso ministro na questão de que estamos tratando, se revela ainda mais claramente em outro despacho que elle dirigio ao nosso embaixador em París na mesma data de 26 d'abril (1).

Novas instrucções.

O gabinete de Madrid decidio-se por fim a acceitar a proposta da côrte de Portugal de se formar um congresso, para nelle se tratar das desavenças entre as duas corôas (2). Tornava-se porém difficil o levar a effeito este projecto, em consequencia de se recusar o nosso governo a dar a satisfação que o gabinete de Madrid exigia, como se vê pelas razões allegadas no despacho do marquez de Pombal de 7 de maio do dito anno, expedido a D. Vicente de Souza (3), e no officio que o mesmo ministro dirigio no mesmo dia a Mr. Walpole, ministro britannico na côrte de Lisboa. O gabinete francez continuou a insistir na satisfação que se devia dar a Hespânha, e sobre este enviou Mr. de Vergennes novas instrucções ao marquez de Blosset (4), ponderando o ministro francez, que com esta se apressaria a conclusão da negociação, e se cortarião pela raiz as discussões existentes havia tantos seculos entre a Hespânha e Portugal, por causa dos limites das suas possessões na America meridional.

Multiplicavão-se os incidentes.

Multiplicavão-se porém a cada passo os incidentes, que augmentando o desabrimento entre as duas côrtes, retardavão o accordo e conclusão destas desavenças.

Questão dos limites entre o Brazil e as possessões hespanholas.

Durante estas não cessou o marquez de Pombal de enviar armamentos, soldados e navios de guerra para a America (5), e ao mesmo tempo de pôr o reino em estado de defesa contra qualquer aggressão da Hespânha. Disto tirava esta ultima novos e constantes pretextos para estorvar as negociações das duas côrtes nossas alliadas (6), mandando até por ultimo marchar tropas

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, documento p. 208 a 210.

(2) *Id*, t. VIII, p. 212 e seg.

(3) *Id.*, t VIII, p. 213 a 216, e documento, p. 219 a 221; e bem assim o de 11 de maio do dito anno, de p. 224 a 226.

(4) *Id.*, t. VIII, p. 217, 230, e documento, p. 231.

(5) *Id.*, t. VIII, p. 69, nota 150, e p. 69, 75, etc.

(6) *Id*, t. VIII, p. 226 a 230.

para as fronteiras (1), e como a França para prevenir que a guerra se rompesse, instasse de novo para que dessemos a satisfação exigida pela côrte de Madrid, se decidio a nossa a annuir a isso, salvo porém a da desapprovação e castigo dos officiaes, a que por fim tambem annuio com certas modificações (2). 1777.

Nestas circumstancias parece que se tomára um novo expediente propondo-se o terminar-se a negociação de côrte a côrte; mas das instrucções dadas pelo marquez de Pombal ao nosso embaixador em Madrid, em 12 de junho do mesmo anno, se mostra que as vistas daquelle ministro continuavão a ser as mesmas ácerca da necesidade da reunião de um congresso (3). Quando o preliminar da negociação se achava asentado, occorreu um novo incidente, que ameaçou de comprometter os resultados della. Foi este que apezar das ordens de suspensão das hostilidades, que o nosso governo havia expedido, não tendo estas chegado ao mesmo tempo á America, como acontecêra com as da côrte de Madrid, expedidas ao governador de Buenos Ayres, as hostilidades tinhão continuado da parte das tropas portuguezas (4). Tratou logo o nosso ministro de mostrar os obstaculos que os accidentes do mar tinhão posto á chegada daquellas ordens, dirigindo um curioso despacho ao embaixador de Portugal em Madrid na data de 6 de julho sobre este objecto (5). Este accidente causou todavia grande sensação nas côrtes de França e d'Inglaterra (6). O ministerio britannico temendo as consequencias que podião resultar d'aquelle acontecimento, julgava que a nossa côrte se achava obrigada a provar do modo mais authentico, e sem perda de tempo, á Hespânha e a toda a Europa: 1° que os Portuguezes não tinhão sido os aggressores; 2° que as ordens não tinha chegado ao sul do Bra-

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 234.

(2) *Id*, t VIII, documentos de p. 234, 237, 239, 240, 245, 247 e seguintes, e docum. p. 249 e 250.

(3) *Id.*, t VIII, p. 242 e 245.

(4) *Id.*, t. VIII, p. 251.

(5) *Id.*, t. VIII, documento de p. 252.

(6) *Id.*, t. VIII, p. 254, 256 e 257, e documento de p. 258.

1777. zil quando a acção se havia passado; 3° que se aquellas tinhão chegado, e os commandantes portuguezes as não tinhão executado, devião ser publicamente castigados. Mas felizmente não tardárão as duas côrtes em convencer-se que as ordens mandando suspender as hostilidades não tinhão chegado a tempo de prevenir aquelle acontecimento (1). Para isto muito concorreo o que o nosso ministro em Londres expôz a lord Weymouth (2), e o seu collega D. Vicente de Souza em Pariz aos ministros francezes (3). Em quanto estes ministros trabalhavão para justificar o gabinete portuguez com as duas côrtes alliadas, o nosso embaixador em Madrid negociava por intervenção dos embaixadores d'Inglaterra e de França, lord Grantham e marquez d'Ossun, para aplanarem esta nova e grave difficuldade (4). Experimentavão porém estes diplomatas grande opposição no marquez de Grimaldi, e nos outros membros do ministerio hespanhol, como se vê pelo curioso officio do nosso embaixador D. Francisco Innocencio de Souza, de 28 de julho de 1776, o que parecia dar cuidado aos dois ministros francezes, conde de Vergennes e Mr. de Maurepas, que segundo dizião ao nosso embaixador, se achavão na impossibilidade de suspender o ressentimento d'el rei Catholico, allegando que a moderação que apezar d'isso se observava na côrte de Madrid não procedia de outra cousa, senão dos bons officios da França, que a acalmára com a expectação de repôr-se tudo no mesmo estado, logo que chegassem as ordens aos commandantes no sul do Brazil (5). Estas desavenças que tinhamos com o gabinete de Madrid induzirão os ministros francezes a buscarem todos os meios de se esclarecerem sobre a questão dos limites entre o Brazil e as possessões hespanholas.

Trabalho sobre estes limites.

Para esse effeito escreveu o conde de Vergennes, ministro dos negocios estrangeiros, uma carta em 27 de agosto deste

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, documento p. 258 e 263.
(2) *Id.*, t. VIII, documento de p. 259 a 262 e 263.
(3) *Id.*, t. VIII, p. 262.
(4) *Id.*, t. VIII, officio de D. Francisco Innocencio, a p. 266.
(5) *Id.*, t. VIII, p. 276 e 277.

anno ao geographo Delisle, consultando-o sobre as differenças que existião entre Portugal e a côrte de Madrid por causa dos limites daquellas colonias, significando-lhe que Luiz XVI desejava que elle lhe communicasse um trabalho que elle Delisle tinha feito sobre este objecto (1) 1777.

Carta para accompanhar uma Memoria.

Mas, o que é mui curioso é que Mr. de Vergennes não só ignorava que o trabalho de que tratava tinha sido feito pelo celebre d'Anville, mas o que é mais pasmoso é que ignorava tambem que Delisle, geographo eminente, tinha morrido em 1726, por conseguinte havia 50 annos (2). E como a carta que o ministro dirigia ao defuncto, levasse no sobrescripto o titulo de primeiro geographo d'el rei, foi esta parar ás mãos de Buache, outro geographo, que tinha recebido este titulo como successor de Delisle. Este abrio-a, e respondeo ao ministro no dia seguinte, dizendo-lhe « que elle a tinha aberto por que Delisle morrêra em 1726, e accrescentava, que consultára Roberto de Vaugondy (3), que tinha feito uma pequena carta para acompanhar uma memoria, que o conde d'Aranda, embaixador d'Hespânha, fazia imprimir relativamente ás differenças da sua côrte com a nossa, sendo esta carta feita sobre o esboço que o proprio embaixador lhe tinha dado. Que elle Buache tinha ido depois vêr d'Anville, que se appropriára da carta delle conde de Vergennes, e lhe dissera que tinha feito um trabalho sobre aquelle assumpto, que estava em um maço de papeis, e que seria difficil na sua idade de 78 annos, de pôr em ordem, e que por este motivo podia passar-se muito tempo antes de poder fazer trabalho algum (4). »

(1) Arch. dos negocios estrangeiros de França, vol. CVI da corresp. de Portugal.

(2) Sobre este celebre geographo, veja-se o interessante elogio que d'elle fez Fontenelle, e o artigo que lhe consagrou Walckenaer no t. I, p. 360, da sua obra intitulada : *Vie de plusieurs personnages célèbres*. (Laon, 1830.)

(3) Este geographo publicou um grande atlas in-folio precedido de uma introducção importante para a historia da geographia.

(4) Carta original de Buache nos archivos dos negocios estrangeiros de França, vol. CVI da correspondencia de Portugal, onde a encontrámos.

1777.

Carta dos limites.

Mas esta resposta de d'Anville foi uma astucia do velho geographo para mostrar ao ministro que ainda era vivo, pois no mesmo dia escreveu a Mr. de Vergennes um bilhete, dizendo-lhe « que havia muitos annos que tinha feito este trabalho a requerimento de D. Luiz da Cunha, embaixador de Portugal, e que esperava poder encontra-lo nos seus papeis (1). »

Não se encontrão os papeis.

No dia seguinte 29 d'agosto, o ministro, em resposta ao antecedente, pedio ao celebre geographo que lhe confiasse os papeis para os mandar pôr em ordem (2). Não tardou d'Anville em responder a esta exigencia, e no dia seguinte escreveu ao ministro, dizendo-lhe que empregára dois dias para descobrir taes papeis, e que os não encontrára (3).

D'Anville recorreu a esta desculpa para impedir que Buache se apossasse dos papeis, em consequencia de lhe têr dito Mr. de Vergennes na carta que lhe escrevêra, que fôra por este geographo que soubera que elle tinha feito aquelle trabalho.

Memoria sobre os limites.

Descobriu por fim d'Anville a Memoria que aliaz encontrámos manuscripta, e que é datada de 7 de setembro deste anno de 1776, com o titulo: « *Memoria sobre la linha de demarcação de limites na America entre as duas corôas de Portugal e Hespânha, composta por d'Anville* (4). »

O ministro não se contentou com a remessa desta Memoria, e no dia 10 do dito mez agradeceu a d'Anville, pedindo-lhe

(1) Arch. e vol. citados, fol. 249.

(2) *Ibid.*

(3) Arch. e vol. citados.

Esta carta original inedita do mais celebre geographo da Europa, é escripta no melhor estilo, e conclue da maneira seguinte, dizendo ao ministro que a solução das questões entre as duas corôas pertencia exclusivamente á geographia, e concluia : « Au reste, je ne suis pas surpris d'une affecta-» tion à me refuser ici le titre de premier géographe, si elle vient du sieur » Buache. C'est d'ailleurs qu'étant ancien et pensionnaire de l'académie » des belles-lettres, je suis entré par voie d'élection et sans faveur dans l'a-» cadémie des sciences, pour y prendre la place destinée à la géographie. »

(4) Arch. e vol. citados, fol. 264.

Contem 3 paginas e 1/2. É uma analyse das demarcações determinadas pelos gráos do meridiano de Cabo Verde pelo qual as duas corôas devidirão o globo.

que lhe confiasse a carta manuscripta levantada por ordem de José da Silva Paes, que lhe fôra communicada por D. Luiz da Cunha. Decidiose então d'Anville a mandar a carta ao ministro, dizendo-lhe que a copia que tinha feito era em papel mui fino, e que por esse motivo lhe remettia outra copia, accrescentando que havia trinta e cinco annos, que na ilha de Santa Catharina o governador José da Silva Paes a tinha mandado levantar, e concluia fazendo grande elogio deste trabalho geographico (1). 1777.

O ministro porém não se satisfez só com estes documentos. Em 3 d'outubro seguinte escreveu a Mr. Bignon, bibliothecario da Bibliotheca real, pedindo-lhe a communição de uma Memoria sobre os limites do Brazil e do Paraguay que existia na mesma bibliotheca (2), mas depois de veinte dias de investigações feitas nas collecções da mesma bibliotheca não foi possivel descobrir tal Memoria (3). Trabalhos geograficos.

Finalmente se o ministro dos negocios estrangeiros ignorava, como vimos, que um dos seus mais ilustres compatriotas era fallecido havia meio seculo, se elle ignorava não só a existencia do maior e mais illustre geographo, d'Anville, que aliaz morava no proprio palacio do Louvre, ignorava tambem, quando pedia a communicação da Memoria da Bibliotheca real, que nos archivos do seu proprio ministerio existia uma carta feita em 1718, que representava a Africa occidental e a linha divisoria Carta feita em 1718.

(1) Arch. e vol. citados, fol. 274.

As proprias expressões de d'Anville são tão honrosas para a memoria d'aquelle official portuguez, que por esse motivo as transcreveremos aqui, além da utilidade que resulta destas noticias para a historia dos trabalhos geographicos feitos pelos Portuguezes na America.

D'Anville, fallando pois da dita carta e do autor d'ella, diz : « Dont il est » fait mention dans la relation de l'amiral Anson. Cet homme, d'un mérite » peu commun, selon ce que j'en puis juger par une carte qu'il avait dres- » séc de son gouvernement jusque vers le cap Sainte-Marie (sans aller plus » loin), a fourni à une carte de l'Amérique méridionale des morceaux parti- » culiers qui la distinguent, *cette carte m'ayant été communiquée par l'am-* » *bassadeur de Portugal* D. Luiz da Cunha, et j'en conserve la copie. »

(2) Arch. e vol. citados.

(3) *Ibid.*, vol. cit., fol. 309.

1777. d'Alexandre VI marcada pelo meridiano de Cabo Verde (1).

Em quanto se passavão em París os curiosos incidentes que acabamos de relatar, continuarão com grande actividade não só as correspondencias officiaes entre o marquez de Pombal e os nossos ministros em Madrid, Londres e París, mas tambem entre estes ultimos. O ponto principal que então se discutio, e que tornava mais difficil o accommodamento das desavenças, era o de precisar a época em que o nosso governo havia expedido ao Brazil as ordens para se suspenderem as hostilidades, e provar que estas não podião têr chegado a tempo de prevenir as hostilidades que occorrerão no intervallo de tempo da expedição e da chegada das mesmas ordens (2), e o outro ponto tam bem escabroso e muito difficil que se oppunha ao mesmo accommodamento, era o das restituições de todos os postos tomados pelo nosso exercito que a côrte de Madrid exigia da nossa (3). A côrte de Londres achando-se nesta época empenhada na guerra com as suas colonias da America septentrional, que se havião declarado independentes pelo acto do congresso de 4 de julho deste anno de 1776, tratava por todos os modos de evitar um rompimento entre Hespânha e Portugal, por temer que esta occorrencia viesse augmentar as difficuldades e embaraços com que lutava, sendo neste caso obrigada pelos tratados a auxiliar Portugal contra a

Restituições de todos os postos.

(1) Encontramos esta carta nos archivos dos negocios estrangeiros no vol. LII da corresp. de Portugal, entre fol. 324 e 338. Esta carta encontra-se em seguimento a uma representação datada de 18 de janeiro de 1718 de varios negociantes portuguezes, proprietarios de navios tomados nas costas do Brazil pelos armadores da Martinica, depois da suspensão d'armas entre a França e Portugal em consequencia da paz d'Utrecht.

Julgámos não dever passar em silencio as curiosas particularidades que referimos no texto, não só pela relação que ellas tem com a historia das nossas transacções diplomaticas, mas tambem por que as curiosas anecdotas que mencionámos forão inteiramente ignoradas dos autores que escreverão as biographias dos dois celebres geographos.

(2) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, documentos de 20 d'agosto e 3 de setembro de 1776, p. 273 e 278.

(3) *Id.*, t. VIII, p. 276.

aggressão da Hespânha apoiada pela França. Para prevenir esta eventualidade, mandou o governo britannico ordem ao seu enviado em Lisboa, Walpole, em setembro deste anno, de persuadir o nosso governo a dar todos os passos possiveis para apasiguar o animo de Sua Magestade Catholica, exigindo além disso o governo britannico que o nosso assegurasse á côrte de Madrid, que todos os postos que acabava de perder no Rio Grande lhe serião restituidos. 1777.

Mas o marquez de Pombal exigio do governo inglez que antes de tudo as côrtes interessadas declarassem o que pensavão das Memorias que ultimamente lhe tinhão sido communicadas com as peças justificativas (1). Peças justificativas.

Ao mesmo tempo que o nosso ministro respondia ao enviado da Inglaterra pela maneira que fica dita, ordenou a continuação dos preparativos militares, completando os regimentos, e abastecendo as praças de guerra do reino, e mandando mais reforços para a America. Mais reforços para a America.

A côrte de Londres e a de Versalhes não tendo achado satisfactorias as razões allegadas nas Memorias e documentos que o marquez de Pombal lhes havia mandado communicar, insistirão para que Portugal désse a satisfação que a Hespânha exigia, e para que se mandasse sem demora ordem ao marquez de Lavradio, vice-rei do Brazil, de repôr as cousas no estado em que se achavão em 17 de julho do anno antecedente. Mas o marquez de Pombal para ganhar tempo, pretextou uma doença para não receber o enviado d'Inglaterra, mandando ao mesmo tempo expedir novos reforços para o Brazil (2). Razões não se achão satisfactorias.

Respondeu por fim o nosso ministro ás instancias do gabinete britannico com varias Memorias e deducções ainda mais volumosas e explicitas que as de que já em outro logar fizemos menção. Estas ultimas erão comtudo mais positivas, pois o marquez de Pombal declarava que S. M. Fidelissima se não Varias Memorias.

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, documento p. 280.

(2) *Id.*, t. VIII, p. 283 e 284, despacho de Mr. de Vergennes de 30 de setembro deste anno.

1777. podia prestar aos desejos do governo britannico, nem restituir aos Hespanhoes o que elles havião perdido no Paraguay (1).

Esta decisão do nosso governo causou grande impressão no gabinete de Versalhes, como se vê nos despachos dirigidos pelo conde de Vergennes ao embaixador de França em Lisboa, datados de 14 e 21 d'outubro do cito anno de 1776 (2).

Desavênças. A persistencia do nosso governo em não ceder ás repetidas instancias das duas côrtes fez suspeitar á de Versalhes que o nosso gabinete era secretamente aconselhado pela Inglaterra para tomar uma tal attitude. Nesta supposição, ordenou o conde de Vergennes ao embaixador em Lisboa que tratasse de descubrir quem fornecia ao governo portuguez os meios para triumphar da Hespânha, e quaes erão tambem os secretos motivos que impellião o nosso primeiro ministro para seguir uma tal politica na desavênça com a côrte de Madrid (3). O ministro francez recommendou ao embaixador em Lisboa que vigiasse os passos do enviado britannico Walpole. O governo hespanhol tambem estava em grande incerteza ácerca das vistas da Inglaterra sobre este negocio em consequencia dos armamentos navaes da mesma potencia (4).

Vistas da Inglaterra.

Vias de conciliação. Tendo el rei D. José adoecido gravemente em dezembro deste anno, nomeou este principe a rainha, sua esposa, regente do reino durante a sua doênça. Esta nomeação da rainha, irmã d'el rei Catholico, serenou algum tanto o gabinete de Madrid, e fez conceber ao governo francez a esperança de que a influencia do marquez de Pombal experimentaria quebra, de que resultaria o aplanarem-se todas as difficuldades que existião entre a nossa côrte e a de Madrid. Mas bem depréssa se desvanecerão taes esperanças, pois o marquez apezar da regencia da rainha continuou a têr a mesma influencia (5). A rainha regente

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, documentos de p 284 a 286 e 292.
(2) *Id.*, t. VIII, p. 288.
(3) *Id.*, t. VIII, p. 288 e 290.
(4) *Id.*, t. VIII, p. 289
(5) *Id.*, t. VIII, documentos de p. 294 e seg., e officio do marquez de Blosset de 24 de dezembro deste anno de 1776, e do 4 de janeiro de 1777.

limitava-se a apresentar as propóstas do primeiro ministro a el rei, e a assigna-las depois da approvação daquelle monarca (1). E a nossa attitude militar continuava todos os dias a ser mais respeitavel, a ponto que tinhamos nesta época 9,000 homens sobre a margem direita do Rio Grande, onde nos fortificavamos, e por outro lado as nossas tropas fazião incursões e correrias nas possessões hespanholas nas vezinhanças do Amazonas. Nestas circumstancias o gabinete francez parece têr fundado a esperança de um accomodamento da nosse côrte com a de Madrid, quando a princeza do Brazil (a rainha D. Maria Iª) subisse ao throno, época em que segundo a opinião de Mr. de Blosset, o gabinete de Lisboa adoptaria todas as vias de conciliação relativamente á disputa sobre as colonias, e trataria então de mantêr a paz entre as duas corôas (2). No que se não enganou aquelle diplomata. 1777.

Fio dos acontecimentos e transacções.

Continuando entretanto o fio destes acontecimentos e transacções, diremos que em 21 de janeiro deste anno de 1777 o mesmo embaixador de França avisou a sua côrte da continuação dos nossos armamentos militares, dizendo que a mão que os dirigia mostrava uma habilidade consummada, e que era mister que a Hespânha fosse mui hábil para poder escapar aos perigos de que a ameaçavamos. Todo o Rio Grande (accrescentava este diplomata) ficará nas mãos dos Portuguezes, e ver-se-ha que este acontecimento tornará immortal o marquez de Pombal (3).

Morte d'el rei D. José 1777.

Tal foi o estado em que ficárão estas importantes negociações em 23 de fevereiro deste anno, em que occorreo a morte d'el rei D. José. A reconciliação das desavênças com a côrte de Madrid só se effectuou no principio do reinado da rainha D. Maria Iª pelo tratado de Santo Ildefonso do 1º d'outubro deste anno de 1777 (4).

(1) *Obra del señor de Santarem*, t. VIII, p. 297.

(2) *Id.*, t. VIII, p. 297 e o importante documento de 14 de janeiro de 1777, a p. 298 e seg.

(3) *Id.*, t. VIII, p. 301.

(4) Tomo II del *Quadro elementar* del vizconde de Santarem, de p. 292 à 300.

1777.

DOCUMENTO.

Instrucção passada pelo marquez de Pombal a D. Vicente de Souza Coutinho, embaixador de Portugal em París, consistendo na deducção dos factos que no anno de 1773 dérão principio ao rompimento entre Portugal e Hespânha nos dominios do Brazil, cujas forças são as seguintes (1):

Previo compendio do estado das cousas, em 1773.

Que elle marquez de Pombal estava persuadido que as duvidas que causára na côrte de París a falta de informação do verdadero estado das cousas pertencentes á execução do tratado de 10 de fevereiro de 1763 e da cedula ou decreto d'el rei Catholico de 9 de junho do mesmo anno, e do ultimo rompimento e invasão que o governador de Buenos Ayres executara desde o anno de 1773, em diante havião de cessar, logo que elle embaixador conferisse sobre aquelle negocio com o conde de Maurepas e com Mr. de Vergennes, e lhes fizesse vêr que quanto sobre aquelle assumpto se passára se achava provado pelos factos que se continhão nos documentos que accompanhavão aquella carta.

Que antes de passar á deducção dos factos faz o ministro ao embaixador um prevío e substancial compendio do estado em que se achavão as cousas concernentes ás duas côrtes no anno de 1773, em que o governador de Buenos Ayres se lembrára de romper com Portugal, dizendo:

Effectivas entregas.

Que as requisições que o embaixador Ayres de Sá e Mello havia apresentado no anno de 1765, em que chegára a côrte de Madrid para que S. M. Catholica ordenasse ao governador de Buenos Ayres, que então era D. Pedro de Cevalhos, que desistisse da tenacidade com que se tinha negado ás effectivas entre-

(1) *Quadro elementar*, por el señor vizconde de Santarem, tom. VIII, p. 127.

gas estipuladas nos artigos 21 e 24 do tratado de 10 de fevereiro de 1763, e pela cedula ou decreto firmado por mão d'el rei d'Hespânha em 9 de junho do mesmo anno, ficárão pendentes e indecisos largo tempo pelos casos fortuitos que sobrevierão insperadamente, quaes havião sido os seguintes : 1777.

Primeiro o do horroroso motim que na côrte de Madrid apparecerá na noite do domingo de Ramos do anno próximo de 1766. Mutinacão.

Segundo, o dos outros tumultos analogos que forão successivamente apparecendo em quasi todas as demais cidades d'Hespânha por todo aquelle anno. Tumultos.

Terceiro, o da carta regia expedida em 9 de abril do mesmo anno de 1766 ao embaixador Ayres do Sá e Mello para a pôr como a poséra na presença d'el rei Catholico, na qual el rei de Portugal lhe significára como irmão e como vizinho, não obstante achar-se offendido, que S. M. Catholica podia empregar todas as suas tropas em reduzir á obediencia os seus vassallos, sem lhe ficar o menor cuidâdo nem nas praças, nem nas fronteiras deste reino, por que S. M. Portugueza debaixo de sua real palavra de honra se encarregava da segurança das mesmas praças e fronteiras, e que as pessoas que passassem a Portugal sem passaporte de S. M. Catholica serião presas e guardadas com segurança. Carta regia.

O de se haver seguido a proscripção e expulsão dos Jesuitas de França executada no anno de 1761, e a outra proscripção e expulsão dos Jesuitas d'Hespânha determinada pelos reaes decretos d'el rei Catholico expedidos nos mezes de fevereiro e abril do referido anno de 1767. Expulsão dos Jesuitas.

O da exuberante cordialidade com que el rei de Portugal em outra carta de 9 de maio proximo subsequente havia proposto a el rei Catholico, que o remedio d'aquelles grandes males, e o meio de consolidar os interesses de ambas as monarquias não podia ser outro, senão o da suspensão de todos os negocios politicos, e por outra parte o fazerem ambas ellas na curia de Roma causa commum que a obrigasse a supprimir e extinguir inteiramente os mesmos Jesuitas. Suspensão de todos os negocios politicos.

1777.

Interesses reciprocos.

O têr o mesmo embaixador Ayres de Sá participado em relação de 21 do mez de maio as conferencias que havia tido com o marquez de Grimaldi sobre aquelle assumpto, significando nellas que el rei Catholico queria que ao mesmo tempo se ajustassem os interesses politicos, referindo textualmente as proprias palavras do marquez: « Que el rei fizera reflexão em um punto que nella tocava, isto é, dos interesses reciprocos; que este ponto verdadeiramente fôra muito do gosto de S. M.; que delle infeririamos que eu podia avisar isto mesmo á minha côrte, que sobre este ponto tinha elle conferido muitas vezes com Waul e elle ahi estava e que o diria. »

Aberturas de ajustamento

O sêr aquella abertura de ajustamento muito do agrado d'el rei de Portugal, que ordenára a elle marquez de Pombal de responder, como fizera a ella com tres cartas d'officio datadas de 30 de setembro do mesmo anno de 1767, em tudo proprias para comprazerem e obrigarem muito á dita côrte de Madrid.

Amigavel convenção.

Que pela primeira dellas S. M. Fidelissima autorisára o dito seu embaixador para ajustar as differenças pendentes com o marquez de Grimaldi, mandando-lhe o pleno poder necessario para concluir a amigavel convenção de que se tratava, e a minuta do preambulo e artigos que punhão tudo em socego com vantagem da côrte de Madrid.

Jesuitas expulsos.

E pela segunda se lhe havião remettido copias das ordens para os governadores de S. M. Fidelissima fazerem transportar á custa de sua real fazenda todos os Jesuitas expulsos dos dominios d'Hespânha que lhes fossem entregues nas fronteiras pelos respectivos commandantes hespanhoes.

Abstenção de hostilidades.

E a final que na terceira se incluia a copia de uma positiva e amplissima ordem para que os commandantes portuguezes do Rio de S. Pedro e Pardo não sómente se abstivessem de todas as hostilidades contra os Castelhanos, mas restituissem tudo ao estado em que se achava no mez de maio próximo precedente em que o dito marquez de Grimaldi havia feito aquella primeira abertura.

Nova negociação.

Que em officio de 19 d'outubro do mesmo anno, respondêra o marquez de Grimaldi, *que el rei Catholico não havia sido até então*

informado, senão por maior e em grosso, do conteudo nas referidas tres cartas, e proposéra uma nova negociação em materia tambem nova e em tudo differente das que nellas havião feito objecto de respostas. 1777.

Que tudo por conseguinte ficára suspenso em um negocio de tal ordem, tão superior, importante e urgente para a paz publica de toda a Europa, como fôra o da causa commum para a abolição e extincção dos Jesuitas, que S. M. Fidelissima desde o anno próximo precedente havia feito vêr que desejava que as côrtes de París e de Madrid adoptassem, como unico meio para se pôr o ultimo fim aos sacrilegos attentados que o façanhoso synédrio daquella sociedade havia continuadamente accumulado em Roma contra a côrte de Portugal e as referidas de París e Madrid, e contra todos os demais monarcas e principes catholicos. Unico meio para a paz publica.

Causa commum que desde o mez de setembro de 1767 ficára absorbendo todos os cuidados do gabinete a que elle marquez de Pombal presidia, o qual não cessára de trabalhar para que tivesse a sua necessaria consistencia, até o fim daquelle anno e no seguinte de 1768 em que inteiramente se formalisára: que no tempo da morte do papa Clemente XIII, occorrida em de 2 fevereiro de 1769, se achava tão consolidada, que el rei Catholico havia já feito apresentar por seu ministro ao mesmo papa a primeira supplica para ser abolida e extincta a sociedade: que fôra consequentemente proseguida pela união d'el rei de Portugal com o dito rei Catholico e com el rei Christianissimo no pontificado próximo seguinte de Clemente XIV, e que viéra a produzir o desejado effeito na expedição da saluberrima bulla: *Dominus ac Redemptor noster*, pela qual fôra a final extincta a sociedade jesuitica. Final extincção dos Jesuitas.

Que em quanto pois na Europa se estavão cultivando os referidos officios da mais estreita amizade e perfeita harmonia entre a côrte de Portugal e a de Madrid, se viéra a saber que na America tudo se passava pelo contrario. Officios de estreita amizade.

Por que entrando no porto de Lisboa no mez de junho de 1775 uma fragata de guerra que expedira do Rio de Janeiro o Fragata de guerra.

1777. marquez de Lavradio, vice-rei e capitão geral do Brazil, se vira provado authenticamente pelas cartas que nella viérão,

Hostilidades dos Hespanhões.

Primo: que o general hespanhol de Buenos Ayres D. João José de Vertiz e Salzedo por todo o anno próximo precedente de 1773 havia feito e repetido contra os vassallos e dominios do sul do Brazil hostilidades violentas, que forão seguidas pela inopinada invasão e rompimento de guerra que constavão do compendio que ia appenso áquella carta com a marca A, e com o titulo: *Précis des insultes commises par les Espagnols*, e dos dois authenticos documentos nelle inclusos.

Que noticias erão prohibidas.

Segundo, que o mesmo general hespanhol, logo que voltára batido ao Rio da Prata, expedîra uma embarcação de aviso para Hespânha, prohibindo com o maior aperto que levasse cartas de outra alguma pessoa ou fosse militar ou civil, ou ainda do corpo do commercio, verosimilmente para que a côrte de Madrid não tivesse outras noticias que não fossem as que elle general hespanhol composéra ao seu modo, e para que lhe mandassem todas as forças que desejava para opprimir os Portuguezes.

Soccorros de tropas.

Tertio, que os governadores e commandantes do Rio de S. Pedro e Rio Pardo tinhão reclamado os soccorros de tropas e munições de guerra e de boca, com que devião auxiliar todas as outras capitanias geraes da parte do norte, que se achavão reciprocamente associadas com as do sul, para as constituirem no estado de se defenderem contra as segundas e fortes invasões e oppressões que lhes estava ameaçando a indignação do dito general hespanhol de Buenos Ayres.

O *Sul* deve ser soccorrido.

Quarto, que por effeito da dita reclamação tinha mandado soccorrer os ditos governadores do sul, pelo que tocava á sua capitania geral do Rio de Janeiro, e tinha avisado as de S. Paulo, Bahia e Pernambuco, para da mesma sorte concorrerem com os seus contingentes.

Munições para as praças do *Sul* do Brazil.

Quinto, e finalmente que elle marquez vice-rei, em consequencia do referido, pedia a Sua Magestade que o reforçasse logo com algumas náos e fragatas de sua real armada, e com um maior accrescentamento das quantidades das munições de guerra,

com que annualmente se costumavão provêr as tropas daquellas praças do sul do Brazil, visto se acharem ameaçadas de uma próxima e imminente guerra. 1777.

Que no mesmo tempo que correspondia á chegada a Hespânha d'aquella recatada e exclusiva embarcação d'aviso se virão nos portos principaes d'Hespânha aprestar com a maior diligencia, e o mais impenetravel segredo, as muitas náos de guerra e navios de transporte e numerosas tropas, que em parte havião sido expedidas para o Rio da Prata, e na maior constituirão a expedição que depois se víra, que fôra dirigida contra a cidade d'Argel. Náos de guerra nos portos hespanhoes.

Que tal era o certo, verdadeiro e notorio estado das cousas no dia 17 de julho do anno próximo precedente, em que o marquez de Grimaldi proposéra ao embaixador D. Francisco Innocencio de Souza, *que cessando as vias de facto no sul do Brazil, se ajustassem as discordias que nelle se agitavão pela via suave da negociação, e pelos officios da amizade e da ternura reciproca dos dois respectivos monarcas.* Vias de negociação.

Que não deixára de causar a elle marquez de Pombal bastante admiração vêr no dito officio, que o marquez de Grimaldi se havia esquecido inteiramente de que os termos de tudo o que se tinha passado entre as duas côrtes desde o anno de 1765 em que o embaixador Ayres de Sá e Mello lhe passára o primeiro officio até aquelle dia 17 de julho de 1774, em que se tivera a referida conferencia pacifica, havião certamente sido os recapitulados desde o § 3 até o 19 daquella carta, parecendo-lhe que naquelle absoluto esquecimento seria impossivel que ao dito ministro escapasse a incompativel proposição: *que elle fôra sempre o que desejára ajustar amigavelmente as mutuas dissensões, e de que aquelle ministerio tinha sido o que havia opposto difficuldades ao dito ajustamento familiar e amigavel.* Esquecimento dos termos.

Que sendo porém a dita proposição accidental e alheia da substancia do importante negocio que havia constituido o objecto do referido officio de 17 de julho próximo precedente, deixando-o por isso no silencio, e passando a responder cathegoricamente ao mesmo officio em execução das ordens que elle marquez de Obrigantes termos d'uma carta.

1777. Pombal recebêra d'el rei seu amo, dirigira immediatamente em 27 do mesmo mez de julho ao embaixador D. Francisco Innocencio de Souza a carta ostensiva que elle logo fizera presente ao marquez de Grimaldi, concebida nos obrigantes e concludentes termos, que manifestaria a copia della marcada com a lettra B que elle embaixador acharia junta áquella.

Cordiaes affectos d'el rei de Portugal.

Pelo qual se demonstrava: Primo desde o § 1 até o § 13 conclusivamente, uma propria e expressiva pintura não só dos certos, constantes e cordiaes affectos e sinceras intenções que el rei de Portugal seu senhor cultivára sempre a respeito d'el rei Catholico, seu irmão e cunhado, e não só das occultas e manifestas causas que havião impedido os bons e naturaes effeitos dellas, mas tambem de tudo o que havia passado no sul do Brazil e na côrte de Lisboa, assim a respeito dos governadores do Rio de São Pedro, do Rio Pardo e de Buenos Ayres, como dos soccorros que se havião mandado ao dito continente, para que sendo á vista de tão francas e cordiaes exhibições sinceras de ambas as duas côrtes, ficassem tirados do caminho todos os embaraços que podião obstar ao desejado fim que havia feito o objecto da dita conferencia.

Dois pontos da negociação.

Segundo, que desde o § 14 até o § final havião sido simplificados os termos da dita negociação, reduzindo-a a dois pontos essenciaes, ambos por si clara e manifestamente oppostos a toda a duvida, que fosse fundada em razão pelo menos plausivel.

Recriminações e embaraços.

Que o successo da referida carta havia sido tão diverso dos termos della qual elle marquez de Pombal se havia promettido, que em officios de 13 e 23 d'agosto próximo subsequente se víra o gabinete portuguez inesperadamente recriminado e ameaçado, e a negociação de que se tratava reduzida a tantos e taes embaraços, que fôra necessario colligir, combinar e recapitular (com inexplicavel fadiga) tudo o que se tinha passado desde o primeiro officio do anno de 1765 até áquelle tempo, para se removerem clara e cathegoricamente as ditas recriminações e embaraços pelos extensos officios que em 13 de novembro proximo preterito se havião dirigido ao sobredito embaixador D. Francisco Innocencio de Souza, para os

fazer presentes ao marquez de Grimaldi, officios cujas copias não podia ajuntar á presente carta por não caber no tempo o poderem trasladar-se, e por que tudo quanto nelles se continha era em substancia o mesmo que elle marquez de Pombal deixava resumido naquella carta desde o § 1 até o 21, e que se encerrava desde o § 1 até o § 13 da outra carta conteúda na copia lettra B. 1777.

Os Portuguezes supposios aggressores.

Que no intervallo de tempo que decorrera desde a referida abertura feita em 17 de julho pelo marquez de Grimaldi até os fins de novembro fôra elle marquez cada dia sendo mais surprendido pelas informações que tivera de que em França, Inglaterra e Hollanda era o gabinete portuguez arguido suppondo *serem os Portuguezes aggressores na guerra do sul do Brazil, e que se achavão obstinadamente inflexiveis em não convir no ponto de se suspenderem as hostilidades da referida guerra, por mais que para isso lhes houvesse instado a côrte de Madrid.*

Surpreza que fôra para elle ministro tanta maior, quanto menos devia esperar aquella accusação.

Injurias commettidas por o general de Buenos Ayres.

Primeiramente, porque havendo elle representado á côrte de Madrid pela sobredita carta de officio em 27 de junho (que ajuntava debaixo da mesma marca B), as publicas e notorias invasões, hostilidades e atrocissimas injurias que o general de Buenos Ayres havia commettido contra os dominios e vassallos de Portugal, nenhuma só palavra de desapprovação do referido governo se tinha ouvido saír da boca do marquez de Grimaldi nas respostas feitas á dita carta.

Cessação das vias de facto.

Em segundo lugar, porque tendo visto o dito marquez de Grimaldi que o governador de Buenos Ayres tinha estado e estava em actual acção, sendo aggressor na referida guerra, como nas fronteiras de Portugal se havia praticado nos fins do anno de 1762, nem o sobredito governador havia jamais proposto a referida cessação das vias de facto, para se passar ás da negociação, nem o ministerio de Madrid até o tempo em que elle marquez lhe habia passado os officios de 13 de novembro acima indicados tinha achado a proposito segurar com duas regras de officio por elle assignadas a côrte de Lisboa (como indispensa-

1777. velmente se devia fazer em tão grave materia) que tinha expedido ou expediria logo ao dito governador as ordens de se abstêr de tudo o que fosse hostilidade, porque sobre esta certeza houvesse o gabinete portuguez de expedir tambem outras iguaes e respectivas ordens aos generaes e commandantes portuguezes d'aquella parte meridional do Estado do Brazil.

Hostilidades offensivas.

Tertio, porque de outra parte não só deixaria ao gabinete portuguez sacrificada a propria decencia, mas tambem a segurança do referido Estado, ficando armado o dito governador de Buenos Ayres para continuar as hostilidades offensivas, mandando S. M. Fidelissima pôr em inacção as armas dos seus generaes e commandantes, que sempre havião sido defensivas.

Falta de segurança mutua.

No que aconteceria outro caso identico como o que já havia succedido com as reaes ordens expedidas com exuberantissima boa fé em 30 de setembro de 1767, como forão acima indicadas, a saber : que tendo S. M. por ellas mandado aos seus commandantes do Rio Grande de S. Pedro, que se abstivessem de todas as hostilidades contra os Hespanhoes, na crença então provavel, de que aquellas se ião acabar pela via da negociação immediatamente, accontecêra que por não têr dado a côrte de Madrid por escripto outra correspectiva segurança reversal, ficárão os commandantes portuguezes inhibidos, e o governo de Buenos Ayres obrando contra os dominios e vassallos meridionaes de S. M., como o havião feito notorio os factos substanciados no dito compendio que levava a marca lettra A.

Proposição de paz.

Que não obstante porém quanto ficava referido, logo que D. Francisco Innocencio de Souza avisára a elle marquez de Pombal em data de 27 do referido mez de novembro haver-se-lhe declarado em termos positivos que el rei Catholico tinha effectivamente ordenado ao governador de Buenos Ayres a suspensão das hostilidades desde o dia em que a negociação havia principiado, preferindo S. M. Fidelissima a tudo o referido a paz entre as duas corôas, mandára immediatamente expedir na data de 4 de dezembro a cathegorica e concludente resposta, que tambem devia acompanhar a carta que summariamos com a marca da lettra C.

1777.

Pacificas intenções do monarca portuguez.

E que por isso que a simplicidade e clareza daquella sua resposta não havião ainda bastado, para que nella deixassem de excogitar questões e interpretações de que a sinceridade por ella evidente por si mesma não era susceptivel, e para que deixasse de se pretender outra nova carta escripta com o mesmo assumpto : prescindindo-se aqui outra vez dos motivos das referidas questões desnecessarias, e prevalecendo as pacificas intenções do mesmo monarca portuguez, se fizera ao dito marquez de Grimaldi a segunda carta que constava do officio que em data de 12 do mez que antão corria de janeiro fôra expedida ao mesmo embaixador D. Francisco de Souza Coutinho na fórma que naquella occasião elle ministro ajuntaria tambem debaixo da marca lettra D.

Primeiras relações.

Que os que acima deixava substanciados erão os precisos e verdadeiros termos, e o certo e seguro estado em que se achava o negocio grave das controversas com o ministerio de Madrid, quando elle marquez de Pombal havia visto nas relações delle embaixador que levarão a data de 18 e 27 de dezembro próximo preterito o que havia ouvido a Mr. de Vergennes mas significantes palavras que passava a transcrever.

Taes havião sido nas primeiras das ditas relações as palavras que dizião :

Obstaculos ás negociações.

« *Emfim persistio a opinião de que punhamos obstaculos á con-* » *tinuação da paz, e de que era gosto nosso, que um equivoco ag-* » *gravasse a desconfiança, e interrompesse a negociação de que* » *se podia esperar o socego reciproco das duas potencias ; que o* » *seu intento não era offender alguma das nossas allianças, es-* » *tando França concorde com Inglaterra em o projecto de impedir* » *qualquer cousa que se opposesse á tranquillidade publica, de* » *sorte que nestes votos concorrião de accordo commum uma e* » *outra monarquia.* »

Que taes erão na segunda relação de 27 do dito mez as outras palavras que se continhão na clausula seguinte :

Ingenuidade dos procedimentos portuguezes.

« *Hindo hoje a Versailles, achei Mr. de Vergennes contentis-* » *simo, havendo mudado o conceito que concebêra de sermos nós* » *os que procuravamos accender a guerra ; conveio comigo que*

1777. » *se enganára ; e disseme que se não podia prevenir de uma ma-*
» *neira decente e mais nobre tudo o que concorria para interrom-*
» *per o fio da negociação ; dando-me a entender que ella lhe sub-*
» *ministrára as armas necessarias para mostrar á Hespânha a*
» *ingenuidade dos nossos procedimentos, e os inconvenientes que ha*
» *em não terminar uma disputa que se dirigia a perturbar o so-*
» *cego da Europa.* »

Harmonia das côrtes de París e de Londres, para fazer cessar inveteradas discordias.

Que achando-se a côrte de París concorde com a de Londres no projecto de impedirem qualquer cousa que se podesse oppôr á tranquillidade publica, concorrendo naquelles votos ambas ellas, e tendo sido sempre desde o anno de 1765 os desejos do gabinete portuguez de cooperar para o mesmo fim tão notorios e concludentes, como se concluia pela serie de factos que se continhão na recapitulação que fazia a materia daquella carta, havendo mostrado physica e evidentemente tantas e tão repetidas experiencias que todas quantas negociações havia até então proposto o ministerio de Madrid com as expressões mais amigaveis e pacificas não havião servido para outras cousas que não fossem não ir o gabinete portuguez achar invalidados os meios por onde se podia passar a consolidar a boa amizade e união entre as duas côrtes, mas tambem de ver a final suscitados novos estimulos que antes não havia para azedar e alienar as mesmas duas côrtes, se fazia necessario que aos grandes males que se tinhão accumulado havia mais de onze annos se applicasse um efficaz e ultimo remedio, que fazendo cessar tão inveteradas discordias, tirasse toda a occasião de se perturbar por causa dellas com a boa amizade das duas côrtes, a dos seus respectivos alliados.

Indicação d'um remedio.

Remedio efficaz e digno que não podia ser outro que não fosse o mesmo acima indicado nas palavras que a elle embaixador disséra Mr. de Vergennes, nas que Luiz Pinto de Souza lhe avizára têr coherentemente ouvido a mylord Weymouth, a saber : o de se acharem concordes as duas monarquias de França e de Inglaterra para de commum accordo removerem o que se podesse oppôr á tranquillidade publica.

Por isso que tratando-se a negociação proposta pelo marquez

de Grimaldi, não particular e clandestinamente entre a côrte de Lisboa e a de Madrid, mas sim com o conhecimento, intervenção e concurso das de París e Londres, e vindo assim a ser notorio a ambos os dois ministerios de França e de Inglaterra tudo o que se passasse, se notarião quaesquer equivocos ou expressões desagradaveis, e se faria clara e livre de duvidas a boa fé dos dois ministerios interessados a que se posesse fim a tão delicado e escabroso negocio até então, sendo que na verdade era mui claro e facil de ajustar.

1777.

Escabrosos negocios.

Que o referido não era sómente uma exhibição da boa fé do gabinete portuguez, mas tambem proposição expressa da côrte de Madrid que em conferencia do 1° d'outubro proximo preterito concluira o marquez de Grimaldi o discurso que nella fizera a D. Francisco Innocencio de Souza com as palavras seguintes : « *Responda-se ao que dissemos, e se nós não conviermos* » *nas mesmas razões, nomee S. M. Fidelissima um terceiro que* » *decida a questão, e nos estaremos por sua decisão* (1). » .

Boa fé dos Portuguezes.

NOTA. — *Appensa ao bilhete do marquez de Pombal de* 31 *de janeiro de* 1776 *para o marquez de Blosset, embaixador de França, sobre as leis geraes de toda a Europa, e fundamentaes da monarquia portugueza, prohibindo a entrada dos navios estrangeiros nos portos dos dominios portuguezes, cujos fundamentos são os seguintes* (2) :

1° Que todo o mundo sabia que as colonias ultramarinas havendo sido estabelecidas com o preciso objecto da utilidade da metropole a que erão pertencentes, dali se derivavão leis infalliveis e universalmente observadas na practica de todas as nações, quaes erão :

Leis observadas nas colonias.

(1) Archivo da antiga embaixada portugueza em París, onde o copiámos em 1838.

(2) *Quadro elementar*, por el señor vizconde de Santarem, tom. VIII, p. 151.

1777.

Exclusivos direitos dos fundadores.

Primeira, que as mesmas colonias devião de estar debaixo da immediata dependencia, e debaixo da immediata protecção de seus fundadores.

Segunda, que o commercio e a agricultura dellas devião ser exclusivos a favor dos mesmos fundadores.

Terceira, que os uteis provenientes da agricultura, commercio e navegação das mesmas colonias pertencião privativamente aos mesmos fundadores.

Quarta, que nas mesmas colonias se não poderia verificar aquella utilidade que faz o esencial objecto dos reinos e estados que as estabelecerão, desde que ellas uma vez tivessem o necessario para subsistirem por si sem dependencia da metropole a que pertencião.

Quinta, que quando as ditas colonias entretem algum commercio com estrangeiros, tudo o que importa esse commercio clandestino, e essas mercadorias introduzidas, é um verdadeiro furto que se faz á respectiva metropole, e é um furto punivel pelas leis dos respectivos soberanos, a quem tocavão as sobreditas colonias.

Sexta, que na certeza do referido não havião attentado contra a liberdade do commercio aquellas potencias que o tinhão restringido, fazendo exclusivo nas referidas colonias o beneficio dos seus proprios vassallos, e que todo aquelle governo que por indifferença tolerasse nos seus portos as contravenções daquelles cinco primeiros e essenciaes principios da instituição das colonias, practicava uma politica destructiva do commercio e da riqueza de sua nação.

Nova forma de dependencia.

1° Que era igualmente notorio que desde os novos descobrimentos feitos nos fins do decimo quinto seculo até agora havião as colonias ultramarinas estabelecido uma nova fórma de dependencia e de commercio com suas metropoles, a qual tornára indispensavelmente necessaria a promulgação de novas leis, e que as leis politicas e economicas de todas as nações da Europa fôrão e erão as que se acabavão de substanciar pelo que dizia respeito ao commercio exclusivo, e á agricultura e navegação das mesmas colonias. Desorte que com observancia universal

dizia Montesquieu : « É uma lei fundamental da Europa que todo o commercio feito com uma colonia estrangeira é reputado como um liquido monopolio punivel pelas leis do paiz, etc. » 1777.

2° Que por conseguinte tendo sido a corôa de Portugal a primeira que havia feito os referidos descobrimentos nas duas Africas occidental e oriental, e logo depois na Asia e nos vastos dominios jacentes entre os rios das Amazonas e da Prata, e nas terras a ellas adjacentes ao tempo que por outra parte ia povoando os lugares maritimos, fôra tambem ali estabelecendo no espirito das leis as solidas maximas acima indicadas que erão indispensaveis para a policia, agricultura, commercio e navegação das colonias, começando pelas da Africa occidental como as primeiras que havião sido povoadas. Primeira occupação.

3° Que todas as referidas leis fundamentaes que antes andavão dispersas havião sido collegidas e reduzidas por el rei D. Manoel no corpo das ordenações do mesmo monarca, sendo nelle o preambulo e os §§ 1 e 2 do titulo CXII.

4° Que as sobreditas leis fundamentaes dos dominios ultramarinos de Portugal havião sempre sido tão inviolaveis que ainda no mesmo tempo em que aquelles reinos se havião incorporado com a monarquia hespanhola, assim como por uma parte não fôra permittido aos Portuguezes de navegarem e commerciarem nos portos das colonias ultramarinas d'Hespânha, com a mesma exclusiva que obstava aos demais estrangeiros, da mesma sorte por outra fôra tambem prohibido aos Castelhanos entrarem com seus navios aos portos das colonias portuguezas, e fazerem nellas qualquer commercio. Assim se estipulou formalmente nas côrtes convocadas em Thomar em 20 de março de 1580 ratificadas por el rei D. Phelippe na cidade de Lisboa em 15 de novembro de 1582. Leis restrictivas.

5° Côrtes em que o capitulo VII era do teôr seguinte :

« Que no se esteve en los comercios de la India e Guinea e otras conquistas de reinos ya descubiertos, ó que se descobrieren, posto que todos los oficiales de ellos sean Portuguezes e naveguen en vasos portuguezes. » Navios portuguezes.

Que quando o mesmo rei Phelippe II determinára a nova com-

1777.

Promulgação das leis fundamentaes.

pilação das leis do reino de Portugal e seus dominios feita no anno de 1590, que veio a ser publicada no de 1602, não só não alterára aquelle direito fundamental, mas antes repetira a promulgação delle em toda a sua antecedente fôrça no mesmo livro V, titulo CVII, pelo preambulo e pelos mesmos §§ 1 e 2.

Que as ditas leis havião sido e erão as mesmas que desde a publicação de 1602 havião até então ficado governando e governavão os reinos de Portugal e seus dominios, e as mesmas que se reimprimirão no anno de 1747 (1).

Despacho do marquez de Pombal para D. Vicente de Souza Coutinho, embaixador de Portugal em París, no qual referindo-se aos que lhe encaminhára em 24 do mez antecedente, lhe participa que passava a remetter-lhe inclusa a Memoria ou officio formal que elle embaixador deve apresentar a Mr. de Vergennes, pedindo-lhe uma conferencia para la entregar, dando-lhe tambem nella parte que Luiz Pinto de Souza tinha ordem para apresentar outra identica Memoria a mylord Weymouth, e para obrar de uniforme accordo com elle D. Vicente em tudo quanto dissesse respeito á materia da referida Memoria, com a mesma mutua confiança e concorde harmonia que se estava praticando entre a côrte de París e de Londres a beneficio da paz entre Portugal e Hespânha, havia mais de onze annos alterada com ludibrio do tratado de 10 de fevereiro de 1763, e da tranquillidade publica da Europa.

Significa-lhe mais, que sendo evidentemente certo, que se naquella occasião as duas côrtes não cortassem pela providente e judiciosa união em que se achavão as raizes da discordia com Portugal e que dentro do ministerio hespanhol havia quem procurava excogitar cada dia novos e inauditos pretextos com que por mais frivolos e destituidos de apparencia que fossem se procuravão palliar e cobrir hostilidades e insultos atrocissimos, não tardaria muitos mezes que a côrte de Lisboa se veria constrangida a reclamar as allianças de Inglaterra e França, para a ajudar fatigada por Hespânha, que opprimia os Portuguezes

(1) Archivo da antiga embaixada de Portugal em França.

fingindo-se que não erão os Hespanhoes aggressores como acabava de acontecer naquella occasião (1). 1777.

Memoria enviada pelo marquez de Pombal em seu despacho desta data ao embaixador D. Vicente de Souza Coutinho, para ser apresentada a Mr. de Vergennes, ministro e secretario d'Estado d'el rei de França, concebida em 8 artigos que passamos a substanciar (2) :

Suspensão das hostilidades.

1° Que sabido era que o officio passado em 10 de dezembro precedente á côrte de Madrid pelo embaixador D. Francisco Innocencio de Souza Coutinho, e a resposta feita pelo marquez de Grimaldi em data de 23 do mesmo mez, havião feito suspenderem-se no sul do Brazil por um accordo reciproco todos os procedimentos de facto e todas as hostilidades, para que se passasse a discutir e terminar por via de negociação as differenças que havião obrigado os governadores dos paizes limitrophes pertencentes a uma e outra corôa a pegarem em armas.

2° Que n'esta certeza o abaixo assignado embaixador de S. M. el rei de Portugal acabava de receber da sua côrte ordens cujo conteúdo encerrava.

Meios de conciliação.

3° Que nas circumstancias acima mencionadas não sobrava mais nada que desejar para o bem da causa commum, senão o pôr termo a contestações que tão nocivas erão aos interesses de ambas as monarquias e ao socego publico, por meios os mais efficazes, effectivos e ao mesmo tempo mais breves.

Cessação das contestações.

4° Que a longa experiencia das discussões em que se gastarão os onze annos decorridos desde o tratado de 10 de fevereiro de 1763 até o tempo em que se estava sem outros resultados mais que o de vêr-se manifestarem-se de novo e de tempos a tempos as hostilidades que havião sido por ultimo seguidas d'um rompimento declarado, motivava um justo receio, viesse a acontecer

(1) Archivo da legação de Portugal em París.

(2) *Quadro elementar*, por el vizconde de Santarem, tom. VIII, p. 157.

1777. no futuro a mesma cousa que no passado occorrera, se se não tratasse de obvial'o no presente por meios efficazes, effectivos e breves, como ficava já declarado.

As côrtes de París e de Londres querem remover quaesquer embaraços e offerecem a sua mediação.

5° Que se havia assentado que o caminho mais praticavel e facil para se chegar ao termo salutifero da applicação dos ditos meios, erão o que acabava de se lhe offerecer na certeza das boas intenções nas quaes estavão as duas côrtes de París e de Londres por um accordo unanime, de remover todos os motivos de queixas entre Portugal e Hespânha, bem como tudo quanto podia ser contrario á publica tranquillidade.

Congresso para terminar as differenças.

6° Que aquellas boas intenções e o fim salutifero a que tendião os dois mencionados monarcas, um alliado de Portugal e outro d'Hespânha, que havião unido seus votos n'uma causa commum e relativa aos ditos salutiferos objectos sem por isso tocar nas allianças respectivas que ficavão em seu pleno vigor, havião feito que S. M. el rei de Portugal havia assentado que n'aquellas circumstancias, não devia deixar (quanto em seu poder estava) de ajudar com todo o reconhecimento possivel as mesmas salutiferas intenções, louvando-se com uma confiança illimitada na justiça e rectidão de SS. MM. Christianissima e Britannica e na de seus dignissimos ministros, e que lhes pedia a sua e commum mediação para que a negociação e conclusão dos negocios pendentes fossem discutidas e terminadas naquella das duas côrtes que se achasse ser mais conveniente, onde se ajuntasse um congresso particular com assistencia de dois embaixadores de Portugal e outros tantos d'Hespânha, e do numero de ministros d'Estado de que el rei de França e el rei d'Inglaterra quizessem servir-se para exercer a sua commum mediação.

Laços do sangue.

7° Que era para esperar-se que a dita côrte terceira e o dito congresso particular nella junto, concluirião de boa fé as difficuldades que havião até ali suspendido a execução do tratado de 10 de fevereiro de 1763 durante onze annos, como havião sido as que havião occorrido no mesmo anno antes da assignatura do mencionado tratado de paz e d'amizade que S. M. Portugueza havia sempre desejado consolidar e tornar perpetua com um

monarca que lhe era tão conjuncto pelos laços de sangue e pela vezinhança. 1777.

Aceitação dos officios d'uma terceira côrte.

Que S. M. Portugueza estava persuadido que os sentimentos d'el rei Catholico a seu respeito erão os mesmos, e que conhecendo por outra parte o espirito de justiça e o amor da verdade que erão inseparaveis no dito monarca, não duvidára de crêr que S. M. Catholica recorreria á mesma commum mediação e ao mesmo congresso junto em uma terceira côrte, do que com tanta mais razão estava persuadido por isso que o marquez de Grimaldi havia concluido n'uma longa conferencia que no anno precedente no 1° de outubro havia tido com o embaixador D. Francisco Innocencio de Souza por aquellas formaes palavras : « *Responda-se a tudo quanto havemos dito, e se nós não conviermos nas mesmas razões, nomee S. M. Fidelissima uma terceira pessoa que decida o caso em questão, e nós estarémos por sua decisão* (1). »

Em officio desta data dirigido a D. Vicente de Souza Coutinho, o marquez de Pombal, ministro secretario d'Estado, lhe significa :

Navio mercantil apresado.

1° Que em uma das suas cartas de 27 de dezembro próximo passado, que principiava pelas palavras : « Não tenho descoberto » referindo-se elle embaixador ao bem intencionado secretario d'Estado Mr. de Vergennes, significára o que lhe tinha ouvido nos seguintes precisos termos : « *Queixou-se muito do silencio de oito mezes a respeito de um navio mercantil apresado no rio da Casamança, e os officiaes retidos nas prisões de Lisboa : que perguntando-lhe el rei muitas vezes por este negocio não sabia já que responder-lhe : que o intento de Sua Magestade não era de que deixassem de ser castigados, se o merecião, sim de saber o motivo.* »

Queixas satisfeitas.

2° Que ambas as partes substanciaes da referida queixa acharia elle embaixador exuberantemente satisfeitas no bilhete que elle marquez de Pombal em 31 de janeiro próximo preterito

(1) Archivo da antiga embaixada de Portugal em França, onde o copiámos.

1777. havia dirigido ao marquez de Blosset no compendio e nota que lhe dirigira, e que ião juntos com aquelle despacho.

Necessaria demora dos presos.

3º Que com os ditos papeis ficaria elle embaixador instruido para fazer vêr a Mr. de Vergennes por uma parte que a demora dos oito mezes que tardára a resposta delle ministro não fôra voluntaria, mas indispensavelmente precisa, e por outra que a detenção dos presos naquelle espaço de tempo não tivera por objecto affligil'os e causar-lhes a morte, mas sim pelo contrario dilatar-lhes a vida, e tambem que as sinceras e delicadas attenções d'el rei de Portugal a tudo cuanto era pertencente a el rei Christianissimo não havião nunca sido interrumpidas, nem se podião provar d'uma maneira mas clara e positiva do que fôra o de mandar pôr em plena liberdade os réos e o navio, que as leis fundamentaes do reino havião condemnado á morte e confiscação, ao tempo que o referido officio de Mr. de Vergennes (em tudo conforme ao espirito de S. M. Christianissima) havia declarado a elle embaixador pelas palavras expressas acima transcriptas : *Que o intento de Sua Magestade não era* de que deixassem de ser castigados, se o merecião, mas sim de saber o motivo (1).

Resposta que fez o marquez de Pombal sobre as condições mandadas á côrte de Paris pelo marquez de Grimaldi em nome da de Madrid, como condições previas sem as quaes não aceitaria a mediação e arbitrio dos reis de Inglaterra e de França proposta em officio de 17 de março do mesmo anno pelo embaixador de Portugal em Madrid (2).

Resistencia de Hespânha.

Depois de um curto preambulo em que o marquez pondera que se a côrte de Madrid se não considerasse constituida em um absoluto despotismo com que podia obrigar todas as demais po-

(1) Archivo da antiga embaixada de Portugal em França, onde o copiámos em 1838.

(2) *Quadro elementar*, por el señor vizconde de Santarem, tomo VIII, p. 184.

tencias da Europa a receberem as leis que ella lhes quizesse pôr sem attender a outra razão a não ser a da irresistivel superioridade de sua força, se não houvera estabelecido por systema atravessar todos os meios qué podião conduzir á cessação das discordias e guerras entre Portugal e Hespânha não se sahiria com um papel tão estranho como era o que continha as condições que farião o assumpto da sua resposta. Que nas ditas condições se mostrava o ministerio hespanhol em contradicção comsigo mesmo. 1777.

Caminho a uma accommodamento.

1° Por que era notorio ás côrtes mediadoras de París e de Londres que o marquez de Grimaldi fôra o mesmo que em 17 de julho do anno antecedente abrira caminho ao accommodamento entre Portugal e Hespânha, dizendo :

« Que el rei Catholico não queria tirar um palmo de terra a » Portugal, antes das suas elle mesmo, quanto fosse possivel, » comprazeria e ajuntara, fallando com o embaixador portu- » guez. *Nada de facto*, proponhão-se de parte a parte as diffi- » culdades, e seu amo de V. Exª será promptamente satisfeito » da bondade de S. M. Catholica, e da ternura com que ama a » casa de Portugal. »

Mediação e arbitrios.

2° Porque fôra tambem o mesmo marquez de Grimaldi que desde o 1° d'outubro do referido anno requerera que a decisão das questões entre Portugal e Hespânha se commettesse a uma mediação e arbitrios pelas seguintes e formaes palavras :

Decisão arbitral.

« Responda-se-nos ao que dissémos, e senão conviermos nas » mesmas razões, nomee S. M. um terceiro que decida a ques- » tão, e nós estarémos pela sua decisão. »

3° De sorte que, havendo sido o dito ministro aquelle que requerera a mediação e arbitrios o mesmo que se havia contentado com um arbitro nomeado por S. M. Fidelissima, requerendo-o assim, e em termos claros et simples, e sem nelles pôr condição alguma que os modificasse, fôrão as consequencias as seguintes.

4° Que havendo a côrte de Lisboa condescendendo com tão polidos e obrigantes termos mandado apresentar por seu embaixador na côrte de Madrid a carta do officio e a Memoria de

1777. 17 de março daquelle mesmo anno, e sendo os mediadores propostos dois tão grandes e poderosos monarcas, rompêra o dito ministerio dizendo : Que só admittiria debaixo de condições que sabia erão impraticaveis a mesma mediação e arbitro que elle havia requerido sem condição alguma.

5° E por outra parte havendo-se antes contentado com a decisão d'um só arbitro proposto por el rei Fidelissimo, tratára de impedir com as condições que poséra a interposição de dois tão poderosos arbitros como o erão os monarcas de França e d'Inglaterra.

6° Que desobrigar os ditos monarcas de o serem naquella causa se explicára a respeito delles pelos perfunctorios e desdenhosos termos : *De que* estaria sempre disposto a admittir a decisão de quaesquer arbitros que se escolhessem, como se aos sobreditos grandes monarcas fosse applicavel aquelle termo comparativo de quaesquer, como se houvessem outros quaesquer que se podessem dignamente substituir-lhes.

Decisão dos arbitros.

Duas alternativas.

7° Que do complexo de todos os sobreditos factos não podia deixar de resultar uma das duas consequencias que acima indicára a respeito do dito ministro; a saber : ou que elle se considerava despotico para dispôr a seu arbitrio da soberania, Estados e juizos alheios, ou que não queria mediações, nem arbitros para a paz, mas sim discussões e discordias que accendessem e perpetuassem guerras.

Isto posto, passa o marquez de Pombal a referir as condições acompanhando-as com algumas reflexões, e respondendo a cada uma dellas de persi.

Primeira condição.

« Que Portugal daria uma satisfação propria sobre a presa dos dois navios hespanhoes. »

Falsas supposições.

Pondera o nosso ministro, que em primeiro lugar era para se notar, que aquella condição havia sido fundada nas falsas supposições de que a côrte de Lisboa havia sido incivil com a de Madrid; tinha sido aggressora na guerra do Brazil, e como

tal fôra iniqua e violenta nas presas e distincções dos dois navios hespanhoes, cousa com que se havião armado tão ruidosas queixas. 1777.

E em segundo lugar que nas mesmas tres falsas supposições se havia fundado a disparada e incompativel resposta feita pelo marquez de Grimaldi em 21 de março a D. Francisco Innocencio de Souza, á polida carta d'officio e obrigante Memoria em que o dito embaixador em 17 do mesmo mez lhe significára haver procurado a mediação e arbitrios dos monarcas d'Inglaterra e de França a bem da pacificação entre as duas corôas. Polida carta para uma pacificação.

Que em terceiro logar se devia notar, que as referidas tres falsas supposições se achavão refutadas e retorquidas com a demonstrativa evidencia e com invencivel fôrça, no dia 12 d'abril que corria, em que chegára ao porto de Lisboa o paquete que trouxera as ditas condições. A saber pela carta escrita em data de 5 do dito mez d'abril em replica ao dito marquez de Grimaldi; pelo catalogo e pelos dois compendios que havião feito a base della, cujas copias havião sido communicadas ao cavalheiro Luiz Pinto de Souza com instrucção de 6 do dito mez corrente. Paquete que trouxera as condições.

Que em quarto e ultimo lugar era para notar, que a dita replica, catalogo e compendios se achavão com tudo *in integra* naquelle dia 12 do dito mez em que havião chegado as ditas condições; por isso que houvera embaraços que havião impedido a partida do correio que devia levar aquelles despachos á côrte de Madrid.

Que naquellas circumstancias se havião recebido pelo ultimo já mencionado paquete algumas noções delicadas, as quaes havião feito vêr que seria util e conforme com as officiosas intenções das duas côrtes arbitras, que o ponto das queixas ficasse em silencio; e que houvesse uma satisfação concebida em termos decorosos para a monarchia de Portugal, e em termos geraes e abstractivos, para com ella se franquear o caminho á abertura do congresso, o que sendo assim ficaria para logo desembaraçado. Caminho ao congresso.

E que não obstando que fosse á natureza humana tão vio-

1777.

Uma Memoria satisfactoria é redigida.

lento o ouvir-se acusar iniquamente sem responder aos accusadores, quando não só tem, mas lhe sobejão as condições para os confundir em presença do mundo, sobrelevando comtudo aos impulsos naturaes a prudencia politica, a contemplação para com os dois officiosos monarcas mediadores, e outros particulares motivos, se havia suspendido por uma parte a remessa á côrte de Madrid da sobredita replica, e do catalogo e compendios que lhe servião de próva, e por outra se havia redigido a memoria satisfactoria que fôra remettida ao cavalheiro Luiz Pinto de Souza com a instrucção sobre o uso que della devia fazer.

Segunda condição.

Memoria em resposta.

« Que antes de têr principio o congresso, seria concedido á » Hespânha o tempo competente para preparar e formalizar » uma Memoria em resposta á que D. Francisco Innocencio » apresentára, com o fim de restabelecer aquelles direitos que » a supracitada Memoria pretendêra destruir. »

Ao que responde o marquez de Pombal, que não se poderia entender o que aquella *condição* em si encerrava, sem se capitularem alguns factos passados a ellas concernentes e muito principalmente os que abaixo se verião.

Execução do tratado de 1763, art. 21.

Por conseguinte que antes de passar á recapitulação delles, era necessario prenotar-se, para maior clareza, que na secretaria d'Estado de Madrid era notorio que desde que nella se principiára a tratar da execução do artigo 21 do tratado de 10 de fevereiro de 1763, e da real cedula firmada pela real mão d'el rei Catholico em 9 de junho do mesmo anno, os poderes dos plenipotenciarios de Portugal havião sido sempre restrictos, limitados e reduzidos ao unico ponto de pedirem o simples, nû e abstracto comprimento daquelle artigo e cedula, sem fazerem nem admittirem abertura ou pratica alguma sobre outras materias respectivas a quaesquer outros tratados ou actos precedentes, cousa que se provava constante e innegavelmente pelos factos que passava a allegar.

Era o primeiro facto, que sendo o ministro que na côrte de Madrid requerera a dita execução o plenipotenciario Martinho de Mello e Castro, havendo elle conferido sobre a dita execução com o secretario d'Estado D. Ricardo Wall, tendo-lhe este feito ver uns papeis nos quaes o general D. Pedro de Cevalhos se havia queixado de que o conde de Bobadella não havia enteiramente cumprido o tratado aleatorio de 12 de fevereiro de 1761; déra o dito plenipotenciario conta, em relação do mesmo dia 9 de junho do anno de 1763, antes de vel'o receber a dita real cedula, da replica em que havia protestado ao dito ministro que não receberia as ordens para a restituição, se esta se lhe fizesse dependente de qualquer outro dos tratados que havião precedido, e da resposta que o dito ministro lhe déra naquella conformidade, segurando-lhe debaixo de sua palavra de honra, que nunca acharia aquelle embaraço; replica e resposta cujos termos formaes forão os que ião transcriptos na copia lettra A.

1777.

Tratados que havião precedido.

Era o segundo, que tendo levado a mesma instrucção o embaixador Ayres de Sá e Mello, e havendo requirido logo que chegára a Madrid em carta d'officio de 6 de janeiro de 1765 ao marquez de Grimaldi, já então secretario d'Estado, a mesma absoluta e independente execução e restituição, e tendo-lhe aquelle ministro feito em 6 de fevereiro do mesmo anno uma extensa carta declinatoria em que involveo as referidas questões do general D. Pedro de Cevalhos em termos contrarios ás seguranças do secretario d'Estado Ricardo Wall, o referido embaixador lhe havia replicado logo dois dias depois em carta d'officio de 8 do dito mez, ponderando-lhe a sua grande admiração, e concluindo pelas palavras: « *Permitta-me V. Exª dizer-* » *lhe que V. Exª entra nas questões de tratados anteriores; que* » *é disputa a que a minha côrte se não podia sujeitar sem vêr pri-* » *meiro a execução do ultimo. Os lugares de que se trata deve-* » *rião ser restituidos no termo de tres mezes; e V. Exª. princi-* » *pia uma negociação que poderia durar muitos annos.* »

Carta declinatoria.

Terceiro facto que achava-se já a negociação nos termos acima referidos quando pela *concordata* estabelecida por uniforme accordo das duas côrtes em setembro e outubro de

Aberturas de paz.

1777. 1767 se havião suspendido no sul do Brazil todas as hostilidades, e que nos mesmos termos de inacção estivera entre as duas côrtes a negociação até o fim do ministerio do dito embaixador Ayres de Sá, e até que o marquez de Grimaldi fizera em 17 de julho e 1° d'outubro do anno antecedente ao actual embaixador as aberturas de paz e negociação indicadas na resposta á primeira condição.

Pacificas negociações.

Que naquelles termos tendo o dito embaixador D. Francisco Innocencio avisado em relação de 17 de novembro do mesmo anno, que para se entrar em pacifica negociação tinha el rei Catholico ordenado ao governador de Buenos Ayres cessasse de proseguir nas hostilidades desde o dia em que começára a negociação (passava-se isto em 17 de julho) se tinhão expedido em 4 de dezembro proximo ao dito embaixador de Portugal no mesmo sentido e systema o pleno poder e as instrucções que se seguião, nestes termos :

Pontos substanciaes.

« Como o pleno poder que acabo de dirigir a V. Exª. manda » el rei, meu senhor, participar a V. Exª. que as amplas facul- » dades delle devem ser reduzidas aos pontos substanciaes se- » guintes. »

Restituição dos dominios do sul do Brazil.

Consistia o primeiro ponto em fazer ver ao marquez de Grimaldi, que as instrucções que lhe escreve não permettião de convir em que a execução dos artigos 21, 22, 23 e 24 do tratado de 10 de fevereiro de 1763 e da cedula real de 9 de junho do mesmo anno, em que se havia estabelecido a restituição dos dominios do sul do Brazil ao mesmo estado em que se achavão antes da guerra do anno de 1762, se houvesse de confundir com outros differentes e estranhos puntos de interpretações dos governadores de Buenos Ayres, sobre duvidas por elles suscitadas com o motivo do tratado do anno de 1761.

Tratados anteriores.

Que sobre aquella base continuára a instrucção em dar ao dito embaixador os meios de excluir todas as persuasões que se lhe fizessem para admittir argumentos relativos a outros tratados anteriores ao de 10 de fevereiro de 1763.

Que o ministerio hespanhol abusára do noviciado em que o embaixador se achava e lhe persuadira que seria melhor tra-

tar-se logo de tudo o que fosse divisões de para assim perpetuar-se uma solida paz; que fôra a credulidade do mesmo embaixador surprendida com aquellas lisongeiras persuasões até o excesso de se precipitar no absurdo com que havia dirigido ao marquez de Grimaldi em 16 de janeiro antecedente uma carta d'officio com um extenso papel em quatro partes, diametralmente contrario as suas instrucções, em que de seu livre e proprio arbitrio proposéra nada menos do que um novo tratado de limites entre as duas corôas. 1777.

Que sabido isto em Lisboa se escrevéra ao dito embaixador, fazendo-lhe vêr o absurdo em que se havia precipitado, e a necessidade em que se achava de reclamar aquelle officio por ser diametralmente contrario á sua negociação e a seus plenos poderes, concluindo nestas formaes palavras : « Nisto digo a » V. Exª. no meu particular tudo o que lhe posso dizer como » amigo e como homem de bem. Quando como ministro compre- » henderá V. Exª. que me não deixára arbitrio algum a indis- » pensavel obediencia que devo ás ordens que receber de Sua » Magestade. » Contrarias negociações.

Que assim o praticára o embaixador, o qual em officio de 20 do dito mez de março respondendo a este ponto, havia dito o seguinte :

« Finalmente depois de escrevêr e remetter fielmente o offi- » cio de que V. Exª. me mandou a minuta para o marquez de » Grimaldi, o monstrei ao embaixador d'Inglaterra, e l'he pedi » fosse valer-se do dito marquez de Grimaldi em meu e seu » nome para haver a restituição da Memoria. »

De tudo o que era constante que o embaixador obrára em sentido contrario de suas instrucções, e fôra um ponto completamente desapprovado.

Que fôra a terceira condição : « Que a côrte de Portugal faria » a proposição em termos proprios, convem a saber, ou de côrte » a côrte, ou por meio de um amigo commum. » Termos proprios da proposição do congresso.

Ao que respondia, que a dita côrte não entendéra que podia haver termos que fossem mais proprios para a proposição do congresso do que havião sido a polida carta d'officio, e a obri-

1777. gante Memoria apresentada ao marquez de Grimaldi em 17 de março pelo embaixador D. Francisco Innocencio de Souza Coutinho.

Quarta condição.

Termo de seis mezes para o congresso.

« Que se estabeleceria um termo para a duração do con-
» gresso, cujo termo não deveria exceder além de seis mezes,
» no fim dos quaes toda a negociação cessaria. »

Pondera o marquez de Pombal, examinando esta condição que elle vinha confirmar ainda mais todas as consequencias que elle havia deduzido da segunda condição, vendo-se nella o marquez de Grimaldi em notoria e inconciliavel contradicção comsigo mesmo.

Abertura do congresso.

Porque para principiar o congresso pedira o termo vago e indeterminado, que disse lhe era necessario para responder previamente á Memoria nulla e reclamada de 16 de janeiro proximo passado, e para acabar o mesmo congresso cuja abertura estorvava com aquelle motivo, queria que se não entendesse além do termo de seis mezes precizos e peremptorios.

Novo direito tocando á duração d'umo congresso.

E a tão notoria contradicção de facto accrescia a novedade de direito nunca até aquelle tempo vista; qual era, a de haver uma potencia que por sua autoridade singular definisse o tempo que devião de estar em um congresso os embaixadores de outras depois de nelle se acharem empregados, porque aquelle estilo sómente estava em pratica entre os particulares nos fôros contenciosos pelos magistrados delles, quando achavão os advogados das partes litigantes em móras affectadas (1).

(1) Archivo da antiga embaixada de Portugal em Paris, onde o copiámos em 1838.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

1814. *Convention provisoire pour le renouvellement des relations diplomatiques et commerciales entre le Portugal et la France.*

(Archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal. — Copie.)

Note du comte de Palmella au prince de Bénévent, en date du 22 juillet 1814.

Monseigneur, la note officielle que Votre Altesse me fit honneur de m'adresser en réponse de celle que M. le comte de Funchal avait dirigée à Votre Altesse à la veille de son départ pour Londres, m'ayant procuré l'honneur de convenir de vive voix avec Votre Altesse des moyens de renouveler les relations diplomatiques et commerciales entre le Portugal et la France, il me semble qu'on pourrait les arrêter provisoirement et par écrit de la manière suivante :

Franchises et exemptions. 1° Chacun des deux souverains accordera les mêmes franchises et exemptions de droits aux ambassadeurs et agents di-

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

Ajuste provisional para a renovação das relações diplomaticas e commerciaes entre Portugal e França (1). 1814.

(Traducção particular.)

Nota do conde de Palmella ao principe de Benevento, datada de 22 de julho de 1814.

Senhor, tendo-me a nota official, que Vossa Alteza me fez a honra de me dirigir em resposta á que o Sr. conde de Funchal endereçára a Vossa Alteza na vespera da sua partida para Londres, procurado a honra de convir da viva voz com Vossa Alteza nos meios de renovar as relações diplomaticas e commerciaes entre o Portugal e a França, parece-me que ellas se poderiam ajustar provisoriamente e por escripto do modo seguinte:

1° Cada um dos dois soberanos concederá nos seus Estados as mesmas franquezas e isenções de direitos aos embaixadores Mesmas franquezas e isenções.

(1) Foi approvado pelo principe regente, e mandado executar pelos governadores do reino, por decreto de 16 de setembro de 1815.

1814. plomatiques accrédités de l'autre dans ses Etats, sur le pied de la plus parfaite réciprocité;

Reprise des relations commerciales.

2° Les relations de commerce sont renouvelées sur le pied de la plus parfaite amitié et réciprocité, et en attendant qu'elles soient stipulées par une convention particulière, les droits de port sur les bâtiments marchands seront perçus dans l'un et l'autre pays sur le pied de la plus exacte réciprocité;

Réciprocité.

3° Les consuls et vice-consuls jouiront provisoirement et réciproquement en Portugal et en France des priviléges, prérogatives et juridiction qui leur étaient accordés jusqu'au 1er janvier 1792, et les sujets respectifs résidant en Portugal et en France jouiront, quant à leurs personnes, de tous les avantages et exemptions sur le pied de la plus parfaite réciprocité, à l'exception des factoreries ou corporations de négociants, aucune nation étrangère ne pouvant désormais en avoir en Portugal.

Ces trois articles, ainsi convenus et agréés par Votre Altesse, serviront à régler provisoirement les rapports entre les deux nations et leurs gouvernements respectifs, si Votre Altesse daigne les reconnaître d'une manière explicite par une note officielle, l'échange de cette déclaration contre celle de Votre Altesse suffisant pour qu'elles soient provisoirement obligatoires d'une part et d'autre.

Je prie Votre Altesse d'agréer les assurances de ma très haute considération.

Paris, le 22 juillet 1814. Comte DE PALMELLA.

A Son Altesse monsieur le prince de Bénévent.

Note du prince de Bénévent au comte de Palmella, en date du 29 juillet 1814.

Le soussigné, ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, a mis sous les yeux du roi la note que Son Excellence M. le comte de Palmella lui a fait l'honneur

e agentes diplomaticos do outro junto d'elle acreditados, sobre o pé da mais perfeita reciprocidade. 1814.

2° As relações de commercio são renovadas sobre o pé da mais perfeita amisade e reciprocidade, e, emquanto ellas não forem estipuladas por uma convenção particular, os direitos de porto sobre os navios mercantes serão percebidos em um e outro paiz no pé da mais exacta reciprocidade. Renovação das relações commerciaes.

3° Os consules e vice-consules gosarão provisoria e reciprocamente em Portugal e em França dos privilegios, prerogativas e jurisdicção que lhes eram concedidos até ao 1° de janeiro de 1792, e os subditos respectivos residentes em Portugal e em França gosarão, quanto a suas pessoas, de todas as vantagens e isenções no pé da mais perfeita reciprocidade, á excepção das feitorias ou corporações de negociantes, não podendo nação alguma estrangeira têlas d'ora em diante em Portugal. Pé da mais perfeita reciprocidade.

Estes tres artigos, assim concordados e aceitos por Vossa Alteza, servirão a regular provisoriamente as relações entre as duas nações e seus respectivos governos, se Vossa Alteza se digna de os reconhecer de um modo explicito por uma nota official: bastando a troca d'esta declaração pela de Vossa Alteza para que ellas sejam provisoriamente obrigatorias de parte a parte.

Rogo a Vossa Alteza de aceitar as seguranças de minha mais alta consideração.

París, 22 de julho de 1814. Conde DE PALMELLA.

A Sua Alteza o senhor principe de Benevento.

Nota do principe de Benevento ao conde de Palmella, datada de 29 de julho de 1814.

O abaixo assignado, ministro e secretario d'Estado na repartição dos negocios estrangeiros, submetteu a el rei a nota que Sua Excellencia o Sr. conde de Palmella lhe fez a honra de lhe es-

1814. de lui écrire le 22 de ce mois pour proposer, relativement au commerce réciproque des deux nations et aux prérogatives de leurs agents diplomatiques et commerciaux, en attendant la conclusion d'un traité qui statue définitivement sur ces objets, l'adoption provisoire des règles suivantes :

Agents diplomatiques.

1° Les deux souverains accorderont, chacun dans ses Etats, aux ambassadeurs et agents diplomatiques de l'autre qui y seront accrédités, les mêmes franchises et exemptions de droits sur le pied de la plus parfaite réciprocité ;

Relations commerciales.

2° En conséquence des liens d'amitié qui unissent les deux nations, les relations de commerce sont rétablies sur le pied de la plus parfaite réciprocité. En attendant que les conditions particulières en soient réglées par une convention, les droits de port sur les bâtiments marchands seront perçus dans l'un et l'autre pays sur le pied de la plus parfaite réciprocité.

Priviléges et prérogatives dont jouiront les consuls.

3° Les consuls et vice-consuls de chacun des deux souverains jouiront, dans les Etats de l'autre, de tous les priviléges, prérogatives et juridiction dont ils étaient en possession au 1er janvier 1792. Les sujets de chacun des deux Etats domiciliés dans l'autre jouiront, quant à leurs personnes, des mêmes avantages et exemptions sur le pied de la plus parfaite réciprocité. Les factoreries étrangères et corporations de négociants étrangers étant abolies pour toutes les nations en Portugal, les Français ne pourront plus y en avoir comme ils en avaient par le passé.

Juges conservateurs.

Le roi a donné au soussigné l'ordre de déclarer à M. le comte de Palmella qu'il adopte volontiers ces règles, et s'engage à les faire suivre dans ses Etats à l'égard des sujets portugais, moyennant qu'elles seront suivies en Portugal à l'égard des sujets français. Mais Sa Majesté lui a en même temps enjoint d'ajouter à cette déclaration, que par là elle n'entend aucunement renoncer, pour les négociants français, à la faculté, qu'ils avaient toujours eue avant la guerre, et qu'ont encore aujourd'hui les négociants de plusieurs nations, d'avoir en Portugal des juges conservateurs.

crevêr em 22 d'este mez, para propôr, relativamente ao commercio reciproco das duas nações e ás prerogativas de seus agentes diplomaticos e commerciaes, aguardando a conclusão de um tratado que determine definitivamente aquelles objectos, a adopção provisional das regras seguintes : 1814.

1° Os dois soberanos concederão, cada um nos seus Estados, aos embaixadores e agentes diplomaticos do outro, que ali fôrem acreditados, as mesmas franquias e isenções de direitos sobre o pé da mais perfeita reciprocidade. Agentes diplomaticos.

2° Em consequencia dos vinculos de amisade que unem as duas nações, as relações de commercio são restabelecidas sobre o pé da mais perfeita reciprocidade. Emquanto, por uma convenção, não fôrem reguladas as condições particulares, os direitos de porto sobre os navios mercantes serão percebidos em um e outro paiz no pé da mais perfeita reciprocidade. Relações de commercio.

3° Os consules e vice-consules de cada um dos dois soberanos gosarão, nos Estados do outro, de todos os privilegios, prerogativas e jurisdicção, de que estavam na posse em o 1° de janeiro de 1792. Os subditos de cada um dos dois Estados, domiciliados no outro, gosarão, quanto a suas pessoas, das mesmas vantagens e isenções sobre o pé da mais perfeita reciprocidade. Achando-se abolidas para todas as nações, em Portugal, as feitorias estrangeiras e corporações de negociantes estrangeiros, não poderão os Francezes tê-las mais, como as tinham anteriormente. Os consules gosarão dos privilegios e prerogativas.

El rei deu ao abaixo assignado órdem para declarar ao Sr. conde de Palmella que adopta de boa vontade aquellas regras, e se obriga a manda-las seguir nos seus Estados a respeito dos subditos portuguezes, comtanto que ellas sejam seguidas em Portugal a respeito dos subditos francezes. Porém Sua Magestade ordenou-lhe ao mesmo tempo de juntar a esta declaração, que com isto ella não entende de maneira alguma renunciar, para os negociantes francezes, á faculdade que tinham sempre tido antes da guerra, e que ainda hoje têem os negociantes de varias nações, de têr em Portugal juizes conservadores. Juizes conservadores.

1814 En faisant à M. de Palmella cette déclaration, le soussigné a l'honneur de lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Paris, le 29 juillet 1814.

Le prince DE BÉNÉVENT.

Note du comte de Palmella au prince de Bénévent, en date du 1er août 1814.

Monseigneur, j'ai reçu la contre-déclaration que Votre Altesse m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 29 juillet, en réponse à ma lettre officielle du 22 du même mois, et je m'empresserai de transmettre à Son Altesse Royale le prince régent de Portugal, ainsi qu'aux gouverneurs du royaume, le contenu de cette note, qui doit régler provisoirement les rapports diplomatiques et commerciaux entre les deux Etats.

Sur la faculté d'avoir des juges conservateurs.

Quant à la déclaration que Votre Altesse m'a faite au nom du roi, que Sa Majesté *n'entend aucunement renoncer pour les négociants français à la faculté, qu'ils avaient toujours eue avant la guerre, et qu'ont encore aujourd'hui les négociants de plusieurs nations, d'avoir en Portugal des juges conservateurs*, je dois observer à Votre Altesse que tous les traités précédents ayant été annulés par le dernier traité de paix, la concession d'un tel privilége ne peut être que l'objet d'une nouvelle convention, pour laquelle il me faudrait l'autorisation spéciale de Son Altesse Royale. En attendant, les règles contenues dans les deux notes susmentionnées paraissent devoir suffire pour rétablir et activer les relations entre les deux pays.

Permettez-moi, Monseigneur, de renouveler à Votre Altesse les assurances de ma haute considération.

Paris, le 1er août 1814.

Comte DE PALMELLA.

A Son Altesse Monsieur le prince de Bénévent.

Fazendo ao Sr. conde de Palmella esta declaração, o abaixo assignado tem a honra de lhe renovar a segurança da sua alta consideração. 1814.

París, 29 de julho de 1814.

O principe DE BENEVENTO.

Nota do conde de Palmella ao principe de Benevento, datada do 1º de agosto de 1814.

Senhor, recebi a contra-declaração que Vossa Alteza me fez a honra de me dirigir em data de 29 de julho, em resposta á minha carta official de 22 do mesmo mez, e me apressarei a transmittir a Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, bem como aos governadores do reino, o conteúdo d'aquella nota que deve regular provisoriamente as relações diplomaticas e commerciaes entre os dois Estados.

Quanto á declaração que Vossa Alteza me fez em nome d'el rei, de que Sua Magestade *não entende de maneira alguma renunciar para os negociantes francezes á faculdade que tinham sempre tido antes da guerra, e que têem ainda hoje os negociantes de varias naçoes, de têr em Portugal juizes conservadores*, devo observar a Vossa Alteza que, havendo todos os precedentes tratados sido annullados pelo ultimo tratado de paz, a concessão de um tal privilegio póde sómente ser objecto de uma nova convenção, para a qual necessitaria da auctorisação especial de Sua Alteza Real. No entretanto as regras contidas nas duas notas acima mencionadas parece deverem ser sufficientes para restabelecer e activar as relações entre os dois paizes. Juizes conservadores.

Permittí-me, Senhor, de renovar a Vossa Alteza as seguranças da minha alta consideração.

París, 1º de agosto de 1814.

Conde DE PALMELLA.

A Sua Alteza o senhor principe de Benevento.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y GRAN BRETAÑA.

1815. *Convenção entre o principe regente o senhor dom João e Jorge III, rei da Gran Bretanha, para terminar as questões e indemnisar as perdas dos subditos portuguezes no trafico de escravos de Africa, assignada em Vienna a 21 de janeiro de 1815, e ratificada por parte de Portugal em 8 de junho, e pela da Gran Bretanha em 14 de fevereiro do dito anno.*

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

Objecto de tratado.

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica, igualmente desejosos de terminar amigavelmente todas as duvidas suscitadas relativamente aos logares sobre a costa de Africa, em que aos vassallos portuguezes era licito, na conformidade das leis de Portugal e dos tratados subsistentes com Sua Magestade Britannica, continuar o commercio de escravos; e attendendo a que differentes navios pertencentes a subditos portuguezes haviam sido tomados e condemnados, por se allegar que elles faziam um commercio illicito em escravos; e visto outrosim que, no intento de dar ao

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y GRAN BRETAÑA.

Convention between the prince regent sir Dom John, and Georges III, king of Great Britain, to put an end to questions and to compensate for the losses experienced by portuguese subjects in the trafic of slaves in Africa, signed in Vienna, january 21st 1815, and ratified on the part of Portugal on the 8th of june, and by Great Britain on the 14th of february of the same year. 1815.

(From the original kept in the records of the foreign affairs office.)

His Royal Highness the prince regent of Portugal and His Britannic Majesty, being equally desirous to terminate amicably all the doubts which have arisen relative to the parts of the coast of Africa with which the subjects of the crown of Portugal, under the laws of that kingdom and the treaty subsisting with His Britannic Majesty, may lawfully carry on a trade in slaves; and whereas several ships, the property of the said subjects of Portugal, have been detained and condemned upon the alledged ground of being engaged in an illicit traffic in slaves; and whereas His Britannic Majesty, in order Object of the treaty.

1815.

Troca dos plenos poderes.

seu intimo e fiel alliado o principe regente de Portugal uma prova não equivoca da sua amisade, e da attenção que presta ás reclamações de Sua Alteza Real, assim como em consideração das medidas que o principe regente de Portugal se propõe tomar, a fim de que similhantes duvidas cessem para o futuro, Sua Magestade Britannica deseja da sua parte adoptar os meios mais promptos e efficazes, e ao mesmo tempo sem as delongas inseparaveis das fórmas judiciaes, para indemnizar ampla e rasoavelmente aquelles dos vassallos portuguezes que tenham sido lesados por tomadias feitas em consequencia das duvidas já mencionadas : para promover o referido objecto, as duas altas partes contratantes nomearam para seus plenipotenciarios, a saber : Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, o illustrissimo e excellentissimo dom Pedro de Sousa Holstein, conde de Palmella, do seu conselho, commendador da ordem de Christo, capitão da sua guarda real allemã; os illustrissimos e excellentissimos Antonio de Saldanha da Gama, do seu conselho, e do da sua real fazenda, commendador da ordem militar de S. Bento de Aviz; e dom Joaquim Lobo da Silveira, do seu conselho, commendador da ordem de Christo, todos tres seus plenipotenciarios ao congresso de Vienna : e Sua Magestade el rei dos reinos unidos da Gran-Bretanha e Irlanda, o muito honrado Roberto Stewart, visconde Castlereagh, cavalleiro da muito nobre ordem da Jarreteira, membro do honrosissimo conselho privado de Sua dita Magestade, membro do parlamento, coronel do regimento de milicias de Londonderry, principal secretario d'Estado da Sua dita Magestade para os negocios estrangeiros, e seu plenipotenciario ao congresso de Vienna; os quaes, havendo reciprocamente trocado os plenos poderes respectivos, que se acharam em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes :

Indemnisação aos Portuguezes.

Art. 1. — Que a somma de tresentas mil libras esterlinas haja de se pagar em Londres áquella pessoa que o principe regente de Portugal nomear para recebe-la, a qual somma formará um fundo destinado (debaixo d'aquelles regulamentos e pelo modo que Sua Alteza Real ordenar), a satisfazer as recla-

to give to his intimate and faithful ally the prince regent of Portugal, the most unequivocal proof of his friendship, and the regard he pays to His Royal Highness's reclamations, and in consideration of regulations to be made by the prince regent of Portugal for avoiding hereafter such doubts, is desirous to adopt the most speedy and effectual measures, and without the delays incident to the ordinary forms of law, to provide a liberal indemnity for the parties whose property may have been so detained under the doubts as aforesaid. In furtherance of the said object, the high contracting parties have appointed as their plenipotentiaries, viz: His Royal Highness the prince regent of Portugal, the most illustrious and most excellent dom Pedro de Sousa Holstein, count of Palmella, a member of His Royal Highness's council, commander of the order of Christ, captain of a company of the royal german life-guard; the most illustrious and most excellent Anthony de Saldanha da Gama, a member of His Royal Highness's council, and of his council of finance, commander of the military order of Saint Benedict of Aviz; and Dom Joaquim Lobo da Silveira, a member of His Highness's council, and commander of the order of Christ, His Royal Highness's plenipotentiaries at the congress of Vienna: and His Majesty the king of the united kingdom of Great Britain and Ireland, the right honourable Robert Stewart, viscount Castlereagh, knight of the most noble order of the Garter, a member of His said Majesty's most honourable privy council, a member of parliament, colonel of the regiment of militia of Londonderry, His said Majesty's principal secretary of state for foreign affairs, and his plenipotentiary at the congress at Vienna; who, having mutually exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles:

1815.

Exchange of full powers.

ART. 1.—That the sum of three hundred thousand pounds be paid in London to such person as the prince regent of Portugal may appoint to receive the same, which sum shall constitute a fund to be employed under such regulations and in such manner as the said prince regent of Portugal may direct,

A compensation given to the Portuguese.

1815. mações feitas dos navios portuguezes apresados por cruzadores britannicos antes do primeiro de junho de mil oitocentos e quatorze, pelo motivo já allegado de fazerem um commercio illicito em escravos.

Pretenções provenientes das capturas.

ART. 2. — Que a referida somma se considerará como pagamento total de todas as pretenções provenientes das capturas feitas antes do primeiro de junho de mil oitocentos e quatorze, renunciando Sua Magestade Britannica a entrevir por modo algum na disposição d'este dinheiro (1).

Ratificações.

ART. 3. — A presente convenção será ratificada, e a troca das ratificações effectuada dentro do espaço de cinco mezes, ou antes se possivel fôr.

Em fé e testemunho do que, os sobreditos plenipotenciarios respectivos a assignáram e firmáram com o sêllo das suas armas.

Feita em Vienna, aos 21 de janeiro do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1815.

Conde DE PALMELLA.
(L. S.)
Antonio DE SALDANHA DA GAMA.
(L. S.)
D. JOAQUIM LOBO DA SILVEIRA.
(L. S.)

(1) Vide artigo 3 secreto do tratado de 22 de janeiro de 1815.

in discharge of claims for Portuguese ships, detained by british cruizers previous to the first day of june 1814, upon the alledged ground of carrying on an illicit trade in slaves. 1815.

ART. 2. — That the said sum shall be considered to be in full discharge of all claims arising out of captures made previous the first day of june 1814; His Britannic Majesty renouncing any interference whatever in the disposal of this money. Claims arising out of captures.

ART. 3. — The present convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in the space of five months, or sooner if possible. Ratifications.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed it, and have thereunto affixed te seals of their arms.

Done at Vienna this 21st day of january in the year of Our Lord, 1815.

CASTLEREAGH.
(L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.

TRATADO

CELEBRADO ENTRE EL PRÍNCIPE REGENTE DON JUAN Y JORGE III DE INGLATERRA, PARA LA ABOLICION DEL TRÁFICO DE ESCLAVOS.

NOTICIA HISTÓRICA.

1815. Segun un historiador brasileño, no siéndole ya útil al gobierno ingles la cooperacion de las valerosas tropas portuguesas, á cuyos esfuerzos se debieron en gran parte los prósperos sucesos de las armas británicas en la Península, revocó el tratado de alianza con el Portugal y trató de obligar á D. Juan VI á consentir en la completa cesacion del tráfico de esclavos de África, concesion, segun la opinion del mismo historiador, equivalente á la ruina casi inmediata del Brasil. No obstante, los plenipotenciarios portugueses en el congreso de Viena de 1815, apoyados por los de España y Francia, consiguieron la prolongacion del referido comercio, hasta que se determinase, por una convencion especial, la época en que deberia cesar enteramente, quedando desde entónces prohibido el tráfico al

norte del Ecuador. El gobierno británico concedió 300 mil libras esterlinas para indemnizar á los negociantes del Brasil de las depredaciones cometidas por los cruceros ingleses. D. Juan VI ratificó, el 8 de junio, la convencion de 15 de enero y este tratado, firmados en Viena por sus plenipotenciarios. 1815.

1815.

DOCUMENTO.

Tratado celebrado entre o principe regente o senhor dom João e Jorge III, rei da Gran-Bretanha, para a abolição do trafico de escravos em todos os logares da costa de Africa ao norte do equador, assignado em Vienna a 22 de janeiro de 1815, e ratificado por parte de Portugal em 8 de junho, e pela da Gran-Bretanha em 14 de fevereiro do dito anno (1).

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

Em nome da santissima e indivisivel Trindade.

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, tendo no artigo 10 do tratado de alliança feito no Rio de Janeiro, em 19 de fevereiro de 1810, declarado a sua real resolução de cooperar com Sua Magestade Britannica na causa da humanidade e justiça, adoptando os meios mais efficazes para promover a abolição gradual do trafico de escravos; e Sua Alteza Real, em virtude da dita sua declaração, desejando effectuar, de commum accordo com Sua Magestade Britannica e com as outras potencias da Europa que se prestaram a contribuir para este fim benefico, a abolição immediata do referido trafico em todos os logares da costa de Africa sitos ao norte do equador: Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica, ambos igualmente animados do sincero desejo de accelerar a epocha em que as vantagens de uma industria pacifica e de um commercio innocente possam vir a promovèr-se por toda essa grande extensão do continente africano, libertado este do mal do trafico de escravos; ajustaram fazer um tratado para esse fim, e nomearam n'esta conformidade para seus plenipotenciarios, a saber: Sua Alteza Real o principe regente de Por-

(1) Vide convenção addicional de 28 de julho de 1817.

1815.

DOCUMENTO.

Treaty celebrated between the prince regent sir dom John and Georges III, king of Great-Britain, for the abolition of slave trade in all places of the coast of Africa at the north of the equator, signed in Vienna, on the 22d of january 1815, and ratified on the part of Portugal on the 8th of june, and by Great-Britain on the 14th of february of the same year (1).

(From the original kept in the records of the foreign affairs office.)

In the name of the most holy and undivided Trinity.

His royal Highness the prince regent of Portugal, having by the 10th article of the treaty of alliance concluded at Rio de Janeiro, on the 19th february 1810, declared his determination to co-operate with His Britannic Majesty in the cause of humanity and justice, by adopting the most efficacious means for bringing about a gradual abolition of the slave-trade; and His Royal Highness, in pursuance of his said declaration, and with the desire to effectuate, in concert with His Britannic Majesty and the other powers of Europe, who have been induced to assist in this benevolent object, an immediate abolition of the said trafic upon the parts of the coast of Africa which are situated to the northward of the line : His Royal Highness the prince regent of Portugal and His Britannic Majesty, equally animated by a sincere desire to accelerate the moment when the blessings of peaceful industry and an innocent commerce may be encouraged throughout this extensive portion of the continent of Africa, by its being delivered from the evils of the slave-trade, have agreed to enter into a treaty for the said purpose, and have accordingly named as their plenipotentiaries,

(1) See additional convention of 28th july 1817.

1815. tugal, os illustrissimos e excellentissimos D. Pedro de Sousa Holstein, conde de Palmella, do seu conselho, commendador da órdem de Christo, capitão da sua guarda real allemã; Antonio de Saldanha da Gama, do seu conselho, e do da sua real fazenda, commendador da órdem militar de São Bento de Aviz; e D. Joaquim Lobo da Silveira, do seu conselho, commendador da órdem de Christo, todos tres seus plenipotenciarios ao congresso de Vienna; e Sua Magestade el rei dos reinos unidos da Gran-Bretanha e Irlanda, o muito honrado Roberto Stewart, vizconde Castlereagh, cavalleiro da muito nobre órdem da Jarreteira, membro do honrosissimo conselho privado de Sua dita Magestade, membro do parlamento, coronel do regimento de milicias de Londonderry, principal secretario d'Estado de Sua dita Magestade para os negocios estrangeiros, e seu plenipotenciario ao congresso de Vienna; os quaes, havendo reciprocamente trocado os plenos poderes respectivos, que se acharam em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes :

Ficará prohibido o comprar escravos, etc.

ART. 1. — Que desde a ratificação d'este tratado, e logo depois da sua publicação, ficará sendo prohibido a todo e qualquer vassallo da corôa de Portugal o comprar escravos, ou traficar n'elles em qualquer parte da costa de Africa ao norte do equador, debaixo de qualquer pretexto ou por qualquer modo que seja; exceptuando comtudo aquelle ou aquelles navios que tiverem saído dos portos do Brazil antes que a sobredita ratificação haja sido publicada; comtanto que a viagem d'esse ou d'esses navios se não estenda a mais de seis mezes depois da mencionada publicação.

Commercio de escravos ao sul da linha, dentro seis mezes.

ART. 2. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal consente e se obriga por este artigo a adoptar, de accordo com Sua Magestade Britannica, aquellas medidas que possam melhor

viz : His Royal Highness the prince regent of Portugal, the most illustrious and most excellent dom Pedro de Sousa Holstein, count of Palmella, a member of His Royal Highness's council, commander of the order of Christ, captain of a company of the royal german life-guard; the most illustrious and most excellent Anthony de Saldanha da Gama, a member of His Royal Highness's council, and of his council of finance, commander of the military order of Saint Benedict of Aviz; ande the most illustrious and most excellent dom Joachim Lobo da Silveira, a member of His Royal Highness's council, and commander of the order of Christ, His Royal Highness's plenipotentiaries at the congress of Vienna : and His Majesty the king of the united kingdom of Great Britain and Ireland, the right honourable Robert Stewart, viscount Castlereagh, knight of the most noble order of the Garter, a member of His said Majesty's most honourable privy council, a member of parliament, colonel of the regiment of militia of Londonderry, His said Majesty's principal secretary of state for foreign affairs, and his plenipotentiary at the congress of Vienna; who, having mutually exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles : 1815.

Art. 1. — That from and after the ratification of the present treaty and the publication thereof, it shall not be lawful for any of the subjects of the crown of Portugal to purchase slaves, or to carry on the slave-trade on any part of the coast of Africa to the northward of the equator, upon any pretext or in any manner whatsoever; provided nevertheless that the said provision shall not extend to any ship or ships having cleared out from the ports of Brazil previous to the publication of such ratification; and provided the voyage, in which such ship or ships are engaged, shall not be protracted beyond six months after such publication as aforesaid. Shall be forbidden the slave trade, etc.

Art. 2. — His Royal Highness the prince regent of Portugal hereby agrees and binds himself to adopt, in concert with His Britannic Majesty, such measures as may best conduce to the Slave trade on the south of the line within six months.

1815. contribuir para a execução effectiva do ajuste precedente, conforme ao seu verdadeiro objecto e litteral intelligencia: e Sua Magestade Britannica se obriga a dar, de accordo com Sua Alteza Real, as ordens que forem mais adequadas para effectivamente impedir que (durante o tempo em que ficar sendo licito o continuar o trafico de escravos, segundo as leis de Portugal e os tratados subsistentes entre as duas corôas) se cause qualquer estorvo ás embarcações portuguezas que se dirigirem a fazer o commercio de escravos ao sul da linha, ou seja nos actuaes dominios da corôa de Portugal ou nos territorios sobre os quaes a mesma corôa reservou o seu direito no mencionado tratado de alliança.

O tratado de 1810 fica nullo.

ART. 3. — O tratado de alliança concluido no Rio de Janeiro a 19 de fevereiro de 1810, sendo fundado em circumstancias temporarias, que felizmente deixaram de existir, se declara pelo presente artigo por nullo e de nenhum effeito em todas as suas partes, sem que por isso comtudo se invalidem os antigos tratados de alliança, amisade e garantia, que por tanto tempo e tão felizmente têem subsistido entre as duas corôas, e que se renovam aqui pelas duas altas partes contratantes, e se reconhecem ficar em plena força e vigor.

Será fixado o periodo da abolição geral e final.

ART. 4. — As duas altas partes contratantes se reservam e obrigam a fixar por um tratado separado o periodo em que o commercio de escravos haja de cessar universalmente, e de ser prohibido em todos os dominios de Portugal; e Sua Alteza Real o principe regente de Portugal renova aqui a sua anterior declaração e ajuste de que, no intervallo que decorrer até que a sobredita abolição geral e final se verifique, não será licito aos vassallos portuguezes o comprarem ou traficarem em escravos em qualquer parte da costa de Africa, que não seja ao sul da linha equinoccial, como fica especificado no artigo 2 d'este tratado; nem tão pouco o emprehenderem este trafico debaixo de bandeira portugueza para outro fim que não seja o de supprir de escravos as possessões transatlanticas da corôa de Portugal.

Emprestimo de 600,000 lib.

ART. 5. — Sua Magestade Britannica convem (desde a data em que fôr publicada, da maneira mencionada no artigo 1, a

effectual execution of the preceding engagement, according to its true intent and meaning; and His Britannic Majesty engages, in concert with His Royal Highness, to give such orders as may effectually prevent any interruption being given to the portuguese ships resorting to the actual dominions of the crown of Portugal, or to the territories which are claimed in the said treaty of alliance as belonging to the said crown of Portugal to the southward of the line, for the purposes of trading in slaves as aforesaid, during such further period as the same may be permitted to be carried on by the laws of Portugal, and under the treaties subsisting between the two crowns. 1815.

The treaty of 1810 is null and void.

Art. 3. — The treaty of alliance concluded at Rio de Janeiro on the 19th february 1810, being founded on circumstances of a temporary nature, which have happily ceased to exist, the said treaty is hereby declared to be void in all its parts, and of no effect; without prejudice, however, to the ancient treaties of alliance, friendship and guarantee, which have so long and so happily subsisted between the two crowns, and which are hereby renewed by the high contracting parties, and acknowledged to be of full force and effect.

The term of general and final abolition will be fixed.

Art. 4. — The high contracting parties reserve to themselves, and engage to determine by a separate treaty, the period at which the trade in slaves shall universally cease, and be prohibited throughout the entire dominions of Portugal; the prince regent of Portugal hereby renewing his former declaration and engagement, that during the interval which is to elapse before such general and final abolition shall take effect, it shall not be lawful for the subjects of Portugal to purchase or trade in slaves upon any parts of the coast of Africa, except to the southward of the line, as specified in the 2d article of this treaty; nor to engage in the same, or to permit their flag to be used, except for the purpose of supplying the transatlantic possessions belonging to the crown of Portugal.

Recovering of monies.

Art. 5. — His Britannic Majesty hereby agrees to remit, from the date at which the ratification as mentioned in the

1815. ratificação do presente tratado) em desistir da cobrança de todos os pagamentos, que ainda restem por fazer para a completa solução do emprestimo de 600,000 libras esterlinas, contrahido em Londres por conta de Portugal no anno de 1809, em consequencia da convenção assignada aos 21 de abril do mesmo anno; a qual convenção, debaixo das condições acima especificadas, se declara pelo presente artigo nulla e de nenhum effeito.

Troca das ratificações. ART. 6. — O presente tratado será ratificado, e as ratificações trocadas no Rio de Janeiro dentro do espaço de cinco mezes, ou antes se possivel fôr.

Em fé e testemunho do que, os plenipotenciarios respectivos o assignáram e firmáram com o sêllo das suas armas.

Feito em Vienna, aos 22 de janeiro do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1815.

Conde DE PALMELLA.
(L. S.)
ANTONIO DE SALDANHA DA GAMA.
(L. S.)
D. JOAQUIM LOBO DA SILVEIRA.
(L. S.)

ARTIGO ADDICIONAL.

Negros domesticos. Convencionou-se que no caso de algum colono portuguez querer passar dos estabelecimentos da corôa de Portugal na costa de Africa ao norte do equador com os negros, *bonâ fide*, seus domesticos, para qualquer outra possessão da corôa de Portugal, terá a liberdade de faze-lo, logo que não seja a bordo de navio armado e preparado para o trafico, e logo que venha munido dos competentes passaportes e certidões, conformes á nórma que se ajustar entre os dois governos.

O presente artigo addicional terá a mesma força e vigor como se fosse inserido palavra por palavra no tratado assignado n'esta

first article shall be promulgated, such further payments as may then remain due and payable upon the loan of liv. 600,000 made in London for the service of Portugal in the year 1809, in consequence of convention signed on the 21st of april of the same year; which convention, under the conditions specified as aforesaid, is hereby declared to be void and of no effect. 1815.

ART. 6. — The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Rio de Janeiro in the space of five months, or sooner if possible. Exchange of ratifications.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed it, and have thereunto affixed the seals of their arms.

Done at Vienna, this 22d day of january, in the year of Our Lord, 1815.

CASTLEREAGH.
(L. S.)

ADDITIONAL ARTICLE.

It is agreed, that in the event of any of the portuguese settlers being desirous of retiring from the settlements of the crown of Portugal on the coast of Africa to the northward of the equator with the negroes *bonâ fide* their domestics, to some other of the possessions of the crown of Portugal, the same shall not be deemed unlawful, provided it does not take place on board a slave-trading vessel, and provided they be furnished with proper passports and certificates, according to a form to be agreed on between the two governments. Domestic negroes.

The present additional article shall have the same force and effect as if it were inserted word for word in the treaty signed

1815. dia; e será ratificado, e a ratificação trocada ao mesmo tempo.

Em fé e testemunho do que, os plenipotenciarios respectivos o assignáram e firmáram com o sêllo das suas armas.

Feito em Vienna, aos 22 de janeiro do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1815.

Conde DE PALMELLA.
(L. S.)
ANTONIO DE SALDANHA DA GAMA.
(L. S.)
D. JOAQUIM LOBO DA SILVEIRA.
(L. S.)

ARTIGOS SECRETOS.

Guyana franceza.

ART. 1. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal se obriga a adoptar as medidas necessarias para realizar immediatamente o artigo 10 do tratado de París, que estipula a restituição da Guyana franceza a Sua Magestade Christianissima; e Sua Magestade Britannica promette a sua mediação, segundo o conteudo do referido artigo, para obtêr quanto antes um amigavel arranjo da disputa existente entre Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Christianissima, emquanto ás fronteiras de suas respectivas possessões d'aquelle lado, em conformidade do que se acha disposto pelo artigo 8 do tratado de Utrecht.

Abolição da inquisição.

ART. 2. — Sua Alteza Real se obriga a dar pleno e completo effeito á declaração feita no artigo 9 do tratado de alliança concluido no Rio de Janeiro, aos 19 de fevereiro de 1810, relativamente á inquisição ou tribunal do Santo Officio, o qual artigo se renova aqui, e se declara continuar em fôrça. Fica porém entendido que, no caso de Sua Alteza Real, de seu motu proprio, abolir a dita inquisição em todos os seus dominios em geral, este artigo se suspende e se invalida emquanto aquella abolição continuar em vigor.

this day, and shall be ratified, and the ratifications exchanged at the same time. 1815.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed it, and have thereunto affixed the seals of their arms.

Done at Vienna, this 22d day of january, in the year of Our Lord, 1815.

CASTLEREAGH.
(L. S.)

SECRET ARTICLES.

ART. 1. — It is hereby agreed, on the part of the prince regent of Portugal, that His Royal Highness will adopt the necessary measures for giving immediate effect to the 10th article of the treaty of Paris, which provides for the restitution of the french Guyana to His Most Christian Majesty; and His Britannic Majesty promises to employ his mediation, in conformity with the provisions of the said article, to procure an early and friendly arrangement of the dispute subsisting between the prince regent of Portugal and His Most Christian Majesty on the subject of the frontier of their respective possessions in that quarter, as regulated by the 8th article of the treaty of Utrecht. French Guyana.

ART. 2. — It is hereby agreed, on the part of the prince regent of Portugal, to give full and complete effect to the declaration made by His Royal Highness in the 9th article of the treaty of alliance concluded at Rio de Janeiro, on the 19th february 1810, with respect tho the inquisition or tribunal of the Holy Office; which article is hereby renewed and declared to be in force. It is, however, understood that in the event of His Royal Highness spontaneously abolishing the said inquisition throughout his dominions generally, this article shall remain sus- Abolition of inquisition.

1815.

Navios capturados.

ART. 3. — No caso de alguns navios portuguezes serem capturados pelos cruzadores de Sua Magestade Britannica (debaixo das circumstancias designadas na convenção concluida aos 21 do corrente entre Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade Britannica) desde o 1° de junho de 1814, como se especifica na referida convenção, até ao periodo da abolição total do commercio de escravos ao norte do equador, segundo o pactuado no presente tratado, Sua Magestade Britannica se obriga a satisfazer ás justas reclamações de Sua Alteza Real a esse respeito.

Os presentes tres artigos secretos terão o mesmo vigor e effeito como se tivessem sido inseridos palavra por palavra no tratado patente, assignado no dia de hoje; e serão ratificados, e as ratificações trocadas ao mesmo tempo.

Em fé e testemunho do que, os plenipotenciarios respectivos os assignáram, e firmáram com o sêllo das suas armas.

Feito em Vienna, aos 22 de janeiro do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1815.

Conde DE PALMELLA.
(L. S.)
ANTONIO DE SALDANHA DA GAMA.
(L. S.)
D. JOAQUIM LOBO DA SILVEIRA.
(L. S.)

pended and be of no effect, so long as such abolition shall continue to be in force. 1815.

ART. 3. — It is hereby agreed, that in case any portuguese vessels shall be captured by His Britannic Majesty's cruisers (under the circumstances described in the convention concluded on the 21st of this month between the prince regent of Portugal and His Britannic Majesty) from the 1st of june 1814, as specified in the said convention, down to the period of the total abolition of the slave-trade to the north of the equator, as provided for under the present treaty, His Britannic Majesty engages to satisfy the just reclamations of the court of Portugal on that account. Captured ships.

The present three secret articles shall have the same force and effect, as if they were inserted word for word in the treaty patent signed this day, and shall be ratified, and the ratifications exchanged at the same time.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed them, and have thereunto affixed the seals of their arms.

Done at Vienna, this 22th day of january, in the year of Our Lord, 1815.

CASTLEREAGH.
(L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y RUSIA.

1815. *Declaração prorogando por mais um anno o tratado de amizade, navegação e commercio de 16/27 de dezembro de 1798 entre Portugal e a Russia, assignada em Vienna a 29 de março de 1815.*

(Traducção particular.)

DECLARAÇÃO.

Prorogação das estipulações.

O termo ajustado na declaração assignada em S. Petersburgo a 29 de maio/10 de junho de 1812 pelas côrtes de Portugal e da Russia, com o fim de prorogar as estipulações do tratado de commercio de 16/27 de dezembro de 1798 até 5/17 de junho de 1815, estando a ponto de expirar, e as circumstancias em que a Europa se achou e se acha ainda, não permittindo que se occupe n'este momento dos arranjamentos que exigiria a confecção de um novo tratado de commercio; convieram as altas partes em prorogar por mais um anno e até 5/17 de junho de 1816 as estipulações do que se concluiu a 16/27 de dezembro de 1798.

Alteração no art. VI.

Em consequencia, Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Magestade o imperador de todas as Russias se

obrigam e promettem reciprocamente executar, observar e cumprir até 5/17 de junho de 1816, em todos os pontos, as estipulações do tratado de commercio de 16/27 de dezembro de 1798 como se ellas aqui fossem insertas palavra por palavra, á excepção da seguinte alteração feita no artigo 6 do dito tratado. 1815.

Direitos de entrada sobre os vinhos.

Visto o augmento de direitos estabelecido pela ultima pauta sobre os vinhos importados na Russia, foi convencionado, segundo a proporção dos que eram fixados pela pauta precedente, que os vinhos da producção de Portugal, das ilhas da Madeira e dos Açores, que em virtude do artigo 6 do dito tratado não pagavam senão 4 rublos e 50 copecks de direito de entrada por barrica ou *oxhoft* de seis âncoras, pagariam 20 rublos por barrica ou *oxhoft* em quanto durar o presente arranjamento; mas se antes do seu termo o direito de entrada sobre os vinhos viesse a ser modificado em favor de uma nação, qualquer que ella fosse, os de Portugal, Madeira e Açores gosarão d'esta vantagem na proporção de tres quartos de menos, conforme ás disposições do artigo 6 do tratado de commercio, e ás acima mencionadas; bem entendido que os ditos vinhos só poderão têr direito a um tal beneficio, sendo importados em navios portuguezes ou russos, e comprovada a sua origem e propriedade pelas certidões que exige o sobredito artigo do mesmo tratado.

Execução d'este artigo.

Este arranjamento subsistirá e será obrigatorio durante o termo acima fixado, e o presente acto terá effeito desde a data da sua assignatura: promettendo e garantindo os abaixo assignados, em nome de seus respectivos soberanos, a plena e inteira execução de tudo que aqui é estipulado.

Em fé do que, nós abaixo assignados, para isto devidamente auctorisados, firmámos a presente declaração, e lhe pozemos o sêllo de nossas armas.

Feito em Vienna, a 29 de março de 1815.

Antonio DE SALDANHA DA GAMA.
(L. S.)
O Conde CARLOS DE NESSELRODE.
(L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

1815. *Convention conclue, au moyen d'un échange de notes, entre les plénipotentiaires du Portugal et de la France, relativement à la restitution de la Guyane française, signée à Vienne le 11 et le 12 mai 1815.*

(Archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal. — Copie.)

Les soussignés, plénipotentiaires de Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et de celui du Brésil, ont l'honneur de transmettre à Son Altesse M. le prince de Talleyrand les deux articles qui, conformément à ce qui a été convenu, doivent être insérés dans le traité final du congrès.

Les soussignés prient Son Altesse de vouloir bien dans sa réponse à cette note transcrire également les deux articles susdits; et les stipulations qu'ils contiennent acquerront par cet échange de notes la force d'une convention entre Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et de celui du Brésil et Sa Majesté Louis XVIII; ce qui paraît convenable aux

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

Convenção ajustada, por meio de uma troca de notas, entre os plenipotenciarios de Portugal e o de França, relativamente á entrega da Guyana franceza, assignada em Vienna a 11 e 12 de maio de 1815. 1815.

(Traducção particular.)

Os abaixo assignados, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e do Brazil, têem a honra de transmittir a Sua Alteza o principe de Talleyrand os dois artigos que, na conformidade do que foi ajustado, devem ser inseridos no tratado final do congresso.

Os abaixo assignados rogam a Sua Alteza se sirva na sua resposta a esta nota transcrevêr igualmente os dois sobreditos artigos; e as estipulações que elles contêem adquirirão por esta troca de notas a fôrça de uma convenção entre Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e do Brazil e Sua Magestade Luiz XVIII: o que parece conveniente aos abaixo assignados,

1815. soussignés, vu que la signature du traité final pourrait éprouver encore des retards.

Annulation d'une stipulation du traité de 1814.

ART. 1er (1). — Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et de celui du Brésil et Sa Majesté le roi de France et de Navarre, voulant lever les difficultés qui se sont opposées, de la part de Sadite Altesse Royale, à la ratification du traité signé le 30 mai 1814 entre le Portugal et la France, déclarent nulle et non avenue la stipulation contenue en l'article 10 dudit traité, et toutes celles qui peuvent y avoir rapport, en y substituant, d'accord avec les autres puissances signataires, les stipulations énoncées en l'article suivant du présent traité, qui seules seront réputées valables.

Au moyen de cette substitution, les deux hautes parties contractantes s'engagent à considérer comme valables et comme mutuellement obligatoires toutes les autres stipulations du susdit traité de Paris.

La Guyane française sera restituée jusqu'à l'Oyapock.

ART. 2 (2). — Son Altesse Royale, voulant témoigner de la manière la plus incontestable sa considération envers Sa Majesté Louis XVIII, s'engage à restituer et déclare qu'elle restitue à Sadite Majesté la Guyane française jusqu'à la rivière d'Oyapock, dont l'embouchure est située entre le quatrième et le cinquième degré de latitude nord; limite que le Portugal a toujours considérée comme celle qui avait été fixée par le traité d'Utrecht.

Remise de cette colonie.

L'époque de la remise de cette colonie à Sa Majesté Très Chrétienne sera déterminée, dès que les circonstances le permettront, par une convention particulière (3) entre les deux cours. L'on procédera à l'amiable, aussitôt que faire se pourra, à la fixation définitive des Guyanes portugaise et française, conformément au sens précis des stipulations de l'article 8 du traité d'Utrecht.

(1) Cet article devint le 106e de l'acte final du congrès de Vienne, du 9 juin 1815.

(2) Cet article devint le 107e de l'acte final précité.

(3) Voyez cette convention à la date du 28 août 1817.

visto que a assignatura do tratado final ainda póde têr demora. 1815.

Art. 1 (1). — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e do Brazil e Sua Magestade el rei de França e de Navarra, querendo remover as difficuldades que foram oppostas, por parte de Sua Alteza Real, á ratificação do tratado assignado em 30 de maio de 1814 entre Portugal e França, declaram nulla e de nenhum effeito a estipulação contida no artigo 10 do dito tratado, e todas aquellas que lhe possam dizer respeito, substituindo-lhe, de accordo com as mais potencias signatarias, as estipulações expressas no artigo seguinte do presente tratado, as quaes serão só reputadas validas. Estipulação nulla no tratado de 1814.

Mediante esta substituição as ditas altas partes contratantes se obrigam a considerar como validas e mutuamente obrigatorias todas as demais estipulações do sobredito tratado de París.

Art. 2 (2). — Querendo Sua Alteza Real manifestar do modo o mais evidente a sua consideração para com Sua Magestade Luiz XVIII, se obriga a restituir e declara que restitue a Sua dita Magestade a Guyana franceza até ao rio Oyapock, cuja embocadura está situada entre o quarto e quinto grau de latitude norte; limite que Portugal sempre considerou ser o que havia sido fixado pelo tratado de Utrecht. Guyana franceza restituida até ao rio Oyapock.

A epocha para a entrega d'esta colonia a Sua Magestade Christianissima será determinada, logo que as circumstancias o permittirem, por uma convenção (3) particular entre as duas côrtes. Proceder-se-ha amigavelmente, logo que ser possa, á fixação definitiva das Guyanas portugueza e franceza, na conformidade do sentido preciso das estipulações do artigo 8 do tratado de Utrecht. Entrega d'esta colonia.

(1) Passou a ser o artigo 106 do acto final do congresso de Vienna, de 9 junho de 1815.

(2) Passou a ser o artigo 107 do dito acto final.

(3) Vide esta convenção na data de 28 de agosto de 1817.

1815. Les soussignés saisissent cette occasion pour prier Son Altesse M. le prince de Talleyrand de vouloir bien agréer l'assurance de leur très haute considération.

Vienne, le 11 mai 1814.

Le Comte DE PALMELLA. A. DE SALDANHA DA GAMA (1).

A Son Altesse M. le prince de Talleyrand, plénipotentiaire de Sa Majesté Très Chrétienne au congrès de Vienne.

RÉPONSE OFFICIELLE.

Articles relatifs à la Guyane.

Le soussigné, ministre et secrétaire d'Etat de Sa Majesté Très Chrétienne ayant le département des affaires étrangères, et son ambassadeur extraordinaire au congrès, a reçu la note que Leurs Excellences M. le comte de Palmella et M. de Saldanha da Gama, plénipotentiaires de Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et de celui du Brésil, lui ont fait l'honneur de lui adresser en date d'hier, et dans laquelle se trouvent textuellement insérés les articles relatifs à la Guyane, qui, conformément à ce dont ils sont convenus avec lui, doivent être insérés dans le traité final du congrès, lesdits articles, tels qu'ils ont été paraphés par Leurs Excellences et par le soussigné, étant de la teneur suivante :

(Suivent les articles tels qu'ils se trouvent plus haut.)

L'échange des notes aura la force d'une convention.

Le soussigné reconnaît et déclare, ainsi que Leurs Excellences l'ont fait de leur côté dans la note sus-relatée, que les deux articles ci-dessus énoncés acquièrent par cet échange de notes la force d'une convention entre Sa Majesté Très Chrétienne et Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et de celui du Brésil.

(1) Le troisième plénipotentiaire portugais au congrès de Vienne, D. Joaquim Lobo da Silveira, ne voulut pas signer cette convention, mais il donna séparément son opinion sur ce sujet.

Os abaixo assignados aproveitam esta occasião para rogar a Sua Alteza o principe de Talleyrand se sirva aceitar a segurança de sua mais alta consideração. 1815.

Vienna, 11 de maio de 1814.

O Conde DE PALMELLA. Antonio DE SALDANHA DA GAMA (1).

A Sua Alteza o principe de Talleyrand, plenipotenciario de Sua Magestade Christianissima ao congresso de Vienna.

RESPOSTA OFFICIAL.

Artigos relativos á Guyana.

O abaixo assignado, ministro e secretario d'Estado de Sua Magestade Christianissima na repartição dos negocios estrangeiros, recebeu a nota que Suas Excellencias o Sr. conde de Palmella e o Sr. Saldanha da Gama, plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e do Brazil, lhe fizeram a honra de lhe dirigir em data de hontem, e na qual se acham têxtualmente inseridos os artigos relativos á Guyana, que, na conformidade do que com elle convieram, devem ser inseridos no tratado final do congresso; sendo os ditos artigos, taes como foram rubricados por Suas Excellencias e pelo abaixo assignado, do teôr seguinte:

(Seguem-se os artigos taes como se acham aqui juntos.)

Troca de notas, fôrça de uma convenção.

O abaixo assignado reconhece e declara, do mesmo modo que Suas Excellencias o fizeram pela sua parte na nota acima referida, que os dois artigos supra enunciados adquirem por esta troca de notas a fôrça de uma convenção entre Sua Magestade Christianissima e Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e do Brazil.

(1) O nosso terceiro plenipotenciario ao congresso de Vienna, D. Joaquim Lobo da Silveira, não quiz assignar esta convenção, dando por isso o seu voto em separado sobre o assumpto.

1815. Il saisit en même temps cette occasion pour prier Leurs Excellences d'agréer l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le 12 mai 1815.

Le prince DE TALLEYRAND.

A Leurs Excellences M. le comte de Palmella et M. Saldanha da Gama.

Aproveita ao mesmo tempo a occasião para rogar a Suas Excellencias de aceitar a segurança de sua alta consideração. 1815.

Vienna, 12 de maio de 1815.

O Principe DE TALLEYRAND.

A Suas Excellencias o Sr. conde de Palmella e Sr. Saldanha da Gama.

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA, GRAN BRETAÑA, PORTUGAL, ETC.

REGLAMENTO

SOBRE EL RANGO DE LOS AGENTES DIPLOMÁTICOS.

1815. *Acte final du congrès de Vienne, entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Prusse, la Russie et la Suède, signé à Vienne le 9 juin 1815* (1).

(De l'original qui se garde dans les archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères du Portugal.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

Objet de cet acte. Les puissances qui ont signé le traité conclu à Paris le 30 mai 1814, s'étant réunies à Vienne en conformité de l'article 2 de cet acte, avec les princes et Etats leurs alliés, pour com-

(1) On a supprimé de cet acte final tous les articles qui ne se rapportent pas à l'ancienne colonie du Portugal au Brésil.

(2) Este tratado não só foi ratificado pelas sete potencias signatarias do mesmo, mas a elle accederam, successivamente e segundo o convite feito no artigo 119, as demais potencias e Estados da Europa, sendo aceitas as suas accessões pelas ditas potencias signatarias; tudo na conformidade dos

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA, GRAN BRETAÑA, PORTUGAL, ETC.

REGLAMENTO

SOBRE EL RANGO DE LOS AGENTES DIPLOMÁTICOS.

Acto final do congresso de Vienna, celebrado entre Austria, França, Gran Bretanha, Portugal, Prussia, Russia e Suecia, assignado em Vienna a 9 de junho de 1815 (2). 1815.

(Traducção particular.)

Em nome da santissima e indivisivel Trindade.

As potencias que assignaram o tratado concluido em París a 30 de maio de 1814, havendo-se reunido em Vienna, na conformidade do artigo 32 d'aquelle acto, com os principes e Estados

Objecto d'aquelle acto.

formularios em que se assentou na conferencia das potencias alliadas, que teve logar em París em 4 de novembro d'este anno de 1815.

Pelo artigo 11 do tratado de 28 de agosto de 1817 entre as côrtes de Portugal e de França, foi novamente confirmado com modificação de certas clausulas.

1815. pléter les dispositions dudit traité et pour y ajouter les arrangements rendus nécessaires par l'état dans lequel l'Europe était restée à la suite de la dernière guerre; désirant maintenant comprendre dans une transaction commune les différents résultats de leurs négociations, afin de les revêtir de leurs ratifications réciproques, ont autorisé leurs plénipotentiaires à réunir dans un instrument général les dispositions d'un intérêt majeur et permanent, et à joindre à cet acte, comme parties intégrantes des arrangements du congrès, les traités, conventions, déclarations, règlements et autres actes particuliers, tels qu'ils se trouvent cités dans le présent traité. Et ayant les susdites puissances nommé plénipotentiaires au congrès, savoir, etc., etc.

Relations entre le Portugal et la France.

ART. 106. — Afin de lever les difficultés qui se sont opposées de la part de Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et de celui du Brésil à la ratification du traité signé le 30 mai 1814 entre le Portugal et la France, il est arrêté que la stipulation contenue dans l'article 10 dudit traité, et toutes celles qui pourraient y avoir rapport, resteront sans effet, et qu'il y sera substitué, d'accord avec toutes les puissances, les dispositions énoncées dans l'article suivant, lesquelles seront seules considérées comme valables.

Au moyen de cette substitution, toutes les autres clauses du susdit traité de Paris seront maintenues et regardées comme mutuellement obligatoires pour les deux cours.

Restitution de la Guyane française.

ART. 107. — Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et de celui du Brésil, pour manifester d'une manière incontestable sa considération particulière pour Sa Majesté Très Chrétienne, s'engage à restituer à Sadite Majesté la Guyane française (1) jusqu'à la rivière d'Oyapock, dont l'embouchure est située entre le quatrième et le cinquième degré de latitude septentrionale: limite que le Portugal a toujours considérée comme celle qui avait été fixée par le traité d'Utrecht.

(1) Voyez la convention du 28 août 1817 sur la restitution de cette colonie.

seus alliados, a fim de completarem as disposições do dito tratado, e lhe ajuntarem aquellas que se tornaram necessarias pelo estado em que ficou a Europa depois da ultima guerra; desejando agora comprehender em uma transacção commum os differentes resultados de suas negociações, para as revestir das suas reciprocas ratificações, auctorisaram seus plenipotenciarios a juntar em um instrumento geral as disposições de um grande e permanente interesse, e a unir a este acto, como partes integrantes dos arranjos do congresso, os tratados, convenções, declarações, regulamentos e mais actos particulares, taes como se acham citados no presente tratado. E tendo as sobreditas potencias nomeado plenipotenciarios ao congresso, a saber, etc., etc..... 1815.

Relações entre Portugal e a França.

Art. 106. — A fim de remover as difficuldades que obstáram a que Sua Alteza Real o principe regente do reino de Portugal e do Brazil ratificasse o tratado assignado em 30 de maio de 1814 entre Portugal e a França, concordou-se, que a estipulação contida no artigo 10 do dito tratado e todas aquellas que lhe dizem respeito, fiquem sem effeito; e que se lhes substitua, de accordo com todas as potencias, as disposições que se declaram no artigo seguinte, as quaes só serão consideradas como validas.

Por meio d'esta substituição todas as mais clausulas do sobredito tratado de París ficarão firmes e serão consideradas como mutuamente obrigatorias para as duas côrtes.

Restituição da Guyana franceza.

Art. 107. — Sua Alteza Real o principe regente do reino de Portugal e do Brazil, para manifestar de uma maneira incontestavel a sua particular consideração para com Sua Magestade Christianissima, obriga-se a restituir a Sua dita Magestade a Guyana franceza (1) até ao rio Oyapock, cuja embocadura está situada entre o quarto e quinto grau de latitude septentrional; limite que Portugal sempre considerou ser o que havia sido fixado pelo tratado de Utrecht.

(1) Vide convenção de 28 de agosto de 1817 sobre a restituição d'esta colonia.

1815. L'époque de la remise de cette colonie à Sa Majesté Très Chrétienne sera déterminée, dès que les circonstances le permettront, par une convention particulière entre les deux cours; et l'on procédera à l'amiable, aussitôt que faire se pourra, à la fixation définitive des limites des Guyanes portugaise et française, conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht.

Navigation des rivières communes à deux Etats.

ART. 108. — Les puissances dont les Etats sont séparés ou traversés par une même rivière navigable, s'engagent à régler d'un commun accord tout ce qui a rapport à la navigation de cette rivière. Elles nommeront à cet effet des commissaires, qui se réuniront au plus tard six mois après la fin du congrès, et qui prendront pour base de leurs travaux les principes établis dans les articles suivants.

Liberté de navigation.

ART. 109. — La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'article précédent, du point où chacune d'elles devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne; bien entendu que l'on se conformera aux règlements relatifs à la police de cette navigation, lesquels seront conçus d'une manière uniforme pour tous et aussi favorables que possible au commerce de toutes les nations.

Uniformité de perception des droits.

ART. 110. — Le système qui sera établi, tant pour la perception des droits que pour le maintien de la police, sera, autant que faire se pourra, le même pour tout le cours de la rivière, et s'étendra aussi, à moins que des circonstances particulières ne s'y opposent, sur ceux de ses embranchements et confluents qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différents Etats.

Tarif

ART. 111. — Les droits sur la navigation seront fixés d'une manière uniforme, invariable et assez indépendante de la qualité différente des marchandises, pour ne pas rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison, autrement que pour cause de fraude et de contravention. La quotité de ces droits, qui en aucun cas ne pourront excéder ceux existant actuellement, sera déterminée d'après les circonstances locales, qui ne per-

A epocha da entrega d'esta colonia a Sua Magestade Christianissima será determinada, quando as circumstancias o permittirem, por uma convenção particular entre as duas côrtes; e proceder-se-ha amigavelmente, logo que ser possa, á fixação definitiva dos limites das Guyanas portugueza e franceza, conforme o sentido stricto do artigo 8 do tratado de Utrecht. 1815.

Navegação dos rios que atravessam differentes Estados.

Art. 108. — As potencias cujos Estados estão separados ou cortados por um mesmo rio navegavel, obrigam-se a regular de commum accordo tudo o que diga respeito á navegação de um tal rio. Para esse effeito nomearão commissarios, os quaes se reunirão, ao mais tardar, seis mezes depois de findo o congresso, e tomarão por base de seus trabalhos os principios estabelecidos nos seguintes artigos.

Liberdade da navegação.

Art. 109. — A navegação em todo o curso dos rios indicados no artigo precedente, desde o ponto em que cada um d'elles se torna navegavel até á sua embocadura, será inteiramente livre, e não poderá, em relação ao commercio, ser vedada a pessoa alguma; bem entendido que haverá de se conformar com os regulamentos relativos á policia d'aquella navegação, os quaes serão concebidos de um modo uniforme para todos, e o mais favoravel possivel para o commercio de todas as nações.

Uniformidade no systema da cobrança de direitos.

Art. 110. — O systema que se estabelecer, tanto para a cobrança dos direitos, como para a conservação da policia, será, quanto ser possa, o mesmo para todo o curso do rio, e se estenderá, a não ser que a isso se opponham circumstancias particulares, áquelles dos seus braços e confluentes, que em todo o seu curso navegavel separem ou atravessem differentes Estados.

Redacção da pauta de direitos.

Art. 111. — Os direitos sobre a navegação serão fixados de um modo uniforme, invariavel e assaz independente da diversa qualidade das mercadorias, que não torne necesario um exame minucioso da carga, a não ser por causa de fraude e de contravenção. O importe d'estes direitos, que em caso algum não poderá exceder os que ao presente subsistem, será determinado segundo as circumstancias locaes, que quasi não permittem es-

1815. mettent guère d'établir une règle générale à cet égard. On partira néanmoins, en dressant le tarif, du point de vue d'encourager le commerce en facilitant la navigation, et l'octroi établi sur le Rhin pourra servir d'une règle approximative.

Le tarif une fois réglé, il ne pourra plus être augmenté que par un arrangement commun des Etats riverains, ni la navigation grevée d'autres droits quelconques, outre ceux fixés par le règlement.

Nombre réduit des bureaux.

ART. 112. — Les bureaux de perception, dont on réduira autant que possible le nombre, seront fixés par le règlement, et il ne pourra s'y faire ensuite aucun changement que d'un commun accord, à moins qu'un des Etats riverains ne voulût diminuer le nombre de ceux qui lui appartiennent exclusivement.

Chemins de halage.

ART. 113. — Chaque Etat riverain se chargera de l'entretien des chemins de halage qui passent par son territoire, et des travaux nécessaires pour la même étendue dans le lit de la rivière, pour ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation.

Le règlement futur fixera la manière dont les Etats riverains devront concourir à ces derniers travaux, dans le cas où les deux rives appartiennent à différents gouvernements.

Droits d'étape.

ART. 114. — On n'établira nulle part des droits d'étape, d'échelle ou de relâche forcée. Quant à ceux qui existent déjà, ils ne seront conservés qu'en tant que les Etats riverains, sans avoir égard à l'intérêt local de l'endroit ou du pays où ils sont établis, les trouveraient nécessaires ou utiles à la navigation et au commerce en général.

Droits de douane et de navigation.

ART. 115. — Les douanes des Etats riverains n'auront rien de commun avec les droits de navigation. On empêchera par des dispositions règlementaires que l'exercice des fonctions des douaniers ne mette des entraves à la navigation; mais on surveillera, par une police exacte sur la rive, toute tentative des habitants de faire la contrebande à l'aide des bateliers.

tabelecer uma regra geral a tal respeito. Sem embargo, ao formar-se a tarifa, deverá partir-se do ponto de vista de promover o commercio, facilitando a navegação, e a tarifa de direitos estabelecida para o Rheno poderá servir de nórma approximativa. 1815.

Uma vez regulada a tarifa, não poderá ser augmentada senão de commum consentimento dos Estados situados nas márgens dos rios, nem a navegação onerada com outros quaesquer direitos, além d'aquelles fixados pelo regulamento.

Casas de arrecadação para o recebimento dos direitos.

Art. 112. — As casas de arrecadação para o recebimento dos direitos, cujo numero deverá ser o mais reduzido possivel, serão fixadas pelo regulamento, e nenhuma mudança n'ellas se poderá fazer depois senão de commum accordo, a não ser que algum dos Estados situados nas márgens dos rios quizesse diminuir o numero d'aquellas que lhe pertencem exclusivamente.

Caminhos de sirga.

Art. 113. — Cada Estado situado nas márgens dos rios se encarregará da conservação dos caminhos de sirga que passem pelo seu territorio, e das obras necessarias, na mesma extensão, no leito do rio, a fim de que a navegação não soffra obstaculo algum.

O futuro regulamento fixará o modo por que os Estados situados nas márgens dos rios deverão concorrer para estas ultimas obras, no caso em que as duas margens pertençam a differentes governos.

Direitos de deposito, de porto e arribada forçada.

Art. 114. — Em nenhuma parte se estabelecerá direitos de armazenagem, de porto e de arribada forçada. Em relação aos que já existem, só serão conservados emquanto os Estados situados nas márgens dos rios, sem levar em vista o interesse local do logar ou paiz aonde estejam estabelecidos, os achassem necessarios ou uteis á navegação e ao commercio em geral.

Differença entre os direitos de alfandega e de navegação.

Art. 115. — As alfandegas dos Estados situados nas márgens dos rios não se entremetterão nos direitos de navegação. Evitar-se-ha, por meio de disposições regulamentares, que o exercicio das funções dos empregados das alfandegas ponha obstaculos á navegação; mas haverá todo o cuidado, por meio de uma boa policia na márgem, contra qualquer tentativa dos habitantes de fazer o contrabando por via dos barqueiros.

1815.

Exécution du règlement.

ART. 116. — Tout ce qui est indiqué dans les articles précédents sera déterminé par un règlement commun qui renfermera également tout ce qui aurait besoin d'être fixé ultérieurement. Le règlement, une fois arrêté, ne pourra être changé que du consentement de tous les Etats riverains, et ils auront soin de pourvoir à son exécution d'une manière convenable et adaptée aux circonstances et aux localités.

Puissances invitées à adhérer.

ART. 119. — Toutes les puissances qui ont été réunies au congrès, ainsi que les princes et villes libres qui ont concouru aux arrangements consignés ou aux actes confirmés dans ce traité général, sont invités à y accéder.

Langue diplomatique.

ART. 120. — La langue française ayant été exclusivement employée dans toutes les copies du présent traité, il est reconnu par les puissances qui ont concouru à cet acte, que l'emploi de cette langue ne tirera point à conséquence pour l'avenir; de sorte que chaque puissance se réserve d'adopter dans les négociations et conventions futures la langue dont elle s'est servie jusqu'ici dans ses relations diplomatiques, sans que le traité actuel puisse être cité comme exemple contraire aux usages établis.

Terme des ratifications.

ART. 121. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six mois; par la cour de Portugal dans un an, ou plus tôt si faire se peut.

Il sera déposé à Vienne, aux archives de cour et d'Etat de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, un exemplaire de ce traité général, pour servir dans le cas où l'une ou l'autre cour de l'Europe pourrait juger convenable de consulter le texte original de cette pièce.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé cet acte, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, le 9 juin de l'an de grâce 1815.

Suivent les signatures dans l'ordre alphabétique des cours.

Autriche.

(L. S.) Le Prince DE METTERNICH.

(L. S.) Le Baron DE WESSENBERG.

1815.

Regulamentos.

ART. 116. — Tudo quanto se acha indicado nos precedentes artigos será determinado por um regulamento commum, que comprehenderá igualmente o que necessite ser ulteriormente fixado. Uma vez estabelecido o regulamento, não poderá ser alterado sem o consentimento de todos os Estados situados nas márgens dos rios, os quaes cuidarão em provêr á sua execução de um modo conveniente e adoptado ás circumstancias e ás localidades.

Convite ás potencias reunidas no congresso para accederem a este acto.

ART. 119. — Todas as potencias que se acháram reunidas no congresso, e bem assim os principes e cidades livres que concorréram para os arranjamentos consignados e para os actos confirmados neste tratado geral, são convidados a acceder a elle.

Sobre o emprego da lingua franceza no presente instrumento.

ART. 120. — Havendo-se exclusivamente empregado a lingua franceza em todas as copias do presente tratado, declaram as potencias que têem concorrido a este acto, que o uso d'esta lingua não servirá de exemplo para o futuro; por maneira que cada potencia se reserva o adoptar nas negociações e convenções futuras a lingua de que até agora se tem servido nas suas relações diplomaticas, sem que se possa citar o actual tratado como exemplo contrario aos usos estabelecidos.

Termo para as ratificações.

ART. 121. — O presente tratado será ratificado, e as ratificações trocadas dentro do espaço de seis mezes; pela côrte de Portugal dentro de um anno, ou antes se podér ser.

Um exemplar d'este tratado geral será depositado em Vienna, nos archivos da côrte e Estado de Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, para servir no caso em que uma ou outra das côrtes da Europa julgue conveniente consultar o texto original d'esta peça.

Em fé do que, os respectivos plenipotenciarios assignáram este acto, e lhe pozeram o sêllo das suas armas.

Feito em Vienna, aos 9 de junho do anno de graça 1815.

Seguem as assignaturas pela órdem alphabetica das côrtes.

Austria.

(L. S.) O Principe DE METTERNICH.

(L. S.) O Barão DE WESSENBERG.

1815. *Espagne.*

. . . . . .

France.

(L. S.) Le Prince DE TALLEYRAND.

(L. S.) Le Duc DE DALBERG.

(L. S.) Le Comte ALEXIS DE NOAILLES.

Grande-Bretagne.

(L. S.) CLANCARTY.

(L. S.) CATHCART.

(L. S.) STEWART, Sq.

Portugal.

(L. S.) Le Comte DE PALMELLA.

(L. S.) ANTONIO DE SALDANHA DA GAMA.

(L S.) D. JOAQUIM LOBO DA SILVEIRA.

Prusse.

(L. S.) Le Prince DE HARDENBERG.

(L. S.) Le Baron DE HUMBOLDT.

Russie.

(L. S.) Le Comte DE RASOUMOFFSKY.

(L. S.) Le Comte DE STACKELBERG.

(L. S.) Le Comte DE NESSELRODE.

Suède.

(L. S.) Le Comte AXEL DE LOWENHIELM, sauf la réserve faite aux articles 101, 102 et 104 du traité.

XVe *annexe à l'acte final du congrès de Vienne.*

DÉCLARATION DES PUISSANCES SUR L'ABOLITION DE LA TRAITE DES NÈGRES, DU 8 FÉVRIER 1815.

Les plénipotentiaires des puissances qui ont signé le traité de Paris du 30 mai 1814, réunis en conférence,

Ayant pris en considération

Que le commerce connu sous le nom de *traite des nègres d'Afrique* a été envisagé par les hommes justes et éclairés de

Hespanha. 1815.

. . . . . .

França.

(L. S.) O Principe DE TALLEYRAND.

(L. S.) O Duque DE DALBERG.

(L. S.) O Conde ALEIXO DE NOAILLES.

Gran-Bretanha.

(L. S.) CLANCARTY.

(L. S.) CATHCART.

(L. S.) STEWART, Sq.

Portugal.

(L. S.) O Conde DE PALMELLA.

(L. S.) ANTONIO DE SALDANHA DA GAMA.

(L. S.) D. JOAQUIM LOBO DA SILVEIRA.

Prussia.

(L. S.) O Principe DE HARDENBERG.

(L. S.) O Barão DE HUMBOLDT.

Russia.

(L. S.) O Conde DE RASOUMOFFSKY.

(L. S.) O Conde DE STACKELBERG.

(L. S.) O Conde DE NESSELRODE.

Suecia.

(L. S.) O Conde AXEL DE LOWENHIELM, salva a reserva feita nos artigos 101, 102 e 104 do tratado.

Annexo XV *ao acto final do congresso de Vienna.*

DECLARAÇAO DAS POTENCIAS SOBRE A ABOLIÇAO DO TRAFICO DA ESCRAVATURA, DE 8 DE FEVEREIRO DE 1815.

Os plenipotenciarios das potencias que assignáram o tratado de París de 30 de maio de 1814, reunidos em conferencia,

Tendo tomado em consideração

Que o commercio conhecido com o nome de *trafico dos negros de Africa* tem sido encarado pelos homens justos e esclarecidos

1815. tous les temps comme répugnant aux principes d'humanité et de morale universelle ;

Que les circonstances particulières auxquelles ce commerce a dû sa naissance, et la difficulté d'en interrompre brusquement le cours, ont pu couvrir jusqu'à un certain point ce qu'il y avait d'odieux dans sa conservation ; mais qu'enfin la voix publique s'est élevée dans tous les pays civilisés pour demander qu'il soit supprimé le plus tôt possible ;

Résolution d'abolir la traite des noirs.

Que depuis que le caractère et les détails de ce commerce ont été mieux connus, et les maux de toute espèce qui l'accompagnent complétement dévoilés, plusieurs des gouvernements européens ont pris en effet la résolution de le faire cesser, et que successivement toutes les puissances possédant des colonies dans les différentes parties du monde ont reconnu, soit par des actes législatifs, soit par des traités et autres engagements formels, l'obligation et la nécessité de l'abolir ;

Que par un article séparé du dernier traité de Paris, la Grande-Bretagne et la France se sont engagées à réunir leurs efforts au congrès de Vienne pour faire prononcer par toutes les puissances de la chrétienté l'abolition universelle et définitive de la traite des nègres ;

Que les plénipotentiaires rassemblés au congrès ne sauraient mieux honorer leur mission, remplir leur devoir et manifester les principes qui guident leurs augustes souverains, qu'en travaillant à réaliser cet engagement, et en proclamant au nom de leurs souverains le vœu de mettre un terme à un fléau qui a si longtemps désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité ;

Lesdits plénipotentiaires sont convenus d'ouvrir leurs délibérations sur les moyens d'accomplir un objet aussi salutaire, par une déclaration solennelle des principes qui les ont dirigés dans ce travail.

Adhésion unanime.

En conséquence, et dûment autorisés à cet acte par l'adhésion unanime de leurs cours respectives au principe énoncé dans ledit article séparé du traité de Paris, ils déclarent à la face de l'Europe, que, regardant l'abolition universelle de la traite des

de todas as epochas como repugnante aos principios de humanidade e de moral universal; 1815.

Que as circumstancias particulares a que este commercio deveu a sua origem, e a difficuldade de interromper repentinamente o seu curso, poderam encobrir até um certo ponto o que havia de odioso na sua conservação; mas que emfim a voz publica se levantou em todos os paizes civilisados pedindo que seja supprimido o mais depressa possivel;

Resolução de abolir o trafico dos negros.

Que depois que o caracter e as particularidades d'este commercio têem sido melhor conhecidos, e os males de toda a especie que o acompanham, completamente patenteados, muitos dos governos europeus tomaram com effeito a resolução de o fazer cessar, e que successivamente todas as potencias que possuem colonias nas differentes partes do mundo, têem reconhecido, já por actos legislativos, já por tratados e outros compromissos formaes, a obrigação e a necessidade de o abolir;

Que por um artigo separado do ultimo tratado de París, obrigáram-se a Gran-Bretanha e a França a unir os seus esforços no congresso de Vienna para fazer com que todas as potencias da christandade pronunciassem a abolição universal e definitiva do trafico dos negros;

Que os plenipotenciarios reunidos n'este congresso não poderiam melhor honrar a sua missão, desempenhar os seus deveres e manifestar os principios que guiam seus augustos soberanos, do que trabalhando para realisar esta obrigação, e proclamando em nome de seus soberanos a resolução de pôr termo a uma calamidade que por tanto tempo tem desolado a Africa, degradado a Europa e affligido a humanidade;

Os ditos plenipotenciarios convieram em dar começo ás suas deliberações sobre os meios de conseguir um objecto tão saudavel por uma declaração solemne dos principios que os dirigiram n'este trabalho.

Adhesão unanime.

Em consequencia, e devidamente auctorisados para este acto pela adhesão unanime das suas respectivas côrtes ao principio enunciado no dito artigo separado do tratado de París, declaram á face da Europa, que, considerando a abolição universal do

1815. nègres comme une mesure particulièrement digne de leur attention, conforme à l'esprit du siècle et aux principes généreux de leurs augustes souverains, ils sont animés du désir sincère de concourir à l'exécution la plus prompte et la plus efficace de cette mesure par tous les moyens à leur disposition, et d'agir dans l'emploi de ces moyens avec tout le zèle et toute la persévérance qu'ils doivent à une aussi grande et belle cause.

Terme de l'abolition définitive.

Trop instruits toutefois des sentiments de leurs souverains pour ne pas prévoir que, quelque honorable que soit leur but, ils ne le poursuivront pas sans de justes ménagements pour les intérêts, les habitudes et les préventions mêmes de leurs sujets, lesdits plénipotentiaires reconnaissent en même temps que cette déclaration ne saurait préjuger le terme que chaque puissance en particulier pourrait envisager comme le plus convenable pour l'abolition définitive du commerce des nègres. Par conséquent, la détermination de l'époque où ce commerce doit universellement cesser, sera un objet de négociation entre les puissances; bien entendu que l'on ne négligera aucun moyen propre à en assurer et à en accélérer la marche, et que l'engagement réciproque contracté par la présente déclaration entre les souverains qui y ont pris part, ne sera considéré comme rempli qu'au moment où un succès complet aura couronné leurs efforts réunis.

En portant cette déclaration à la connaissance de l'Europe et de toutes les nations civilisées de la terre, lesdits plénipotentiaires se flattent d'engager tous les autres gouvernements, et notamment ceux qui, en abolissant la traite des nègres, ont manifesté déjà les mêmes sentiments, à les appuyer de leur suffrage dans une cause dont le triomphe final sera un des plus beaux monuments du siècle qui l'a embrassée, et qui l'aura glorieusement terminée.

Vienne, le 8 février 1815.

Autriche.	*France.*
METTERNICH.	TALLEYRAND.
WESSENBERG.	DALBERG.

trafico dos negros como uma medida particularmente digna da sua attenção, conforme ao espirito do seculo e aos principios generosos de seus augustos soberanos, acham-se animados do sincero desejo de concorrer para a execução mais prompta e mais efficaz d'aquella medida, por todos os meios á sua disposição, e de obrar emquanto ao emprego d'estes meios com todo o zêlo e toda a perseverança que devem a uma causa tão grande e tão justa. 1815.

Termo para a abolição definitiva.

Bem instruidos, comtudo, dos sentimentos de seus soberanos para não prever que, comquanto seja honroso o seu fim, não procederão n'elle sem uma justa circumspecção pelos interesses, costumes e mesmo prevenções de seus subditos, os ditos plenipotenciarios reconhecem ao mesmo tempo que esta declaração não deve influir no termo, que cada potencia em particular possa considerar como o mais conveniente para a abolição definitiva do commercio dos negros. Por conseguinte, a determinação da epocha em que este commercio deve cessar universalmente, será o objecto de uma negociação entre as potencias; bem entendido que não se descuidará de nenhum meio proprio para assegurar e accelerar o seu curso, e que a obrigação reciproca contrahida pela presente declaração entre os soberanos que n'ella tomáram parte, não será havida por cumprida senão no momento em que um successo completo haja coroado os seus esforços reunidos.

Levando esta declaração ao conhecimento da Europa e de todas as nações civilisadas da terra, os ditos plenipotenciarios esperam empenhar todos os outros governos, e com especialidade aquelles que, abolindo o trafico dos negros, já manifestáram os mesmos sentimentos, de os apoiar com o seu suffragio em uma causa, cujo triumpho final será um dos mais bellos monumentos do seculo que a abraçou, e que a terminará gloriosamente.

Vienna, em 8 de fevereiro de 1815.

Austria.	*França.*
METTERNICH.	TALLEYRAND.
WESSENBERG.	DALBERG.

1815.

LATOUR DU PIN.
NOAILLES.
Grande-Bretagne.
CASTLEREAGH.
STEWART.
WELLINGTON.
Portugal.
PALMELLA.
SALDANHA.
LOBO.
Prusse.
HUMBOLDT.
Russie.
NESSELRODE.
Suède.
LOWENHIELM.
Espagne.
LABRADOR.

XVIe annexe à l'acte final du congrès de Vienne.

RÈGLEMENTS POUR LA LIBRE NAVIGATION DES RIVIÈRES.

Articles concernant la navigation des rivières qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différents Etats.

Rivières navigables.

ART. 1. — Les puissances dont les Etats sont séparés ou traversés par une même rivière navigable, s'engagent à régler d'un commun accord tout ce qui a rapport à sa navigation. Elles nommeront à cet effet des commissaires, qui se réuniront au plus tard six mois après la fin du congrès, et qui prendront pour bases de leurs travaux les principes suivants :

Liberté entière de la navigation.

ART. 2. — La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'article précédent, du point où chacune d'elles devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne, en se conformant toutefois aux règlements qui seront arrêtés pour sa police d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations.

Uniformité pour la perception des droits.

ART. 3. — Le système qui sera établi, tant pour la perception des droits que pour le maintien de la police, sera, autant que faire se pourra, le même pour tout le cours de la rivière,

LATOUR DU PIN.	LOBO.	1815.
NOAILLES.	*Prussia.*	
Gran-Bretanha.	HUMBOLDT.	
CASTLEREAGH.	*Russia.*	
STEWART.	NESSELRODE.	
WELLINGTON.	*Suecia.*	
Portugal.	LOWENHIELM.	
PALMELLA.	*Hespanha.*	
SALDANHA.	LABRADOR.	

Annexo XVI ao acto final do congresso de Vienna.

REGULAMENTOS PARA A LIVRE NAVEGAÇAO DOS RIOS.

Artigos concernentes a navegação dos rios que no seu curso navegavel separam ou atravessam differentes Estados.

ART. 1. — As potencias cujos Estados estão separados ou cortados por um mesmo rio navegavel, obrigam-se a regular de commum accordo tudo o que diga respeito á navegação de um tal rio. Para esse effeito nomearão commissarios, os quaes se reunirão, ao mais tardar, seis mezes depois de findo o congresso, e tomarão por base de seus trabalhos os principios seguintes : **Rios communs aos Estados.**

ART. 2. — A navegação em todo o curso dos rios indicados no artigo precedente, desde o porto em que cada um d'elles se torna navegavel até á sua embocadura, será inteiramente livre, e não poderá, em relação ao commercio, ser prohibida a pessoa alguma, conformando-se todavia com os regulamentos que se ajustarem para a sua policia de um modo uniforme para todos, e o mais favoravel possivel para o commercio de todas as nações. **A navegação será inteiramente livre.**

ART. 3. — O systema que se estabelecer, tanto para a cobrança dos direitos, como para a conservação da policia, será, quanto ser possa, o mesmo para todo o curso do rio, e se es- **Direitos uniformes.**

1815. et s'étendra aussi, à moins que des circonstances particulières ne s'y opposent, sur ceux de ses embranchements et confluents qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différents Etats.

Quotité des droits. ART. 4. — Les droits sur la navigation seront fixés d'une manière uniforme, invariable et assez indépendante de la qualité différente des marchandises, pour ne pas rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison, autrement que pour cause de fraude et de contravention. La quotité de ces droits, qui en aucun cas ne pourront excéder ceux existant actuellement, sera déterminée d'après les circonstances locales, qui ne permettent guère d'établir une règle générale à cet égard. On partira néanmoins, en dressant le tarif, du point de vue d'encourager le commerce en facilitant la navigation, et l'octroi établi sur le Rhin pourra servir d'une norme approximative.

Le tarif une fois réglé, il ne pourra plus être augmenté que par un arrangement commun des Etats riverains, ni la navigation grevée d'autres droits quelconques, outre ceux fixés par le règlement.

Etablissement des bureaux. ART. 5. — Les bureaux de perception, dont on réduira autant que possible le nombre, seront fixés par le règlement, et il ne pourra s'y faire ensuite aucun changement que d'un commun accord, à moins qu'un des Etats riverains ne voulût diminuer le nombre de ceux qui lui appartiennent exclusivement.

Chemins de halage. ART. 6. — Chaque Etat riverain se chargera de l'entretien des chemins de halage qui passent sur son territoire, et des travaux nécessaires pour la même étendue dans le lit de la rivière, afin de ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation.

Le règlement futur fixera la manière dont les Etats riverains devront concourir à ces derniers travaux dans le cas où les deux rives appartiennent à différents gouvernements.

tenderá, a não ser que a isso se opponham circumstancias particulares, áquelles dos seus braços e confluentes que em todo o seu curso navegavel separem ou atravessem differentes Estados. 1815.

ART. 4. — Os direitos sobre a navegação serão fixados de um modo uniforme, invàriavel e assaz independente da diversa qualidade das mercadorias, que não torne necessario um exame minucioso da carga, a não ser por causa de fraude e de contravenção. O importe d'estes direitos, que em caso algum não poderá exceder os que ao presente subsistem, será determinado segundo as circumstancias locaes, que quasi não permittem estabelecer uma regra geral a tal respeito. Sem embargo, ao formar-se a tarifa, deverá partir-se do ponto de vista de promover o commercio, facilitando a navegação, e a tarifa de direitos estabelecida para o Rheno poderá servir de nórma aproximativa. Importe dos direitos.

Uma vez regulada a tarifa, não poderá ser augmentada senão de commum consentimento dos Estados situados nas márgens dos rios, nem a navegação onerada com outros quaesquer direitos além d'aquelles fixados pelo regulamento.

ART. 5. — As casas de arrecadação para o recebimento dos direitos, cujo numero deverá ser o mais reduzido possivel, serão fixadas pelo regulamento, e nenhuma mudança n'ellas se poderá fazer depois senão de commum accordo, a não ser que algum dos Estados situados nas márgens dos rios quizesse diminuir o numero d'aquellas que lhe pertencem exclusivamente. Casas de arrecadação.

ART. 6. — Cada Estado situado nas márgens dos rios se encarregará da conservação dos caminhos de sirga que passem pelo seu territorio, e das obras necessarias, na mesma extensão, no leito do rio, a fim de que a navegação não soffra obstaculo algum. Caminhos de sirga.

O futuro regulamento fixará o modo por que os Estados situados nas márgens dos rios deverão concorrer para estas ultimas obras, no caso em que as duas márgens pertençam a differentes governos.

1815.

Droits d'escale.

ART. 7. — On n'établira nulle part des droits d'étape, d'échelle ou de relâche forcée. Quant à ceux qui existent déjà, ils ne seront conservés qu'en tant que les Etats riverains, sans avoir égard à l'intérêt local de l'endroit ou du pays où ils sont établis, les trouveraient nécessaires ou utiles à la navigation et au commerce en général.

Droits de douane et de navigation.

ART. 8. — Les douanes des Etats riverains n'auront rien de commun avec les droits de navigation. On empêchera par des dispositions réglementaires que l'exercice des fonctions des douaniers ne mette d'entraves à la navigation; mais on surveillera, par une police exacte sur la rive, toute tentative des habitants de faire la contrebande à l'aide des bateliers.

Exécution de tous les articles

ART. 9. — Tout ce qui est indiqué dans les articles précédents sera déterminé par un règlement commun, qui renfermera également tout ce qui aurait besoin d'être fixé ultérieurement. Le règlement, une fois arrêté, ne pourra être changé que du consentement de tous les Etats riverains, et ils auront soin de pourvoir, d'une manière convenable et adaptée aux circonstances et aux localités, à son exécution.

DALBERG. HUMBOLDT.
CLANCARTY. WESSENBERG.

ARTICLES CONCERNANT LA NAVIGATION DU RHIN.

Libre navigation.

ART. 1. — La navigation dans tout le cours du Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à la mer, soit en descendant, soit en remontant, sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne, en se conformant toutefois aux règlements qui seront arrêtés pour sa police d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations.

1815.

Direitos do transito.

ART. 7. — Em nenhuma parte se estabelecerá direitos de transito, de escala e de arribada forçada. Em relação aos que já existem, só serão conservados emquanto os Estados situados nas márgens dos rios, sem levar em vista o interesse local do logar ou paiz aonde se acham estabelecidos, os acharem necessarios ou uteis á navegação e ao commercio em geral.

Direitos de alfandegas e de navegação.

ART. 8. — As alfandegas dos Estados nas márgens dos rios não se entremetterão nos direitos de navegação. Evitar-se-ha, por meio de disposições regulamentares, que o exercicio das funcções dos empregados das alfandegas ponha obstaculos á navegação; mas haverá todo o cuidado, por meio de uma boa policia na márgem, contra qualquer tentativa dos habitantes, de fazer o contrabando por via dos barqueiros.

Execução d'estos artigos.

ART. 9. — Tudo quanto se acha indicado nos precedentes artigos será determinado por um regulamento commum, que comprehenderá igualmente o que necessite ser ulteriormente fixado. Uma vez estabelecido o regulamento, não poderá ser alterado sem o consentimento de todos os Estados situados nas márgens dos rios, os quaes cuidarão em provêr á sua execução de um modo conveniente e adaptado ás circumstancias e ás localidades.

DALBERG. CLANCARTY.
HUMBOLDT. WESSENBERG.

ARTIGOS CONCERNENTES A NAVEGAÇAO DO RHENO.

Navegação livre.

ART. 1. — A navegação em todo o curso do Rheno, desde o ponto em que se torna navegavel até ao mar, quer subindo, quer descendo, será inteiramente livre, e não poderá, em relação ao commercio, ser prohibida a pessoa alguma, conformandose em todo o caso com os regulamentos que se ajustarem para a sua policia de um modo uniforme para todos, e o mais favoravel possivel para o commercio de todas as nações.

1815.

Système uniforme.

ART. 2.— Le système qui sera établi, tant pour la perception des droits que pour le maintien de la police, sera le même pour tout le cours de la rivière, et s'étendra, autant que faire se pourra, aussi sur ceux de ses embranchements et confluents qui dans leur cours navigable séparent ou traversent différents Etats.

Tarif des droits.

ART. 3. — Le tarif des droits à percevoir sur les marchandises transportées par le Rhin sera réglé de manière que la totalité du droit à payer entre Strasbourg et la frontière des Pays-Bas soit, en remontant, de 2 francs, et en descendant, de 1 franc 33 centimes par quintal; et que ce même tarif pourra être étendu (en augmentant par là dans la même proportion la totalité du droit) aux distances entre Strasbourg et Bâle, et entre la frontière du royaume des Pays-Bas et les embouchures de la rivière.

Echelle des droits.

Le droit de reconnaissance restera tel qu'il est réglé par l'article 94 de la convention sur l'octroi de navigation du Rhin conclue à Paris le 15 août 1804, sauf à déterminer autrement l'échelle des droits de manière que les bateaux de deux mille cinq cents à cinq mille quintaux y soient compris également. Mais ce droit pourra aussi être étendu dans la même proportion aux distances ci-dessus mentionnées.

Maximum des droits.

Les modérations du tarif général qui établit le maximum des droits, fixées par les articles 102 à 105 de la convention du 15 août 1804, continueront d'avoir lieu; mais la commission qui sera chargée de la confection des nouveaux règlements examinera si leur distribution en différentes classes ne nécessitera pas des changements encore plus favorables, tant à la navigation et au commerce qu'à l'agriculture et aux besoins des Etats riverains.

Motifs d'augmentation.

ART. 4. — Le tarif ainsi fixé ne pourra être augmenté que d'un commun accord, et les gouvernements riverains du Rhin, en partant du principe que leur véritable intérêt consiste à vivifier le commerce de leurs Etats, et que les droits de la navigation sont principalement destinés à couvrir les frais de son

1815.

Uniforme tarifa.

Art. 2. — O systema que se estabelecer tanto para a percepção dos direitos como para a conservação da policia, será o mesmo para todo o curso do rio, e se estenderá, quanto ser possa, áquelles dos seus braços e confluentes que no seu curso navegavel separem ou atravessem differentes Estados.

Direitos da navegação do Rheno.

Art. 3. — A tarifa dos direitos que se hão de perceber pelas mercadorias transportadas pelo Rheno, será regulada de modo que a totalidade do direito que se houver de pagar entre Strasburgo e a fronteira do reino dos Paizes-Baixos será, subindo o rio, de 2 francos, e descendo-o, de 1 franco e 33 centimos por quintal; e esta mesma tarifa poderá estender-se (augmentando-se a dita totalidade do direito na mesma proporção) ás distancias entre Strasburgo e Basiléa, e entre a fronteira do reino dos Paizes-Baixos e as embocaduras do rio.

Escala dos direitos.

O direito de reconhecimento ficará sendo tal como foi regulado pelo artigo 94 da convenção sobre os direitos de navegação do Rheno, concluida em París a 15 de agosto de 1804, salvo o determinar-se de um outro modo a escala dos direitos, de fórma que fiquem n'ella igualmente comprehendidos os barcos de duas mil e quinhentas a cinco mil toneladas. Mas este direito poderá tambem tornar-se extensivo na mesma proporção ás distancias acima mencionadas.

Maximo dos direitos.

As modificações da tarifa geral que estabelece o maximo dos direitos, fixadas pelos artigos 102 a 105 da convenção de 15 de agosto de 1804, continuarão em vigor; porém a commissão que fôr encarregada da confecção dos novos regulamentos, examinará se a sua distribuição em differentes classes não requer alterações ainda mais favoraveis, tanto para a navegação e commercio, como para a agricultura e necessidades dos habitantes dos Estados que ficam nas suas márgens.

Motivos de augmento.

Art. 4. — A tarifa assim fixada não poderá ser augmentada senão de commum accordo, e os governos nas márgens do Rheno, partindo do principio que o seu verdadeiro interesse consiste em animar o commercio dos seus Estados, e que os direitos da navegação são destinados principalmente a cobrir os

1815. entretien, prennent l'engagement formel de ne se porter à une telle augmentation que sur les motifs les plus justes et les plus urgents, ni de grever la navigation d'aucun autre droit quelconque outre ceux fixés par les règlements actuels, sous quelque dénomination ou prétexte que cela puisse être.

Douze bureaux de perception.

ART. 5. — Il n'y aura que douze bureaux de perception sur toute l'étendue du Rhin entre Strasbourg et la frontière du royaume des Pays-Bas, et ceux qu'il conviendra d'établir entre Strasbourg et Bâle, et dans les Pays-Bas, seront fixés d'après les mêmes principes et dans des distances proportionnelles. Les bureaux seront placés d'après les convenances de la navigation, et leur nombre ne pourra être augmenté, ni leur place changée que d'un commun accord. Il sera néanmoins libre à tout Etat riverain de diminuer le nombre de ceux que l'arrangement actuel lui assigne exclusivement.

Egalité des droits selon l'étendue des possessions.

ART. 6. — La perception des droits se fera dans chaque Etat riverain pour son compte et par ses employés, en distribuant la totalité des droits d'une manière égale sur l'étendue des possessions respectives des différents Etats sur la rive. Les employés des bureaux prêteront serment d'observer strictement le règlement qui sera arrêté définitivement. Si un même bureau s'étend sur deux ou plusieurs Etats riverains, ils répartissent entre eux la recette d'après l'étendue de leurs possessions respectives sur la rive, et cette même disposition sera aussi appliquée au cas où les deux rives opposées appartiennent à deux différents Etats. Tout ce qui a rapport à l'organisation des bureaux, au mode de percevoir et de constater le paiement des droits, sera fixé d'une manière uniforme par le règlement définitif, et ne pourra plus être changé que d'un commun accord.

Chemins de halage.

ART. 7. — Chaque Etat riverain se charge de l'entretien des chemins de halage qui passent par son territoire, et des travaux nécessaires pour la même étendue dans le lit de la rivière, pour ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation.

gastos da sua manutenção, obrigam-se formalmente a não recorrer a um tal augmento senão por motivos os mais justos e mais urgentes, nem a onerar a navegação com outro qualquer direito além dos fixados pelos actuaes regulamentos, debaixo de qualquer denominação ou pretexto que ser possa. 1815.

Doze casas de arrecadação.

Art. 5. — Não haverá mais de doze casas de arrecadação em toda a extensão do Rheno, entre Strasburgo e a fronteira do reino dos Paizes-Baixos; e aquellas que convier estabelecer entre Strasburgo e Basiléa, e nos Paizes-Baixos, serão fixadas segundo os mesmos principios e em proporcionadas distancias. As mesmas casas serão collocadas segundo as convenencias da navegação, e o seu numero não poderá ser augmentado, nem o seu local mudado senão de commum accordo. Não obstante será livre a qualquer Estado nas márgens do rio, o diminuir o numero d'aquellas que o actual arranjamento lhe signala exclusivamente.

Igualdade dos direitos segundo a extensão das possessões.

Art. 6. — Os direitos serão cobrados, em cada Estado que fica nas márgens do rio, por sua conta e por meio dos seus empregados, distribuindo-se a totalidade dos direitos com igualdade na extensão das respectivas possessões dos diversos Estados na márgem. Os empregados das casas de arrecadação prestarão juramento de observar strictamente o regulamento em que definitivamente se concordar. Se uma mesma casa de arrecadação abraçasse dois o mais Estados que ficam nas márgens do rio, estas dividirão entre si os productos segundo a extensão de suas respectivas possessões na márgem, e esta disposição será do mesmo modo applicada ao caso em que as duas márgens oppostas pertençam a dois differentes Estados. Tudo o que é relativo á organisação das casas de arrecadação, ao modo de cobrar e verificar o pagamento dos direitos, será fixado de uma maneira uniforme pelo regulamento definitivo, não podendo ser depois alterado senão de commum accordo.

Caminhos de sirga.

Art. 7. — Cada Estado nas márgens do rio fica encarregado da conservação dos caminhos de sirga que passam pelo seu territorio, e das obras necessarias, na mesma extensão, no leito do rio, a fim de evitar qualquer obstaculo á navegação.

1815.

Autorité pour décider les affaires contentieuses.

ART. 8. — Il sera établi auprès de chaque bureau de perception une autorité judiciaire pour examiner et décider, d'après le règlement, en première instance, toutes les affaires contentieuses qui regardent les objets fixés par ce règlement. Ces autorités judiciaires seront entretenues aux frais de l'Etat riverain dans lequel elles se trouvent, et prononceront leurs sentences au nom de leurs souverains; mais les individus qui les composent prêteront serment d'observer strictement le règlement, et les juges ne pourront perdre leurs places que par un procès intenté dans toutes les formes et par une condamnation passée contre eux. Leur procédure sera fixée par le règlement, et devra être uniforme pour tout le cours du Rhin, et aussi sommaire que possible.

Là où un bureau de perception appartiendra à plus d'un Etat, les individus chargés de ces fonctions judiciaires seront nommés par le souverain dans le territoire duquel se trouve le bureau en question, et les sentences seront prononcées en son nom; mais les frais seront fournis par tous ceux à qui la recette du bureau est commune, et dans la proportion de la part qui leur en revient.

Tribunaux de seconde instance.

ART. 9. — Les parties qui voudront se pourvoir en appel contre les sentences prononcées par les autorités judiciaires spécifiées à l'article précédent, auront le choix de s'adresser pour cet effet à la commission centrale dont il sera parlé ci-dessous, ou au tribunal supérieur du pays dans lequel se trouve celui de première instance auprès duquel elles auront plaidé. Chaque Etat riverain s'engage à établir un pareil tribunal de seconde instance, ou d'assigner un de ceux qui existent déjà pour la décision des causes de cette nature. Ces tribunaux prêteront également serment d'observer le règlement de navigation; leur organisation et leur procédure feront partie du règlement; et ils ne pourront point siéger dans une ville trop éloignée de la rive du Rhin. Le règlement renfermera des dispositions précises à cet égard. Leurs sentences seront définitives et ne permettront point d'autres recours.

1815.

Modo de proceder nos negocios contenciosos.

Art. 8. — Estabelecer-se ha junto de cada casa de arrecadação uma auctoridade judicial, a fim de examinar e decidir, na conformidade do regulamento, em primeira instancia todos os negocios contenciosos que digam respeito aos objectos fixados por aquelle regulamento. Estas auctoridades judiciaes serão mantidas á custa do Estado que fica na márgem do rio em que se acharem collocadas, e darão as suas sentenças en nome dos seus soberanos; mas os individuos que as compozerem prestarão juramento de observar strictamente o regulamento, e os juizes não poderão perder os seus logares senão em virtude de um processo intentado em toda as fórmas, e de uma condemnação passada contra elles. O modo por que hão de proceder será fixado pelo regulamento, e deverá ser uniforme em todo o curso do Rheno, e o mais summario possivel.

Aonde uma casa de arrecadação pertencer a mais de um estado, os individuos encarregados d'essas funcções judiciaes serão nomeados pelo soberano em cujo territorio se ache a casa de arrecadação de que se trata, e as sentenças serão proferidas em seu nome; mas as despezas serão feitas por todos aquelles que têem parte no producto da receita de uma tal casa de arrecadação, e na proporção do que lhes tocar.

Tribunaes de segunda instancia.

Art. 9. — As partes que quizerem interpôr appellação contra as sentenças proferidas pelas auctoridades judiciaes especificadas no precedente artigo, terão a escolha de se dirigir para esse fim á commissão central de que abaixo se fará menção, ou ao tribunal superior do paiz em que se ache o de primeira instancia perante o qual houverem litigado. Cada Estado que fica nas márgens do rio se obriga a estabelecer um similhante tribunal de segunda instancia, ou de designar um dos que já existam, para a decisão das causas d'esta natureza. Estes tribunaes prestarão igualmente juramento de observar o regulamento de navegação; a sua organisação e o seu modo de proceder fará parte do regulamento; e não poderão têr as suas sessões em uma cidade demasiado distante da márgem do Rheno. O regulamento comprehenderá as disposições precisas a tal respeito. As suas sentenças serão definitivas e não admittirão mais recursos.

1815.

Commission centrale.

ART. 10. — Afin d'établir un contrôle exact sur l'observation du règlement commun, et pour former une autorité qui puisse servir d'un moyen de communication entre les Etats riverains sur tout ce qui regarde la navigation, il sera créé une commission centrale.

Réunion de la commission.

ART. 11. — Chaque Etat riverain nommera un commissaire pour la former, et elle se réunira régulièrement le 1er novembre de chaque année à Mayence. Elle jugera, par les circonstances et les affaires sur lesquelles elle aura à statuer, si, outre cette session, il sera nécessaire qu'elle en tienne une seconde au printemps.

Le président, qui, sans autre prérogative, sera chargé de la direction générale des travaux de la commission, sera désigné par le sort, et renouvelé tous les mois dans le cas qu'une session se prolongeât. Un autre membre de la commission, sur le choix duquel ses membres conviendront, tiendra le procès-verbal.

Maintien du règlement.

ART. 12. — Afin qu'il existe une autorité permanente qui puisse aussi pendant l'absence de la commission centrale veiller au maintien du règlement, et à laquelle le commerce et les bateliers puissent recourir en tout temps, il sera nommé un inspecteur en chef et trois sous-inspecteurs.

L'inspecteur en chef résidera également à Mayence; les sous-inspecteurs seront destinés pour le haut, moyen et bas Rhin.

Distribution des voix.

ART. 13. — L'inspecteur en chef sera nommé par la commission centrale à la pluralité des voix, mais de la manière suivante : on fixera un nombre idéal de voix, et le commissaire prussien en exercera un tiers, le commissaire français un sixième, le commissaire des Pays-Bas un sixième, et celui des autres princes allemands, outre la Prusse, un tiers.

La distribution des voix de ces princes sera réglée dès qu'il aura été disposé définitivement de la rive entière du Rhin; mais elle sera faite également d'après l'étendue des possessions respectives sur la rive.

Les trois sous-inspecteurs seront nommés, l'un par la Prusse, le second alternativement par la France et les Pays-Bas, et le

1815.

Commissão central.

Art. 10. — A fim de estabelecer uma exacta vigilancia ácerca da observancia do regulamento commum, e de constituir uma auctoridade que possa servir como meio de communicação entre os Estados que ficam na márgem do rio para tudo o que respeita á navegação, será creada uma commissão central.

Sessões da commissão.

Art. 11. — Cada Estado que fica nas márgens do rio nomeará um commissario para a formar, e a mesma se reunirá regularmente no 1° de novembro de cada anno em Moguncia. A dita commissão julgará segundo as circumstancias e os assumptos sobre que tivêr de decidir, se, além d'aquella sessão, serão necessario têr uma segunda na primavera.

O presidente, que, sem outra mais prerogativa, será encarregado da direcção geral dos trabalhos da commissão, ha de ser eleito á sorte, e renovado todos os mezes no caso de que se prolongue a sessão. Um outro membro da commissão, em cuja escolha convierem os seus membros, terá a seu cargo as actas.

Observancia do regulamento.

Art. 12. — A fim de que exista uma auctoridade permanente que haja tambem, nà ausencia da commissão central, de vigiar pela observancia do regulamento, e á qual os negociantes e barqueiros possam a todo o tempo recorrer, nomear-se-ha um inspector em chefe e tres sub-inspectores.

O inspector em chefe tambem residirá em Moguncia; os sub-inspectores serão destinados para o alto, medio e baixo Rheno.

Distribuição dos votos.

Art. 13. — O inspector em chefe será nomeado pela commissão central por maioria de votos, mas do seguinte modo: fixar-se-ha um numero ideal de votos, dos quaes o commissario prussiano terá uma terça parte, o commissario francez uma sexta, o commissario dos Paizes-Baixos uma sexta, e o dos outros principes allemães, exceptuando a Prussia, uma terça.

A distribuição dos votos d'estes principes será regulada logo que se haja disposto definitivamente de toda a márgem do Rheno; mas aquella será feita proporcionadamente, segundo a extensão das respectivas possessões na márgem.

Os tres sub-inspectores serão nomeados, o primeiro pela Prussia, o segundo alternadamente pela França e pelos Paizes-

1815. troisième par les autres princes allemands co-possesseurs de la rive, qui conviendront sur le mode de concourir à cette nomination.

Règlementation du personnel.

ART. 14. — Les places, tant de l'inspecteur en chef que des sous-inspecteurs, seront à vie.

Si la commission croyait devoir éloigner un de ses employés pour cause de mécontentement de ses services, elle pourra mettre en délibération s'il devra simplement être remplacé par un autre, ou traduit en jugement.

Dans le premier cas, applicable également aux retraites pour cause d'infirmités, l'employé jouira d'une pension de retraite, laquelle sera de la moitié du traitement s'il n'a pas eu dix années de service, et des deux tiers s'il a servi dix années ou au delà. Cette pension sera payée de la même manière que le traitement lui-même. Dans le second cas la commission décidera, en délibérant de la manière prescrite par l'article 17, quels seront les tribunaux qui le jugeront en première et seconde instance; l'employé obtiendra sa pension de retraite s'il est acquitté entièrement, et il sera statué sur lui selon la sentence prononcée, dans le cas contraire. Aussi souvent que la commission mettra aux voix l'éloignement d'un des inspecteurs, elle votera de la manière indiquée à l'article 13; mais l'employé ne pourra perdre sa place que lorsqu'il aura les deux tiers du nombre idéal des voix contre lui.

Attributions de l'inspecteur en chef.

ART. 15. — L'inspecteur en chef, assisté des sous-inspecteurs, est destiné à veiller à l'exécution du règlement, et à mettre de l'ensemble dans tout ce qui regarde la police de la navigation. Il aura, en conséquence, le droit et le devoir d'adresser à cet égard des ordres aux bureaux de perception, et de se mettre en rapport avec les autorités locales des Etats riverains. Les employés des bureaux et les autorités locales devront lui prêter obéissance et assistance dans tout ce qui regarde l'exécution du règlement, et ne pourront surseoir à l'exécution de ses instructions que lorsqu'il dépasserait les limites de ses fonctions. Dans ce cas elles en feront incessamment rapport à leurs supérieurs.

Baixos, e o terceiro pelos outros principes allemães co-possuidores da márgem, os quaes concordarão no modo de concorrer áquella nomeação. 1815.

Suspensão dos empregados.

Art. 14. — Os logares, tanto do inspector em chefe como dos sub-inspectores, serão vitalicios.

Se a commissão julgasse dever suspender um dos seus empregados por estar descontente com os seus serviços, poderá submetter á deliberação se o mesmo deve ser simplesmente substituido por outro, ou instaurar-se-lhe processo.

No primeiro caso, que tambem é applicavel ás refórmas por motivo de molestia, o empregado gosará de uma pensão de refórma, que será de metade do ordenado se não contar dez annos de serviço, e de duas terças partes se contar dez annos ou mais. Esta pensão será paga do mesmo modo que o ordenado. No segundo caso, a commissão decidirá, deliberando na fórma prescripta pelo artigo 17, quaes os tribunaes que o hão de julgar em primeira e segunda instancia; o empregado obterá a sua pensão de refórma se fôr completamente absolvido, e no caso contrario será processado na conformidade da sentença contra elle proferida. Sempre que a commissão pozer a votos a suspensão de um dos inspectores, votará pelo modo indicado no artigo 13; mas o empregado não poderá perder o seu logar senão quando tenha contra si as duas terças partes do numero ideal dos votos.

Attribuições do inspector em chefe.

Art. 15. — O inspector em chefe, assistido dos sub-inspectores, é destinado a vigiar pela execução do regulamento e arranjar tudo que é relativo á policia da navegação, terá por consequencia o direito e a obrigação de dar órdens sobre este particular ás casas de arrecadação, e de pôr-se em communicação com as outras auctoridades locaes dos Estados que ficam nas márgens do rio. Os empregados das casas de arrecadação e as auctoridades locaes deverão prestar-lhe obediencia e assistencia em tudo que respeita á execução do regulamento, e não poderão oppôr-se á execução das suas instrucções senão quando exceda os limites das suas funcções. N'este caso darão immediatemente parte aos seus superiores.

1815.

L'inspecteur en chef devra, en outre, préparer tous les matériaux qui pourront éclairer la commission centrale sur l'état et les besoins de la navigation, et lui faire les propositions convenables sur les mesures qu'il serait bon de prendre. Dans les cas urgents il pourra et devra entretenir à cet égard une correspondance avec ses membres, même dans le temps où elle ne sera pas réunie.

Attributions de la commission centrale.

ART. 16. — La commission centrale se fera rendre compte par les inspecteurs de leur administration, les assistera dans leurs fonctions, et surveillera la manière dont ils s'en acquittent. Elle s'occupera en même temps de tout ce qui pourra tendre au bien général de la navigation et du commerce, et publiera à la fin de chaque année un rapport détaillé sur l'état de la navigation du Rhin, son mouvement annuel, ses progrès, les changements qui pourraient y avoir lieu, et tout ce qui intéresse le commerce intérieur et étranger.

Décisions de la commission.

ART. 17. — La commission centrale prendra ses décisions à la pluralité absolue des voix, qui seront émises dans une parfaite égalité. Mais ses membres devant être regardés comme des agents des Etats riverains chargés de se concerter sur les intérêts communs, ses décisions ne seront obligatoires pour les Etats riverains que lorsqu'ils y auront consenti par leur commissaire.

Traitement des inspecteurs.

ART. 18. — Le traitement de l'inspecteur en chef et des sous-inspecteurs, mais non pas celui des commissaires, qui pourront être de simples agents temporaires, sera fixé par le règlement. Il sera à la charge de tous les Etats riverains, qui y contribueront dans la proportion de la part qu'ils prennent à leur nomination.

Le règlement contiendra tout ce qui appartient à l'organisation ultérieure de la commission centrale et de l'administration permanente, et fixera d'une manière précise et détaillée toutes ses fonctions et ses attributions.

Transbordements.

ART. 19. — Les droits d'étape ayant été supprimés par l'article 8 de la convention du 15 août 1804, la même suppression est étendue actuellement aux droits que les villes de Mayence

O inspector em chefe deverá além d'isso preparar todos os materiaes que possam servir para esclarecimento da commissão central, sobre o estado e necessidades da navegação, e fazer-lhe as convenientes propostas ácerca das medidas que devam tomar-se. Em casos urgentes, poderá e deverá entretêr a este respeito uma correspondencia com os seus membros, mesmo no tempo em que ella não esteja reunida. 1815.

Art. 16. — A commissão central fará com que os inspectores lhe dêem conta da sua administração, lhe assistirá nas suas funcções, e vigiará ácerca do modo por que as desempenham. Deverá ao mesmo tempo occupar-se de tudo quanto possa tender ao bem geral da navegação e do commercio, e publicará, no fim de cada anno, um relatorio circumstanciado sobre o estado da navegação do Rheno, seu movimento annual, seus progressos, as mudanças que tiverem tido logar, e tudo o que interesa ao commercio interno e externo. Attribuições da commissão central.

Art. 17. — A commissão central decidirá por maioria absoluta de votos, que serão emittidos com perfeita igualdade. Mas devendo os seus membros ser considerados como agentes dos Estados que ficam nas márgens do rio encarregados de conferir sobre os seus interesses communs, as suas decisões não serão obrigatorias para os ditos Estados emquanto não derem o seu consentimento por meio do seu commissario. Maioria absoluta dos votos.

Art. 18. — O ordenado do inspector em chefe e dos sub-inspectores, mas não o dos commissarios, que possam ser simples agentes temporarios, será fixado pelo regulamento. Estará a cargo de todos os Estados que ficam nas márgens do rio, os quaes contribuirão para o mesmo na proporção da parte que têem na sua nomeação. Funcções e attribuições da commissão.

O regulamento conterá tudo o que pertence á organisação ulterior da commissão central e da administração permanente, e fixará de um modo preciso e minucioso todas as suas funcções e attribuições.

Art. 19. — Havendo os direitos de transito sido supprimidos pelo artigo 8 da convenção de 15 de agosto de 1804, a mesma suppressão fica sendo actualmente extensiva aos direi- Baldeação das carregações.

1815. et de Cologne exerçaient sous le nom de droits de relâche, d'échelle ou de rompre charge (*Umschlag*), de façon qu'il sera libre de naviguer sur tout le cours du Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à son embouchure dans la mer, soit en remontant, soit en descendant, sans qu'on soit obligé de rompre charge et de verser les chargements dans d'autres embarcations, dans quelque port, ville ou endroit que cela puisse être.

Police pour obvier aux fraudes.

ART. 20. — Il sera établi toutefois une police règlementaire pour obvier aux fraudes qui pourraient avoir lieu dans les endroits d'embarcation, de décharge ou de versements de chargements; et les taxes de guerre, de quai et de magasinage, là où ces établissements existent ou seront nouvellement établis, seront fixées par le règlement d'une manière uniforme, et sans pouvoir être augmentées ensuite autrement que d'un commun accord.

Nul ne pourra exercer un droit exclusif de navigation.

ART. 21. — Aucune association, moins encore un individu qualifié batelier (là où il n'existerait point d'association) d'un des Etats riverains, ne pourra exercer un droit exclusif de navigation sur cette rivière ou sur une de ses parties. Il sera libre aux sujets de chacun de ces Etats de rester membres d'une association d'un autre de ces Etats.

Les douanes n'entraveront pas la navigation.

ART. 22. — Les douanes des Etats riverains n'ayant rien de commun avec les droits de navigation, elles resteront séparées de la perception de ces derniers. Le règlement définitif renfermera les dispositions propres à empêcher que la surveillance des douanes ne mette des entraves à la navigation.

Bateaux de l'octroi.

ART. 23. — Les bateaux et nacelles de l'octroi porteront le pavillon de celui des Etats riverains auquel ils appartiennent; mais pour les désigner comme destinés au service de l'octroi, il y sera ajouté le mot *Rhenus*.

Les droits ne seront pas affermés.

ART. 24. — Les droits de la navigation du Rhin ne pourront jamais être affermés, soit en masse, soit particulièrement.

ART. 25. — Aucune demande en exemption ou modération

tos que as cidades de Moguncia e de Colonia cobravam, debaixo da denominação de direitos de arribada, de escala ou de examinar a carga (*Umschlag*), de fórma que se poderá navegar livremente em todo o curso do Rheno, desde o ponto em que se torna navegavel até á sua embocadura no mar, quer subindo, quer descendo, sem ser obrigado á abrir as escotilhas, nem baldear as carregações para outras embarcações, em qualquer porto, cidade ou logar que possa ser. 1815.

Modo de impedir as fraudes a respeito dos direitos.

Art. 20. — Em todo o caso se estabelecerá uma policia regulamentar para impedir as fraudes que poderiam têr logar nos sitios de embarque, de descarga ou de baldeação das carregações; e os direitos de guindaste, de caes e de armazenagem, nas localidades aonde já existem ou de novo se estabeleçam, serão fixados pelo regulamento de um modo unifórme, e sem poderem augmentar-se no futuro senão por um commum accordo.

Nenhuma companhia exclusiva.

Art. 21. — Nenhuma companhia, e muito menos um individuo qualificado barqueiro (aonde não existam companhias) de um dos Estados que ficam nas márgens do rio, poderá exercer direito exclusivo de navegação n'esse rio ou em qualquer parte do mesmo. Os subditos de um dos ditos Estados terão a faculdade de ser socios de uma companhia em qualquer outro d'esses Estados.

Obstaculos á navegação.

Art. 22. — As alfandegas dos Estados que ficam nas márgens do rio, não tendo nada de commum com os direitos de navegação, não intervirão na cobrança d'estes ultimos. O regulamento definitivo comprehenderá as disposições proprias para impedir que a vigilancia das alfandegas ponha obstaculos á navegação.

Barcos da fiscalisação.

Art. 23. — Os barcos e botes da fiscalisação levearão a bandeira do Estado a que pertencem; mas a fim de se indicar que se acham destinados ao serviço da fiscalisação, pôr-se-lhes-ha a palavra *Rhenus*.

Arrendação em massa.

Art. 24. — Os direitos da navegação do Rheno não poderão jamais ser arrendados, quer no todo, quer em parte.

Art. 25. — Nenhuma pretenção de isenção ou abatimento nos

1815.

Aucune exemption de droits ne sera accordée.

de droits ne sera admise, ni par les préposés des bureaux, ni même par la commission centrale, quelles que soient la nature, l'origine et la destination des embarcations, des effets ou des marchandises, et à quelques personnes, corps, villes ou Etats que les uns ou les autres appartiennent, comme aussi pour quelque service et par quelque ordre que le transport s'en effectue.

Cas de guerre.

ART. 26. — S'il arrivait (ce qu'à Dieu ne plaise) que la guerre vînt à avoir lieu entre quelques-uns des Etats situés sur le Rhin, la perception du droit d'octroi continuera à se faire librement, sans qu'il y soit apporté d'obstacle de part et d'autre.

Les embarcations et personnes employées au service de l'octroi, jouiront de tous les priviléges de la neutralité. Il sera accordé des sauve-gardes pour les bureaux et les caisses de l'octroi.

Dispositions à régler ultérieurement.

ART. 27. — La commission actuelle ayant dû se borner à poser les principes les plus généraux, sans entrer dans tous les détails qu'il sera indispensable de régler, toutes les dispositions particulières, et nommément celles qui regardent le tarif des droits, tant celui qui est adopté pour toutes les marchandises en général que celui pour les marchandises qui, d'après une certaine classification, paient des droits moins forts; la distribution des bureaux de perception, leur organisation et le mode de percevoir; l'organisation des autorités judiciaires de première et seconde instance, et leur procédure; l'entretien des chemins de halage et les travaux au lit de la rivière; les manifestes, le jaugeage et la désignation des bateaux et des trains de bois; les poids, mesures et monnaies qui seront adoptés et leur réduction et évaluation; la police pour les ports d'embarcation, de décharge et de versements de chargements; les associations des bateliers; les conditions requises pour être batelier; la grande et la petite navigation, si une pareille distinction, qui ne peut plus exister dans le sens que lui donne la convention de 1804, devait être maintenue sous d'autres rapports et par d'autres raisons; la fixation du prix du fret; les contraventions; la séparation des bureaux pour la navigation,

direitos será admittida pelos encarregados fiscaes nem pela commissão central, sejam quaes fórem a natureza, origem e destino dos barcos, objectos ou mercadorias, e os individuos, corporações, cidades ou Estados á que uns e outros pertencerem, e o serviço e órdem em virtude de que se transportem. 1815. Nenhuma isenção admittida.

ART. 26. — Se succedesse (o que Deus não permitta) romper a guerra entre alguns dos Estados situados no Rheno, a cobrança dos direitos continuará a fazer-se livremente, sem que de uma e outra parte se lhe ponha obstaculos. Casus belli.

As embarcações e as pessoas empregadas na fiscalisação gosarão de todos os privilegios da neutralidade. Serão concedidas cartas de seguro para as repartições e cofres das alfandegas.

ART. 27. — Tendo a actual commissão sido obrigada a assentar os principios mais geraes, sem entrar en todos os promenores que indispensavelmente se hão de regular, ficam reservadas para o regulamento definitivo, que se formará segundo em seguida se expõe : todas as disposições particulares, e com especialidade as que dizem respeito á tarifa dos direitos, tanto á que se adopta para todas as mercadorias em geral, como áquella para as mercadorias que, segundo certa classificação, pagam menores direitos ; a distribuição das casas de arrecadação, a sua organisação e o modo de arrecadar; a organisação das auctoridades judiciaes de primeira e segunda instancia, e a fórma do seu processo; a conservação dos caminhos de sirga, e as óbras no leito do rio ; os manifestos ; a arqueação e designação dos barcos e balsas ou conducções de madeiras; os pesos, medidas e moeda que se adoptem, e a sua reducção e avaliação; a policia dos portos para embarque, descarga e baldeação das carregações; as companhias dos barqueiros; as condições requeridas para ser barqueiro; a maior e menor navegação, se uma tal distincção, que já não póde mais existir no sentido que lhe dá a convenção de 1804, houvesse de continuar a outros respeitos e por outras rasões ; a fixação do preço dos fretes; as contra- Disposições que se hão de regular.

1815.

des douanes, etc., etc., seront réservés au règlement définitif, qui sera dressé ainsi qu'il va être exposé ci-après.

Rentes perpétuelles assignées sur le produit de la navigation.

ART. 28. — Les dispositions des §§ 9, 14, 17, 19 et 20 du recès principal de la députation extraordinaire de l'empire du 25 février 1803, concernant les rentes perpétuelles directement assignées sur le produit de l'octroi de la navigation du Rhin, sont maintenues. En conséquence de ce principe :

1° Les gouvernements allemands co-possesseurs de la rive du Rhin se chargent du paiement des susdites rentes, en se réservant néanmoins la faculté de racheter ces rentes d'après la teneur du § 30 du recès, ou au denier quarante, ou moyennant tout autre arrangement dont les parties intéressées conviendront de gré à gré.

2° Sont exceptés du principe général du paiement des rentes énoncées à l'alinéa précédent, les cas où le droit de réclamer ces rentes souffrirait des objections particulières et légales.

Ces cas seront examinés et décidés ainsi qu'il sera dit dans l'alinéa suivant.

3° L'application du principe énoncé à l'alinéa 1er aux différentes réclamations, et le jugement sur les exceptions mentionnées à l'alinéa 2°, sera confié à une commission composée de cinq personnes, que la cour de Vienne sera invitée par les gouvernements allemands, co-possesseurs de la rive, à désigner, en choisissant, autant que possible, des individus qui ont été membres du conseil aulique de l'empire, et qui se trouvent encore ici.

Cette commission décidera de cette affaire en toute justice et avec la plus grande équité, et les gouvernements débiteurs des rentes promettent de s'en tenir à cette décision, sans autre recours ni objection quelconque.

4° La susdite commission examinera le droit de demander les arrérages des rentes, et décidera, tant du principe si les possesseurs actuels de la rive du Rhin sont obligés de payer ces arrérages, que de l'application de ce principe s'il est reconnu par la commission, aux différentes réclamations d'arrérages en

venções; a separação das repartições para a navegação das destinadas para as alfandegas, etc., etc.

1815.

Rendas perpetuas designadas ao producto do direito sobre a navegação.

ART. 28. — As disposições dos §§ 9, 14, 17, 19 e 20 do recesso principal da deputação extraordinaria do imperio de 24 de fevereiro de 1803, concernentes ás rendas perpetuas directamente designadas ao producto do direito sobre a navegação do Rheno, são mantidas. Como consecuencia d'este principio:

1° Os governos allemães co-possuidores da márgem do Rheno se encarregam do pagamento das sobreditas rendas, reservando-se comtudo a faculdade de as remir segundo o teôr do § 30 do recesso, quer a 2 1/2 por cento, quer mediante algum outro ajuste em que convierem amigavelmente as partes interessadas.

2° São exceptuados do principio geral do pagamento das rendas mencionadas no paragrapho precedente, os casos em que o direito de reclamar aquellas rendas soffresse objecções particulares e legaes.

Estes casos serão examinados e decididos pelo modo declarado no paragrapho seguinte.

3° A applicação do principio mencionado no paragrapho 1° relativamente ás differentes reclamações, e a decisão ácerca das excepções a que se refere o paragrapho 2°, será confiada a uma commissão composta de cinco individuos que a côrte de Vienna será convidada pelos governos allemães, co-possuidores da márgem, a designar, elegendo o mais possivel pessoas que tenham sido membros do conselho aulico do imperio, e que ainda aqui se encontram.

Esta commissão decidirá este assumpto com toda a justiça e com a maior equidade, e os governos que deverem taes rendas promettem submetter-se áquella decisão sem mais recurso nem objecção.

4° A sobredita commissão examinará o direito de requerer os atrazados das rendas, e decidirá tanto sobre o principio se os possuidores actuaes da márgem do Rheno são obrigados a pagar taes atrazados, como sobre a applicação d'aquelle principio, se a commissão o reconhecesse, ás diversas reclamações de atraza-

1815. particulier. Elle terminera son travail dans le terme de trois mois à dater du jour de sa convocation.

5° Si la commission décide que les arrérages devront être payés et en fixe la quotité, la commission centrale déterminera le mode du paiement, de sorte que les gouvernements débiteurs auront le choix, ou de les acquitter dans dix années consécutives, par dixième chaque année, ou de les transformer d'après l'analogie du § 30 du recès au denier quarante, en rentes additionnelles à celles que les maisons à qui ils appartiennent, possèdent à présent.

La commission centrale déterminera également si et en quelle proportion la France devra contribuer au paiement desdits arrérages.

6° Tous les paiements dont il est question dans le présent article s'effectueront par semestre.

La commission centrale fixera le mode de ces paiements en adoptant, autant que possible, celui qui sera le plus favorable à ceux qui jouissent de ces rentes, et les gouvernements débiteurs y contribueront dans la proportion de la part qu'ils ont à la recette de l'octroi. Cette proportion sera fixée une fois pour toutes par la commission centrale, à sa première réunion, sur la base du produit de l'année commune des différents bureaux de perception qui ont existé dans le courant des six premières années que la convention de 1804 a été mise en activité.

Fonds des pensions et secours.

ART. 29. — Les dispositions renfermées dans les articles 73 à 78 de la convention du 15 août 1804 concernant le fonds destiné à l'acquit des pensions de retraite et aux secours accordés aux veuves et aux enfants des employés, le montant des vacances, le droit de retraite, le montant des pensions et les secours à accorder aux veuves et orphelins, étant intimement liées à la perception des droits en commun, cessent désormais, et le soin d'accorder des pensions de retraite aux employés de l'octroi, et des secours à leurs veuves et orphelins, est abandonné à chaque Etat riverain en particulier.

dos em particular. A mesma commissão concluirá os seus trabalhos dentro do praso de tres mezes, contados do dia da sua convocação. 1815.

5° Se a commissão decide que os atrazados devem ser pagos, e fixa o seu importe, a commissão central determinará o modo do pagamento, de sorte que os governos devedores terão a escolha ou de os satisfazer dentro de dez annos consecutivos, na rasão de uma decima parte em cada anno, ou de os converter segundo a analogia do paragrapho 30 do recesso, a 2 1/2 por cento, em rendas addicionaes áquellas que as casas, a que elles pertencem, ao presente possuem.

A commissão central determinará igualmente se, e em que proporção, a França deverá contribuir para o pagamento dos ditos atrazados.

6° Todos os pagamentos de que se trata no presente artigo serão effectuados por semestres.

A commissão central fixará o modo de taes pagamentos, adoptando, o mais possivel, aquelle que mais favoravel fôr aos que gosam d'essas rendas, e os governos devedores contribuirão para isso na proporção da parte que têem na receita dos direitos. Esta proporção será fixada, uma vez por todas, pela commissão central na sua primeira reunião, sobre a base do producto de um anno das differentes casas de arrecadação que têem existido durante os seis primeiros annos em que a convenção de 1804 foi posta em vigor.

Fundo das pensões e soccorros.

Art. 29. — As disposições comprehendidas nos artigos 73 a 78 da convenção de 15 de agosto de 1804, concernentes ao fundo destinado para o pagamento das pensões de refórma e soccorros concedidos ás viuvas e filhos dos empregados, o importe das vacaturas, o direito de refórma, o impórte das pensões, e os soccorros que se hão de conceder ás viuvas e orphãos, estando intimamente connexos com a receita geral dos direitos, cessam no successivo, e o cuidado de conceder pensões de refórma aos encarregados dos direitos, e soccorros ás suas viuvas e orphãos, fica á discrição de cada Estado confinante com as márgens do rio em particular.

1815. La commission centrale s'occupera nonobstant, immédiatement après sa première réunion, à s'arranger avec la France sur la restitution du fonds formé en vertu de l'article 73 de la convention par la retenue de 4 pour cent sur les traitements, qui a été versé dans la caisse d'amortissement, et le gouvernement français s'engage à cette restitution dès que le montant de ce fonds aura été liquidé par la commission centrale.

Cette restitution faite, la commission examinera quelles pensions et secours sont encore à distribuer de ce fonds, et les assignera selon les principes de la convention de 1804.

Les individus qui ont été employés auprès de l'octroi, à qui on ne pourrait point proposer dans le nouvel ordre de choses des places convenables, ou qui allégueraient des raisons pour ne pas les accepter qui seraient jugées valables par la commission centrale, seront pensionnés et traités d'après les principes de l'article 59 du recès de l'empire de 1803.

Pensions des employés aux péages.

ART. 30. — Les pensions des anciens employés aux péages supprimés par l'article 39 du recès de 1803, seront payées par les gouvernements allemands co-possesseurs de la rive.

Celles qui auraient été légalement accordées depuis l'époque où l'octroi de la navigation a été mis en activité, seront également payées; mais la commission centrale examinera et décidera en quelle proportion les gouvernements co-possesseurs de la rive, à l'exception toujours du royaume des Pays-Bas, devront y contribuer.

Elle liquidera le montant de toutes ces pensions, et en arrêtera définitivement l'état, qui servira de norme au paiement.

Le paiement, tant de ces pensions que de celles mentionnées dans l'article 29, se fera de la manière que cela est arrêté d'après l'alinéa 6e de l'article 28 pour le paiement des rentes.

Nomination de la commission centrale.

ART. 31. — Dès que les principes généraux sur la navigation du Rhin seront fixés au congrès, les Etats riverains nommeront les individus qui formeront la commission centrale, et cette commission se réunira au plus tard le 1er juin de cette année à Mayence. A cette même époque, l'administration pro-

A commissão central se occupará comtudo, logo depois da sua primeira reunião, de combinar-se com a França sobre a restituição do fundo formado, em virtude do artigo 73 da convenção, com o desconto de 4 por cento nos soldos, que entrou na caixa de amortisação, e o governo francez se obriga áquella restituição, logo que o importe do dito fundo haja sido liquidado pela commissão central. 1815.

Feita a restituição, a commissão examinará quaes as pensões e soccorros que ainda têem de ser distribuidos d'aquelle fundo, e os designará segundo os principios da convenção de 1804.

Os individuos que hajam sido empregados na cobrança, a quem não se poderia dar, na nova órdem de cousas, logares convenientes, ou que allegassem rasões para os não aceitar, as quaes a commissão central julgasse justas, serão pensionados e tratados segundo os principios do artigo 59 do recesso do imperio de 1803.

Importe das pensões.

Art. 30.— As pensões dos antigos encarregados dos direitos de portágem, supprimidos pelo artigo 39 do recesso de 1803, serão pagas pelos governos allemães co-possuidores da márgem do rio.

As que houverem sido legalmente concedidas depois da epocha em que começou a têr vigor o direito de navegação, serão tambem pagas; porém a commissão central examinará e decidirá a proporção em que os governos co-possuidores da márgem do rio, exceptuando em todo o caso o reino dos Paizes-Baixos, deverão contribuir para os mesmos.

Tambem liquidará o impórte de todas estas pensões, e determinará definitivamente a escala que deve servir de nórma para o pagamento.

O pagamento, tanto d'estas pensões como das mencionadas no artigo 29, se fará pelo modo que está fixado no paragrapho 6° do artigo 28 para o pagamento das rendas.

Nomear-se-ha a commissão central.

Art. 31. — Logo que os principios geraes para a navegação do Rheno fôrem fixados no congresso, os Estados que ficam na márgem do rio nomearão os individuos que hajam de formar a commissão central, e esta commissão se reunirá, o mais tardar, no 1° de junho d'este anno em Moguncia. Na mesma epocha a

1815. visoire actuelle remettra la direction dont elle a été chargée à la commission centrale et aux autorités riveraines; la perception partielle des droits sera substituée à la perception commune, et l'on fera émaner au nom de tous les Etats riverains une instruction intérimistique, par laquelle on ordonnera de suivre, jusqu'à la confection et sanction définitive du nouveau règlement, la convention du 15 août 1804, en indiquant toutefois succinctement lesquels de ces articles se trouvent déjà supprimés par les dispositions actuelles, et quelles autres dispositions il faut dès à présent y substituer.

Formation d'un règlement définitif.

ART. 32. — Dès que la commission centrale sera réunie, elle s'occupera :

1° A dresser le règlement pour la navigation du Rhin. Il suffit d'observer ici que les présents articles lui serviront d'instruction, et que les objets que le règlement devra embrasser sont indiqués tant dans le travail actuel que dans la convention du 15 août 1804, et qu'elle devra prendre à tâche de conserver tout ce que cette convention renferme de bon et d'utile.

Lorsque le règlement sera terminé, il sera soumis à la sanction des gouvernements riverains, et ce n'est que lorsque cette sanction aura été donnée, que le nouvel ordre de choses pourra commencer, et que la commission centrale pourra entrer dans ses fonctions ordinaires.

2° A remplacer l'administration centrale actuelle là où cela sera nécessaire jusqu'à la publication du nouveau règlement.

DALBERG.
CLANCARTY.
WREDE.
TURKHEIM.
BERCKHEIM.
DE MARSCHALL.
SPAEN.
HUMBOLDT.
WESSENBERG (1).

(1) Les annexes à l'acte final du congrès de Vienne sont continuées dans le tome VI.

FIN DU TOME CINQUIÈME.

administração provisoria actual entregará a direcção, de que foi encarregada, á commissão central e ás auctoridades das márgens do rio; a cobrança parcial dos direitos será substituida á cobrança commum, e publicar-se-ha, em nome de todos os Estados que ficam nas márgens do rio, uma instrucção temporaria, na qual se mande observar, até á confecção e sancção definitiva do novo regulamento, a convenção de 15 de agosto de 1804, indicando-se porém succintamente quaes dos seus artigos se acham já supprimidos pelas actuaes disposições, e quê outras disposições se lhes deverão desde já substituir. 1815.

Formação do regulamento definitivo.

ART. 32. — Logo que a commissão central estiver reunida, se occupará :

1° Em formar o regulamento para a navegação do Rheno. Basta observar aqui que os presentes artigos lhe servirão de instrucção, e que os assumptos, que o regulamento deverá abranger, acham-se indicados, tanto no presente instrumento, como na convenção de 15 de agosto de 1804, e que deverá pôr todo o cuidado em conservar o que aquella convenção encerra de bom e de util.

Quando o regulamento estiver terminado, será submettido á sancção dos governos do Rheno, e só depois de concedida essa sancção é que a nova órdem de cousas poderá começar, e a commissão central entrar em suas funcções ordinarias.

2° Em substituir a actual administração central aonde fôr necessario, até á publicação do novo regulamento.

DALBERG.
CLANCARTY.
WREDE.
TURKHEIM.
BERCKHEIM.
DE MARSCHALL.
SPAEN.
HUMBOLDT.
WESSENBERG (1).

(1) Los anexos al acto final del congreso de Viena continúan en el tomo VI.

FIN DEL TOMO QUINTO.

TABLE DU CINQUIÈME VOLUME.

Pages.

1806. Mémoire et narration historique de la prise de Buénos-Ayres par les Anglais et de sa reprise par les naturels.
Suite 5
Copie du rapport du commodore Hope Popham au lord de l'amirauté, sur la reprise de Buénos-Ayres . . . 34
Déclarations faites par le gouverneur anglais, immédiatement après la prise de la ville. 43
Conditions concédées aux habitants par les généraux anglais 46
Ordre imposant aux esclaves l'obéissance à leurs maîtres, et prescrivant l'ouverture des boutiques, magasins, etc. 50
Ordre de livrer les armes. 51
Peines contre ceux qui excitent les soldats anglais à la désertion 51
Liberté du commerce accordée à Buénos-Ayres en conformité de celle qui existe dans les autres colonies britanniques 53
Appendice. — Seconde édition du rapport de sir Hope Popham à son gouvernement. 56
Rapport du général Liniers au prince de la Paix, sur la reprise de Buénos-Ayres 64
Note du général Liniers au major Berresford, au sujet de la fausse capitulation. 78
Second rapport du général de Liniers au prince de la Paix 81
Intimation des généraux anglais pour la reddition de la place de Montevideo; réponse négative du vice-roi. . 85
Instructions données par le gouvernement de S. M. B. au général Whitelock 86

Pages.

Rapport de l'amiral Murray sur le débarquement des troupes britanniques à Barragan. 93
Rapport du général Gower sur le combat de Miserere. . 96
Intimation faite par le général Gower, et réponse du colonel Elio 98
Intimation faite par le général Whitelock, et réponse du général Liniers 99
Intimation faite par le général Liniers, et réponse du général Whitelock 100
Seconde lettre du général anglais, proposant de suspendre les hostilités 102
Propositions présentées par le général Gower, qui, avec des modifications et des additions, servirent de capitulations 102
Lettre des généraux anglais acceptant les capitulations . 104
Rapport de l'amiral Murray à son gouvernement . . . 104
Rapport du général Whitelock à son gouvernement, en lui communiquant les capitulations. 107
Extrait du rapport du général Liniers au prince de la Paix. 113
Lettre du général Whitelock au général espagnol en faveur de Berresford 115
Lettre d'adieu des officiers anglais envoyés à Catamarca. 115

1807. Convention secrète entre le Portugal et l'Angleterre sur l'établissement au Brésil du siége de la monarchie portugaise 118

1808. Convention entre le roi Charles IV et Napoléon, par laquelle le premier cède au second la couronne d'Espagne. 127

1808. Traité entre le prince des Asturies et Napoléon, par lequel le premier adhère à la renonciation faite par son père Charles IV, et renonce pour lui-même à ses droits sur la couronne d'Espagne 130

1808. Traité entre Joseph Napoléon en qualité de roi d'Espagne, et l'Empereur son frère, par lequel celui-ci cède à Joseph le royaume d'Espagne et des Indes 133

1809. Traité d'alliance et de commerce entre le Portugal et l'Angleterre 142

1787. Instructions réservées données au conseil d'Etat d'Espagne sous le ministère du comte de Florida-Blanca, dans lesquelles il est traité de la question des limites en Amérique, entre l'Espagne et le Portugal 168

1809. Convention entre le Portugal et l'Angleterre sur un emprunt de 600,000 livres sterling 176

Pages.

1810. Traité de commerce et de navigation entre le Portugal et l'Angleterre.
Notice historique. 181
Document 183
1810. Traité d'alliance et d'amitié entre le Portugal et l'Angleterre 207
1810. Convention entre le Portugal et l'Angleterre sur l'établissement de paquebots faisant le service des postes . . 217
1810. Contrat de mariage de la princesse Marie-Thérèse de Portugal avec l'infant d'Espagne Pierre-Charles 221
1810. Traité de trève et de rachat entre le Portugal et le pacha d'Alger 228
1812. Déclaration prorogeant le traité d'amitié, de navigation et de commerce du 16/27 décembre 1798, entre le Portugal et la Russie . . . . . 230.
1812. Convention faite entre les commissaires portugais et les commissaires britanniques sur quatre points se rattachant à l'exécution du traité de commerce et de navigation du 19 février 1810.
Notice historique 236
Document 238
1814. Acte d'adhésion du Portugal à la convention de Paris du 23 avril 1814, entre la France et les puissances alliées . 244
1814. Traité de paix entre le Portugal et ses alliés et Louis XVIII, roi de France 248
1777. Question des limites dans l'Amérique du Sud.
Notice historique. 264
Mémoire sur l'état des relations diplomatiques entre l'Espagne et le Portugal en 1777. 265
Instruction adressée par le marquis de Pombal à D. Vincent de Souza Coutinho, ambassadeur de Portugal à Paris. 284
Appendice au billet du marquis de Pombal pour le marquis de Blosset, ambassadeur de France 295
Mémoire envoyé par le marquis de Pombal à l'ambassadeur D. Vincent de Souza Coutino, pour être présenté à M. de Vergennes, ministre et secrétaire d'Etat du roi de France 299
Réponse du marquis de Pombal sur les conditions préalables de la médiation envoyées à la cour de Paris par le marquis de Grimaldi au nom de la cour d'Espagne. 302

Pages.

1814. Convention provisoire pour le renouvellement des relations diplomatiques et commerciales entre le Portugal et la France. 312

1815. Convention entre le Portugal et la Grande-Bretagne pour terminer les différends et indemniser les pertes des sujets portugais dans le trafic des esclaves 320

1815. Traité entre le Portugal et l'Angleterre pour l'abolition du trafic des esclaves.

Notice historique 326

Document 328

1815. Déclaration prorogeant pour une année de plus le traité d'amitié, de navigation et de commerce du 16/27 décembre 1798 entre le Portugal et la Russie 340

1815. Convention entre les plénipotentiaires de France et de Portugal, relativement à la restitution de la Guyane française. 342

1815. Règlement sur le rang des agents diplomatiques.

Acte final du traité de Vienne. (Extrait.) 350

XVe Annexe. Déclaration des puissances sur l'abolition du trafic des esclaves 360

XVIe Annexe. Règlement pour la libre navigation des rivières 366

Articles concernant la navigation du Rhin 370

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.

ERRATA.

Pages 350 et 351. Supprimez le titre *Règlement sur le rang entre les agents diplomatiques.*

Page 400. Supprimez la ligne 18, qui renvoie au titre des pages 350 et 351.